هكذا من الأصل

# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12530 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 14 MAI 1985

# Triomphe social-démocrate en Rhénanie-Westphalie

## Douche froide pour M. Kohl

Le parti de M. Helmut Kohl a donc subi un échec cuisant dans le Land le plus peuplé de la République fédérale. Les électeurs ont-ils voulu ainsi rendre hommage à un homme, M. Johannes Rau, qui semble aujourd'hui s'imposer comme le futur chef de la social-démocratie et comme un candidat possible dans la course à la chancellerie en 1987 ? Ont-ils voté surtout contre un chômage dont ils rendraient responsable la politique économique de Bonn ? Ont-ils entendu sanctionner les critiques que la République fédérale s'est attirées ces dernières semaines à propos de l'anniversaire du 8 mai 1945 et de la visite de M. Reagan au cimetière de Bitburg ?

Toutes ces raisons sont probablement mêlées. M. Kohl, qui, il y a deux semaines encore, fêtait la moitié de la législature avec un optimisme que l'on croyait inébranlable, a dû en tout cas déchanter dimanche soir. On a peine à croire que la façon dont s'est déroulé le sommet de Bonn et la tempête déclenchée autour de la visite du président des Etats-Unis n'y soient absolument pour rien. Plus que tel ou tel grief précis, c'est probablement l'impression d'un certain manque de maîtrise dans sa façon d'aborder l'histoire allemande et de traiter avec Washington qui a entraîné la CDU à l'échec. M. Franz Josef Strauss, qui ne désespère toujours pas de « monter » à Bonn, parle de « dilettantisme ». Il mettra sans nul doute la défaite des chrétiens-démocrates à profit pour redoubler ses pressions sur le gouvernement fédéral.

Mais ces élections régionales sont surtout une victoire pour le Parti social-démocrate. Elle pourrait bien mettre un terme à trois années de « dérive » écolo-pacifiste du SPD ; elle infirme en tout cas la conclusion qu'on avait pu hâtivement tirer des deux dernières consultations régionales, le 10 mars. Ce jour-là, le Parti social-démocrate, guidé en Sarre par le ténor de son aile gauche, M. Oskar Lafontaine, remportait dans ce Land une victoire marquante, tandis que sa section berlinoise, restée plus proche de la social-démocratie traditionnelle et modérée, essuyait un échec. Le « gauchisme » était-il donc le seul moyen pour le SPD de retenir un électorat tenté de faire défection au profit du jeune parti Vert ? M. Johannes Rau, qui incarne la tendance modérée, classique et gestionnaire du parti, vient de prouver le contraire.

Les Verts, il est vrai, ont travaillé eux-mêmes à leur échec. La persistance de leurs querelles internes, leur façon de mettre à l'écart les plus fortes personnalités parmi eux au nom de principes assez puérils comme celui de la rotation des cadres et des mandats, leurs prises de position extrêmes sur des sujets aussi divers que la politique de l'Etat d'Israël, le terrorisme ou la pédophilie, ont contribué à accroître le doute sur leur capacité à exercer des responsabilités politiques.

D'autre part, le Parti libéral (FDP), fût-ce avec un score modeste (6 % des voix), reprend progressivement sa place de troisième parti sur l'échiquier politique ouest-allemand. La République fédérale semble ainsi sortir d'une période de turbulence qui avait commencé il y a trois ans avec la montée des mouvements écologistes et pacifistes. Elle avait été marquée par les déchirements internes du Parti social-démocrate, la chute du chancelier Schmidt et l'arrivée au Bundestag de ces « trublions » verts dont l'irruption a été à bien des égards salubres mais qui n'ont décidément pas su gérer leur succès. Reste au SPD à clarifier sans ambiguïté sa position à leur égard, ce à quoi la victoire de M. Johannes Rau, en redonnant espoir à la gauche ouest-allemande pour les élections de 1987, va probablement contribuer.

*Le Parti chrétien-démocrate a enregistré, le dimanche 12 mai, son plus mauvais score en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, avec 36,5 % des suffrages contre 52,1 % au Parti social-démocrate, qui bat, lui, son record dans cet Etat où réside un tiers de l'électorat ouest-allemand. Les libéraux ont obtenu 6 % des voix. Les verts (4,6 %) ne seront pas représentés au parlement régional.*

De notre correspondant

Bonn. – Le chancelier Helmut Kohl, a dû concéder, le dimanche 12 mai, une sévère défaite de son parti aux élections régionales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Avec 52,1 % des voix, le ministre-président sortant du Land, M. Johannes Rau, vice-président du Parti social-démocrate, réalise un résultat inespéré. Améliorant de 3,7 % le très bon score qu'il avait déjà réalisé en 1980, il s'affirme comme un redoutable prétendant à la chancellerie pour 1987.

Ce triomphe de M. Rau a été acquis au détriment d'un candidat démocrate-chrétien, M. Bernhard Worms, qui avait été imposé par le chancier à la fédération du Land, mais également au détriment des Verts, qui, avec 4,5 % des voix, confirment leur déclin.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 3.)

# Le pape ouvertement critiqué par des catholiques hollandais

**Poursuivant sa visite aux Pays-Bas, Jean-Paul II devait rencontrer lundi 13 mai le gouvernement et la reine Beatrix, puis visiter la Cour internationale de justice, avant de retourner à Utrecht pour une rencontre œcuménique.**

**Le voyage pontifical a été marqué dans la journée de dimanche par plusieurs manifestations de violence. Une bombe a été désamorcée à La Haye. Plusieurs milliers de manifestants – se réclamant d'un « Front rouge anti-papiste », d'un « Comité national contre la visite du pape » de l'organisation homosexuelle « COC » et des autonomes – se sont rassemblés vers midi au centre de la ville d'Utrecht et ont tenté de se diriger vers le Palais des expositions où se trouvait Jean-Paul II. Des heurts ont eu lieu avec les policiers et l'un d'eux a dû faire usage de son arme. Huit personnes – dont trois policiers – ont été blessées sans gravité.**

De notre envoyé spécial

Utrecht. – « *Nous voulons un pape avec des grandes oreilles !* » Ce slogan imprimé sur des ballons lâchés dans le ciel incertain d'Utrecht dit avec humour l'attente des catholiques néerlandais. Mieux que d'autres messages plus vengeurs tels « *Pope go Rome* » ou encore « *Le pape : au ciel !* », il exprime l'inquiétude d'une Eglise qui se sent incomprise et mal aimée à Rome.

De peur que le pape n'écoute pas avant de parler et ne se renseigne pas sur la vérité du catholicisme néerlandais avant de condamner, ce voyage avait été organisé de façon sensiblement différente des précédentes tournées de Jean-Paul II à travers le monde. Pas de grand rassemblement – sauf la messe prévue mardi sur l'aérodrome de Maastricht – et à chaque rencontre on a demandé au pape de limiter son intervention pour permettre à ses hôtes de s'exprimer sous forme, soit d'allocutions, soit de montages vidéo.

Deux autres raisons pour éviter un contact trop direct entre le pape et l'homme de la rue : l'indifférence du plus grand nombre et la contestation d'une minorité bruyante. Et ces craintes étaient fondées. Dans aucun autre voyage – sauf en Turquie, pays musulman – les rues ne sont restées aussi désespérément vides. A l'aéroport d'Eindhoven, il n'y avait que quatre mille personnes au lieu des vingt-cinq mille annoncées pour accueillir le pape et aucun représentant de l'Etat pour bien marquer le caractère religieux du voyage. Puis Bois-le-Duc dans le Brabant, pourtant massivement catholique, était une ville morte avec à peine dix mille personnes dans les rues au lieu des cent vingt mille escomptées, alors que la place de la Cathédrale qui peut contenir trente mille personnes était peuplée davantage de journalistes et de policiers que de fidèles.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 14.)

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE

# La logique du repli

*Devant le comité directeur du Parti socialiste réuni samedi 11 mai à Paris, M. Michel Rocard a relevé les contradictions des socialistes sur leurs perspectives d'exercice du pouvoir après les élections législatives de 1986. M. Lionel Jospin a réaffirmé qu'il n'est pas question pour le PS de passer alliance à droite.*

Interpellé par M. Michel Rocard et beaucoup d'autres sur la manière dont les socialistes envisagent encore, malgré tout, d'exercer le pouvoir après les élections législatives de 1986, M. Lionel Jospin a déclaré samedi 11 mai, devant le comité directeur du PS : « *Quand on n'a pas de bonne réponse, on n'en donne pas.* » M. Jospin répond pourtant, et offre une assurance : les socialistes ne passeront pas d'alliance avec la droite ; en conséquence, ils seraient dans l'opposition si le président de la République, conformément au vœu exprimé par une majorité de Français, nommait un premier ministre de droite.

M. Jospin raisonne apparemment comme si les élections législatives de 1986 – qu'implicitement il admet perdues pour le PS – devaient être organisées selon le scrutin majoritaire à deux tours, en vigueur depuis 1958, et qui conduit à une nette bipolarisation (droite-gauche) de la vie politique française. L'un ou l'autre camp, à la suite d'alliances politiques ou strictement électorales, dispose en principe d'une majorité à l'Assemblée nationale, et gouverne. C'est clair.

Puisque les élections de 1986 vont être organisées à la proportionnelle, la réponse du premier secrétaire du PS est incomplète. Certes, ses amis et lui-même considèrent – après avoir caressé un moment l'idée selon laquelle il ne serait peut-être plus possible à l'avenir de raisonner en termes de droite et de gauche – qu'il n'est pas question de sortir du « *dualisme* » de la vie politique française.

Mais M. Jospin « oublie » une hypothèse dont les socialistes font pourtant leurs choux gras depuis qu'ils ont limité leurs ambitions à un objectif institutionnel : *permettre à M. Mitterrand de rester à l'Elysée*. Que se passerait-il si l'UDF et le RPR ne rassemblaient pas suffisamment de députés à eux seuls pour former une majorité de gouvernement ? Que se passerait-il si, dans ce cas, les socialistes étaient – sans avoir eux non plus la majorité, même avec l'appui hypothétique des communistes – les plus nombreux à l'Assemblée nationale ?

Qui gouvernerait, et avec qui ? Cette question-là sera posée sans cesse aux socialistes, et l'honnêteté commande qu'on y réponde avant les élections. Elle est d'autant plus pressante que, sauf retournement improbable, tout accord de gouvernement PC-PS est exclu et qu'il n'aurait, en tout cas, plus le moindre crédit.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

## Marge

*Les catholiques néerlandais sont, à l'évidence, des gens généreux mais frondeurs. Minoritaires eux-mêmes dans leur pays, ils ont pris en charge avec ferveur la défense de toutes les minorités et le font savoir à Jean-Paul II sur tous les tons.*

*Défense des divorcés, compréhension pour les homosexuels, soutien aux prêtres qui aspirent au mariage, tolérance pour l'avortement, promotion des femmes dans l'Eglise : ils ont un faible pour les marges.*

*Il y a, apparemment, une seule catégorie de marginaux qui échappe à leur bienveillance : celle des catholiques fidèles à Rome, tendance « touche pas à mon pape ».*

BRUNO FRAPPAT.

# La décentralisation trois ans après

## Réformer les textes et les mœurs

Bien partie, mal partie ? En tout cas, la décentralisation, mise en route – et à quel rythme ! – sitôt l'arrivée de la gauche au pouvoir il y a quatre ans, est irréversible. L'opposition, qui en avait critiqué les modalités plus que le principe, non seulement s'en accommode mais, majoritaire dans les départements et les régions, en est satisfaite.

Transformer la France habituée à des siècles de centralisme en un Etat presque fédéral n'est pas une mince réforme institutionnelle qu'on boucle en quelques années, ni même en une législature. Pourtant, d'ici au printemps 1986, la quasi-totalité de ce qui avait été annoncé en mai 1981 sur cette « grande affaire du septennat » aura été réalisée : transfert du pouvoir exécutif du préfet aux présidents du conseil général et du conseil régional, suppression de la tutelle de l'Etat sur les maires, champs de liberté, notamment économique, ouverts aux collectivités locales, mise en place des chambres régionales des comptes, création d'une fonction publique territoriale intéressant huit cent mille agents, nouvelle répartition des compétences entre l'État, les régions, les départements et les communes.

Une lacune de taille tout de même : les élus et les citoyens attendent toujours la réforme de la fiscalité locale et la clarification des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités de la République.

Malgré quelque vingt lois et cent quatre-vingts décrets publiés depuis la grande charte du 2 mars 1982 qui marque l'an 1 de cette révolution tranquille, la décentralisation, toutefois, n'a pas encore pris corps chez les élus de base, parmi les citoyens ou à travers les milieux économiques. Dans une formule à l'emporte-pièce, un ministre remarque : « *Il faudra que trois ou quatre élections locales lui soient passées dessus pour que la décentralisation ait vraiment une consistance.* »

Les Français ne discernent pas encore si les circuits de décision se sont raccourcis, si l'administration s'est « débureaucratisée », si le labyrinthe des ministères s'est simplifié, si l'argent public est mieux géré. Des élus se plaignent que l'Etat leur ait transféré plus de charges et d'ennuis que de ressources et qu'il conserve pour lui les meilleurs fonctionnaires. Ici ou là, dans l'éducation nationale et Rue de Rivoli, les démons d'une recentralisation sournoise apparaissent, au nom de la raison d'État ou des nécessaires contrôles et arbitrages, qui déboucherait, si l'on n'y prend garde, sur un marché de dupes.

La décentralisation ne doit pas seulement être le fruit d'une profonde réforme constitutionnelle. Pour ne pas rester un thème de discours ou un enjeu électoral fugace, elle devrait progressivement devenir une pratique quotidienne et un état d'esprit.

« *Diminuer sans la détruire la vie locale, particulière, au profit de la vie générale et commune, c'est le problème de la sociabilité humaine* », notait Michelet il y a plus de cent ans dans son *Histoire de France*. On pourrait aujourd'hui renverser la formule et écrire : « *Diminuer sans le détruire le rôle d'un Etat devenu omnipotent au profit de la vie plus active et plus responsable des villes, des départements et des régions, c'est l'enjeu de la décentralisation* ». Un enjeu qui intéresse plusieurs générations.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire page 12 le début de notre enquête à Briare et à Bordeaux.)





LIRE

# débats

## PRISONS

*L'agitation des détenus a reposé durement la question du surpeuplement des prisons. Diminuer le nombre de peines d'incarcération paraît une réponse de bon sens, note Denis Perier-Daville, mais l'application est peu commode si l'on veut préserver la notion de sanction. Quant à Daniel Charrier, il trouve facile d'invoquer la modicité du budget de la justice, alors que des travaux de prestige sont entrepris en France.*

# Des cellules ou des palais ?

### *La France veut éblouir, mais condamne les détenus au désespoir*

par DANIEL CHARRIER (*)

L'INCAPACITÉ du pouvoir d'imaginer et de réaliser une politique pénitentiaire efficace et humaine est donc une fatalité française. La rage des condamnés et des prévenus se nourrit du sentiment d'être plus maltraités que le délit dont ils se savent coupables ou accusés ne le justifierait. Ils accumulent un crédit sur la société que les plus rancuniers ne cesseront ensuite de lui faire payer. Le simple instinct de conservation devrait inciter ceux dont la liberté se moque des enfermés à ne pas laisser fructifier ce capital de haine.

Si le garde des sceaux se vante avec raison d'avoir obtenu l'abolition de la peine de mort et de beaucoup travailler à la modernisation de l'ordre judiciaire, il n'a pas le mauvais goût de relever que la prison n'a jamais été autant homicide et avec si peu de raison, puisque ce ne sont plus les coupables mais seulement les plus fragiles qu'elle tue. Les cinquante et encore plus chaque année qui s'y pendent, s'y égorgent, s'y empoisonnent, s'y défenestrent parce qu'ils ne supportent pas le supplice de l'entassement ou la honte d'une accusation qui mettra des mois ou des années pour s'instruire jugent une société et ses maîtres autant qu'une guillotine.

Le ministre se justifie en invoquant la modicité d'un budget qui le rend incapable de recruter des juges et de construire quinze mille cellules. La plainte serait recevable et l'excuse acceptable si le même Etat dans le même temps ne trouvait l'argent destiné à « griffer son siècle » sans aucune difficulté : les palais, musées, opéra, *pyramide*, regroupés dans ce que *le Nouvel Observateur* appelle les « *pyramides du président* » coûteront 15 milliards en francs 1984. Cette gloire scellée, pense-t-on, dans le béton, serait peut-être plus assurée auprès des Français et des pays que l'on veut éblouir si le procédé ne copiait celui de Louis XIV construisant Versailles sur une France exténuée.

Ce plagiat grotesque, dont le monde entier ricane et qui accessoirement condamne prisonniers et prévenus à la promiscuité et au désespoir, renvoie à l'un de ces moments de vérité où la nature profonde d'un homme, d'un Etat, d'un pays se concrétise. Notre histoire est pleine de ces choix malheureux. Les mimiques, les protestations, les inaugurations acquièrent une dimension à la mesure de leur valeur. Le constat, aujourd'hui comme hier, est amer.

(*) Cardiologue.

## « UNE ÉPIDÉMIE D'AMOUR », d'A. Rojo et G. Nahas

# Itinéraire d'un drogué

MIEUX qu'une histoire *exemplaire, c'est un témoignage sur soi*, d'une simplicité nue, sans aucune « littérature », avec parfois la gaucherie d'une parole spontanée. Il y a trente ans, et déjà à ces confins de Lyon et de Vénissieux qui feront parler d'eux, c'était une « enfance ordinaire » : bons parents, bonne entente, bonne scolarité avec de la fantaisie ; adolescence non moins ordinaire : pop, Beatles, mai 68 : « *J'avais l'impression que certains enseignants cherchaient à se justifier d'erreurs que nous ne songions pas à leur reprocher.* » Puis, rencontres de délinquants – le quartier, – expérience de LSD. Va bientôt suivre le hasch. C'est parti.

Le voyage aussi : ce voyage sans fin d'Amsterdam à Bangkok et retour, par tous les pays possibles, coupés de longs retours vers l'Europe « *aux anciens parapets* ». Non, ce n'est pas Rimbaud. Pas Baudelaire non plus, ni Michaux. Mais dépossédée de la poésie, de la séduction, de l'incantation, il y a plus de réel enseignement dans cette expérience acharnée de toute la gamme moderne des stupéfiants, dans cette appréhension, cette analyse, à la fois lucides et naïves.

La drogue, rien que la drogue et toute la drogue : des « douces » aux plus dures, jusqu'à l'héroïne enfin, après qu'il eut surmonté la longue répugnance à la piqûre qui signifie pour lui maladie et déchéance ; à travers les extrêmes : de l'overdose qui par chance n'a pas tué au calvaire délirant du manque. Nous ne pouvons ici que *passer trop vite sur une aventure* où le lecteur voudra entrer : elle en vaut la peine.

« *Mon nouvel idéal, comme celui de millions de jeunes, ne consiste plus qu'à revendiquer le plaisir sans avoir d'autre effort à fournir que de le consommer.* »

Et pour gagner non plus sa vie mais ce plaisir, le moyen s'offre *de lui-même : fournir* d'autres consommateurs. Ainsi le profit et le plaisir se nourrissent l'un l'autre.

André s'est attaché à une jeune femme qui, dit-il, « *n'avait jamais pris de drogue, jamais bu d'alcool, jamais fumé une cigarette. Je l'initiai...* » Pourtant elle résistera mieux, avec des retours de sang-froid *quand il s'agit de le* soigner, de le ranimer. Ainsi, il fait une autre expérience, nouvelle : celle d'un couple. Un jour, elle lui dira qu'elle attend un enfant : « *Elle me demanda si je souhaitais le garder.* » Ainsi formulée par la femme, la question a quelque chose de poignant. Il répond que c'est à elle de décider. « *J'eus honte de mon insensibilité quand je vis deux larmes couler le long de ses joues. C'était le meilleur d'elle-même qu'elle m'offrait.* » On revient au prologue où on les voyait entrer chez Lucien Engelmajer, le « patriarche », qui s'est voué à la guérison des drogués. Les deux héros y sont encore, avec leur enfant, mais pour *soigner les autres.*

Il est à craindre qu'on fasse la fine bouche devant une histoire aussi platement morale et même *sentimentale. Aggravée par son* titre qui est là, par antithèse à un autre : *Une épidémie d'amour*. D'autant que l'édification est complète. C'est le Pr Nahas, de l'université Columbia, qui a engagé André Rojo à écrire ce récit. Il est suivi d'un appendice scientifique. Le Pr Nahas s'est attiré beaucoup d'ennemis parmi les *amis de la liberté. Certains veulent* ignorer superbement les résultats accablants de la recherche menée notamment par les professeurs Bejerot, Heath, Nahas. Les drogues dites « douces », outre qu'elles conduisent aux autres, présentent à terme des dangers semblables : altération irréversible du cerveau, de la fonction de re*production, conséquences génétiques* peut-être désastreuses. Enfin, contribution à la nouvelle épidémie de SIDA presque toujours mortelle.

Sans doute la liberté du suicide ne saurait être contestée. A condition de ne pas suicider les autres. Beaucoup d'autres, quand c'est l'espèce même qui est concernée. *On peut penser aussi* que la toxicomanie sociale, au-delà d'une liberté est une entrave à la liberté. Qui peut mener loin. Les Big Brothers pourront fort bien se servir méthodiquement de ces « drogues de plaisance » pour mener leurs sujets selon leur propre bon plaisir.

YVES FLORENNE.

★ Éditions France-Empire, 216 p., 68 F.

# Remplacer l'incarcération ? Mais par quoi ?

### *Sur le chemin difficile des peines de substitution*

par DENIS PERIER-DAVILLE (*)

Dans une circulaire en date du 21 octobre 1981, adressée aux procureurs, M. Robert Badinter brossait les grandes lignes de sa politique pénale en écrivant : « *La période antérieure a connu un développement déraisonnable du nombre et de la durée des incarcérations.*

» *Il en est résulté un surpeuplement des prisons que l'effet combiné de l'amnistie et de la grâce collective a permis de ramener dans des limites plus raisonnables, proches de la capacité normale des établissements pénitentiaires.*

» *Tout doit être mis en œuvre pour éviter le retour à la situation antérieure.* » Aussi le ministre invitait-il les magistrats du parquet à ne requérir l'emprisonnement « *que dans les affaires les plus graves.* »

Entre le 1er juin et le 1er septembre 1981, du fait de l'amnistie et de la grâce du 14 juillet, le nombre des détenus dans la métropole a diminué de 10 829 personnes ; mais dès le début de l'année suivante, il a repris une marche ascendante pour atteindre au 1er avril dernier le chiffre record de 44 654.

Après avoir, en 1981, déclaré qu'il était déraisonnable de maintenir en prison tant de détenus, le gouvernement, pour justifier sa politique, souligne en 1985 que le nombre de détenus n'a jamais été aussi élevé et que les tribunaux n'ont jamais été aussi sévères.

Cette situation déroutante s'explique-t-elle par le fait que M. Badinter n'a pu obtenir l'adhésion des magistrats sur sa politique pénale ou parce que celle-ci était irréaliste ?

Chacun est bien persuadé que la prison est loin de constituer une sanction dépourvue de dangers, mais le problème est de savoir par quoi la remplacer. Pour certaines organisations affirmant que « *la seule réponse des tribunaux à la délinquance est un recours massif à la prison* », le remède est facile et consiste à éviter de condamner à l'incarcération.

### 13 % des condamnations

Or, en réalité, la prison est loin de constituer un recours massivement utilisé. L'emprisonnement ferme représente 13 % des condamnations contradictoires prononcées en correctionnelle (ou 17 % en comptant les condamnations avec *sursis sur une partie de la peine*). Le sursis total représente 29 % des condamnations et l'amende, 44 %.

Au dix-neuvième et au début du vingtième siècle, un substitut à la prison était facile à imaginer. C'était le paiement en argent remplaçant une incarcération, c'est-à-dire l'amende.

C'était l'incitation à se tenir tranquille, la menace d'avoir à exécuter sa peine en cas de récidive, c'est-à-dire la prison avec sursis. Peut-on désormais recourir encore plus largement au sursis ou à l'amende ? Le délinquant a déjà, très souvent, bénéficié du sursis.

L'amende ? Son taux de recouvrement n'excède pas 24 % des condamnations prononcées. De l'avis général, la vertu dissuasive de ces deux sanctions est désormais bien relative. Aller encore plus loin dans cette voie serait déboucher sur une impunité de fait.

### Sur un terrain vierge

Le problème du substitut à la prison a, de ce fait, changé de nature et consiste à s'engager sur un terrain vierge.

On peut effectivement penser à d'autres sanctions, mais cette démarche aboutit à un impératif : il est essentiel que cette peine de substitution soit perçue comme une véritable sanction, et cela aussi bien par le coupable que par la société. Sinon, elle serait un alibi hypocrite, un « manteau de Noé » jeté sur le déclin de l'idée de sanction. Le reproche de laxisme, ou de résignation à l'impunité des coupables, serait alors justifié.

Que faut-il entendre par « courtes peines de prison » ? Jamais le gouvernement n'a donné d'indications à cet égard, ce qui fait perdre beaucoup de portée à ce débat. Remplacer les peines de prison ferme de moins de six mois serait un projet fort ambitieux, et même révolutionnaire, car une telle mesure intéresserait plus des deux tiers des délinquants condamnés à la prison ferme annuellement par les tribunaux correctionnels (1).

Une suspension du permis de conduire peut être prononcée à titre de peine principale et constitue aux yeux des justiciables une sanction redoutée. Près de dix mille ont été prononcées en 1983, ce qui n'est pas négligeable. Mais les tribunaux hésitent souvent à décider d'une mesure dont il est difficile de surveiller l'exécution. D'où le projet, mis en forme par la loi du 10 juin 1983, de l'immobilisation du véhicule.

L'idée est séduisante en théorie mais difficile à mettre en pratique car elle nécessite la création et la surveillance de parkings importants.

De grands espoirs ont été mis dans le « travail d'intérêt général », en vigueur depuis près d'un an et demi. Cette réforme présente le grand mérite de mettre des jeunes délinquants oisifs dans une ambiance de travail normal à laquelle ils pourraient prendre goût en constatant que le travail n'est pas forcément une malédiction mais un cadre de vie et de camaraderie. Or, curieusement, les personnels de l'éducation surveillée se sont refusés à appliquer cette réforme marquée, selon eux, du sceau de la répression.

Il est difficile d'imaginer qu'une tâche pouvant aller jusqu'à trois ou quatre semaines de travail puisse remplacer une condamnation à un mois ou plus de prison, car une telle évolution pénale risquerait d'être considérée comme un encouragement à la délinquance.

Le « travail d'intérêt général » constituera vraisemblablement un substitut au sursis ou à la rigueur à une peine de prison inférieure à dix jours, que d'ailleurs les tribunaux hésitent désormais à prononcer. Mais il paraît illusoire d'imaginer qu'il pourra contribuer à diminuer sensiblement le nombre des détenus.

Pour parvenir à ce but, le gouvernement a mis ses derniers espoirs dans une réforme de la détention provisoire permettant de réduire la proportion des prévenus détenus dans l'attente de leur jugement.

Or sont comptés parmi les prévenus divers types de détenus qui, en réalité, sont tous des condamnés considérés comme n'étant pas encore définitivement jugés (condamnés ayant fait un appel ou un pourvoi, condamnés se trouvant dans un délai d'appel ou de pourvoi, délinquants jugés en comparution immédiate, etc.).

Si l'administration pénitentiaire s'en tenait à une définition normale et comptait uniquement comme prévenus les détenus n'ayant pas encore été jugés, la proportion de 50 % tomberait aux environs de 30 à 35 % et serait ainsi analogue à celle qui existe dans des pays comparables au nôtre.

En définitive, diminuer le nombre de peines de prison ferme est une idée humaine et de bon sens mais d'une application difficile si l'on attache de l'importance à la notion de sanction.

(*) Journaliste.

(1) 4 % des peines d'emprisonnement sans sursis sont de moins de dix jours ; 10 % de dix jours à un mois ; 30 % se situent entre un et trois mois ; 42 % entre trois mois et un an ; 12 % entre un et trois ans ; 2 % sont de plus de trois ans.



## COURRIER DES LECTEURS

### A propos des Croix-de-Feu

Votre collaborateur Henri de Bresson a cité les Croix-de-Feu, que dirigeait mon père, le colonel de La Rocque, aux côtés du nazisme, du fascisme et du stalinisme (*le Monde* du 3 mai). Amalgame stupéfiant.

Un « fasciste » aurait-il stigmatisé – comme le fit mon père en 1934 – « les atrocités d'outre-Rhin » ? « *Le mythe de l'Allemagne assagie,* écrit-il, *s'écroule sur la vague hystérique dont le nazisme nous donne l'affreux spectacle* » (*Le Flambeau*, 1er août 1934). Réitérant ses avertissements contre le danger nazi, La Rocque réagit en ces termes au lendemain de la Nuit de cristal en Allemagne : « *Le Dr Goebbels s'imagine-t-il que la France admettra une sorte de totalitarisme intellectuel, culturel, raciste, dont le demi-dieu serait M. Hitler ? Que son pays divinise un homme, un régime, une race dans le sens purement physique du mot : c'est son affaire. L'histoire se chargera sans doute de montrer une fois de plus que de tels excès de mégalomanie conduisent à la démence et de la démence aux pires épreuves. Mais la France réprouve le racisme et ses excès, les persécutions et leurs ravages* » (*Le Petit Journal*, 13 novembre 1938).

Le sort réservé enfin à mon père et aux principaux dirigeants Croix-de-Feu, emprisonnés ou déportés en Allemagne, constitue un fait incontestable qui confirmerait – s'il était nécessaire – la constance de leur conviction patriotique et antitotalitaire.

GILLES DE LA ROCQUE.

(*Paris.*)

# étranger

## EUROPE

RFA

# Triomphe social-démocrate en Rhénanie-Westphalie

*(Suite de la première page.)*

Seul le Parti libéral, qui, avec 6 % des voix, revient au parlement régional, a pu se tirer d'affaire. Il s'affirme désormais face à la CDU comme représentant d'une droite moderniste qui souhaite débarrasser l'économie de ses pesanteurs et n'a que faire des états d'âme de la droite traditionnelle.

Les Verts vont devoir s'interroger sérieusement sur leur avenir. La sévère défaite qu'ils avaient subie il y a deux mois face à M. Oskar Lafontaine, en Sarre, avait été imputée à la personnalité du nouveau ministre-président sarrois, qui représente l'aile gauche de son parti. M. Johannes Rau incarne davantage la tradition du SPD. Malgré de multiples erreurs au cours de leur campagne, les Verts avaient espéré jusqu'au dernier moment franchir la barre des 5 % de voix qui leur aurait permis d'entrer pour la première fois au Landtag de Düsseldorf. Lors des élections communales de septembre dernier, ils avaient obtenu 8,6 % des voix. Ils payent leur refus de s'intégrer vraiment au jeu parlementaire et leurs dissensions à propos d'éventuels compromis avec le SPD qui ont lassé leurs sympathisants.

Les raisons de ce que le quotidien conservateur *Die Welt* qualifie de *« raz de marée »* social-démocrate sont multiples et trop diffuses pour pouvoir être précisément analysées. La personnalité du ministre-président sortant a indéniablement joué un rôle important. Proche des électeurs, il a su, dans cette région empreinte de traditions social-démocrates et chrétiennes, se créer une image de « père de la patrie », un peu à la façon de M. Franz Josef Strauss en Bavière. S'il est jugé trop conservateur par les jeunes loups, il rassure, en revanche, un patronat traditionnel en perte de vitesse, *certes*, mais qui garde le haut du pavé. Il a également su s'entourer d'hommes de valeur, comme son ministre de l'agriculture et de l'environnement, M. Klaus Matthiesen, arraché il y a deux ans à son Schleswig-Holstein natal, pour montrer qu'il sait prendre en compte les nouvelles aspirations de la population.

### Tradition et modernisme

Ce mélange de tradition et de modernisme rassure un électorat qui, quoique durement frappé par la restructuration des industries régionales traditionnelles, comme le charbon, l'acier ou la chimie, n'en reste pas moins fermement convaincu de sa capacité à surmonter les problèmes. La responsabilité du chômage et de ses conséquences sociales est en grande partie attribuée à la politique du gouvernement de Bonn, qui a donné la priorité à l'assainissement des finances publiques au détriment des programmes sociaux.

Cherchant à expliquer leur défaite, les dirigeants du Parti démocrate-chrétien l'ont essentiellement imputée aux sacrifices exigés de la population, tout en continuant de défendre une politique, qui, affirment-ils est juste sur le fond. Le chancellier Kohl lui-même a réaffirmé que le changement ne se jouait pas en deux ans et impute l'essentiel du revers subi par la CDU au mécontentement des ouvriers, des retraités et des agriculteurs. M. Heiner Geissler, le secrétaire général de la démocratie chrétienne, a souligné qu'il faudrait bien en tirer les conséquences notamment au niveau du travail d'information, mais la politique gouvernementale ne sera pas modifiée, a-t-il affirmé. Il a également appelé le patronat à faire d'avantage d'efforts pour créer des emplois.

Pour sensible qu'il soit, le problème du chômage ne saurait pourtant à lui seul expliquer l'ampleur de la défaite de M. Worms. Même si celle-ci était prévue, même si les divisions du parti au niveau régional ont nui au candidat, la démocratie chrétienne doit aller chercher ailleurs les raisons de ses 36,6 %, une défaite « historique » dans un Land qui, jusque dans les années soixante, avait été un de ses fiefs et où elle avait encore réussi à tenir la dragée haute au SPD en 1975. Elle a perdu dimanche 6,6 points par rapport à son score de 1980, année où la candidature de M. Strauss à la chancellerie, contre M. Helmut Schmidt, servait d'épouvantail. Le ministre président de Bavière ne s'est pas fait faute de rappeler les critiques dont il avait été alors l'objet pour reporter le poids de la défaite sur la manière dont le chancelier Kohl tient les rênes du gouvernement à Bonn.

Il faut donc s'attendre à de nouvelles tensions au sein de la majorité au pouvoir dans la capitale fédérale.

Savourant une victoire qui arrive deux mois après celle de M. Lafontaine en Sarre, le Parti social-démocrate est resté discret. Son président, M. Willy Brandt, s'est d'ores et déjà fixé pour objectif les élections régionales de Basse-Saxe, qui auront lieu l'année prochaine. Une victoire du SPD dans ce Land renverserait la majorité au Bundestag à la chambre des Etats du Parlement ouest-allemand.

Interrogé sur les répercussions de l'affaire de Bitburg, M. Johannes Rau s'est contenté de critiquer une fois de plus le *« dilettantisme »* du gouvernement dans les préparatifs de la visite du président Reagan. Celle-ci a donné lieu à une vive altercation entre le chancellier et M. Willy Brandt au cours d'une table ronde qui réunissait dimanche soir les chefs des quatre partis. Accusé d'*« anti-américanisme »* par M. Kohl, le président du SPD s'est élevé violemment contre cette *« insulte au peuple allemand »*, traitant au passage M. Geissler, le secrétaire général du CDU de *« pire agitateur depuis Goebbels »*.

HENRI DE BRESSON.

## M. Johannes Rau : le « père de la patrie »

Johannes Rau, qui vient de remporter un triomphe en *Rhénanie-du-Nord-Westphalie* (NRW), passait jusqu'à présent pour un successeur possible de M. Willy Brandt à la présidence du Parti social-démocrate. Face aux « jeunes loups » de l'aile gauche du parti, comme Oskar Lafontaine, le nouveau président de Sarre, il s'impose à cinquante-quatre ans comme un candidat très sérieux à l'investiture du SPD pour la prochaine course à la chancellerie, en 1987.

Entré dans la politique sous le parrainage de l'ancien président de la République fédérale, Gustav Heinemann, il suit ce dernier dans le SPD en 1957, avant de rentrer un an plus tard au Parlement régional de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. En 1977, ce protestant convaincu, qui appartient au Conseil de l'Eglise évangélique ouest-allemande, devient ministre des affaires religieuses dans le gouvernement de coalition social-démocrate-libérale du Land. En 1978, il remplace le ministre-président Heinz Kühn, qui prend sa retraite. Deux ans plus tard, il permet à son parti de remporter pour la première fois la majorité absolue des sièges au Parlement régional avec un score considéré à l'époque comme tout à fait exceptionnel de 48,4 % des voix.

Populiste bon teint, il ne s'embarrasse pas dans ses discours de thèmes trop compliqués. Il a, en revanche, toujours une anecdote en réserve pour dérider son auditoire, et il est toujours disponible, le samedi, dans son bistrot favori de Wuppertal, où se trouve son domicile privé, pour une partie de scat, l'équivalent de notre belote. Attaché aux petits problèmes du quotidien, il a su s'entourer à Düsseldorf, sa capitale, d'hommes capables, et il conduit une politique pragmatique qui l'a amené, ces dernières années, à reconnaître l'importance des mutations technologiques en cours, ainsi que des problèmes d'environnement. Marié depuis trois ans à une jeune femme de vingt-cinq ans sa cadette, qui lui a donné deux enfants, il a réussi à imposer une image de force tranquille, de « père de la patrie », qui a fortement influencé sa campagne électorale.

*H. de B.*

## ECHAUFFOURÉES AUTOUR D'UNE RÉUNION D'ANCIENS SS

Nesselwang *(AFP)*. – Des incidents violents entre manifestants antinazis et policiers ont fait plusieurs blessés, le samedi 11 mai à Nesselwang (Bavière), à l'occasion d'une réunion d'anciens Waffen-SS dans un hôtel de cette ville.

Les manifestants ont commencé par bombarder l'hôtel Krone, où se tenait cette réunion, avec des pavés et des pots de peinture. Ils s'en sont ensuite pris aux forces de l'ordre qui protégeaient l'hôtel, en lançant notamment des cocktails Molotov. Les canons à eau sont alors entrés en action et cette intervention a été suivie de violentes échauffourées entre les policiers et de petits groupes de manifestants, parfois masqués. Plusieurs d'entre eux ont été blessés et un certain nombre d'autres appréhendés.

Quelques jeunes néo-nazis aux cheveux ras, qui se trouvaient dans la foule, ont été repérés par des manifestants et violemment pris à partie avant de pouvoir se réfugier auprès des policiers.

D'autre part, les quelque quatre mille manifestants qui répondaient à l'appel de la Confédération des syndicats ouest-allemands (DGB) n'ont pu défiler dans la ville. Ils ont été bloqués par les groupes autonomes et sont restés aux abords de la ville où ils ont entendu les témoignages de victimes du nazisme.

La réunion à l'hôtel Krone regroupait plusieurs centaines d'anciens membres des divisions Waffen-SS « Leibstandart Adolf Hitler » et « Hitlerjugend », accompagnés de leurs épouses. Dimanche dernier, les anciens de la division « Totenkopf » (Tête de mort) s'étaient déjà réunis à l'hôtel Krone, dont le patron, M. Rolf Buchheisler, est lui-même un ancien de la division Waffen-SS « Das Reich ». Ces associations d'anciens combattants sont autorisées en RFA.

Italie

● *Les élections locales.* – Le scrutin des élections administratives italiennes, visant à renouveler pour cinq ans les conseils municipaux, provinciaux et régionaux, s'est ouvert le dimanche 12 mai et devait reprendre dans la matinée du lundi 13 mai. D'après les premiers communiqués du ministère de l'intérieur, le pourcentage de votants est plus important dans la plupart des régions que lors de la précédente consultation de 1980. Les premières estimations significatives étaient attendues dans l'après-midi du lundi 13 mai et les premiers résultats en soirée. – *(AFP.)*

Pologne

● *Messe en faveur de « Solidarité rurale ».* – Quelques milliers de paysans venus de toute la Pologne se sont réunis, le dimanche 12 mai, en l'église Saint-Stanislas de Varsovie, la paroisse du Père Jerzy Popielusko, à l'occasion du quatrième anniversaire de la création de Solidarité rurale. Venus témoigner de la survivance de leur syndicat interdit, ils ont vivement applaudi au sermon du Père Boguslaw Bijak prônant *« le droit d'avoir des syndicats indépendants »*. – *(AP, AFP.)*

Suède

## Le syndicat des fonctionnaires tente d'atténuer les effets impopulaires de la grève

De notre correspondant

Stockholm. – Beau désordre, ce lundi 13 mai, dans les écoles suédoises... Qui travaille parmi les enseignants ? Qui fait grève ? Qui est lock-outé ? Pour le savoir, il faut consulter la section syndicale ou la direction du collège local, qui, en principe, possède des « listes » de grévistes ou de personnel lock-outé, envoyées par le secrétariat des organisations à Stockholm. L'instituteur ou le professeur syndiqué ne peuvent pas décider eux-mêmes de suivre ou non le mouvement. S'ils figurent sur les fameuses listes, ils n'ont qu'à obéir.

Jusqu'à présent, personne n'a bronché, mais certaines enquêtes indiquent que les débrayages et les lock-out en cours ne sont guère populaires. Les Suédois estiment, dans leur majorité, que les revendications des fonctionnaires sont justifiées, puisque les employés du secteur privé ont reçu en 1984 des augmentations de salaire supérieures d'environ 3 %. Mais ils considèrent que ce n'est pas une raison pour déclencher un conflit – le plus important que la Suède ait jamais connu dans l'administration publique – qui dérange la vie quotidienne du citoyen. Les partenaires sociaux auraient dû se mettre d'accord « comme d'habitude » sur un compromis. N'est-ce pas le résultat normal des négociations paritaires en Suède ?

Des mesures ont été prises dimanche 12 mai pour atténuer les effets de la grève et des lock-out. Le syndicat de fonctionnaires TCO-S a d'abord décidé, *« pour ne pas inquiéter les retraités et les familles »*, la reprise du travail pour quelque mille cinq cents employés des postes, afin que les pensions et les allocations familiales soient versées normalement. Autre concession : la reprise du travail des assistants vétérinaires, chargés du contrôle de la viande de porc, va permettre la réouverture des abattoirs.

La centrale des employeurs du secteur public a, de son côté, excepté du lock-out trente-deux mille enseignants du cours moyen *« pour éviter que trois cent mille écoliers ne soient privés de classe »*. Sur le fond, le désaccord reste total, mais le syndicat comme l'employeur public semblent se rendre compte que le conflit a pris de trop grandes proportions. Ce lundi, environ dix-huit mille agents de l'administration – les douaniers des ports de la Baltique notamment – sont en grève et cinquante-huit mille autres lock-outés.

ALAIN DEBOVE.

Grèce

## INCIDENTS ENTRE LA POLICE ET DES ÉTUDIANTS ANARCHISTES

Athènes *(AFP)*. – Une centaine d'anarchistes retranchés depuis le jeudi 9 mai dans la faculté de chimie de l'université d'Athènes, dans le centre de la capitale, occupaient toujours les locaux ce lundi en début de matinée.

Dans la nuit de samedi à dimanche, des dizaines de jeunes se sont une nouvelle fois opposés aux forces de l'ordre dans le quartier de la faculté qui est bloqué par la police. Deux policiers ont été légèrement blessés lors de ces incidents, et deux jeunes ont été déférés devant un procureur qui les a inculpés, notamment d'injures et de rébellion contre les forces de l'ordre et de trouble de l'ordre civil.

Quatorze anarchistes avaient déjà été arrêtés et inculpés dans la nuit de jeudi à vendredi, à la suite de bagarres qui ont fait plusieurs dizaines de blessés, dont une quarantaine de policiers.

Ces incidents ont éclaté à la suite du refus de la police d'autoriser une centaine d'anarchistes à manifester dans le centre d'Athènes contre le comportement des forces de l'ordre à leur égard. Plusieurs dizaines d'étudiants qui avaient occupé vendredi le bâtiment de l'école de droit, par solidarité, l'ont évacué samedi sans incidents.

Yougoslavie

## Liturgie solennelle à Belgrade pour la reprise des travaux de la cathédrale Saint-Sava

De notre correspondant

Belgrade. – Le dimanche 12 mai aura marqué une date mémorable dans l'histoire de l'Eglise orthodoxe serbe. Ce jour-là, en effet, le patriarche German a célébré, dans les murs de la cathédrale de Saint-Sava en construction, une liturgie solennelle à laquelle ont assisté tous les évêques de l'Eglise orthodoxe de Yougoslavie, de nombreux hôtes étrangers et une foule très nombreuse – plus de cent mille personnes selon les milieux ecclésiastiques, quelques milliers d'après la presse officielle.

Cette cérémonie, la plus importante organisée par l'Eglise orthodoxe depuis la guerre et qui s'est déroulée selon les traditions de Byzance, était organisée à l'occasion de la reprise des travaux, après quatre décennies d'interruption, pour la construction de la cathédrale. L'édifice aura une superficie intérieure de 6 400 mètres carrés, pourra recevoir vingt-cinq mille personnes et sera le plus grand temple chrétien des Balkans.

Né en 1174, saint Sava est le personnage dominant de l'histoire nationale serbe. En 1219, il avait obtenu du patriarche œcuménique de Constantinople l'autorisation de former une église autocéphale serbe dont il fut le premier archi-épiscope. Il fut également le premier écrivain de la Serbie, son grand éducateur et un fin diplomate. Il est mort en 1236, au retour d'un pèlerinage en Palestine, et fut enterré au monastère Mileseva en Serbie du Sud. En 1594, les Turcs transportèrent sa dépouille mortelle à Belgrade, à Vracar, quartier sud-est de la capitale, la brûlèrent et en dispersèrent les cendres, dans l'espoir de mettre fin au culte national qui entourait son souvenir. Le résultat fut exactement l'inverse. Les Serbes continuèrent à célébrer la mémoire de saint Sava et l'Eglise décida, au début de 1930, de construire une cathédrale à l'endroit même où son corps fut brûlé.

### Les dons des fidèles

Les travaux commencèrent en 1935, mais furent interrompus pendant la guerre. Ils ne purent être poursuivis après 1945, le régime communiste, en dépit des protestations du patriarche, ayant décidé de nationaliser le terrain et de transformer ce qui existait déjà de l'édifice en dépôts et garages.

Il y a quelques années, la ville de Belgrade accepta de quitter les lieux, à condition que l'Eglise fasse du bâtiment non un temple, mais un musée ecclésiastique. Le patriarche German refusa catégoriquement et ne cessa d'intervenir auprès des autorités pour obtenir l'autorisation de reprendre les travaux. Celle-ci ne fut accordée qu'à la fin de 1984.

A l'issue de la liturgie célébrée dimanche à ciel ouvert, sur un autel improvisé, le patriarche a remercié le gouvernement de la République fédérée de Serbie et prononcé un vibrant hommage à saint Sava. La construction de la cathédrale sera financée exclusivement par les dons des fidèles en Yougoslavie et par les Serbes à l'étranger, qui ont déjà fait parvenir à la patriarchie des sommes substantielles.

PAUL YANKOVITCH.

Irlande du Nord

● *Attentat manqué.* – L'armée britannique a fait exploser partiellement, le dimanche 13 mai, une bombe de 320 kilos mise en place par l'IRA dans un quartier de la banlieue de Belfast. L'IRA avait prévenu de la présence de cette bombe et de son explosion imminente, mais elle n'a pas réussi à faire fonctionner le détonnateur. La police avait fait évacuer une soixantaine de foyers. – *(AFP.)*




**Le Monde**

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

*Gérant :* André Fontaine, directeur de la publication

*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Rédacteur en chef :* Daniel Vernet.

*Corédacteur en chef :* Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX<sup></sup> 1984





Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 954 F | 1 200 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $ ; Côte-d'Ivoire, 336 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

# DIPLOMATIE

LE PRÉSIDENT NICARAGUAYEN REÇU A L'ÉLYSÉE PAR M. MITTERRAND

## La France est opposée à toute forme de pression économique ou militaire en Amérique centrale

M. Daniel Ortega, président du Nicaragua, devait, venant de Madrid, être reçu ce lundi 13 mai, à 15 h 30, à l'Elysée par M. Mitterrand. Brève visite, qui devrait en tout cas permettre à la France et au Nicaragua de réaffirmer leur identité de vue, sur la nécessité d'une solution politique et pacifique aux conflits d'Amérique centrale. L'embargo commercial total contre le Nicaragua décrété par les Etats-Unis a été condamné par le gouvernement français, et M. Roland Dumas a rappelé à cette occasion l'opposition de la France à toute forme de pression économique ou militaire dans la recherche d'une solution en Amérique centrale.

Ce n'est pas la première visite officielle de M. Daniel Ortega en France. En juillet 1982, alors « numéro un » de la junte du gouvernement de Managua, l'actuel chef d'Etat nicaraguayen avait été reçu avec des égards particuliers. Il avait assisté, aux côtés de M. Mitterrand *à la tribune officielle, au défilé militaire* du 14 juillet. Dès décembre 1981, le gouvernement français avait accordé une aide financière – et militaire – au régime de Managua, qui avait ainsi pu se procurer, en particulier, des hélicoptères et des vedettes destinés à la surveillance des côtes. Il *n'est plus question* aujourd'hui pour Paris de renouveler cette assistance militaire en dépit des requêtes formulées à plusieurs reprises par les dirigeants sandinistes.

En revanche, l'aide économique continue. Des protocoles financiers *ont été signés dans le* cadre de la commission mixte franco-nicaraguayenne. Le dernier, en mars 1985, prévoit des crédits de l'ordre de 15 millions de dollars pour l'année en cours. En 1984, la France a fourni au Nicaragua une aide relativement modeste dans les domaines de la coopération scientifique et technique, l'énergie, les transports et les télécommunications. Elle a également fourni des céréales à un pays où la situation économique ne cesse de se détériorer. L'embargo américain risque naturellement d'aggraver encore les difficultés éprouvées par les sandinistes.

C'est d'ailleurs pour rechercher une aide internationale aussi large que possible que M. Daniel Ortega a décidé de poursuivre une tournée dans les pays de l'Est par des escales dans plusieurs capitales européennes. Après Madrid et Paris, M. Daniel Ortega doit encore se rendre en Italie, en Grèce, en Finlande et en Suède. A Moscou, le dirigeant nicaraguayen a été reçu par M. Gorbatchev et il a reçu des assurances précises d'aide économique, mais aucune référence n'a été faite à une éventuelle assistance militaire. A Madrid, à l'occasion d'un entretien avec la presse, M. Ortega a laissé entendre que la solution des graves problèmes économiques de son pays ne pouvait pas venir des seules nations du bloc socialiste. Il a aussi renouvelé une déclaration qu'il avait faite lors de son passage en Pologne, comparant la politique de M. Reagan au Nicaragua à celle des nazis pendant la seconde guerre mondiale. Une « observation » qui a évidemment choqué le Congrès américain, qui a refusé les 14 millions de dollars d'aide aux organisations armées antisandinistes réclamées par M. Reagan. Le voyage à Moscou de M. Daniel Ortega – et ses déclarations polonaises – pourraient inciter le Congrès à réviser sa position et à donner *finalement satisfaction* à M. Reagan.

M. Daniel Ortega a insisté – à chacune des escales de son périple européen – sur la volonté du gouvernement de Managua de reprendre les entretiens directs avec les Etats-Unis. Ces entretiens secrets ont eu *lieu déjà à huit reprises* à Manzanillo, au Mexique, mais ont été suspendus unilatéralement par Washington en janvier dernier. A Madrid, M. Felipe Gonzalez a fait savoir, à l'issue de ses entretiens avec M. Ortega, qu'il souhaitait aussi une reprise de ce dialogue direct. Mais il refuse de jouer un rôle de médiateur entre les sandinistes et les Etats-Unis.

## Madrid souhaite une reprise du dialogue direct entre Managua et Washington

De notre correspondant

Madrid. – Bien qu'ayant reçu à Madrid, à quatre jours d'intervalle, les présidents des Etats-Unis et du Nicaragua, le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez n'entend pas pour autant jouer un rôle de médiateur entre ces deux pays. C'est ce qu'il a réaffirmé le samedi 11 mai, à l'issue de ses entretiens avec M. Daniel Ortega.

« *Je veux seulement aider à une reprise du dialogue entre le Nicagua et les Etats-Unis*, a précisé M. Gonzalez. *La solution doit être régionale, c'est-à-dire qu'elle doit provenir du groupe de Contadora, auquel nous apportons tout notre appui.* »

M. Gonzalez a rappelé que son gouvernement n'approuvait pas la décision d'embargo commercial prise par Washington. L'Espagne maintiendra ses relations commerciales bilatérales avec le Nicaragua, sans pour autant les accroître « *de manière agressive* », a-t-il précisé. « *J'ai de bonnes relations à la fois avec les Etats-Unis et avec le Nicaragua, et j'entends les conserver* », a-t-il ajouté.

M. Gonzalez ne met pas pour autant sur le même plan les thèses américaines et nicaraguayennes. M. Reagan avait affirmé à Madrid que l'ouverture de négociations entre le gouvernement de Managua et les « contras » était prioritaire. M. Gonzalez partage, en revanche, l'opinion de M. Ortega : c'est entre Washington et Managua que doit se rétablir le dialogue direct. Le président nicaraguayen l'a redit avec force à Madrid : « *Négocier avec le président Reagan, c'est négocier avec les* « contras ». *Où se discute très officiellement le budget de la contre-révolution au Nicaragua, sinon au Congrès des Etats-Unis, un pays qui entretient avec nous des relations diplomatiques !* »

M. Ortega a affirmé que son gouvernement maintenait son projet de « *révolution pluraliste, avec un système d'économie mixte* ». Il a souligné que le secteur privé de son pays serait l'un des plus affectés par l'embargo américain. « *Si la guerre d'agression dont nous sommes victimes cessait, les mesures d'exception cesseraient-elles aussi ?* », a-t-il ajouté. Il a, par ailleurs, affirmé que le danger d'une intervention américaine directe dans son pays n'était pas écarté, car, « *quelques instants avant d'envahir La Grenade, le président Reagan démentait encore toute intention de le faire* ».

Le voyage de M. Ortega à Madrid a renforcé la position de M. Gonzalez au plan intérieur. A ceux qui l'accusaient de pencher de plus en plus en faveur des thèses américaines, le chef du gouvernement espagnol peut rétorquer que le voyage de M. Reagan à Madrid ne l'a pas empêché de maintenir son indépendance de vue sur l'Amérique centrale. Sans doute était-il utile de le rappeler dans ce pays où l'opinion publique, dans sa très grande majorité, se sent bien plus proche de Managua que de Washington dans le contentieux centre-américain.

THIERRY MALINIAK.

● *Retrait du candidat gabonais au secrétariat général de l'OUA.* – Le Gabon a décidé de retirer son candidat au poste de secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le président Bongo a annoncé samedi 11 mai qu'il n'assisterait pas au prochain sommet annuel de l'organisation panafricaine. Le candidat gabonais, M. Paul Okumba d'Okwatsegue, conseiller diplomatique du président Bongo, et M. Alioune Blondin Beye, ministre malien des affaires étrangères et de la coopération, n'avaient pu se départager, en novembre 1984, lors du précédent sommet de l'OUA à Addis-Abeba, qui avait reconduit le Nigérian Peter Onu comme secrétaire général par intérim pour une année. – (Reuter.)











## Un message du président d'Israël à M. Gorbatchev est publié par les « Izvestia »

De notre correspondant

Moscou. – Un nom et un titre inhabituels sont apparus dimanche 12 mai dans les *Izvestia*. Le journal du gouvernement soviétique a, en effet, publié un télégramme envoyé à M. Gorbatchev par M. Haïm Herzog, président de l'Etat d'Israël, « *à l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire en Europe* ». M. Herzog adresse « *ses vœux les meilleurs au peuple soviétique et à ses dirigeants (...). Les juifs n'oublieront jamais l'immmense contribution que l'armée rouge a apportée à l'écrasement de tous les fanatiques nazis en Europe et son aide dans la libération des juifs survivants des camps de concentration* », écrit le chef de l'Etat hébreu.

Ce n'est ni le message ni son contenu, mais sa publication par la presse soviétique qui attire l'attention, d'autant que la *Pravda* de ce lundi 13 mai fait paraître à son tour sous un titre volontairement imprécis et sans indiquer de provenance, un article consacré à la création en Israël d'un « *comité public pour la célébration de la victoire sur l'Allemagne fasciste* ». La « *plate-forme* » constitutive de ce comité, formulée dans les mêmes termes que ceux du président Herzog, salue le rôle de l'armée soviétique dans la libération des juifs européens. Le document affirme en outre que la victoire de l'URSS « *a permis à de nombreux peuples du monde, y compris ceux du Proche-Orient, d'accéder à l'indépendance nationale. Cela concerne notamment la formation de l'Etat d'Israël* ».

Comme la presse soviétique ne publie que ce qu'elle approuve, cet article de la *Pravda* constitue la réaffirmation discrète d'un principe jamais officiellement contesté ici, mais très rarement proclamé : celui du droit de l'Etat d'Israël à l'existence. M. Gromyko, participant à la session des Nations unies qui a vu la naissance d'Israël, rappelle volontiers, en privé, l'attitude favorable alors adoptée par les Soviétiques. A l'automne dernier, il s'est entretenu à New-York avec son homologue israélien, M. Shamir. Mais le ministre des affaires étrangères et les autres responsables soviétiques, évitent d'énoncer tout haut la position de Moscou ; ils tiennent même, à l'occasion, un tout autre langage lorsqu'ils ont affaire à des interlocuteurs arabes.

Cette « apparition » inhabituelle d'Israël dans la presse soviétique préfigure-t-elle une quelconque évolution dans les relations entre l'URSS et l'Etat hébreu, entièrement gelées depuis 1967 ? Le « grand dessein » de Moscou au Proche-Orient reste la convocation d'une conférence internationale comprenant « *toutes les parties concernées* ». Cela implique peut-être un minimum de contacts avec Jérusalem.

Le bruit a couru, d'autre part, dans la communauté juive soviétique que le nombre des visas délivrés aux candidats à l'émigration vers Israël avait augmenté ces derniers mois. Ce progrès est en réalité infime. Quelques dizaines seulement de « *refuzniks* » supplémentaires ont été autorisés à quitter le pays depuis le début de l'année. Ils n'avaient été que 900 au total en 1984, contre 51 300 en 1979, l'année des plus nombreux départs.

La répression n'a pas cessé contre tous ceux qui proclament leur judaïsme en dehors du cadre soigneusement délimité par les autorités. C'est le cas en particulier d'une nouvelle génération de juifs soviétiques, qui veulent faire revivre la langue hébraïque et refusent le yiddisch, seul mode d'expression jugé acceptable par le pouvoir. Régulièrement les « *refuzniks* » sont persécutés parce qu'ils donnent des leçons d'hébreu à leur domicile après avoir été chassés de leur travail. Le dépôt d'une demande de visa pour Israël entraîne toujours immédiatement, en effet, la perte de l'emploi.

DOMINIQUE DHOMBRES.

# AFRIQUE

### République sud-africaine

## Dix-neuf morts à la suite d'une rixe dans une mine

Johannesburg (*AFP*). – Dix-neuf mineurs noirs ont été tués lors de rixes « tribales » qui ont éclaté, samedi soir, dans la mine d'or President-Brand à Welkom (Etat libre d'Orange, à 200 kilomètres au sud de Johannesburg), et trente-six blessés ont été hospitalisés, a annoncé, dimanche 12 mai, un porte-parole de la Compagnie Anglo-American, propriétaire de la mine. La compagnie avait annoncé, samedi soir, la mort de seize mineurs lors de la brève mais très violente bagarre qui s'était déroulée, dans la soirée, dans la mine. Depuis, trois autre mineurs sont décédés des suites de leurs blessures.

Le calme est revenu après l'intervention des services de sécurité de la mine, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes. Selon le porte-parole, aucun autre incident n'a eu lieu depuis. La compagnie a fourni peu de précisions sur les circonstances de la tuerie, sinon pour dire que les bagarres avaient opposé des Xhosas, originaires du sud du pays, à des Basothos venus du royaume du Lesotho. Cependant, il pourrait s'agir non d'« affrontements tribaux », mais de confrontations entre des travailleurs généralement considérés comme conservateurs, ayant un faible niveau d'éducation et étant à la merci de leur employeur pour leur travail et leur logement, et une communauté animée par des éléments politiques jeunes et extrémistes qui tendent à considérer avec arrogance cette main-d'œuvre migrante.

D'autre part, un Noir a été tué samedi soir, à Kirkwood, près de Port-Elizabeth (province du Cap), au cours d'une des nombreuses émeutes qui, ce week-end, ont fait au total six morts, selon le porte-parole de la police à Pretoria.

L'homme a été abattu par un inconnu qui a ouvert le feu à deux reprises sur une quinzaine de personnes qui lapidaient une voiture, a précisé le porte-parole.

Dans la cité noire de Kwatema, près de Johannesburg, samedi, un Noir de vingt-cinq ans a été tué par la police. Egalement samedi, à New-Brighton, près de Port-Elizabeth, un bébé de dix-huit mois a été tué et trois autres personnes blessées par un autobus qui avait percuté leur maison, après avoir reçu un cocktail Molotov. Quelques heures plus tôt, toujours à New-Brighton, la police avait tué un garçon âgé de quinze ans. Une jeune Noire et un Métis ont également été tués dimanche dans la province du Cap par un policier qui a tiré sur des manifestants qui lançaient des pierres sur son domicile.

### Tunisie

## L'opposition a boycotté les élections municipales

De notre correspondant

Tunis. – Trois millions de Tunisiens ont été appelés, dimanche 12 mai, à élire trois mille cinq cent quarante conseillers municipaux dans les deux cent cinquante communes du pays. Au cours de cette consultation, qui a lieu tous les cinq ans, les électeurs n'ont eu à se prononcer, sans panachage, que pour les listes du Renouveau économique et social, présentées par le Parti socialiste destourien (PSD) au pouvoir depuis vingt-neuf ans, listes qui ne sont cependant pas composées de candidats exclusivement affiliés au PSD.

Selon l'agence Tunis-Afrique Presse, le vote a pris l'allure d'un véritable « *plébiscite* » pour les listes du PSD. Le déroulement de la campagne électorale s'est caractérisé par une « contre-campagne » menée par les mouvements d'opposition appelant au boycottage des élections. Cette action a valu à certains militants de ces partis, notamment à ceux du Mouvement des démocrates socialistes, d'être appréhendés. Un appel à la non-participation avait été lancé par quatre partis d'opposition le 9 avril dernier. Au cours d'une conférence de presse, les dirigeants du MDS, du Parti communiste tunisien, du Parti de l'unité populaire (tous reconnus), ainsi que du Mouvement de la tendance islamique (toléré) avaient exposé les raisons de leur boycottage. Ils avaient alors évoqué les difficultés du libre exercice du pluralisme dans le pays, rappelant les mesures de saisie et de suspension qui ont frappé la presse d'opposition, l'absence de garanties concernant le déroulement de la campagne électorale, l'accès aux médias et le mode de scrutin majoritaire à un tour qui défavorise, selon eux, les formations d'opposition.

De son côté, et pour la première fois, la centrale syndicale ouvrière, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), qui affronte actuellement le gouvernement dans de difficiles négociations sociales, n'a pas participé à ces élections, en justifiant sa décision par « *la conjoncture syndicale et sociale* » qui prévaut dans le pays.

*(Intérim.)*

● *Mort de M. Tahar Ben Ammar.* – Le chef du gouvernement tunisien lors de l'autonomie interne, à la veille de l'indépendance est mort, vendredi 10 mai, à l'âge de cent ans à son domicile de Kereddine (banlieue de Tunis). Il avait signé, le 3 juin 1955 à Paris, en sa qualité de président du conseil, les conventions franco-tunisiennes sur l'octroi de l'autonomie interne à la Tunisie, alors sous protectorat français. M. Ben Ammar avait également signé, le 20 mars 1956 à Paris, le protocole d'accord franco-tunisien sur l'accession de son pays à l'indépendance. Né en novembre 1885 à Tunis dans une famille de la bourgeoisie, il avait commencé sa carrière politique en 1922 en tant que membre du Grand Conseil. – *(AFP.)*

### Nigéria

## L'expulsion des étrangers

### GRAVES INCIDENTS DANS UN CAMP DE TRANSIT

Quelques dizaines de milliers de « sans-papiers » étrangers officiellement expulsés du Nigéria, mais bloqués par la fermeture des frontières vendredi, se sont révoltés le dimanche 12 mai dans le camp de transit d'Ikeja, près de l'aéroport international de Lagos, où les autorités les ont regroupés en attendant de les rapatrier par bateaux vers le Ghana. La situation s'était toutefois calmée en fin d'après-midi.

Dimanche dans la matinée, les forces de police nigérianes avaient, en effet, refoulé vers Lagos tous les étrangers en situation irrégulière qui attendaient au poste frontalier de Seme, passage entre le Nigéria et le Bénin, fermé vendredi. Les convois de retour de la frontière se sont ainsi succédé en direction du camp de transit d'Ikeja. Les scènes de désespoir et de violences qui s'étaient produites à Seme se sont répétées au terminal Hajj de l'aéroport de Lagos, réservé d'habitude aux pèlerins en partance pour La Mecque.

Entre-temps une dizaine de milliers de Nigérians seulement ont pu profiter de la réouverture temporaire des frontières du Nigéria pour regagner leur pays, avant que celles-ci ne soient de nouveau fermées vendredi soir, a-t-on appris dimanche à Niamey. Le nombre réel des retours doit cependant être plus élevé en raison des nombreux passages en brousse, impossibles à évaluer, estimait-on de mêmes sources.

Enfin, quelque dix-huit mille Ghanéens, expulsés du Nigéria, ont franchi, vendredi, la frontière entre le Togo et le Ghana, selon les services togolais de l'immigration. Depuis le début des opérations, le 2 mai, vingt-cinq mille Ghanéens environ ont franchi cette frontière. Selon le Comité ghanéen de mobilisation, cité par Radio Accra, soixante-deux mille Ghanéens ont été, à ce jour, rapatriés, dont une partie par bateaux. – *(AFP, Reuter.)*

### Gabon

## M. BONGO DÉCIDE D'EXPULSER LES « SANS-PAPIERS »

Le président Bongo a décidé d'expulser à brève échéance tous les ressortissants étrangers en situation irrégulière et de fermer les frontières du Gabon aux « sans-papiers ». Lors d'une conférence de presse, samedi 11 mai à Libreville, M. Bongo a précisé qu'il ferait procéder en juin au recensement des immigrés et qu'il avait ordonné aux forces de sécurité de multiplier les contrôles d'identité afin d'arrêter et d'expluser les « sans-papiers ».

« *Dans certaines provinces du Gabon*, a affirmé M. Bongo, *le nombre des étrangers est supérieur à celui des nationaux.* » Il a appelé ses compatriotes à dénoncer les « *clandestins* » et mis en garde ceux qui cacheraient des étrangers ainsi que les entreprises qui les emploieraient « *sans les déclarer* ».

Il a, d'autre part, annoncé que d'ici avril 1986, les étrangers résidant au Gabon devront être munis d'une nouvelle carte de séjour et d'un nouveau contrat de travail. Enfin, il a estimé que l'afflux d'étrangers au Gabon créait des problèmes, car « *ils apportent le pillage, le crime, la maladie* ». – *(AFP.)*

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

# Les cinglés de la « suprématie blanche »

Correspondance

Washington. – Une armée de super-patriotes renverse un gouvernement américain tyrannique. Les guérilleros attaquent les banques, battent de la fausse monnaie, tuent des juifs, des non-Aryens, des Hispaniques, font sauter l'immeuble du FBI à Washington et, avec des bombes nucléaires, détruisent la ville. Ainsi est établi un paradis « chrétien ». Tel est le thème de *The Turner Diaries*, une élucubration sortie du cerveau fertile et malade *d'un des champions de la « suprématie blanche »*.

Malheureusement, cette fiction démente n'a pas seulement nourri les rêves et les phantasmes de ce qu'on appelle la « lunatic fringe » (la frange des cinglés). Une poignée de fanatiques groupés dans une organisation appelée l'Ordre, mais aussi la Fraternité silencieuse ou le Bastion américain blanc, ont lancé, l'hiver dernier, une sorte de déclaration de guerre à la société multiraciale américaine. Menaçant ceux qui *« cherchent à détruire notre foi et notre race »*, invitant à exécuter les policiers, les parlementaires, les juges, l'appel de l'Ordre se terminait par un cri de guerre : *« Commençons la bataille »*...

Peu nombreux mais disciplinés, les fidèles se sont lancés dans une série d'actions criminelles : attaques à main armée contre des fourgons bancaires en Californie (leur butin a été d'environ 5 millions de dollars), tentative d'incendie d'une synagogue dans l'Idaho, batailles rangées dans plusieurs Etats avec les agents du FBI, qui tuèrent un de leurs leaders.

### Bazookas et antisémitisme

Plus récemment, dans le Missouri, Charles Tate, un jeune homme de vingt-deux ans, tira de son camion sur les policiers qui voulaient vérifier son identité. Il en tua un, blessa l'autre et prit la fuite. La police trouva, sous le plancher du camion, un véritable arsenal (mitraillettes, fusils, grenades, etc.). Finalement, après un mobilisation policière importante, Tate a été arrêté, rejoignant vingt-cinq de ses camarades qui attendent de passer en justice.

Dès l'instant où la fiction a pris la forme très réelle d'une organisation paramilitaire, abritant dans ses camps d'entraînement du Missouri et de l'Arkansas des armes diverses, y compris un bazooka, des véhicules blindés, des cibles de tir représentées par un officier juif portant l'étoile jaune, les autorités fédérales ont pris au sérieux les groupuscules de l'extrême droite. Ces éléments ont le soutien «idéologique» de petites sectes comme Identity Church, qui prétendent que les Aryens sont les vrais israélites et que les juifs sont les enfants du diable, ou, encore, comme l'Eglise chrétienne de Jésus-Christ, laquelle affirme que les Anglo-Saxons blancs sont le peuple élu et non les juifs.

Deux «anciens dragons» du Ku Klux Klan (KKK) inspirent la stratégie. L'un d'eux a établi un système de points permettant de classer par ordre de prestige les membres selon l'importance de ceux qu'ils ont tués. L'autre est un baroudeur. Il aurait combattu avec les Français libres pendant la dernière guerre et aurait entraîné des groupes d'Europe de l'Est à des opérations de guérilla au-delà du rideau de fer. Tous deux ont organisé un réseau d'ordinateurs permettant de rechercher de nouveaux adhérents, de diffuser des pamphlets antisémites à leurs membres ainsi qu'une liste des organisations «ennemies». Ils publient également un bulletin d'information où leurs objectifs sont clairement définis : *« Nous voulons participer à la purification physique, spirituelle et raciale dans tous les pays traditionnellement considérés comme blancs.* (...) *Nous voulons débarrasser ce pays de toutes les personnes non blanches, de leurs idées, de leurs gènes, de leur influence... »*

### Violences raciales

Les autorités sont surtout préoccupées des sympathies que ces éléments trouvent auprès de certains groupes de non-violents qui s'opposent au gouvernement fédéral. Ainsi, certains, estimant que l'impôt sur le revenu est illégal, ont menacé et même tué des agents du fisc. A ceux-là, le FBI recommandent de se tenir à l'écart de l'Ordre.

Apparemment, une collusion s'est établie entre divers éléments du KKK (le nombre de ses membres a décliné et varie, selon les estimations, entre 6 500 et 9 000) et le groupe dit Aryan Nations, basé dans l'Idaho et dont l'objectif est d'assurer la *« suprématie blanche »*. Il y a une sorte de répartition des tâches, le Klan, encore fort dans le Sud, s'en prend aux Noirs, d'autres groupes essentiellement aux juifs. Finalement, selon l'organisation juive B'Nai B'Rith, on a compté 369 attaques et menaces de mort contre les juifs en 1984 (5,4 % de plus que l'année précédente) et 715 actes de vandalisme racial (une hausse de 7 % sur 1983). A Chicago, 31 familles noires ont été attaquées dans leur maison (10 en 1983)... Ici et là, on enregistre des brimades, des violences contre des Japonais ou des Vietnamiens, commises par des ouvriers blancs s'estimant menacés par la concurrence des Jaunes.

Cette augmentation des violences a obligé vingt-neuf Etats à voter des lois pour réprimer le vandalisme racial. En 1984, des poursuites judiciaires pour violences raciales ont été engagées contre 36 personnes, le chiffre le plus fort depuis 1979, même s'il reste relativement minime. Il est vrai qu'un certain nombre d'incidents d'origine raciale ne sont pas rapportés et que la discrimination subtile mais sans violence persiste.

Néanmoins, il faut bien reconnaître que, jusqu'à nouvel ordre, la société multiraciale américaine se développe sans heurts majeurs, en dépit des conditions économiques difficiles et du chômage. Mais plusieurs sociologues estiment que l'afflux des immigrants et leur intégration rapide dans la communauté nationale encourageront les tendances racistes parmi les chômeurs blancs et les ouvriers non qualifiés.

Dans l'immédiat, cependant, on en connaît peu qui soient disposés à suivre les fanatiques de l'extrême droite qui, dans l'attente de la lutte définitive entre les forces du bien et celles du mal, songent à s'installer dans des zones de « survie », entassant dans des caves des provisions d'eau et de nourriture pour le jour où les chars soviétiques rouleront vers le Mexique.

HENRI PIERRE.

*PUBLICITÉ*

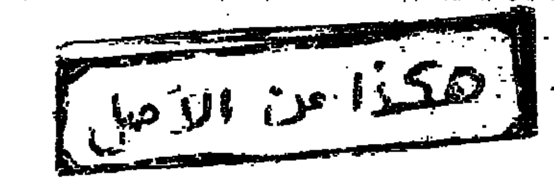
# IL VOIT DES LA HENIN PARTOUT

*Pour contacter la Banque La Hénin, appelez le 265.55.15 ou écrivez 16 rue de la Ville-L'Évêque 75008 Paris.*

Des La Henin, on a le sentiment d'en voir partout.
Et pourtant, il n'y a que 135 points de vente dans toute la France.
Ce qui donne à la Banque La Hénin une présence aussi forte, c'est l'activité intense qu'elle déploie dans le secteur immobilier.
Son dynamisme, son expérience du marché et son réseau de relations en font la partenaire privilégiée de tous ceux qui participent au développement de l'immobilier et du bâtiment : professionnels, particuliers, pouvoirs publics et collectivités locales.
Pas étonnant que la Banque La Hénin soit bien vue partout.

LA HENIN Banque COGEFIMO **BANQUE LA HENIN**

**10 ans d'avance dans l'immobilier**



هكذا من الأصل



## ASIE

### Indonésie

# Des accès de fièvre, mais une gestion prudente et un régime solidement tenu en main par le président Suharto

*De notre envoyé spécial*

Djakarta. – A Java, l'île aux quarante cônes volcaniques, qui abrite environ quatre-vingt-quinze millions d'Indonésiens sur quelque cent soixante millions, la violence des intempéries et, en règle plus générale, le poids de la nature marquent les mentalités. A Sumatra, autre grande île de la Sonde, où l'islam commença sa pénétration dès le treizième siècle, un dicton rappelle que, si la religion vient de la mer, la coutume descend de la montagne. L'Indonésie moderne, puissance pétrolière capable de produire également de quoi nourrir son monde, doit s'accommoder de son passé et d'une extraordinaire diversité qui fait à la fois sa richesse et ses faiblesses.

Au pouvoir depuis près de deux décennies, le successeur de Sukarno, le président Suharto maintient un « ordre nouveau » fondé sur le besoin d'harmonie et le respect de l'autorité, conformément à des aspirations bien ancrées, notamment à Java.

*Primus inter pares*, au départ, d'une équipe de généraux, M. Suharto est parvenu à s'imposer assez rapidement comme le « père de la nation », faisant figure tout autant de monarque de droit divin que de président dont le mandat électoral est régulièrement renouvelé dans le cadre d'un système politique que le pouvoir tient fermement en laisse. Sans le charisme de son prédécesseur, il a su néanmoins se faire apprécier et respecter. L'Indonésie y a gagné une longue période de tranquillité qui a coïncidé avec les premières retombées substantielles du pétrole – dont elle est le premier producteur asiatique, – ce qui a permis l'amorce d'un développement incontesté.

### Montée de l'intégrisme

L'ère des défis aurait-elle, cependant, sonné ? Plusieurs graves incidents ont eu lieu ces derniers mois. A Bandung, six semaines avant les célébrations du trentième anniversaire de la conférence afro-asiatique, l'explosion « *accidentelle* » d'un dépot de munitions a fait dix-huit morts. A la même époque, l'explosion d'une bombe à bord d'un autobus, à Java-Est, a causé la mort de sept personnes. Dans le port de Djakarta, à la mi-février, une explosion dans un dépôt de produits chimiques a provoqué un gigantesque incendie qui a dévasté quatre-vingt-dix logements.

L'attentat le plus spectaculaire a détruit neuf des soixante-douze stupas (statues de divinités) de Borobudur, le 21 janvier. Ils ont été restaurés depuis. Le plus ouvertement politique a sans doute été, le 4 octobre 1984, l'explosion de trois bombes dans le quartier chinois, visant deux banques appartenant à M. Liem Sioe Liong, un milliardaire d'origine chinoise et qu'on dit proche de la présidence. En effet, un ancien ministre de l'industrie, M. Mohammad Sanusi, accusé d'avoir financé l'opération – qui fit deux victimes, – fait actuellement l'objet d'un procès, et le procureur a même réclamé contre lui la peine de mort.

Mais les incidents les plus meurtriers remontent à septembre 1984, quand, dans le quartier populaire de Tanjung-Priok, près du port de Djakarta, l'armée a dispersé, en tirant, une foule de jeunes musulmans rassemblés autour d'un commissariat où étaient détenus quatre de leurs coreligionnaires pour une affaire d'affiches jugées séditieuses. Les heurts auraient fait de nombreuses victimes, neuf morts, selon les autorités.

Les investisseurs étrangers se sont inquiétés d'une éventuelle déstabilisation de l'Indonésie, ce qui, de l'avis général, semble bien prématuré et, pour certains, hors de propos. Les accès de fièvre dans l'archipel sont réguliers. Rien n'indique, pour l'instant, qu'une quelconque menace pèse sur le régime.

Assiste-t-on à une montée de l'intégrisme islamique ? Personne n'en doute ici. Selon différents témoignages, dans les *kampongs* – les villages – un islam habituellement très tolérant, qui s'accommode volontiers des croyances et des traditions locales, notamment à Java, se fait plus rigoureux. Un effort d'orthodoxie est sensible, et les jeunes n'y sont pas indifférents. Cette évolution se sent d'une année sur l'autre. Elle touche également le milieu universitaire.

Ce changement n'est pas le seul fruit d'influences extérieures, et les autorités ont sans doute une part de responsabilité. Elles se mêlent d'un peu trop près au choix des chefs de kampong, prérogative villageoise à laquelle même les Hollandais n'avaient pas touché. L'autorité de la mosquée en sort renforcée. Depuis l'an dernier, pour préserver l'équilibre social du pays, le gouvernement s'efforce d'imposer l'idéologie officielle, le *Pancasila* dont les cinq principes sont la croyance en un seul dieu, la démocratie, la justice sociale, l'unité nationale et l'humanitarisme.

Le 11 février, le *Pancasila* est devenu la doctrine légale des trois formations politiques autorisées, le Golkar (pro-gouvernemental), le PDI (Parti démocratique indonésien) et le PPP (Parti unifié pour le développement). Ce dernier, qui se réclamait de l'islam, a été contraint d'obtempérer et les mollahs s'en sont retirés. A plus long terme, cet effort de laïcisation de l'Etat pose une question de fond : peut-on dépolitiser l'islam ? Mais, pour l'instant, les relations entre les religieux musulmans et le président Suharto semblent sereines. Le gouvernement continue de résister au mouvement en faveur de l'islamisation de l'Etat, qui ne date pas d'aujourd'hui puisque, dès 1945, les signataires influents d'une « charte de Djakarta » avaient préconisé l'introduction de l'islam dans la Constitution.

Plus préoccupant, dans l'immédiat, est le lot d'une jeunesse qui n'est pas marquée, comme la génération précédente, par la tragédie de 1965-1967, quand un demi-million d'Indonésiens furent tués dans une « chasse aux communistes » qui a sonné, apparemment définitivement, le glas pour le PC, devenu très puissant dans les dernières années de l'ère sukarnienne. Plus de deux millions de jeunes arrivent sur le marché du travail chaque année. Le régime, qui prêche l'harmonie et contrôle de près la vie publique, notamment par le biais du Golkar – parti majoritaire au Parlement et qui regroupe la plus grande partie de plus de deux millions de fonctionnaires, – ne leur laisse guère l'occasion de s'exprimer. « *Ils ont besoin d'un exutoire* » constate un diplomate.

### L'autosuffisance alimentaire

On pourrait également, parmi les indices d'un « malaise » indonésien, citer la prééminence d'une classe politico-militaro-affairiste, que certains interprètent aujourd'hui comme le premier signe d'un rétrécissement de la base d'un régime essentiellement javanais. Les inégalités de revenus sont parfois consternantes. La corruption est rampante. Mais, à plus long terme, le développement de l'Indonésie demeure à la merci d'une expansion démographique – 2,3 % selon le taux officiel, mais peut-être jusqu'à 3 % selon d'autres sources – qui menace de réduire à néant une partie des succès enregistrés ces quinze dernières années, d'autant que, depuis 1982-1983, la chute des revenus pétroliers a contraint Djakarta à l'austérité.

Ces gestionnaires très prudents du pays ont réagi promptement. De grands projets de développement ont été aussitôt reportés. La rigueur introduite dans le budget de 1983 a été reconduite en 1984 et en 1985. La levée des impôts, jusqu'alors très médiocre, a commencé à s'organiser, les premiers fruits étant récoltés l'an dernier. Les revenus du pétrole représentent, depuis plusieurs années, près des deux tiers des rentrées de devises. Ils ont eu beau baisser en valeur de 14 % en 1984, la dette extérieure est demeurée dans les limites, jugées raisonnables, d'un peu plus de 20 milliards de dollars, son service se situant aux alentours d'un taux de 23 %, estimé également acceptable. Le gouvernement s'est constitué un « matelas » financier puisque, au début de l'année, les réserves de devises se montaient à près de 2 milliards de dollars.

Ces efforts ont eu un impact certain sur le ralentissement des affaires. 8 milliards de dollars d'investissements avaient été prévus en 1984. Leur niveau s'est situé, en fait, à un peu plus de 2 milliards de dollars. Les investissements extérieurs, quant à eux, ont chuté de 2,5 milliards de dollars en 1983 à moins de 1 milliard de dollars l'année suivante. Depuis trois ans, le niveau de vie stagne, alors que les revenus avaient progressé de 7 % en moyenne par an dans les années 70. Parallèlement, des monopoles ont continué de se constituer, ce qui contribue à décourager pas mal d'investisseurs potentiels.

### Centralisation des pouvoirs

Le taux de croissance économique, en 1984, a toutefois été proche de 5 %, un résultat non négligeable. Surtout, avec une production de quelque 25 millions de tonnes de riz, l'Indonésie a franchi le seuil de l'autosuffisance alimentaire, ce qui constitue presque un tour de force. Il y a une dizaine d'années encore, quand ce pays était l'un des premiers importateurs de riz du monde, personne n'aurait parié sur un tel succès. Les campagnes sont encore pauvres, mais l'amélioration des conditions de vie y est sensible. M. Suharto, lui-même d'origine rurale, n'a visiblement jamais négligé cet aspect essentiel de la stabilité sociale de l'archipel.

Dans les années 70, le régime s'est peu à peu organisé autour d'une élite javanaise – avec son goût pour l'intrigue et le protocole – de technocrates souvent compétents, qui ont fait sortir le pays de l'ornière, et d'une armée qui occupe toujours une place privilégiée. Au fil des années, la centralisation des pouvoirs s'est opérée, ce qui n'a pas manqué de provoquer des critiques, notamment celles d'anciens compagnons de route de Suharto, civils comme militaires, qui lui ont adressé de sévères reproches dans une « *pétition des cinquante* ».

Mais si la lourdeur de l'appareil ainsi mis en place pose manifestement un problème, la stabilité du pays – à laquelle sont attachés les partenaires de l'Indonésie, (les Japonais, les Américains et probablement les Chinois) – dépend, à plus court terme, des ajustements économiques en cours. Le président Suharto, toujours conservateur, calcule que l'industrialisation d'une économie encore dépendante de sa production agricole et de l'exportation de ses matières premières se fera probablement au tournant du siècle. L'Indonésie comptera alors au moins quelque deux cents millions d'habitants.

Entre-temps, la prochaine échéance politique est fixée à 1988, avec la fin du mandat présidentiel actuel de M. Suharto. Se représentera-t-il ? Lui seul le sait. Il a mis en place, au fil des années, un carcan institutionnel sur lequel il compte visiblement pour faciliter une éventuelle transition. L'homme réservé, mais à la volonté trempée, qui a dirigé l'Indonésie depuis au moins dix-huit ans continue d'avoir des antennes un peu partout dans le pays. « *Ici, quand on tombe sur un os, on ne tente pas de le briser mais plutôt de le ramollir* », résume un diplomate occidental. Jusqu'à preuve du contraire, dans cet univers complexe de quelque treize mille îles et îlots, le successeur de Sukarno semble toujours tenir compte de cette donnée-là.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

# ASIE

## Inde

### LA FLAMBÉE DE TERRORISME SIKH

# La communauté hindoue semble garder son sang-froid

*De notre correspondant*

New-Delhi. – Après celui de la terreur aveugle (*le Monde* des 12-13 mai), vient le temps de la répression, de la chasse aux coupables et des coups de filets qui ratissent large. Cet engrenage dans lequel Indira Gandhi s'était elle-même laissée enfermer et qui devait lui coûter la vie, les terroristes sikhs sont finalement parvenus à y entraîner à son tour M. Rajiv Gandhi.

En quarante-huit heures, à l'aide de trente bombes dont une vingtaine à Delhi, les « *fous du Khalistan* » n'ont pas seulement assassiné une centaine d'innocents. Ils ont aussi élargi le fossé ouvert depuis deux ans, à coups de meurtres et de représailles, entre la petite communauté sikh et l'immensité hindoue. Pis, ils pourraient bien avoir tué pour longtemps l'infime espoir qui restait de régler pacifiquement la question du Pendjab dans un avenir prévisible.

Pour M. Rajiv Gandhi, en tout cas, le dialogue et les concessions ne sont plus de mise. L'opinion hindoue, dans sa majorité, n'avait pas approuvé les mesures conciliantes annoncées ces dernières semaines par le jeune premier ministre (libération de responsables et de militants sikhs, levée de l'interdiction de la Fédération des étudiants sikhs, ouverture d'une enquête judiciaire sur les responsabilités des pogroms anti-sikhs de Delhi en novembre).

D'une manière générale, l'opinion publique, relayée par certains politiciens hindous, préconisait plutôt la fermeté à l'égard des sikhs et prédisait que les gestes d'apaisement de M. Gandhi seraient pris pour de la mollesse. En fait, la campagne de terreur déclenchée dans la capitale par les extrémistes a peut-être eu pour objectif immédiat d'empêcher les sikhs modérés de signer un compromis.

### Un millier d'arrestations

Cependant, le ministre de l'intérieur, M. S.B. Chavan, qui s'est vu adjoindre d'urgence un second secrétaire d'Etat dimanche (M. Aris Mohamed Khan, qui conserve en plus le portefeuille de l'industrie), n'a pas retenu cette explication. « *Que personne ne se trompe*, a-t-il menacé samedi soir à la télévision, *les mesures de normalisation que nous avons prises récemment ne sont pas un signe de faiblesse (...), le gouvernement est déterminé à traiter la situation fermement.* »

Dans les vingt-quatre heures qui ont suivi, plus d'un millier de jeunes sikhs, dont un quart dans la capitale et le reste au Pendjab, en Hargana, au Radjasthan et en Uttar-Pradesh, étaient arrêtés, portant à au moins quatre mille le nombre de sikhs actuellement sous les verrous. Parmi eux, un avocat de Delhi, arrêté dimanche avec deux complices et présenté comme un rouage important du terrorisme. Sa capture, selon le chef de la police, « *a permis de mettre la main sur des indices d'importance vitale et pourrait rapidement conduire à l'appréhension des poseurs de bombes* ». Le haut fonctionnaire a demandé à la presse de ne pas publier d'informations trop précises sur ce mystérieux individu et évoqué « *sa responsabilité dans une conspiration aux larges ramifications* ».

### « Une opération coordonnée »

Une récompense de 100 000 roupies (environ 85 000 F) a été promise à toute personne susceptible de fournir des informations permettant l'arrestation des coupables. Samedi, un journaliste-écrivain célèbre, M. Kushwant Singh, député de confession sikh, a ouvertement mis en cause, pour la première fois, le Pakistan dans la campagne de terreur.

Contrairement à une habitude solidement établie sous le règne d'Indira Gandhi, le gouvernement s'est cependant abstenu jusqu'ici de donner un large écho à cette nouvelle dénonciation de « *la main étrangère* » dans les affaires indiennes. Le ministre de l'intérieur s'est contenté d'indiquer que l'ampleur des attentats prouvait qu'il s'agissait « *d'une opération parfaitement coordonnée et planifiée, lancée pour créer la peur et détruire la paix et l'harmonie communautaires qui prévalaient jusqu'ici* ».

Le pis, cependant, n'est jamais sûr. Et les représailles hindoues, que les sikhs de Delhi et les autorités redoutent encore après ce week-end sanglant, ne se sont pas produites. Il est vrai qu'à titre de précautions l'armée avait été invitée dès l'aube de samedi, alors que des bombes explosaient encore en divers points de la capitale, à sortir une nouvelle fois de ses casernes.

Apparemment, les appels au calme, à « *l'harmonie communautaire et à l'union de tous contre le terrorisme* », lancés par les autorités ont été entendus. Dimanche et lundi, nombre de sikh, reconnaissables à leur barbe et turban, circulaient normalement dans les rues de la ville sans susciter d'animosité visible.

Comme si la situation n'était pas déjà assez tendue, le principal parti d'opposition de la droite hindouiste, le Bharatiya Janata Party (BJP), a appelé ce lundi les Delhistes à une grève générale de protestation contre la violence terroriste. La plupart des boutiques du centre-ville sont restées fermées, mais les administrations et les transports publics semblaient toutefois fonctionner normalement.

le premier objectif des extrémistes sikhs – susciter un retour à la violence sectaire dans la capitale – semble donc, pour l'instant, avoir échoué. Des sikhs modérés, que l'on avait guère entendus jusqu'ici, sont même sortis pour la première fois de leur silence et ont condamné sans équivoque la campagne de terreur.

PATRICE CLAUDE.

## Vietnam

# Recrudescence des attaques de pirates contre les « réfugiés de la mer »

**Les deux bâtiments français en mission humanitaire en mer de Chine depuis le 30 avril, le *Jean-Charcot*, affrété par Médecins du monde, et l'aviso-escorteur *Victor-Schoelcher*, qui l'accompagne, ont déjà recueilli cent trente-neuf « réfugiés de la mer » vietnamiens, qui seront débarqués, le mardi 14 mai, aux Philippines. Entre-temps, les *attaques de pirates contre ces réfugiés ont augmenté, ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondante à Genève.***

De notre correspondante

Genève. – Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), on constate une nette recrudescence de la piraterie en mer de Chine. Cinq cas, considérés comme irréfutables, illustrent l'étendue du drame.

Le 18 février, une embarcation qui a quitté le Vietnam avec vingt-deux personnes à bord a subi, dès le lendemain, deux attaques au cours desquelles deux femmes ont été enlevées par les pirates et le bateau littéralement coupé en deux. Des réfugiés se sont noyés. Il reste quatre survivants : deux hommes qui ont pu être repêchés et les deux femmes enlevées, débarquées sur le rivage thaïlandais, toutes deux dans un état pitoyable, après avoir subi durant plusieurs semaines les sévices des pirates.

Le 18 mars, des pirates ont attaqué à deux reprises une embarcation plus importante transportant quatre-vingt-sept réfugiés ; cinq jeunes femmes ont été enlevées. La marine thaïlandaise s'est mise à leur recherche, sachant que les pirates avaient pris l'habitude de se les « distribuer ». Deux bateaux ont été arraisonnés et les « pêcheurs » inculpés de viol et de séquestration. La tâche de la police n'est pas aisée, car les pirates détruisent les bâteaux des réfugiés après pillage et s'efforcent de faire disparaître les témoins.

Le 30 mars, une embarcation de dix-sept réfugiés a été harponnée et coulée par des pirates, qui ont enlevé les femmes et jeté les hommes à la mer. Cinq parmi ces derniers ont pu être sauvés. Les assaillants avaient lancé par-dessus bord une mère et son enfant de deux ans ; son autre fils, âgé de huit ans, et une fillette de dix ans ont plongé pour tenter de les sauver. La mère et le petit ont péri, les deux autres enfants étant sauvés par des pêcheurs.

Le 6 avril, près des côtes de la Malaisie, dix-sept autres réfugiés vietnamiens ont été attaqués à bord de leur bateau : certains ont été noyés, d'autres tués sur place ; il y aurait dix survivants. Le 23 avril, autre départ clandestin sur une embarcation de fortune. Bilan : douze réfugiés attaqués, quatre noyés et un disparu ; sept survivants ont été recueillis. Cette énumération n'est pas exhaustive, mais le HCR ne cite que les cas qui font l'objet de plusieurs témoignages convergents.

ISABELLE VICHNIAC.

● *Condamnation d'opposants.* – Un tribunal a condamné un nombre non précisé de personnes à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison pour avoir constitué « *une organisation réactionnaire tentant de renverser le pouvoir* » dans l'ancien Sud-Vietnam, selon le journal de l'armée vietnamienne, le *Quan döi nhan dan*, qui a fait état, dimanche 12 mai, de ce procès tenu le 18 mars dernier à Vung-Tau (ex-Cap-Saint-Jacques). Un membre des anciennes forces sud-vietnamiennes, M. Nguyen Van Muoi, âgé de trente-cinq ans, a été condamné à vingt ans de prison en tant que meneur d'une « *organisation armée* » intitulée « *deuxième régiment bach ho* » (tigre blanc). Les autres membres de l'organisation, dont le nombre n'est pas précisé, ont été condamnés à des peines de cinq à dix ans de prison. – (*AFP*).





# PROCHE-ORIENT

## Israël

### AUX ÉLECTIONS SYNDICALES

# Les travaillistes espèrent confirmer leur poussée dans les sondages

*De notre correspondant*

Jérusalem. – Un million et demi d'Israéliens – dont 175000 Arabes – devaient se rendre aux urnes ce lundi 13 mai pour élire leurs représentants à la Histadrout, la puissante centrale syndicale à laquelle appartiennent quatre travailleurs sur cinq. Ce scrutin met en présence sept listes affiliées aux principaux partis non religieux. C'est le premier test national entre les deux grands partenaires de la coalition au pouvoir depuis juste huit mois, le Parti travailliste et le Likoud.

*Les électeurs désignent* à la fois les 1 501 membres du comité central de la Histadrout et leurs délégués aux 72 conseils ouvriers locaux. Depuis sa fondation en 1920, la Histadrout fut toujours un fief des travaillistes qui y disposèrent lors de chaque élection, tous les quatre ans, d'une nette majorité absolue. Son influence déborde largement le cadre purement syndical. Second employeur du pays après *l'Etat* (avec 260000 salariés), la Histadrout possède ou contrôle 30% de l'économie. c'est un véritable « empire ».

Lors du dernier scrutin, en avril *1981, les travaillistes remportèrent* 63% des sièges et le Likoud 26%, le reste allant aux petites formations. Cette fois, le parti de M. Shimon Pérès aimerait obtenir la majorité qualifiée des deux tiers qui lui donnerait les mains libres pour revitaliser une bureaucratie syndicale, amorphe et pléthorique. Il ne manque pas d'atouts pour consolider ses positions.

Son chef de file, M. Israël Kessar, secrétaire général de la Histadrout depuis moins d'un an, est un homme populaire et respecté. Face à lui, le prétendant du Likoud, M. Yaacov *Shamai*, un *député néophyte* inconnu du grand public – « *Yaacov, qui ?* », ironise la presse, – fait plutôt pâle figure. C'est un candidat de compromis devant sa bonne fortune au seul désistement du premier ministre adjoint, M. David Lévy, qui refusa de conduire, pour la troisième fois, la liste de son parti.

### Une campagne sans passion

La campagne électorale fut terne et sans passion. Les deux grands partis l'avaient voulue ainsi. Désargentés depuis la coûteuse campagne législative de l'an dernier, ils ont renoncé à toute propagande radiotélévisée. Pour accroître ses chances, le Parti travailliste a préféré préserver la paix sociale en ajournant de nouvelles mesures d'austérité forcément impopulaires.

Les syndicalistes du Likoud n'avaient guère intérêt, quant à eux, à lui chercher noise sur le terrain social. Comment auraient-ils pu faire oublier qu'ils avaient appuyé pendant sept ans une politique économique aux résultats désastreux ? Ils ont préféré faire diversion et brandir des thèmes plus payants en dénonçant, par exemple, les dangers que l'option « jordanienne » chère aux travaillistes ferait courir au « Grand Israël ».

En syndicaliste habile, M. Kessar s'est démarqué autant que possible du pouvoir en reprochant au ministre des finances, M. Modaï – qui, soit dit en passant, appartient au Likoud, – de garantir insuffisamment l'emploi et de faire trop porter aux plus modestes salariés le fardeau de l'austérité. Mais il rappelle aussi qu'en tant *que* partenaire social « responsable », la Histadrout a lutté pour la conclusion de deux accords globaux instaurant un contrôle des prix et des salaires, dans l'ensemble favorable aux travailleurs.

M. Kessar espère que ceux-ci lui sauront gré d'avoir facilité l'entreprise d'assainissement de l'économie. Le danger, pour les travailleurs, tient peut-être surtout à l'indifférence que la population manifeste envers une machine syndicale pesante et de plus en plus coupée des réalités quotidiennes. M. Kessar a d'ailleurs mis en garde son électorat contre les risques de l'abstentionnisme. Il a besoin d'une victoire solide pour pouvoir prétendre secouer les lourdeurs de l'appareil et donner à la Histadrout une *nouvelle jeunesse*.

*Certains* ont décrit cette élection comme le « deuxième tour » des législatives de juillet 1984. Les résultats du scrutin permettront en effet de prendre le pouls du pays et confirmeront ou non la poussée travailliste dont font état tous les sondages. Mais cette extrapolation a des limites, qui tiennent à la spécificité du vote syndical. La répartition des suffrages, par exemple, y est d'emblée faussée en faveur des travaillistes. En fait, tout se passe surtout comme si le scrutin survenait trop tôt, à un moment où les deux partenaires de l'union nationale ne se sentent pas encore prêts à l'inéluctable épreuve de force.

J.-P. L.





هكذا من الأصل

# Le voyage de M. Shultz

**A l'issue de sa brève tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz quitte, ce lundi matin *13 mai, la Jordanie pour Vienne où il s'entretiendra*, mardi, avec M. Andreï Gromyko et participera, mercredi, aux cérémonies commémoratives du *trentième anniversaire* du traité d'Etat qui a restauré l'indépendance de l'Autriche. Avant de rencontrer le roi Hussein de Jordanie à Agaba, M. Shultz s'était entretenu, dimanche au Caire, avec le *président Moubarak au sujet* du *« processus de la paix, des nouveaux développements au Liban et de la situation au Soudan. »***

## Jérusalem : un léger assouplissement ?

De *notre* correspondant

Jérusalem. – De la visite de M. Shultz en Israël, nul n'attendait de résultat spectaculaire et n'a donc lieu d'être déçu. Ceux qui escomptaient, *malgré* tout, des entretiens du secrétaire d'Etat l'annonce d'une timide relance du processus de paix n'auront guère trouvé d'indices pour nourrir leurs espérances.

Les obstacles restent de taille. Ils tournent autour de trois questions-clés : quels Palestiniens feront partie d'une délégation conjointe jordano-palestinienne à d'éventuels pourparlers ? Comment s'articulera la négociation, autrement dit, mettra-t-on face à face dans un premier temps Arabes et Américains ou bien opposera-t-elle *d'emblée Israéliens*, d'une part, Jordaniens et Palestiniens, de l'autre ? Les discussions doivent-elles être – et à quel stade ? – prises en charge, comme on le *souhaite au* Caire et à Amman, par une conférence internationale patronnée par l'ONU et où Moscou *ferait jeu égal avec Washington ?*

*Aux deux dernières questions*, Israël et les Etats-Unis apportent des réponses proches ou convergentes. La conférence internationale ? Ni Washington ni Jérusalem n'en veulent, car *elle* consacrerait le retour du loup soviétique dans la bergerie proche-orientale. Le type de *négociations* ? Jérusalem est catégorique : Israéliens et Arabes doivent se parler directement et n'ont besoin ni d'intermédiaires ni de médiation préliminaire. Sans être dans *la forme aussi rigide que* ses interlocuteurs israéliens, M. Shultz partage leur analyse sur le fond et il leur a *répété que* les efforts américains visaient un unique objectif : l'ouverture de négociations directes entre Jérusalem et les Arabes.

Reste le premier problème et le plus délicat : avec quels Palestiniens Israël est-il prêt à négocier ? Les entretiens de M. Shultz à Jérusalem n'ont pas permis de lever les ambiguïtés sur ce point. En 1975, les Américains ont pris l'engagement *auprès d'Israël de ne pas reconnaître* l'OLP, ni de traiter avec elle, tant que celle-ci n'aurait pas accepté les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et le droit à l'existence de l'État juif. *L'an dernier*, un vote *du* Congrès a donné à cette double exigence force de loi et imposé à l'OLP une troisième condition : la renonciation au terrorisme.

Telle est la toile de fond où s'inscrivent les démarches américaines. Pour débloquer la situation au Proche-Orient, l'administration Reagan, *« interdite de négociation »* avec l'OLP, ne peut, au stade actuel, que favoriser l'entrée en scène de responsables palestiniens n'appartenant pas à cette organisation et dotés de qualités apparemment *difficiles* à concilier. Ils doivent être sufisamment *« modérés »* pour qu'Israël accepte de leur parler, assez proche de l'OLP pour que M. Arafat ne puisse tôt ou tard les récuser, assez représentatifs enfin des populations de Cisjordanie et *Gaza pour que leur participation* aux pourparlers soit crédible aux yeux de tous.

### Des « parlementaires » ?

Pour l'instant les Américains ne peuvent jouer qu'une seule carte, celle des personnalités qui appartiennent au Conseil *national* palestinien (CNP) – le *« Parlement en exil »* – mais pas à l'OLP. Encore leur faut-il persuader les Israéliens du bien-fondé de ce distinguo entre délégués *du* CNP et *membres* de L'OLP. A en juger par les petites phrases et les communiqués du week-end, M. Shultz n'y est pas parvenu : *« Il est bien difficile*, admettait-il dimanche avant de quitter Jérusalem, *de trouver des Palestiniens acceptables par Israël. »* Difficile en effet.

Israël a fait solennellement connaître sa position à l'issue du conseil des ministres dominical : il se dit *« prêt à des négociations directes avec une délégation jordano-palestinienne ne comprenant aucun membre d'une organisation liée par la charte palestinienne »* (laquelle prône la destruction de l'Etat juif). Cette formulation diffère légèrement de celles utilisées naguère par le Likoud et qui excluaient explicitement *« tout contact avec l'OLP »*.

Alors, Israël a-t-il assoupli sa position ? C'est affaire d'interprétation. Certains assurent qu'un délégué du CNP non membre de l'OLP, et donc non signataire de sa charte, ne serait plus nécessairement « disqualifié » par Jérusalem. D'autres répondent, au contraire, en citant les propos tenus vendredi à M. Shultz par M. Shamir, ministre des affaires étrangères, que tout membre du CNP serait d'emblée inacceptable par Israël puisque c'est précisément cet organisme qui rédigea (et amenda) la charte.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



## Amman : trouver des interlocuteurs palestiniens « acceptables »

Correspondance

Aqaba. – C'est à Aqaba, cité touristique et unique débouché maritime de la Jordanie, que M. Schultz *a achevé la tournée qui l'a conduit* d'abord à Jérusalem, puis au Caire. Le secrétaire d'Etat américain et le roi Hussein se sont attaqués, dans la soirée du dimanche 12 mai, au casse-tête diplomatique qui a pris ces dernières semaines une place *prépondérante* dans les contacts entre Amman et Washington : la composition d'une délégation jordano-palestinienne susceptible d'engager le dialogue avec l'administration américaine.

Les Jordaniens, en accord avec M. Yasser Arafat, ont proposé que la délégation commune soit composée pour sa partie palestinienne de membres du Conseil *national* palestinien (le Parlement de la résistance) n'appartenant pas aux organisations combattantes de l'OLP. L'administration américaine n'a pas *rejeté cette suggestion*, ce qui est déjà un progrès compte tenu de la position traditionnelle de Washington. Mais, même si les Américains affectent actuellement de l'ignorer, tout membre du CNP, qu'il soit ou non « indépendant », est, dans la *pratique, membre de l'OLP, comme* le rappellent d'ailleurs, pour des raisons diamétralement opposées, certains dirigeants palestiniens et israéliens.

Cela étant, Washington entend étudier, cas par cas, les personnalités palestiniennes susceptibles de participer à des discussions et récuser celles qui lui paraissent trop marquées. Les Jordaniens ont *suggéré plusieurs noms* à M. *Murphy*. Selon le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher Masri, et en dépit des démentis des dirigeants palestiniens, ces noms auraient été choisis par l'OLP après la réunion conjointe à Bagdad, en avril dernier, *du comité exécutif* de la centrale palestinienne et du comité central du Fath. Réunion où M. Yasser Arafat avait pourtant été mis en minorité par ses pairs après des débats houleux.

Quoi qu'il en soit, en admettant que les trois parties se mettent d'accord, *rien ne sera réglé pour autant*. Car, s'il y a effectivement des discussions jordano-palestino-américaines, il ne s'agira que de pourparlers exploratoires, dont l'objectif serait de définir la suite à donner au processus de paix au *Proche-Orient*. *Or, sur cette* étape ultérieure, les divergences sont considérables.

E. J.

SELON LE « WASHINGTON POST »

## La CIA serait impliquée dans l'attentat du 8 mars qui fit 68 morts à Beyrouth contre un dirigeant chiite

De notre correspondant

Washington. – Sur cinq colonnes *à la une*, le *Washington Post* affirme dans sa dernière édition dominicale, qu'après avoir récemment mis sur pied trois unités chargées de lutter contre le terrorisme proche-oriental, la CIA aurait connu il y a un mois un sanglant dérapage qui l'aurait obligée à un retrait précipité.

L'une des unités en question – qui n'était pas composée d'Américains, mais d'agents étrangers et notamment libanais – aurait en effet pris sur elle de commanditer un *attentat* à la voiture *piégée* contre une personnalité religieuse chiite présumée liée au terrorisme. *Commis* le 8 mars dernier dans la banlieue sud de Beyrouth, jamais revendiqué et largement imputé aux Israéliens, cet attentat avait coûté la vie à soixante-huit personnes, en avait blessé deux cent cinquante et laissé indemne sa cible, le cheikh Mohamed Hussein Fadlallah. Cette tragédie aurait immédiatement entraîné l'annulation pure et simple d'un programme de l'agence devenu en tous points embarrassant pour les autorités américaines.

Le long article du *Washington Post* ne fournit aucune preuve tangible à l'appui de ces révélations et les sources citées sont toutes anonymes. Aucun démenti n'a toutefois été opposé par les autorités américaines. Tout en rappelant que Washington ne menait *« aucune activité contraire aux lois »*, le département d'Etat indiquait, dimanche 12 mai, que *« toutes les mesures appropriées sont prises »* par les Etats-Unis pour assurer leur sécurité.

Paradoxe : au moment où la CIA, à la fin de l'année dernière, s'employait à mettre en place ces unités anti-terroristes, le secrétaire d'Etat, M. Shultz était, quant à lui, engagé dans une active campagne publique en faveur d'une riposte au terrorisme qu'il accusait l'URSS de manipuler. M. Shultz avait notamment déclaré, le 25 octobre, à New-York, *que les Etats-Unis devaient* être prêts à utiliser *« la force militaire »* pour répondre à ce *« moderne instrument de la guerre »*. L'opinion publique, avait-il ajouté, doit être *« prévenue »* et doit comprendre que les soldats américains et des *« innocents »* peuvent être tués dans ce combat et que le gouvernement doit pouvoir agir avant que *« chaque fait ne soit connu »* et sans souci des sondages.

Ce discours avait suscité le 28 novembre une réplique de M. Weinberger, le secrétaire à la défense. Ce dernier, avait posé des *conditions* infiniment plus strictes au recours à *la force militaire américaine* – la certitude préalable, en particulier, d'un soutien de l'opinion. Il est impossible, d'acquérir par avance une telle certitude, rétorquait le 10 décembre M. Shultz, dans ce qui était devenu une polémique ouverte qu'aurait donc tranchée la décision d'agir par le biais de l'action clandestine.

Cette décision apparaît d'autant plus plausible que M. Reagan a manifesté depuis sa première élection une très nette volonté de redonner de l'importance et des *« muscles »* à la CIA, dont l'actuel directeur, M. Casey, dissimule, sous ses allures de rentier, un goût prononcé pour le *« terrain »*. C'est sous son autorité qu'avait, par exemple, été organisé, *au printemps 1984*, le *minage des* ports nicaraguayens, qui avait provoqué une levée de boucliers au Congrès et dans la communauté internationale.

Un agent des services libanais impliqué dans l'affaire et cité par le *Washington Post affirme* que la CIA était parfaitement au courant de ce *qui se préparait et qu'il* est habituel dans la guerre de l'ombre de faire faire par d'autres – et sans trop poser de questions – ce dont on ne veut pas être tenu pour responsable.

Mohamed Hussein Fadlallah aurait, *selon les renseignements* recueillis par Washington, participé le 20 octobre 1983 à Damas à une réunion de préparation de l'attentat commis, deux jours plus tard, contre les « marines » de Beyrouth. Il aurait également béni le chauffeur kamikaze, quelques heures avant qu'il ne prenne le volant de son camion bourré d'explosifs. L'attentat avait fait deux cent quarante et une victimes, *tuées dans leur sommeil*.

BERNARD GUETTA.

Iran

## L'explosion d'une voiture piégée fait 15 tués et 50 blessés dans le centre de Téhéran

Téhéran *(AFP)*. – Quinze personnes ont été tuées et cinquante blessées par l'explosion d'une voiture piégée, *dimanche matin 12 mai*, dans un quartier très animé du centre de la capitale iranienne. Le véhicule, garé près d'un passage commerçant proche du bazar, cachait 25 kilos de TNT, selon le chef de la police de Téhéran.

*L'explosion, qui s'est produite* à 8 h 15 (4 h 45 GMT), a détruit plusieurs boutiques et provoqué un incendie qui a ravagé deux immeubles commerciaux pendant plus d'une heure. Plusieurs victimes ont été déchiquetées, des débris humaines restant collés sur les murs des immeubles environnants, alors que des passants et des vendeurs installés sur le trottoir du passage pour piétons ont été transformés en torches humaines, ont déclaré des témoins.

Les corps de plusieurs victimes ont été placés dans des sacs transparents brandis devant la foule par des sauveteurs bénévoles, aux cris de *« Mort à l'Amérique ! » « Mort aux hypocrites armés ! »*

Le terme *« hypocrites »* sert à désigner les Moudjahedins du peuple, généralement accusés par les dirigeants iraniens d'organiser ces attentats, *ce que démentent ses responsables* réfugiés à Paris. L'explosion de dimanche n'a pas été revendiquée, et les autorités n'ont pas pour le moment désigné expressément de coupables.

Radio-Téhéran, pour sa part, a mis en cause *« les éléments de l'oppression mondiale »* et souligné que cet attentat intervient au moment où s'exercent des pressions pour amener l'Iran à *conclure la paix avec* l'Irak.

LE PROCÈS DE L'ASSASSIN D'ISSAM SARTAOUI A LISBONNE

## Trois ans de prison pour « usage de faux passeport »

De notre correspondant

Lisbonne. – Souriant, les doigts en signe de victoire, le Palestinien accusé d'avoir tué son compatriote, l'intellectuel modéré Issam Sartaoui, le 10 avril 1983, *se tourne vers* le public. Après un deuxième procès *qui a duré un mois*, le *tribunal vient* de prononcer son verdict. La majorité des jurés ont répondu négativement à la presque totalité des soixante et une accusations qui avaient été formulées contre le prévenu. Seules accusations retenues : Youssef El-Aouad a utilisé pour entrer au Portugal un faux passeport ; *il a*, par *ses déclarations, créé une* fausse piste qui a empêché la police de trouver le véritable assassin. C'est finalement la version donnée par l'accusé lui-même qui a prévalu.

Résultat : trois ans de prison. Ayant été arrêté le lendemain de l'attentat, Y. El-Aouad a déjà accompli *les deux tiers* de la peine. Etant donné son bon comportement, il doit bénéficier, en outre, de plusieurs mesures de clémence. Aussi, tout l'indique, celui qui a été à l'origine *d'un des procès les plus longs* et les plus polémiques de l'histoire juridique portugaise sera très prochainement mis en liberté et aussitôt après expulsé du pays.

Etrange affaire. En 1984, lors du *premier procès, les jurés avaient* conclu qu'aucune preuve matérielle ne permettait d'attribuer à l'accusé la responsabilité directe de l'assassinat. Toujours pour usage de faux passeport, il avait été alors condamné à quatre ans de prison. *L'accusation avait fait appel : « Si Aouad n'a pas tiré sur M. Sartaoui, il a au moins participé à l'attentat. »* Tel était l'argument avancé par le ministère public. On a sélectionné un deuxième jury. La veuve de l'ancien conseiller de M. Yasser *Arafat s'est fait représenter* par un des avocats les plus connus de Lisbonne.

Mais d'innombrables contradictions se sont accumulées le long du procès. Y compris de la part des *policiers appelés à témoigner. Dans le* doute, les jurés viennent de choisir la solution la plus simple. Et la peine a été allégée : *« Après tout, il s'agit d'une question entre Arabes qui ne nous concerne point. »*

Commentaire final des avocats de l'accusation : *« La justice portugaise sort de cette affaire sans prestige et le crime restera impuni. »*

JOSÉ REBELO.

# politique



Dessin de PLANTU.

## LE COMITÉ DIRECTEUR

# L'objectif des 30 %

**La règle du jeu en vigueur au PS veut que les contributions préparatoires au congrès posent des questions, auxquelles répondront plus tard les – ou la – motions soumises aux votes des militants. Le comité directeur réuni le 11 mai s'est, globalement, déroulé conformément à cette règle. Si les débats, comme le contenu des principales contributions présentées ont permis de « déblayer le terrain », il est impossible, à l'issue de cette réunion, de savoir si les socialistes iront au congrès unis sur une motion unique, ou sur des motions *séparées avant une éventuelle synthèse finale.***

**L'un des sujets de débat prévisible de ce congrès semblait être la question des alliances post-électorales. Largement évoquée au comité directeur, la question, au-delà d'un échange à ce propos entre MM. Jospin et Rocard, n'a pas vraiment donné lieu à un débat de fond. Toutes les sensibilités du PS sont maintenant d'accord pour refuser tout changement d'alliances. Néanmoins, ce refus n'est pas sans nuances.**

**M. Rocard a exposé le plus nettement un point de vue que semblent partager les néo-rocardiens, les**

# « Pas d'alliance à droite »

M. Bertrand Delanoë a évoqué les propos tenus par M. Rocard devant le « Grand Jury RTL- *le Monde*. » « *Beaucoup de militants* » et lui-même, a-t-il dit, ne voient pas « *bien la cohérence du camarade qui critique la première partie de la politique menée sous le septennat de François Mitterrand en disant que cette première phase était mauvaise, alors qu'il était membre du gouvernement, et qui, au moment où la politique du gouvernement lui convient, quitte le gouvernement* ». M. Delanoë a continué : « *Nous sommes habitués à ce que la droite critique les partis (...) mais (...) lorsque cela vient d'un homme authentiquement de gauche, c'est beaucoup plus dangereux. Parce qu'il n'y a pas de démocratie sans partis politiques (...)* ».

M. Michel Rocard, qui s'est dit optimiste pour 1986 et a estimé que des marges de manœuvre existent pour une attaque frontale du chômage, a répondu aux critiques qui lui ont été adressées depuis son départ du gouvernement. Il a estimé qu'on peut être d'accord avec l'ensemble de la politique d'un gouvernement mais le quitter après un désaccord sur un point précis jugé suffisamment important.

M. Rocard a déclaré que les socialistes doivent non seulement mettre de l'ordre dans leur discours politique, mais aussi revitaliser la démocratie interne dans leur parti. Pour lui le meilleur moyen de dynamiser le parti serait un congrès unanime. Mais tout est en place, estime-t-il, pour que les sensibilités du PS veuillent se compter, ce qui serait, juge-t-il, « *destructeur et suicidaire au plan collectif* ».

M. Rocard, qui s'est déclaré d'accord sur beaucoup de points avec la contribution défendue, pour les amis de M. Mauroy (*le Monde* daté 12-13 mai), par M. Derosier, a affirmé qu'il a tenu à déposer une contribution à titre personnel, afin de ne pas donner l'impression d'un « *bloc* » derrière lui, ce qui serait facteur de division du parti. Il a regretté que le PS ne diffuse que les idées produites par le gouvernement, et non les siennes propres.

M. Rocard demande que chacun soit équitablement représenté dans le parti. Il a estimé que le système (proportionnel) de représentation choisi en 1971 aboutit à une cooptation de type national. Selon lui, le choix n'appartient plus aux militants de base. Il a souhaité que la démocratie interne soit respectée dans le choix des candidats pour les élections législatives, et souligné le risque d'une désignation des candidats à l'échelle nationale.

M. Rocard a remarqué que si le PC a bien « *assassiné* » l'union de la gauche, l'élection présidentielle à deux tours impose toujours une logique de rassemblement vis-à-vis des électeurs communistes. A propos des alliances pour l'après-1986, M. Rocard a estimé que les socialistes, lors du congrès, doivent poser les conditions d'un éventuel accord de gouvernement avec d'autres. Il relève des contradictions dans le discours actuel : « *On ne peut pas, à la fois, assurer que le PS sera dans l'opposition s'il ne parvient pas à réunir une majorité de rassemblement autour de ses propositions ; affirmer que la réforme du mode de scrutin a pour but de permettre au président de la République de terminer ce qu'il a entrepris et d'empêcher la droite d'avoir une majorité absolue ; constater qu'une large fraction de la droite refuse d'envisager de former un gouvernement sous l'autorité du président. Sauf à jouer la politique du pire et la crise de régime, les trois raisonnements ne peuvent être tenus simultanément.* »

En conclusion, M. Rocard a estimé que, tout en restant fidèles à leurs principes, les socialistes doivent oser dire qu'ils ont changé d'objectif sous la pression des faits.

M. Louis Mermaz, qui pense que l'opinion n'a pas une claire conscience du bilan des socialistes, a appelé ses amis à défendre leurs valeurs et les a invités à « *ne pas passer leur temps à se demander s'ils ont changé* ». « *Nous n'avons pas changé* », a affirmé le président de l'Assemblée nationale.

M. Georges Sarre, qui a présenté la contribution du CERES (*le Monde* daté 12-13 mai), a souhaité que les socialistes ne se laissent pas enfermer dans l'« *alternative* (...) *entre d'un côté, une sorte de repli sur l'Aventin, et de l'autre, la stratégie de troisième force* (...) *qui ruinerait vingt de travail* ». « *S'attacher à sortir de cette impasse*, a-t-il souligné, *c'est d'abord bien analyser l'évolution de la société française et tirer les conséquences de ce que nous avons vécu depuis quatre ans. C'est aussi mettre en accord ses discours et ses actes. Non pas pour renoncer ou pour s'accommoder de l'air du temps. Mais pour mieux ajuster nos moyens à nos ambitions.* » « *Si on ne veut pas être réduits, à avoir la politique de ses alliances*, a ajouté M. Sarre, *alors il faut arrêter le contenu d'un projet susceptible de rassembler.* »

M. Dominique Strauss-Kahn a réfuté les critiques de M. Rocard sur la relance des premiers temps du septennat et fait remarquer qu'à l'époque M. Rocard avait exprimé, dans la préface au plan intérimaire de 1982, son accord avec les orientations suivies.

Mme Marie-Noëlle Lienemann a déclaré : « *Le PS ne peut affirmer de façon crédible qu'il a vocation à être le moteur, le point central d'un rassemblement, s'il ne fait pas tout à la fois l'effort de prendre l'initiative d'ouvrir ses listes et de rénover sa pensée, son discours et ses propositions.* »

M. Gérard Delfau jugerait positive une ouverture « *raisonnable et maîtrisée* » des listes socialistes aux prochaines élections. « *Chacun voit bien*, a-t-il estimé, *qu'on ne peut espérer rallier une majorité d'électeurs au « projet socialiste ». En revanche, elle peut se rassembler pour défendre et actualiser les idéaux de la République, gravement menacés.* »

### Le premier secrétaire : « Oui, nous avons changé ! »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a souligné la nécessité, dans les débats internes du parti, d'une « *totale liberté de pensée et de parole, mais dans le respect mutuel* ». Il a remarqué que le bulletin du groupe AGIRS (néorocardiens) avait eu des expressions « *inacceptables* » (1).

A propos du débat, relancé notamment par M. Rocard, sur le rôle du PS, M. Jospin a déclaré, à l'intention de l'ancien ministre de l'agriculture : « *Tu devrais parler à ton comité directeur comme tu as parlé* à « RTL-*le Monde* », *et tu devrais parler à* « RTL-*le Monde* », *comme tu as parlé en comité directeur.* »

M. Jospin estime qu'il n'y a pas de crise au PS : « *Peut-être pas assez de rayonnement*, a-t-il reconnu, *mais pas de vide, pas d'éclatement.* » Le premier secrétaire du PS a estimé que « *l'image d'un parti dogmatique face à un gouvernement pragmatique* » est fausse. « *C'est le contraire de ce que j'ai voulu faire* », a-t-il ajouté.

A M. Rocard, qui s'était plaint de la sous-représentation de ses amis dans la direction du PS – par « *décision administrative* » de M. Jospin, avait-il dit au « Grand Jury RTL-*le Monde* », – le premier secrétaire du PS a répondu en remarquant implicitement que la solution la plus simple est de se compter, et donc de soumettre un texte au congrès.

Sur les alliances, M. Jospin a encore répondu à M. Rocard, qui reproche aux socialistes de tenir plusieurs discours à la fois : « *Une bonne question justifie-t-elle une mauvaise réponse ? Je ne le crois pas. Quand on n'a pas de bonne réponse, on n'en donne pas.* »

M. Jospin s'est donc contenté de fournir des « éléments de réponse » : « *Pas d'alliance à droite, (...) pas de résignation à l'attitude du PC. (...)* [faire du] *PS une force de rassemblement dans la gauche.* » « *Je ne peux pas vous dire*, a-t-il ajouté : *le PS et son ouverture feront 50%. Je peux vous dire : menons le PS à 30 %.* »

A propos de l'articulation des positions socialistes avec celle de M. Mitterrand, M. Jospin a affirmé : « *Le président n'a pas parlé d'alliances, il a parlé d'institutions. Il n'a pas parlé d'accord, il a rappelé son rôle. Nous n'allons tout de même pas aller au secours de la droite ou choisir une droite contre une autre. L'attitude du président est claire, la nôtre aussi (...). Dans le respect de nos principes, nous le soutiendrons.* » Evoquant les « *contradictions* » soulevées par M. Rocard, il a souligné : « *Il y a des situations contradictoires. Elles s'expliquent par le fait que ce sont des acteurs différents qui donnent leur réponse.* »

S'adressant toujours à M. Rocard, M. Jospin a évoqué la question du « *changement* » des socialistes. « *Oui, nous avons changé* », a-t-il dit. Il a souligné que ce changement s'était produit d'abord dans le discours. Il a évoqué les deux congrès précédents du PS (Valence et Bourg-en-Bresse) pour estimer que ces congrès avaient représenté des « *erreurs de communication* ». Selon lui, tous les courants en portent la responsabilité, mais notamment le sien, le courant A (mitterrandiste). Il a ajouté qu'à ce propos on pensait le plus souvent à « *une ou deux interventions* », mais qu'en réalité il s'est agi d'une tonalité beaucoup plus générale.

Il a déclaré : « *Je m'en veux de n'avoir pas pris tout le monde à contre-pied, comme l'aurait fait Mitterrand, mais que voulez-vous, je ne suis pas Mitterrand.* » M. Jospin a encore évoqué les deux premières années de la législature en cours pour affirmer, à propos de l'attitude du groupe socialiste à l'Assemblée : « *Quelle arrogance !* »

Quant à la politique économique, il a rappelé avoir été le premier à reconnaître une « *inflexion* ». Il a réfuté les critiques de M. Rocard sur la politique économique de la première « phase », et a ajouté : « *Est-ce que nous avons changé l'essentiel de nos conceptions ? Je ne le crois pas, à moins qu'il faille nationaliser tous les six mois pour prouver qu'on reste socialiste. La vérité, c'est que nous avons gardé nos principes mais adapté notre politique à la réalité. Faut-il être irréaliste pour prouver qu'on est fidèle ? Faut-il se renier pour prouver qu'on est réaliste ? Je ne le crois pas.* »

(1) Le bulletin du groupe AGIRS a parlé de « *direction-paillasson* » du PS, et cru discerner des germes de « *stalinisme* » dans le parti.

## Jospin – Rocard : du dialogue au duel ?

Les travaux du comité directeur ont été marqués par le dialogue Jospin-Rocard. Dans l'état actuel des choses, ce débat peut constituer l'un des axes du congrès de Toulouse.

Les dirigeants mitterrandistes avaient fait savoir qu'ils saisiraient l'occasion de ce comité directeur *pour répondre* à M. Michel Rocard, et notamment à sa dernière intervention, devant le « Grand Jury RTL-*le Monde* » (*le Monde* du 3 mai). Ils ont donc fait monter en ligne (dans un climat qui ne rappelait pas néanmoins les grands *déferlements anti-rocardiens du* passé) toutes les générations de dirigeants – de M. Mermaz à M. Strauss-Kahn, – au point que certains mitterrandistes se sont irrités de voir M. Rocard valorisé à ce point. M. Jospin a, en effet, *consacré la presque totalité de son* intervention à répondre en détail, point par point, à l'ancien ministre de l'agriculture.

Les éléments de ce dialogue sont complexes. M. Rocard se dit favorable à un congrès unanime. Mais, dans le même temps, il demande aux mitterrandistes ce qui est le plus difficile pour eux : reconnaître qu'ils sont venus sur les positions qu'il défendait hier contre les mitterrandistes. De son côté, M. Jospin, qui veut faire évoluer son parti, mais à petits pas, ne veut pas aller jusqu'à parler d'*aggiornamento*. Il faut discuter, dit-il, « *des points sur lesquels nous avons changé* ».

« *On ne voit pas les choses de la même façon lorsque l'on est au pouvoir et lorsque l'on est dans l'opposition* », at-il reconnu. Les rocardiens jugent positif ce langage et soulignent que la contribution du courant A (mitterrandiste) « *appelle la synthèse* ».

En fait, M. Jospin a déjà estimé, à plusieurs reprises, que les socialistes se sont adaptés aux réalités, sans changer sur le fond ; il a déjà fait savoir que, selon lui, ce débat est marqué par « *une double caricature* » des positions anciennes des socialistes comme de leurs positions actuelles.

### Privilégier une démarche personnelle

Dans ces conditions, tout dépendra des points soumis à révision par M. Rocard, et aussi de la forme que prendra cette demande. S'il s'agit d'une véritable exigence de reddition, les mitterrandistes peuvent difficilement l'accepter (ce qui les amènerait au surplus à prêter le flanc aux critiques du PCF), mais M. Rocard, de son côté, aurait du mal à soutenir qu'il a recherché l'unité du parti. Les rocardiens semblent d'autant plus prêts à la bagarre qu'ils estiment se battre sur un thème porteur dans l'opinion. M. Rocard lui-même n'a pas l'intention de faire de cadeaux. Le texte de sa contribution, qui n'a pas encore été diffusé, a été rendu plus « aigu » dans la nuit de dimanche à lundi.

L'intransigeance que pourrait manifester M. Rocard dans les débats qui vont s'engager risque d'être aussitôt interprétée comme un signe de sa volonté de privilégier *une démarche personnelle*. Encore n'est-il pas certain que tous les mitterrandistes aient la même vision de l'attitude à avoir à l'égard de M. Rocard. Tout le monde a remarqué que M. Mermaz disait : « *Nous n'avons pas changé* » quand M. Jospin disait l'inverse. S'agit-il, dans le premier cas, des principes, dans l'autres, de leurs applications ? Est-ce une répartition des rôles, ou l'amorce d'un positionnement différent ?

L'apport aux débats des autres sensibilités du PS a été un peu éclipsé par ce dialogue de « chef », dont on se demande s'il ira, ou non, jusqu'au duel. Les néo-rocardiens – qui proclament eux aussi : « *Nous avons changé, disons-le* » – ont déposé une contribution au ton caustique pour la direction du parti. Les amis de M. Mauroy souhaitent toujours une synthèse avec M. Jospin, ce que le premier secrétaire voit d'un bon œil. M. Rocard, de son côté, s'est déjà déclaré d'accord avec beaucoup de points de la contribution des amis de l'ancien premier ministre. Enfin, les membres du CERES (dans la droite ligne de leurs réflexions en cours (*le Monde* des 1er février et 2 avril) sur la lutte contre le « déclin » de la France et de l'Europe) ont déposé un texte qui forme un tout cohérent, animé de sa logique propre, destiné au moyen terme plus qu'au court terme (c'est-à-dire le congrès) et qui est appelé à déconcerter plus d'un socialiste, y compris à l'intérieur de la tendance elle-même. Dans ces conditions, le CERES se fondrait volontiers dans une motion unique, si le texte en est acceptable pour lui. Faute de quoi, il risque d'être obligé de se compter jusqu'au bout sur un texte dont la nature se prête mal aux négociations d'une commission des résolutions chargée de rechercher pendant le congrès la synthèse entre les motions en présence.

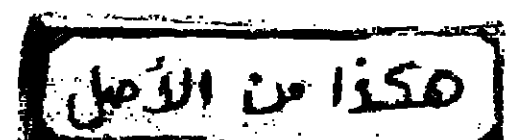
Dans une situation politique totalement inédite pour le PS, il est de toute façon trop tôt pour que les stratégies personnelles aient trouvé leur place dans des stratégies collectives : pour que le choix, étroitement lié à la conjoncture, ait été fait entre une logique de cohésion et une logique de dispersion. Il y a même fort à parier que les questions qui sont posées dès maintenant n'auront pas toutes trouvé de réponse au terme du congrès de Toulouse...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.











## DU PARTI SOCIALISTE

# et l'ancrage à gauche

amis de M. Mauroy, et – à sa manière – le CERES. Cette position revient en substance à dire : plutôt que nous borner à un refus de principe qui risque de nous enfermer dans un carcan paralysant, raisonnons en terme d'objectifs. Définissons les axes d'action compatibles avec nos engagements et nos principes. Sur de telles bases, nous pouvons rassembler sans perdre notre âme. Pour sa part, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, reconnaît carrément qu'il n'y a pas encore de réponse à cette deuxième question. Pour lui, il s'agit d'abord d'améliorer le rapport gauche-droite, avant de s'interroger sur la situation post-électorale de mars 1986, d'autant que la réflexion programmatique des socialistes (qui est un des aspects du congrès) n'est pas encore véritablement engagée. De la même façon, la question de la constitution des listes pour les élections législatives et régionales a été abordée sans que les socialistes aillent au fond. Les mauroyistes, les rocardiens et les néo-rocardiens ont fait connaître, dans leur contribution, leur point de vue. Le débat a lieu dans le groupe de travail constitué à cet effet. La difficulté, comme l'a dit M. Jospin, est de concilier l'« *équité* » dans la représentation des courants et la « *liberté de choix* » des militants. Néanmoins, certains socialistes ne se font pas trop d'illusions : ils estiment que c'est l'Elysée qui tranchera en dernier ressort...

Autre aspect de l'épineuse question des listes électorales : l'ouverture à l'extérieur. Là encore, les socialistes sont d'accord pour estimer que cette ouverture, inévitable, doit être limitée. Comme l'a dit M. Jospin, les socialistes ne peuvent pas promettre plus que ce qu'ils peuvent tenir. Les néo-rocardiens font plutôt bande à part en demandant 20 % de candidats extérieurs. Enfin, la question de l'appellation des listes n'a guère été évoquée, sans doute parce que presque tous les socialistes sont d'accord pour aller au combat sous leur bannière et non sous celle d'un hypothétique Front républicain. M. Jospin a lancé une discrète mise en garde à la cantonade – ou en direction de l'Hôtel Matignon ? – en rappelant que les socialistes doivent continuer à se « *préférer au socialisme* ». Le premier secrétaire assigne aux socialistes un objectif : celui de constituer eux-mêmes un « pôle de rassemblement » susceptible d'agréer, le moment venu, d'autres forces autour de lui. Il a chiffré cet objectif à 30 % des voix en 1986, au cours de l'émission de TF1 « Midi Presse ».

J.-L. A.

# Les mitterrandistes : s'inscrire dans le « dualisme de la vie politique »

La contribution du courant A (mitterrandiste) constate que les quatre premières années du septennat « *ont permis d'amortir les conséquences de la crise économique mondiale pour le monde du travail, pas de changer sa vie* ». Considérant que, face aux problèmes posés, « *la direction du PCF se dérobe (...), laissant désemparé tout un électorat de gauche* », tandis que, à droite, « *la pensée réactionnaire l'emporte sur le conservatisme éclairé* », le courant A en conclut que « *les socialistes assument donc seuls, comme force politique,* [le] *défi de la modernisation* ». « *Le socialisme français ne saurait être réduit à un républicanisme* », soulignent les mitterrandistes, même s'il est vrai que les socialistes doivent « *agir pour actualiser et faire revivre dans la conscience des Français les idéaux républicains* » aujourd'hui menacés. Seule une France « *rassemblée, solidaire et responsable* » peut mener « *la bataille économique pour le progrès social* ».

« *Les premiers résultats de notre politique sont réels* », estiment les mitterrandistes. *Ils montrent que, contrairement à ce que prétend la droite et à ce que disent certaines voix dans le parti, la politique menée en 1981 et 1982 n'a pas engagé la France dans une voix dangereuse.* » Se prononçant pour « *la croissance la plus forte possible avec l'équilibre extérieur* », le courant A juge que cette croissance « *ne permettra pas de résorber le chômage* ». « *La question du partage du travail doit donc être à nouveau posée. Mais il faut promouvoir des modalités qui, sans nuire à l'efficacité, soient porteuses d'emplois et ne tombent pas dans le piège de la flexibilité telle que l'entend le patronat* », estime ce courant.

### Le « corps central du salariat

Défendant le rôle de l'Etat dans l'économie, l'extension du système de protection sociale et une amélioration de la fiscalité dans un sens plus solidaire, les mitterrandistes s'emploient à définir la base sociale sur laquelle le PS devrait s'appuyer et la stratégie qu'il devrait adopter. La notion de « front de classe » n'apparaît plus dans ce texte, qui définit, en revanche, un « *corps central du salariat* », rassemblant « *les ouvriers de forte qualification, les employés, les techniciens, les travailleurs de la fonction publique* ».

« *Cependant*, observe le courant A, *les mutations économiques et la crise ont accentué les différenciations des niveaux de revenus, des modes de vie entre deux groupes salariaux distincts : d'une part, les cadres supérieurs et moyens ; d'autre part, les couches les plus défavorisées du salariat, dans de nombreuses petites et moyennes entreprises, chez les travailleurs immigrés et parmi les chômeurs de longue durée. Le premier groupe, très important dans le processus productif, s'interroge sur sa place dans la société et hésite, sur le plan politique, entre les socialistes et la droite modérée. Le second, trop souvent marginalisé ou passif dans le jeu social, obéit souvent à des réflexes protestataires.* »

« *La question*, indiquent les mitterrandistes, *est de savoir si la logique de dispersion, voire d'opposition, l'emportera au sein du salariat, ou si, au contraire, prévaudront la volonté unitaire, de rassemblement, la dynamique qui conduira au soutien de la politique de changement que nous conduisons. L'attitude des socialistes et du gouvernement pèsera sur cette évolution. Nous couper des cadres serait néfaste sur le plan économique, et nous couper des couches défavorisées serait dangereux sur le plan politique et social. Mais la détérioration des rapports entre le « corps central » du salariat et le gouvernement casserait toute chance de dynamique.* »

Le courant A en conclut que face à la « *droite de toujours* », le PS doit s'inscrire dans le « *dualisme de notre vie politique* ». « *Si nous n'avions pas*, affirme-t-il, *la majorité* [en 1986], *Nous serions dans l'opposition. Nous ne ferions pas l'alliance avec la droite que certains craignent et dont d'autres rêvent. Nous n'arbitrerions pas entre l'une ou l'autre droite. Mais nous combattrions pour les valeurs et les propositions qui sont les nôtres, dans l'opposition, mais aux côtés du président de la République, pour préparer les nouvelles échéances politiques.* »

Enfin, si le PS, selon les mitterrandistes, « *ne doit pas ignorer les autres composantes d'une gauche française qui est diverse et multiple* », il est souhaitable qu'il « *s'ouvre et rassemble* », mais non qu'il « *se dissolve dans une construction politique fabriquée pour les besoins d'un moment* ». « *On ne peut créer une grande force politique qu'en l'inscrivant dans un grand courant historique. Le nôtre s'appelle socialisme* », soulignent les mitterrandistes.

*Le Monde publiera mardi (daté 15 mai) des extraits des contributions des rocardiens et des néo-rocardiens.*

### 28 CONTRIBUTIONS NATIONALES

*Le comité directeur* du 11 mai a enregistré vingt-huit contributions nationales et un nombre indéterminé de contributions fédérales.

Outre les contributions des cinq courants organisés du PS, on compte notamment, parmi les contributions nationales, des textes signés par les responsables de secteurs de la société au parti : ainsi M. Bernard Thareau signe une contribution sur l'agriculture, Mme Martine Buron sur les femmes, etc. Plusieurs contributions sont consacrées à la jeunesse. Une contribution est consacrée au « front de classe ».

La contribution « transcourants » des « quatre mousquetaires » (*le Monde* du 11 mai) ne fait pas partie des contributions nationales. Selon les signataires, elle sera déposée en tant que contribution fédérale et devrait, à ce titre, être publiée dans le numéro du *Poing et la rose* qui publiera les contributions nationales et fédérales.

# La logique du repli

*(Suite de la première page.)*

L'opposition ne se privera pas de poser cette question, parce qu'elle y apporte une réponse qui pèsera lourd dans le débat des législatives. M. Giscard d'Estaing, justement, le fait très bien : les socialistes devront dire avec qui ils gouverneraient, ou alors admettre qu'ils ne gouverneraient pas, dit-il, dans *l'Express*, il n'y aurait « *pas d'autre majorité de gouvernement possible en 1986 que la majorité UDF-RPR* » et « *le choix qui sera proposé aux Français sera simple : voulez-vous être gouvernés ou non ?* ». On voit mal comment les socialistes pourraient éviter que la question soit posée en ces termes aux Français, s'ils continuent de fuir ce débat.

M. Giscard d'Estaing a trouvé là un argument simple et lourd. De même que M. Chirac et lui-même font observer à M. Raymond Barre *qu'on ne peut pas se* battre pour, au bout du compte, refuser de gouverner, l'opposition affirmera que les socialistes mènent la campagne seulement « *pour la gloire* ». C'est beau, mais cela ne servirait à rien.

M. Rocard a donc du bon sens lorsqu'il remarque que les socialistes ne peuvent pas à la fois ironiser sur les « barristes » qui refuseraient de gouverner avec M. Mitterrand à l'Elysée, affirmer qu'ils seraient dans l'opposition si la droite était au gouvernement et qu'en tout état de cause, ils agiraient pour permettre à M. Mitterrand de continuer, à l'Elysée, *ce qu'il a entrepris*. M. Rocard a du bon sens mais il ne propose rien d'autre qui soit adapté à la situation nouvelle. Il raisonne, lui aussi – du moins publiquement – en fonction d'un scrutin qui n'est plus d'actualité (le scrutin majoritaire) et surtout d'une logique bi-polaire qui reste celle de l'élection présidentielle.

« *Pas d'alliance à droite* » et pas d'alliance « *à gauche* » (c'est-à-dire avec le PCF) : cela veut dire que les socialistes ont fait leur deuil du gouvernement, de 1986 à 1988, en attendant la prochaine présidentielle. Cela s'appelle, comme dirait M. Rocard, une stratégie de repli, une logique de *l'échec, et l'on comprend* que nul ne l'admette. Mais y en a-t-il une autre ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

● *Les contacts internationaux des indépendantistes corses.* – Après leur retrait « *jusqu'à nouvel ordre* » de l'assemblée régionale de Corse, élue en août dernier, les nationalistes du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA, un peu plus de 5 %, proche de l'ex-FLNC) ont entrepris un périple sur le continent « *pour mieux faire connaître leur lutte* ». Ils tenaient une réunion publique à Paris, samedi 11 mai. M. Pierre Poggioli, un des trois conseillers régionaux du MCA, a rappelé que son mouvement revendique « *la reconnaissance du peuple corse comme seule communauté de droit sur la terre corse* ».

Les responsables du MCA ont ensuite annoncé la création prochaine « d'un forum européen regroupant plusieurs peuples d'Europe « *niés dans leurs droits nationaux* » : Euskadi, Irlande, Catalogne, Val-d'Aoste, Frioul, etc. »

● *M. Bongo et la Nouvelle-Calédonie.* – Le président du Gabon, M. Omar Bongo, a estimé, samedi 11 mai à Libreville, au cours d'une conférence de presse, que la Nouvelle-Calédonie va devenir « *une seconde Algérie* » pour la France. Selon lui, il convient de dire à la population du territoire : « *Vous êtes grands. Vous avez votre gouvernement, votre assemblée. Vous pouvez avoir des relations avec les pays que vour voulez. Mais vous restez Français. Si la Nouvelle-Calédonie arrache l'indépendance par la force, elle ne sera jamais l'amie de la France.* »



# POLITIQUE

La préparation des élections législatives

## Mme GARAUD PRÉSENTERA UNE LISTE A PARIS

Mme Marie-France Garaud a précisé, dimanche 12 mai à France-Inter, que la liste qu'elle comptait présenter à Paris pour les élections législatives « *ne s'opposerait pas* » à celle du RPR.

L'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de M. Chirac avait annoncé sa décision dans une tribune publiée par le *Journal du dimanche*, où elle écrivait : « *Comment accorder encore crédit à des partis ou à des syndicats qui accaparent la vie politique et sociale au nom de clientèles asservies, s'épuisant dans la surenchère et la jalousie* (...). *J'ai tenté depuis cinq ans par la parole et l'écrit de créer un pôle de résistance à la démagogie.* » Mme Garaud conclut : « *J'ai parfaitement conscience de la témérité du défi.* »

Mme Garaud, qui avait quitté le RPR et rompu ses relations politiques avec M. Chirac en 1979, a récemment approuvé les positions de M. Barre contre la cohabitation. Elle avait critiqué « *l'accord pour gouverner* » conclu entre le RPR et l'UDF. Mme Garaud, qui a fondé en 1982 un Institut de géopolitique, a été reçue à diverses reprises par M. Mitterrand, tout en se défendant de se rallier à lui. Elle s'était présentée à élection présidentielle de 1981 et avait recueilli 1,33 % des suffrages exprimés. A Paris même elle avait obtenu 1,77 % des voix. Son meilleur score avait été réalisé dans le huitième arrondissement avec 2,35 % des suffrages. Mme Garaud ne possède aucun mandat électif.

RÉUNIS EN CONVENTION NATIONALE

## Les adhérents directs de l'UDF engagent la bataille contre la cohabitation en 1986

Les responsables départementaux et nationaux des adhérents directs de l'UDF, réunis le samedi 11 mai à Paris en convention nationale, ont adopté définitivement un document — leur « Projet pour l'avenir » — qui manifeste leur volonté d'apporter une contribution au projet politique de l'UDF. Ils ont, d'autre part, voté une motion de politique générale dans laquelle ils affirment leur hostilité à toute idée de cohabitation, et témoignent ainsi de leur soutien à la démarche de M. Barre, bien que le nom de l'ancien premier ministre ne soit pas mentionné.

Dans cette motion, ils soulignent que M. Mitterrand a été élu « *sur un programme précis de rupture et de transformation de la société française, qu'il n'a jamais désavoué* », et remarquent : « *Ils proclame aujourd'hui qu'en cas d'alternance il ne resterait pas inerte, quel que soit le désaveu qui lui serait signifié par le peuple français à l'occasion des prochaines élections législatives. Il pose ainsi lui-même le problème de l'unité dans la conduite du pays.* »

Les adhérents directs insistent sur leur volonté de « *développer l'union de l'UDF et l'efficacité de l'opposition* », et invitent cette dernière à « *reconnaître deux objectifs essentiels de son combat* » : « *gouverner ensemble et seulement ensemble* », comme s'y sont engagés le RPR et l'UDF en signant un « *accord pour gouverner* », mais aussi « *gouverner totalement et immédiatement* », ce que ne précise pas cet accord.

Les adhérents directs de l'UDF poursuivent : « *Ceci ne peut se réaliser que sous l'autorité d'un président de la République qui partage notre choix de société et nos convictions sur l'action à mener pour redresser la France. La victoire de l'opposition devra être franche, nette et massive, afin de lui donner les moyens de gouverner pleinement. Les adhérents directs de l'UDF appellent donc les Français à prendre conscience de ces enjeux fondamentaux pour notre pays et nos institutions.* »

Au terme de cette convention, M. Paul Girod, délégué général et sénateur de l'Aisne, a expliqué : « *Nous ne voulons pas que le problème de la cohabitation soit traité par omission, mais que ce débat soit omniprésent dans la campagne des législatives. Nous voulons éclairer les Français sur les conditions dans lesquelles pourrait être mise en œuvre la politique qu'ils auront choisie, étant donné les pouvoirs incontournables du président de la République.* » « *Je ne crois pas*, a-t-il ajouté, *que les adhérents directs de l'UDF acceptent de soutenir un gouvernement qui, si M. Mitterrand reste à l'Elysée, n'aurait pas les moyens de gouverner.* »

M. Philippe Mestre, délégué général adjoint et député de la Vendée, a, pour sa part, insisté sur le caractère « *dissuasif* » de la position adoptée par les adhérents directs. Bien sûr, a-t-il dit, « *la cohabitation n'est pas inconstitutionnelle, mais elle est à tout le moins inconfortable. La Constitution permet la cohabitation, mais elle permet aussi aux élus et au peuple de ne pas l'accepter* ».

C. F.-M.

LA DÉCENTRALISATION TROIS ANS APRÈS

## Briare : une mairie en toute maîtrise

Dans sa mairie, une élégante bâtisse du dix-huitième siècle, le socialiste Jean Poulain savoure sa réélection aux dernières cantonales. Victoire acquise dès le premier tour, à la surprise générale. La réputation de Briare, qui, dit-on, vote « *comme la France* », a été sérieusement égratignée à l'occasion de ce scrutin. Lors de sa campagne, Jean Poulain, la quarantaine, un enseignant qui n'a rien d'un dogmatique, a adopté le « *profil bas* » : aucun sigle socialiste sur ses affiches, une profession de foi rappelant les réalisations de son dernier mandat. La décentralisation ? Pas une seule fois citée.

A première vue, la « grande affaire du septennat » ne remue pas les six mille habitants de la commune. « *En principe, l'Etat doit déléguer ses pouvoirs*, constate un habitant un peu plus informé. *On ne le voit guère. La décentralisation a dû s'arrêter en route entre Paris et Briare.* » « *Franchement, ce n'est pas la préoccupation* », ajoute Claude Pouvelle, adjoint au maire, communiste et candidat malheureux au dernier scrutin. Briare en ce moment pense surtout à l'emploi, à ses cent vingt jeunes au chômage et à ses immigrés — 17 % de la population — avec qui elle vit jusqu'ici sans problèmes.

Les principales dispositions de la décentralisation n'ont guère franchi le petit cénacle des élus municipaux. « *Le président du conseil général est vraiment le patron du département maintenant, c'est lui qui a tiré le gros lot. Le maire, quant à lui, était déjà le patron dans sa commune. A présent, il l'est un peu plus, avec un Etat moins tâtillon. C'est plus un changement d'état d'esprit qui nous est proposé* », résume Jean Poulain.

Exemple : l'urbanisme. Dans une commune comme Briare, dotée d'un plan d'occupation des sols (POS), la maîtrise de l'urbanisme incombe directement maintenant en principe aux élus, alors qu'auparavant la direction départementale de l'équipement (DDE) prenait les décisions avec l'avis des élus. La démarche est inversée. « *C'est ce que je souhaitais* », précise le maire de Briare. Au lieu de faire un voyage à la DDE à Orléans (150 km aller-retour), ceux qui veulent construire (une trentaine de particuliers par an) déposent simplement leur demande à la mairie. Appréciable pour l'usager.

Mais faute de pouvoir étoffer ses services techniques, la commune a signé une convention avec la DDE, qui continue d'instruire les permis de construire. Les délais d'obtention sont passés de deux mois à trois semaines. Mais pour être juste, les cinq semaines économisées ne sont pas liées à l'application de la décentralisation. C'est la conséquence d'une mesure de « déconcentration » des services de l'équipement du Loiret qui a permis de créer une subdivision à Briare où les dossiers sont désormais traités : une réforme qui date... d'avant 1981.

Dans le Loiret, 30 % des communes (soit environ 75 % de la population) sont dotés d'un POS. « *Les élus ont une bonne sensibilité à l'urbanisme et à sa qualité* », note M. Crépet, directeur départemental de l'Equipement. La plupart des communes, y compris les plus grosses à l'image d'Orléans, ont signé une convention avec la DDE pour les permis de construire, identique à celle de Briare. Mais un petit noyau de communes plus motivées (moins d'une dizaine encore), utilisant les larges possibilités de la loi, instruisent leurs permis elles-mêmes. « *On les a aidés à se former* », ajoute M. Crépet, avant qu'elles ne coupent le cordon ombilical.

### Permis de construire, permis de se plaindre

Ces audaces n'ont pas encore cours à Briare. Sa signature au bas du permis et la DDE désormais utilisée comme simple prestataire de services satisfont pour l'instant M. le maire : « *Je n'ai pas rencontré de problèmes avec un administré. Avant, c'est vrai, le maire pouvait se retrancher derrière la DDE. A présent il s'abrite derrière le POS. Les candidats au permis savent qu'il y a un document qui fait force de loi.* » La révision du POS, mais c'était en 1980, a fait quelques mécontents, « *qui s'en prennent maintenant au maire, alors qu'avant ils s'en prenaient à la DDE* », remarque un conseiller. A l'inverse, le maire se plaint des Bâtiments de France, qui continuent selon lui « *à exercer un droit régalien* ». De la fenêtre de son bureau, il montre le transformateur Louis XV qu'on lui a imposé. « *C'est remonté jusqu'à Paris* », écrit-il.

Il faut le constater. L'application de la loi sur la décentralisation ne s'est pas accompagnée des tempêtes annoncées. Les élus qui veulent être maîtres chez eux le peuvent désormais. Ceux qui ont peur d'une responsabilité trop lourde peuvent toujours compter sur la DDE. « *Beaucoup d'élus se sont fait une montagne de cette affaire du permis. Et puis ils se sont aperçus que dans la pratique le système n'avait pas changé, que la DDE était toujours là. En revanche la loi peut permettre à une nouvelle génération de maires ouverts et bien formés d'assurer la gestion de l'urbanisme d'une façon autonome* », explique un fonctionnaire à Orléans.

Voilà pour la partie la plus visible de cet iceberg qu'est la décentralisation, dont les élus n'arrivent pas encore à bien cerner les contours. Au niveau du budget communal, la nouvelle DGE (dotation globale d'équipements) payée par l'Etat, dont les communes usent librement, laisse perplexe Jean Poulain : « *Son principe est bon, mais quand on fait les comptes on touche moins qu'avant* ». A Briare, la dotation a rapporté cette année 100 000 F, pour un budget de 25 millions dont 8 consacrés à l'investissement. « *Notre capacité à investir a été sous-estimée*, ajoute le maire. *Avant on attendait quatre ou cinq ans une subvention pour un projet, mais elle était substantielle.* »

A ses collègues qui réclament davantage de « pouvoirs spéciaux » pour lutter contre la crise, Jean Poulain répond : « *C'est dévoyer le rôle des maires que de laisser penser qu'ils ont en charge l'activité économique de leur ville. On risque de créer des situations de concurrence sauvage entre les communes. Contentons-nous de créer de bonnes conditions d'accueil.* » Exemple : la mairie est intervenue lors de la dernière fermeture d'une entreprise locale, la société Matral-Saxby, qui fabriquait des chariots élévateurs et qui a licencié soixante-dix salariés. La municipalité a racheté les 6 000 mètres carrés de l'usine. Moyennant la promesse de créer quarante emplois, un industriel va s'en porter acquéreur à des conditions avantageuses. « *Je lui ai fait un cadeau*, estime Jean Poulain. *Mais le « négoce », ce n'est pas mon job, je ne veux pas municipaliser l'action économique.* »

S'il est un domaine où la décentralisation ne changera guère les habitudes, c'est bien celui des interventions qui sont demandées au maire. Mais les bouleversements hiérarchiques à la tête du département ont modifié le « parcours du combattant » de Jean Poulain. Certes il « monte » toujours à Paris en cas d'urgence ; c'est ce qu'il a fait « *sans succès* » lors de la fermeture de Matral, mais presque tous ses chemins mènent à Orléans, à l'hôtel du conseil général, que préside d'une façon indiscutée le sénateur centriste Kléber Malécot. Jean Poulain trouve de moins en moins selon lui d'interlocuteurs à la préfecture. Quant à la sous-préfecture à Montargis, il en « *grille* » désormais carrément « *l'étape* ».

RÉGIS GUYOTAT.

A L'EXTRÊME DROITE

## Le Front national espère recueillir au moins 15 % des suffrages en 1986

**Au terme d'une réunion du conseil national du Front national, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué, samedi après-midi 11 mai, que son parti se fixe pour objectif de « *dépasser la barre moyenne de 15 % des suffrages exprimés* » aux élections législatives et régionales de 1986.**

**Le Front national entend présenter ses propres listes partout. « *Nos listes témoigneront d'une large ouverture à des socio-professionnels* », a précisé M. Le Pen.**

## Des amis de Jeanne d'Arc aux « amis de Barbie »

Rituel bien réglé, le défilé de Jeanne d'Arc rassemble chaque année, depuis 1909, la droite nationale, monarchiste et intégriste. Mais cette année plus que jamais, les adorateurs de « *la Sainte de la patrie* » étaient surtout venus pour assister au « show » de leur principal porte-drapeau Jean-Marie Le Pen. Et de la Concorde à la place des Pyramides, il n'y en eut que pour lui.

Entouré de ses trois filles, suivi de ses militants, de centaines de drapeaux portant la flamme de son parti et de plusieurs milliers de sympathisants, parmi lesquels un nouveau venu, A. Edouard Frédéric-Dupont, *quatre-vingt-deux ans, député de* Paris (apparenté au RPR), le président du Front national avait l'air satisfait, malgré le mauvais temps. « *Merci pour ton courage, Jean-Marie !* », entendait-on sur son passage.

Le chef de file de l'extrême droite et ses lieutenants, assistèrent, au pied de la statue équestre de Jeanne d'Arc, au défilé des fédérations du Front. La plus applaudie a été celle de la Seine-Saint-Denis, « *un fief coco !* » souligne-t-on. L'assistance s'enflamma aux envolées lyriques de Jean-Marie Le Pen parlant de Jeanne comme du « *symbole de l'éternité de notre peuple et sa jeunesse* », et après une vibrante *Marseillaise* le président du Front national s'éclipsa rapidement, laissant la place à ceux qu'il ne tient plus à fréquenter mais qui s'acharnent à lui emboîter le pas. C'est ainsi que l'ardeur de Jean-Gilles Malliarakis, animateur du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), et des jeunes gens — lycéens et étudiants — aux crânes rasés et aux blousons noirs qui l'accompagnaient, n'eut pas l'heur de plaire à une vieille dame qui avait décidé de les asperger d'eau bénite : « *pour pas qu'il y ait le diable !* », disait-elle. Las ! le diable la prit au mot et alors qu'elle invitait les crânes rasés à « *prier et à jeûner* », ces jeunes gens lui répondirent sans ménagement : « *le diable c'est nous !* ».

Le diable semblait aussi impatient d'en découdre. A 11 h 40, certains de ces militants échangèrent quelques horions avec le service d'ordre du Front national, puis, à l'annonce de l'arrivée du cortège traditionnel — celui de l'Action française et des catholiques intégristes, venus de Saint-Augustin, — ils lancèrent une charge violente contre les royalistes, sans gravité toutefois. On vit alors surgir parmi ces jeunes gens belliqueux une pancarte exprimant une sympathie particulière : « *Les amis de Barbie* ».

Mais cela après tout ne faisait-il pas partie du décor traditionnel ? Comme ce chant à la mémoire des Vendéens de 1793, entendu juste après *la Marseillaise* de Jean-Marie Le Pen, comme le défilé des « Nouveaux croisés » de Bernard Antony, dit Romain Marie, député européen du Front national et chef des comités Chrétienté-Solidarité, comme la croix celtique et la mise impeccable des membres de l'Œuvre française, de Pierre Sidos, comme les cortèges d'enfants blancs et noirs défilant à l'enseigne de la « *Calédonie française* » ou les chants en l'honneur du Christ-Roi des fidèles de l'abbé de Nantes...

Il eût fallu bien plus que quelques dizaines d'« *excités* », soulignait-on, pour gâcher cette belle cérémonie ! D'ailleurs, les pontes du Front national ne s'y sont pas trompés : « *Non, ce ne sont pas les gens du MNR qui cherchaient la bagarre. On a vu les mêmes au Parc des princes ! Et vous savez d'où ils sortent ? du métro Saint-Paul, de la rue des Rosiers !...* »

R. D.

Un sondage de l'IFOP

## MM. FABIUS ET BARRE PERDENT QUATRE POINTS

Le baromètre mensuel IFOP-*Journal du Dimanche* enregistre, en *mai*, une baisse de l'indice de satisfaction du premier ministre. Cette baisse de quatre points est la plus forte depuis la nomination de M. Laurent Fabius à Matignon. D'après ce sondage, réalisé du 30 avril au 7 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1 804 personnes, 37 % des Français (au lieu de 41 % le mois dernier) se déclarent satisfaits de M. Fabius. Le nombre des mécontents passe, dans le même temps, de 31 % en avril à 33 %.

Le président de la République, *pour sa part*, satisfait autant de Français que le mois dernier (33 %) et en mécontente un peu moins (49 % au lieu de 50 %).

A l'indice de popularité des personnalités politiques de l'opposition, M. Barre, qui obtient 44 % d'opinions favorables, perd quatre points par rapport à la précédente enquête de l'IFOP. Il cède ainsi la première place à Mme Simone Veil (46 %), qui reste stable. M. Valéry Giscard d'Estaing (34 %) perd lui aussi quatre points tandis que M. Chirac (32 %) en gagne deux.





## Les mécomptes de Bordeaux

La décentralisation, on en parle beaucoup, mais on ne l'a pas encore vue. Cette constatation est assez générale chez les élus comme chez les fonctionnaires de la communauté urbaine de Bordeaux (vingt-sept communes, 620 000 habitants), dirigée depuis 1983 par Jacques Chaban-Delmas.

« *Depuis que la loi est sortie, je me demande ce que la décentralisation a apporté ; je ne trouve que des amuse-gueule*, dit un fonctionnaire de la mairie de Bordeaux. *Avant, si une délibération était délicate, on prenait langue avec la préfecture ; on discutait, puis on passait la délibération. Maintenant, s'il y a problème, tout se termine devant le tribunal administratif.* »

Ce jugement est pratiquement confirmé par Michel Sainte-Marie, maire socialiste de Mérignac, l'ancien président de la communauté. « *A part la suppression de la tutelle, la liberté de l'élu est plus morale qu'autre chose. Je ne trouve aucun changement notable. Nous n'avons même pas encore aujourd'hui la compétence sur les permis de construire. Nous en sommes réduits à donner notre avis, et il n'est pas toujours suivi. J'étais opposé à l'installation d'une grande surface à Mérignac ; le préfet vient de me donner tort. Je ne pourrai même pas rectifier le tir quand je serai effectivement compétent.* »

Si Michel Sainte-Marie voit un petit changement positif, c'est plutôt dans le domaine économique. La communauté urbaine peut, par exemple, garantir des emprunts. C'est ainsi qu'une entreprise de Mérignac, Miroir-Brauthite, qui fabriquait du matériel viticole, a pu surmonter une crise grave avec l'aide des collectivités locales.

« *La décentralisation*, dira un autre fonctionnaire de la mairie de Bordeaux, *c'est un mot qu'on a balancé pour dire aux maires qu'ils étaient des types bien. En fait, c'est toujours Marianne qui porte la culotte.* (...) *Autrefois, on présentait un projet. Si l'Etat était d'accord, il nous subventionnait finalement autour de 20 %. Aujourd'hui, nous avons toute liberté théorique et une subvention de 2,2 % pour toutes les opérations non subventionnables par ailleurs.* »

### Défaillance de la région

C'est ainsi que pour la rénovation du quartier Saint-Michel, dans le secteur sauvegardé de Bordeaux, la ville s'est trouvée confrontée à des partenaires qui, par le biais d'un contrat de plan, l'ont obligée à augmenter ses engagements. « *On nous a donné une misère* », explique Hugues Martin, vice-président de la communauté urbaine, chargé de l'urbanisme. « *La région s'est engagée pour 1,2 million sur cinq ans, alors que nous avions besoin de 5,6 millions. Finalement, j'ai eu mon argent grâce au département, mais la ville est passée d'un engagement de 11 millions à 18 millions par suite de la défaillance de la région et de l'Etat.* »

La grande inquiétude de l'agglomération bordelaise est de voir l'Etat se désengager des grands projets qu'il subventionnait. « *Pour l'instant*, dit M. Martin, *nous n'avons pas pris de retard parce qu'il faut du temps pour arrêter les gros bateaux. Mais déjà le freinage est perceptible.* » A preuve ce qui se passe pour la sauvegarde du patrimoine : « *Si nous avions la possibilité d'affecter les 18 millions de francs de notre prélèvement obligatoire à ce patrimoine, on sauverait beaucoup d'édifices en déshérence. Au contraire, nous avons les pires difficultés pour faire le strict minimum. On aurait dû nous donner cette liberté, en finir avec les tout petits crédits qui ne permettent que trois mois de travaux et obligent, le reste du temps, à payer des échafaudages vides.* »

La cathédrale Saint-André, en réfection depuis des années visible depuis les fenêtres de la mairie, illustre cette affirmation.

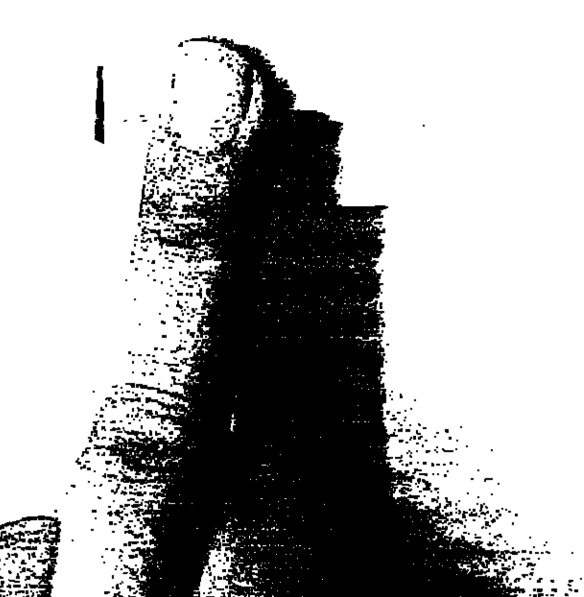
Dans la forme, les choses ont changé mais pas la réalité, dit en conclusion Hugues Martin. « *Transfert des compétences, d'accord, mais c'est l'Etat qui décide, fixe le cadre dans lequel nous pouvons évoluer en liberté surveillée.* » L'exemple le plus constamment avancé est celui de la fiscalité. La réforme de 1974 n'avait pas laissé aux élus locaux la liberté de moduler la fiscalité locale. Ils le peuvent depuis 1981 mais sont « encadrés » dans des règles extrêmement contraignantes. Autre motif de récrimination, l'encadrement des tarifs des transports urbains et des services. « *On nous dit que nous ne devons pas en moyenne augmenter nos prix de plus de 3 %. Pour les cantines scolaires, nous avons eu droit à 4 %, quand les denrées alimentaires avaient augmenté de 8 %. La différence, il a bien fallu la prendre quelque part.* »

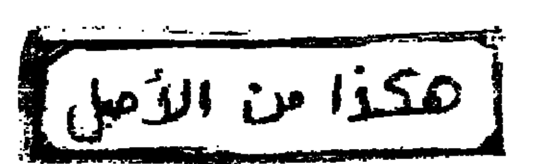
Autant de faits qui font dire à Jacques Chaban-Delmas, quand il parle de la décentralisation devant les élus communautaires, qu'il s'agit moins d'un transfert de pouvoir que d'un transfert d'impopularité...

PIERRE CHERRUAU.

● *M. Giscard d'Estaing s'oppose à la publication du livre de l'ex-empereur Bokassa.* — M. Valéry Giscard d'Estaing a chargé son avocat, Me Hervé Cren, de saisir la justice pour obtenir le blocage de la publication du livre de souvenirs de l'ex-empereur de Centrafrique, Jean-Bedel Bokassa, *Ma vérité*. Il souhaite la suppression de passages du livre, jugés par lui diffamatoires et portant atteinte à sa vie privée.

● *M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges*, a regretté, dimanche 12 mai, que M. Chirac ait refusé d'être premier ministre en 1986 si le RPR était en tête dans l'éventuel succès de l'opposition (*le Monde* du 7 mai). Le maire d'Epinal a précisé : « *Si l'on veut préparer la candidature de Jacques Chirac à la présidence de la République, je crois qu'il est nécessaire que Jacques Chirac assume les responsabilités gouvernementales après 1986.* » Au sujet de ses relations avec le président du RPR, M. Seguin a déclaré : « *Je fais une différence entre l'entourage de Jacques Chirac, qui lui a souvent présenté des vues erronées, et Jacques Chirac lui-même, avec qui j'ai toujours eu de bonnes relations personnelles. Je constate que très souvent mes prises de position ont fait grand bruit au sein du RPR, et qu'elles sont passées dans le langage commun. Par exemple, l'idée que les socialistes avaient changé après 1982. Aujourd'hui, tout le monde constate qu'il y a eu un revirement de la politique socialiste.* » Il a ajouté : « *Je souhaite le départ de François Mitterrand depuis le 10 mai 1981, mais je ne l'exige pas. Les Français ont voté pour lui, il est élu pour sept ans, il faut donc respecter les institutions de la Ve République.* »








ANS APRES

ute maîtrise

Bordeaux

Lancé par le Groupe Expansion en association avec Ouest-France, le premier numéro de L'ENTREPRISE vient de paraître.

# L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Voici un nouveau magazine qui se consacrera exclusivement aux 525.000 moteurs de notre économie, qui assurent sa croissance et ses emplois : les entreprises. A ceux qui entraînent ces moteurs, il faut un carburant qui se fait rare : l'esprit d'entreprise. Cet esprit est, bien plus que le pétrole, notre source première irremplaçable d'énergie. L'esprit d'entreprise, c'est un cocktail d'envies : celles du pari et du risque, de l'autonomie et de la responsabilité, du profit et du capital, de l'innovation et de la différence. Toutes convergent vers le goût du changement, comme opportunité, comme levier, comme défi, comme méthode. Ceux qui ont l'esprit d'entreprise sont à l'opposé de ceux, hélas majoritaires qui redoutent le changement. Au contraire, ils le recherchent et l'exploitent. Ce sont les lecteurs de L'ENTREPRISE. Leur préoccupation est moins la connaissance que l'action. Par rapport à L'Expansion qui vise à mieux comprendre le monde et l'économie, L'ENTREPRISE se fixe d'aider ses abonnés dans l'acte le plus quotidien de leur vie professionnelle : décider. Ces décideurs, nos lecteurs, sont aux commandes, quel que soit leur poste. Patrons-propriétaires, cadres dirigeants, entrepreneurs ou PDG, ils ont les mains sur les manettes, et connaissent souvent la fameuse solitude du pouvoir. L'ENTREPRISE saura se mettre à leur place pour capter ce qui peut leur être utile : informations, exemples, idées ou encouragements. Qu'ils se reconnaissent dans nos pages et nous aurons gagné notre pari... et créé une nouvelle entreprise.

JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER

L'ENTREPRISE

"COMMENT J'AI GAGNE EN ALLEMAGNE"

Ce nouveau magazine ne sera pas disponible chez les marchands de journaux.

Seuls les abonnés pourront le recevoir, pour un tarif de 197 F par an pour 11 numéros.

Toutefois, et à titre exceptionnel, si vous voulez prendre connaissance de ce premier numéro, vous le recevrez en adressant un chèque de 30 F et votre carte de visite à :

L'ENTREPRISE - Numéro 1 - 67, avenue de Wagram - 75017 PARIS

**LE MAGAZINE DE CEUX QUI ONT L'ESPRIT D'ENTREPRISE.**

bélier

# société

## Plus de cinquante morts dans l'incendie d'un stade de football en Angleterre

### *Le gouvernement met à l'étude de nouvelles règles de sécurité*

De notre correspondant

Londres. – Le ministre de l'intérieur devait intervenir, lundi après-midi 13 mai, à la chambre des Communes, pour tirer les premières leçons de la catastrophe qui a eu lieu, deux jours auparavant, sur un stade de foobail de Bradford, dans le nord de l'Angleterre (Yorkshire), où cinquante-deux personnes au moins ont trouvé la mort dans l'incendie d'une tribune. On dénombrait aussi cinquante-cinq blessés et vingt-quatre disparus.

Le gouvernement et les collectivités locales, dans l'ensemble du pays, doivent prendre des mesures provisoires pour éviter qu'une pareille tragédie ne se reproduise, et vont entreprendre une vaste enquête pour redéfinir les règles de sécurité dans des installations sportives souvent vétustes et inadaptées. Mme Thatcher l'a laissé entendre en faisant savoir combien elle avait été « choquée » par l'« impressionnant » spectacle des images de l'incendie à la télévision.

Sous leurs différents aspects, la gestion et l'organisation du football britannique, en partie victime de son succès populaire (l'assistance sur les stades est autrement plus grande en Grande-Bretagne qu'en France), sont de nouveau en cause, alors que, depuis le début de l'année, on discutait âprement des moyens de contenir un regain de violence extrême de la part de certains spectateurs. Sur ce point, les méthodes draconiennes envisagées et parfois déjà appliquées, au prix d'une vive polémique dans tout le pays, devront, elles aussi, être complètement révisées.

Mais c'est un tout autre danger que celui du déchaînement endémique des « hooligans » (voyous), qui aurait dû être prévenu, le samedi 11 mai, sur le terrain du club de Bradford-City. Cruelle coïncidence : après le dernier match de la saison, des ouvriers devaient commencer, lundi matin 13 mai, des travaux d'aménagement importants, évalués à 240 000 livres (près de 4,5 millions de francs), pour améliorer l'accès et l'évacuation du public dans la grande tribune, dont il ne reste plus aujourd'hui qu'un amas de poutres calcinées. Ces dispositions devenaient obligatoires, car l'équipe de Bradford-City, victorieuse en troisième division, était promue dans la catégorie supérieure pour la saison prochaine. De telles obligations ne s'imposent actuellement qu'aux clubs de première et deuxième division censés accueillir un plus grand nombre de spectateurs; elles correspondent à des règles qui ont été renforcées par le gouvernement en 1973, deux ans après la mort de soixante-six personnes dans un stade de Glasgow. Depuis lors, les gradins des installations visées doivent pouvoir être évacués en moins de deux minutes et demie.

#### Une construction en bois

Si les travaux prévus à Bradford avaient été réalisés plus tôt, les conséquences du drame auraient peut-être été moins lourdes. Mais rien n'est moins sûr. *« Ç'eût été du bricolage »*, déclarait un des dirigeants des pompiers qui sont intervenus samedi pour combattre l'incendie, alors qu'il était déjà beaucoup trop tard. La tribune, où se trouvaient environ trois mille personnes, était essentiellement faite de bois et sa construction datait de 1908.

A partir du moment où les premières flammes se sont déclarées à l'une des extrémités des gradins, le feu s'est étendu à la totalité de l'édifice, et notamment à la toiture, avec une incroyable rapidité, comme l'a montré le reportage de l'équipe de télévision qui était sur place pour faire le résumé du match. Le document est accablant : le sinistre, au départ très localisé, ne paraît pas très inquiétant et semble pouvoir être circonscrit, mais en moins de quatre minutes tout s'est écroulé.

Les occupants des rangées les plus proches de la pelouse ont pu gagner celle-ci en escaladant trois barrières ou murets destinés d'ordinaire à contenir les « supporters » trop enthousiastes ou en colère. Ces obstacles n'étaient toutefois pas aussi infranchissables que devraient l'être les immenses grilles désormais dressées dans quelques-uns des principaux stades anglais pour y séparer les joueurs du public. Les personnes qui étaient dans la partie supérieure des gradins ont reflué vers les issues qui étaient toutes situées au sommet de la tribune et dont le nombre aurait dû être augmenté au cours des travaux que l'on s'apprêtait à entreprendre. Ces ouvertures donnaient sur un unique couloir longeant la tribune et débouchant sur des portes qui avaient été bloquées aussitôt après le commencement du match pour empêcher l'entrée des resquilleurs; une pratique qui s'avère être courante dans presque tous les stades, ainsi que l'ont reconnu des représentants de la Football Association, l'organisme qui réunit l'ensemble des clubs.

C'est là que la plupart des victimes ont été prises au piège, des enfants et des personnes âgées, en majorité. Cinquante-deux morts : ce chiffre était encore, lundi matin, loin d'être définitif. Plusieurs des cinquante-cinq blessés alors hospitalisés étaient dans un état « critique », et vingt-quatre personnes étaient toujours portées disparues. Quarante-huit heures après, le décompte des victimes demeurait approximatif, car deux corps seulement avaient pu être identifiés.

#### L'avertissement des pompiers

L'ensemble de la presse a souligné, lundi, qu'il y a six mois la municipalité de Bradford, sur un rapport des pompiers, avait averti les dirigeants du club de l'état inquiétant de la sécurité sur leur stade. Ces dirigeants se défendent maintenant en faisant remarquer qu'ils avaient, depuis longtemps, réclamé une aide des autorités locales pour la rénovation de leurs installations. Comme d'autres responsables de clubs, ils se plaignent des conditions financières et fiscales qui leurs sont imposées, et ils réclament une réforme de structure dans un sport où, admettent-ils, l'on dépense souvent beaucoup plus d'argent pour obtenir les services de certains joueurs (même amateurs) que pour l'accueil du public.

Le *Daily Express* estime à vingt-trois le nombre des stades de football qui sont encore équipés de tribunes datant d'avant la première guerre mondiale et six de ces bâtiments sont entièrement en bois. Le journal considère que le gouvernement devrait ordonner la fermeture immédiate de ces édifices.

Mme Thatcher qui avait créé, le mois dernier, un « état-major » spécial pour étudier des mesures nouvelles afin de lutter contre les débordements de violence de plus en plus fréquents sur les terrains de football, va devoir demander une réorientation des recherches dans ce domaine, car elles vont actuellement à l'encontre de la sécurité des spectateurs comme tend à le prouver la catastrophe de Bradford. Le club londonien de Chelsea, par exemple, a déclenché récemment une très vive controverse en installant autour de la pelouse de son stade un haut grillage surmonté d'une ligne électrifiée pareille à celle que l'on utilise dans les enclos pour le bétail. La mise sous tension de ce dispositif a été interdite, mais la clôture n'en ressemble pas moins à celle d'un camp de concentration. On n'ose imaginer quel aurait été le bilan de la catastrophe de Bradford si le club local s'était inspiré de ce modèle.

FRANCIS CORNU.

## LE DROIT D'ASILE DES RÉFUGIÉS POLITIQUES

### *Des médecins face à la torture*

La quatrième réunion internationale des professionnels de santé participant aux soins pour les victimes de la torture s'est tenue le 11 mai, à Paris, sous la présidence de Mme Simone Veil. Elle a été l'occasion pour les représentants de neuf pays (1) d'étudier et de comparer les différents moyens mis en œuvre pour accueillir les victimes de la torture, apaiser leurs souffrances et rendre de nouveau possible leur insertion familiale et sociale. Une insertion sociale d'autant plus difficile, rappelait le docteur Jorge Barudy (du collectif latino-américain de travail psychosocial, Bruxelles), qu'environ 80 % des réfugiés politiques sont actuellement au chômage.

Pour les professionnels de santé, un des problèmes les plus difficiles posés par l'accueil des victimes de répression concerne la rédaction des certificats médicaux décrivant les séquelles de torture. « *Dans la plupart des cas*, soulignait le docteur Hélène Jaffé, présidente de l'Association pour les victimes de la répression en exil (AVRE), *les séquelles physiques sont inapparentes. Et pourtant, nous avons la certitude que la personne qui se trouve en face de nous dit la vérité et qu'elle a bien été physiquement torturée. Dès lors, comment traduire par des mots ce qui n'est bien souvent qu'un sentiment subjectif ?* »

Ce véritable cas de conscience, décrit par de nombreux médecins au cours du colloque, s'explique par l'importance que revêt ce certificat médical en vue de l'obtention du droit d'asile politique. Au cours de ces dix dernières années, l'OFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) a vu passer le nombre des demandes de droit d'asile de mille à vingt-quatre mille par an. Dans ces conditions, que faire ? En l'absence d'une preuve physique, visible, de la torture dont fait état le réfugié, le médecin peut-il outrepasser son rôle purement descriptif d'observateur minutieux et objectif et faire état de *« son intime conviction »* ? Afin d'éviter ce recours à la subjectivité, les Américains ont essayé de définir des syndromes liés aux désordres psychologiques engendrés par la torture, mais ce type de démarche systématisée, par trop réducteur n'est pas, de l'avis du docteur Hélène Jaffé, très sastifaisant. Faudra-t-il alors suivre les recommandations du docteur Klein, de l'université de Jérusalem, qui a dit, un jour, que seule la poésie pouvait permettre de trouver les mots traduisant l'expression du visage de celui qui a été torturé ?

FRANCK NOUCHI.

(1) Allemagne de l'Ouest, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Hollande, Philippines, Royaume-Uni.

## Légers incidents dans plusieurs prisons de province

Quelques mouvements sporadiques ont agité les prisons de province au cours du week-end. A Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) la police et la gendarmerie sont intervenues, dimanche en fin d'après-midi à la prison, où une cinquantaine de détenus refusaient de regagner leurs cellules après une séance de télévision. Le calme est revenu vers 19 heures. A Evreux (Eure), une vingtaine de détenus sont restés deux heures sur le toit. Ils sont redescendus après avoir parlementé avec le procureur de la République. A Coutances (Manche), trente-huit détenus se sont « barricadés » dans leurs cellules après avoir dérobé aux gardiens les clefs de ces cellules. Ils ont été délogés par les forces de l'ordre, qui ont fait usage de bombes lacrymogènes. A Saintes (Charente-Maritime), une trentaine de détenus ont occupé le toit pendant quelques heures avant de regagner leurs cellules de leur propre initiative. Enfin, cinquante et un détenus de la maison d'arrêt d'Ajaccio ont observé, dimanche, une « grève de la gamelle ».

M. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, a souhaité, le 11 mai à Lille, en discutant avec des familles de détenus devant la prison de Loos, que *« les détenus puissent se constituer en associations qui dépassent le cadre culturel, qu'ils aient des délégués capables de parler de leurs problèmes »*. M. Jouffa a encore proposé de multiplier les autorisations de sortir et de favoriser les contacts entre les détenus et leurs femmes.

## A MONTCEAU-LES-MINES

### *Les otages de la mosquée*

L'homme s'est présenté comme journaliste du quotidien local *le Courrier de Saône-et-Loire*. Il est arrivé à l'heure de la prière à la mosquée de Montceau-les-Mines, et il a demandé à interviewer les fidèles *« pour calmer les esprits »* après le meurtre par un Marocain, le 3 mai, dans un bureau de poste de la ville, de la postière, Mme Christiane Baudot, et d'une cliente (*le Monde* daté 5-6 mai). *« Pourquoi les immigrés n'ont-ils pas envoyé une délégation aux obsèques, ou déposé une gerbe ? »*, a-t-il demandé. Et encore : *« Que pensez-vous de la peine de mort ? »*

Puis le « journaliste » est sorti de la pièce et est revenu avec une carabine 22 long rifle non chargée. *« Désolés, les gars, vous êtes bien gentils, mais je vous prends en otages jusqu'à ce qu'ils me livrent l'assassin et que je le tue moi-même. »* Deux de ses « otages » sont parvenus sans mal à le désarmer.

Patrick Magnin, trente et un ans, était, en fait, le mari de la sœur de Christiane Baudot. Il a été inculpé, le 11 mai, de voies de fait sous la menace d'une arme. Le meurtrier, Yasseine Idriesi, vingt-cinq ans, qui a reconnu les faits, avait été inculpé d'homicides volontaires et de vol avec arme, et écroué à Chalon-sur-Saône.

## *L'ADOLESCENT BLESSÉ DANS UN SUPER-MARCHÉ*

L'état de santé de Norbert Royer, quinze ans, blessé dans un supermarché d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle) le 4 mai *« reste grave »*, selon un communiqué du procureur de la République de Metz. L'adolescent avait été soupçonné d'avoir volé un bouteille de whiscky. Avec deux camarades qui l'accompagnaient, il aurait été roué de coups par le directeur de l'établissement, et tous trois ont été conduits au commissariat de Joeuf.

Le parquet a ouvert une double information pour coups et blessures volontaires et pour vol à la suite des plaintes contradictoires déposées par les parents de la victime et par le directeur du supermarché.

Celui-ci conteste les faits rapportés par les trois jeunes gens ; il affirme qu'un quatrième jeune s'était enfui en emportant des bouteilles volées et qu'il a *« poussé un peu fort »* Norbert Royer qui est tombé sur le coin d'un bureau.

## *RELIGION*

## Le pape ouvertement critiqué

*(Suite de la première page.)*

Contrairement à son habitude, Jean-Paul II est resté enfermé dans sa « papemobile » pour bénir les paroissiens qui défilaient dans leurs costumes traditionnels devant la cathédrale Saint-Jean récemment restaurée pour l'occasion. Le peuple a-t-il boudé le pape à cause de la psychose de l'attentat entretenue par les médias ou pour exprimer son mécontentement devant la récente nomination de Mgr Ter Schure ?

Toujours est-il que dans son allocution prononcée dans la cathédrale, dont il venait de consacrer l'autel, Jean-Paul II a fait allusion à sa mission de réconciliation dans une Eglise divisée. *« Le pape tente de comprendre la vie d'une Eglise locale*, a-t-il dit, *il s'informe et demande conseil comme cela est prévu dans le droit canonique et les habitudes ecclésiastiques. Vous comprendrez bien que parfois les opinions exprimées sont divergentes. Finalement c'est au pape qu'il revient de prendre la décision. Croyez-moi chers frères et sœurs, cela me fait mal de savoir ces souffrances. Mais soyez convaincus que vraiment j'ai écouté, examiné, prié. Et j'ai nommé celui que devant Dieu j'ai jugé le plus apte »*. C'est la première fois que Jean-Paul II se justifie ainsi en public de la nomination d'un évêque. Autre geste d'apaisement annoncé spontanément par le pape à ses proches dans l'avion : sa décison de rendre visite au cardinal Alfrink, ancien primat des Pays-Bas, à son domicile, car il est âgé et malade.

#### « Désobéir par fidélité critique »

Le même désert attendait le pape le lendemain matin dimanche à Utrecht. Là, Jean-Paul II a passé la journée à l'intérieur du Palais des expositions pour rencontrer différents groupes de croyants. Sa seule sortie – une traversée de la rue en « papamobile » pour se rendre à la salle où il a célébré la messe – fut pertarbée par quelques centaines de manifestants. Des jeunes, pour la plupart, sifflaient, criaient des slogans hostiles comme *« En finir avec le pape »*, *« Vive le Nicaragua »* et *« Cela nous coûte cher de croire »*, et lançaient des pétards ou des bouteilles, dont une a éclaté sous les roues du véhicule pontifical. Dans la ville, des manifestations plus violentes avaient eu lieu, et des jeunes, déguisés en prêtres ou en évêques, avaient été repoussés par des policiers avec casques et boucliers, qui lançaient des grenades lacrymogènes.

Dans le Palais des expositions cependant, le pape avait dû faire face à une offensive tout aussi déterminée, même si elle fut pacifique. Tout d'abord Mme Wasser, présidente du conseil des missions et membre actif de Pax Christi et du mouvement antinucléaire Femmes pour la paix, a prononcé une allocution sur l'action missionnaire néerlandaise, où elle citait comme exemple Mgr Romero (évêque assassiné au Salvador) et Dom Helder Camara, louait les « communautés de base » en Amérique latine et plaidait en faveur de la théologie de la libération.

Puis, laissant son texte – tout comme la sœur Theresa Kane l'avait fait devant le pape aux Etats-Unis et Barbara Engl en Allemagne, – Mme Wasser a critiqué vertement *« à titre personnel »* l'attitude de l'Eglise face à la cohabitation des jeunes, aux divorcés, aux homosexuels, aux prêtres mariés et aux femmes. *« L'évolution récente en certains domaines de notre Eglise*, a-t-elle conclu, *a contraint nombre d'entre nous, par fidélité critique et par obéissance à l'Evangile, à désobéir aux instances ecclésiales. »*

Jean-Paul II, visiblement mécontent, n'a pas répondu à ces critiques, se contentant de rappeler dans son discours qu'*« une Eglise particulière qui se couperait des autres Eglises, oubliant le caractère universel de l'Eglise du Christ, s'appauvrirait dans sa dimension ecclésiale »*.

#### La distinction entre prêtres et laïcs

Les deux dernières rencontres du pape avec les représentants des organisations sociales, puis avec les prêtres et leurs collaborateurs ont donné lieu à de nouveaux échanges acerbes. La première avait été boycottée par plusieurs groupes, dont la Fédération nationale des religieuses et la Fédération néerlandaise des syndicats, en signe de solidarité avec Mme Catherine Halkes, théologienne féministe qui avait été exclue de la rencontre par Mgr Simonis. Lors de la dernière rencontre avec les représentants des paroisses, Mgr Ernst, évêque de Bréda, n'a pas hésité à évoquer *« ceux auxquels leur appartenance à l'Eglise apporte la souffrance, ce qui pousse certains à quitter l'Eglise »*, avant de faire un plaidoyer en faveur des *« croyants, hommes et femmes, qui choisissent nombreux d'exercer un travail pastoral à temps plein et, après avoir reçu mission de l'évêque, d'aider les prêtres dans leur tâche. » « Ces personnes*, a conclu l'évêque, *portent le nom de* « travailleurs pastoraux » *et leur action est grandement appréciée par les croyants et les évêques. »*

Sans reprendre le terme de *« travailleurs pastoraux »*, Jean-Paul II a rappelé la distinction *« de nature et non seulement de degré »* entre prêtres et laïcs, avant d'affirmer que les laïcs *« responsables de tâches pastorales »* ne doivent ni *« devenir de simples fonctionnaires de l'Eglise ni s'arroger des tâches réservées aux prêtres et aux diacres »*.

Dialogue de sourds ? Pas vraiment. Jean-Paul II a écouté de nombreux discours souvent contestataires avant de rappeler les principes qu'il défend partout. Ce qui est nouveau cependant, c'est qu'il a accepté d'écouter avant de parler, même si le courant ne passe pas encore.

ALAIN WOODROW.

## *EN BREF*

### L'affaire du CHU de Poitiers

#### Les défenseurs du docteur Diallo ont déposé une requête en suspicion légitime à l'encontre du juge hovaere

Une requête en suspicion légitime a été introduite par les avocats du docteur Bakari Diallo à l'encontre du juge d'instruction, M. Pierre Hovaere, dans l'affaire de la mort de Nicole Beneron au CHU de Poitiers, le 30 octobre dernier. Le docteur Diallo a été inculpé d'assassinat, comme le docteur Archambeau, en novembre dernier, après le décès de la jeune femme, qui venait de subir une intervention bénigne. Les deux anesthésistes avaient été écroués, puis remis en liberté provisoire le 13 décembre. La requête des défenseurs du docteur Diallo vise à obtenir de la Cour de cassation que le juge soit dessaisi du dossier.

Six mois après la mort de Nicole Berneron, une autre jeune femme, Marcelle Trifol, est morte, elle aussi, dans le même service ORL du CHU de Poitiers. Les causes de ce nouveau décès restent à éclaircir.

● *Attentats en Corse.* – Quatorze attentats à la bombe ont eu lieu dans la nuit du 10 au 11 mai, près de Bastia, dans le nord de la Corse. Ces attentats, qui n'ont pas été revendiqués mais que la police attribue au Front de libération nationale de la Corse (FLNC), n'ont pas fait de victimes; les dégâts matériels, en revanche, sont importants.

Dimanche 12 mai, en plein jour, le cabinet d'un kinésithérapeute, M. Lanfranchi-Quaranta, a été plastiqué au centre d'Ajaccio. Enfin, trois autres attentats à l'explosif ont eu lieu dimanche avant minuit contre les bureaux d'une société commerciale, ceux des douanes et ceux du Crédit agricole à Propriano (Corse-du-Sud).

● *Agression contre un animateur de SOS-Racisme.* – Le responsable régional de SOS-Racisme en Aquitaine, Abdou Chaoui, vingt ans, affirme avoir été blessé à l'œil, le 10 mai à Bordeaux, par un inconnu se rélamant du Front national, et indique qu'il a déposé une plainte contre X pour coups et blessures et violences à caractère raciste.

### Peine aggravée en appel pour un gourou

Michel Ballias, quarante-quatre ans, plus connus sous le pseudonyme de « Suhridan Sarva Duhtaman » (l'Ami de tous les êtres), a été condamné à trois ans de prison par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui a rendu son arrêt le 10 mai dans la nuit.

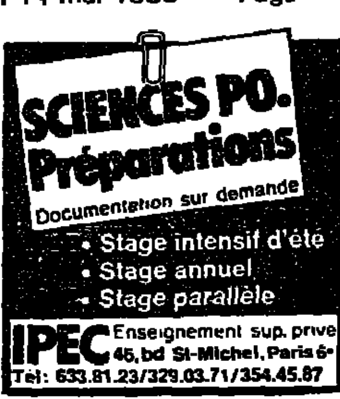
Il était poursuivi pour non assistance à personne en danger, après la mort de l'un de ses adeptes diabétique et avait été condamné en première instance, le 17 janvier 1985, à deux ans de prison. Ancien représentant de commerce, le gourou imposait à ses fidèles une vie ascétique; et surtout un régime draconien composé uniquement de fruits et de citronnades. Cette cure avait été fatale, le 10 juin 1980, à Thierry Villa, vingt-six ans, diabétique depuis l'adolescence.

Trois jeunes femmes dévouées à Michel Ballias étaient aussi poursuivies. Le tribunal correctionnel les avait condamnées à six mois de prison avec sursis, leur peine a été réduite à trois mois avec sursis.

● *Manifestation d'insoumis à Paris : treize interpellations.* – Une vingtaine de militants du Comité de soutien aux insoumis ont manifesté, samedi 11 mai, en début d'après-midi, devant le Palais de justice de Paris. Treize personnes ont été interpellées par la police.

Vers 14 heures, tandis que l'un d'eux s'enchaînait aux grilles du Palais de justice, d'autres militants déployaient une banderole où l'on pouvait lire : *« Solidarité avec les insoumis »*, et distribuaient des tracts dénonçant *« l'embrigadement des citoyens »* et la nouvelle loi d'orientation militaire *« qui maintient les réfractaires en prison »*.

Les militants interpellés ont été conduits au commissariat central du Palais-Royal pour vérification de leur identité, puis ils ont été relâchés.




# Deux avis du Comité national d'éthique

**Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a rendu publics, lundi 13 mai, deux avis importants. L'un concerne le dépistage du SIDA chez les donneurs de sang. Le groupe de trente-cinq sages, présidé par le professeur Jean Bernard, estime *« indispensable »* le dépistage du SIDA chez les donneurs de sang, à condition que ces donneurs en soient *« au préalable informés »*. L'autre avis a trait à l'organisation des diagnostics anténatals. Le groupe recommande au gouvernement la création de *« centres agréés de diagnostic prénatal »*, seuls habilités à décider, à partir d'examens biologiques ou échographiques, de la légitimité des interruptions volontaires de grossesse pour raisons médicales.**

**Si le premier avis pose avant tout des problèmes de nature technique, le second, en revanche, par l'ampleur des questions qu'il soulève, devrait provoquer de nombreuses réactions.**

## ● SIDA : le droit à la vérité

Le SIDA incite à la précipitation. Le Comité national d'éthique avait été saisi, le 6 février dernier, de la difficile question posée par la recherche systématique des anticorps (anti-SIDA) chez les donneurs de sang, recherche que le Comité estime *« indispensable »*.

Au plan éthique, l'une des questions posées concerne le donneur de sang. A-t-il le droit de connaître une vérité (le fait qu'il ait été en contact avec le virus du SIDA...) qu'il n'a pas lui-même sollicitée ? Le Comité national d'éthique estime que *« le donneur, en se présentant au centre de transfusion, sollicite, au moins implicitement, une vérité : sur la qualité de son sang. La réponse est un droit pour lui. On pourrait même soutenir qu'elle est un élément de son contrat avec le centre. »* En conclusion, le Comité écrit : *« La réflexion éthique nous conduit à formuler l'avis qu'il convient de mettre le donneur de sang reconnu séro-positif en face de toutes ses responsabilités à la fois personnelles et relationnelles (...) La démarche auprès d'un centre de transfusion doit le rendre moins vulnérable qu'un autre à une information de cette nature assortie de ses conséquences éventuelles. Devant la constatation d'une séro-positivité, et compte tenu de la possibilité d'une grave évolution de l'infection et des risques de diffusion de la maladie, le Comité estime que le médecin du centre de transfusion doit observer une attitude de totale franchise à l'égard de l'intéressé, qui sera informé de ses responsabilités. »*

## ● Avortements thérapeutiques : des centres agréés de diagnostic

*« Les malformations congénitales et les maladies héréditaires représentent dans les pays industrialisés une des premières causes de mortalité et de morbidité pendant l'enfance »*, rappelle le comité d'éthique. *« Elles sont un malheur pour l'individu, une épreuve affective et un fardeau économique pour les familles et pour la société. »* Face à ce constat le comité explique que, depuis une dizaine d'années, diverses techniques (comme l'amniocentèse ou les examens échographiques) permettent le diagnostic prénatal d'un nombre important et croissant de ces anomalies.

Pour l'essentiel, les questions naissent d'un véritable divorce entre le pouvoir diagnostique croissant et l'impuissance thérapeutique. Car, si le diagnostic prénatal, lorsqu'il permet de conclure à l'absence d'anomalie héréditaire, est de nature à dissiper les angoisses de certains parents, il peut aussi révéler l'existence d'anomalies qui sont actuellement hors d'atteinte des ressources thérapeutiques.

*« L'application du diagnostic prénatal des anomalies génétiques du fœtus »*, rappelle le Comité d'éthique, *« est donc étroitement liée aux problèmes moraux posés par l'interruption de grossesse. La décision à prendre, c'est-à-dire le choix entre l'interruption volontaire de grossesse et la naissance d'un enfant plus ou moins profondément handicapé, met en cause la conception que chacun se fait de la vie et de la personne humaine (1) »*.

Au chapitre de l'utilisation qu'il conviendrait, selon lui, de faire du diagnostic prénatal, le Comité d'éthique recommande l'organisation de « centres agréés », afin de *« conserver à ces diagnostics biologiques et échographiques la qualité de rigueur qu'ils ont déjà pu avoir »*.

En pratique, aucune décision d'avortement thérapeutique ne pourrait être prise sans consultation préalable d'un centre agréé ; l'accord signé des deux médecins, que requiert la loi du 17 janvier 1975, devrait comporter au moins la signature d'un médecin appartenant à un tel centre. Point important : *« Les mêmes règles doivent être appliquées aux interruptions décidées après des diagnostics réalisés avant la douzième semaine de gestation. »*

### Le risque de banalisation

Que faut-il (que faudra-t-il) dépister avant la naissance ? *« Il n'est souhaitable*, estime le Comité, *de favoriser le recours au diagnostic prénatal que dans les cas où la probabilité d'erreur de l'examen est suffisamment faible pour entraîner une certitude ou une quasi-certitude sur l'existence d'une anomalie génétique. Il est recommandé que les pouvoirs publics ne financent le diagnostic prénatal que dans ces hypothèses. Ce financement devrait permettre l'égal accès de tous à cette technique souvent très coûteuse. »*

Soucieux d'émettre un avis tenant compte des futures avancées techniques, le comité écrit : *« Afin d'éviter les utilisations médicalement injustifiées et les erreurs qui pourraient résulter de l'utilisation généralisée de « trousses » permettant le diagnostic du sexe ou de maladie génétique dès la neuvième semaine de gestation, il est recommandé d'appliquer à ces « trousses » de réactifs à portée génétique une législation qui s'inspire des mêmes principes que celle qui s'applique à la mise sur le marché de nouveaux médicaments ou aux médicaments dangereux »*. Et plus loin : *« Pour préserver le secret médical et néanmoins aider aux diagnostics prénataux il est essentiel de créer des registres spécialisés, informatisés, mais dont l'usage devrait être rigoureusement soumis à réglementation »*.

Là réside sans doute l'un des aspects les plus importants de cette difficile question. Tant que le diagnostic prénatal impose le recours à des techniques lourdes et sophistiquées (comme l'amniocentèse utilisée chez les femmes âgées pour le diagnostic des anomalies chromosomiques), le risque d'une banalisation de l'avortement pour raisons médicales est quasi inexistant. Il n'en est plus de même aujourd'hui, compte tenu de la mise au point de méthodes largement accessibles. Ainsi, les *« trousses de diagnostic génétique »*, évoquées par le comité, existent déjà dans plusieurs pays, l'une d'elles permettant en particulier le diagnostic du sexe avant la dixième semaine de gestation. De la même manière, l'extraordinaire développement des techniques de biologie moléculaire permet, aujourd'hui, d'avoir accès à certaines régions du génome du fœtus à partir d'un prélèvement de placenta effectué par voie vaginale.

Les principales dispositions proposées par le Comité d'éthique (création de centres agréés, recours obligatoire à ces centres) sont sans doute indispensables. Le risque majeur, en effet, parfois déjà d'actualité, est bien le recours systématique à l'avortement thérapeutique, dès lors que l'enfant attendu ne correspond pas à celui rêvé : soit, il présente une pathologie indiscutable ; soit, il « risque » de souffrir d'une maladie grave (diagnostic de prédisposition) ; soit encore, on a établi chez lui des caractéristiques biologiques (sexe, taille, anomalie mineure, etc.) jugées inacceptables. On peut pourtant penser que les propositions formulées ne prendraient pleinement leur sens que dans la mesure où leur inobservation s'accompagnerait de sanctions. Mais comment sanctionner alors même que d'autres peuvent, en toute légitimité, avorter de fœtus normaux ?

**JEAN-YVES NAU.**

(1) On distingue deux types d'interruption volontaire de grossesse : celle autorisée avant la dixième semaine de gestation, et celle dite « médicale » ou « thérapeutique » effectuée à la demande des parents après diagnostic d'une malformation congénitale ou d'une maladie génétique. Ces dernières nécessitent l'accord de deux médecins dont un expert près les tribunaux.

● *Le prix Galien de la recherche pharmaceutique* a été remis, pour 1985, aux laboratoires Wellcome, pour la mise au point d'un médicament contre l'herpès, l'Acyclovir, et au professeur Luc Montagnier et son équipe de l'Institut Pasteur pour leurs travaux sur le virus LAV du SIDA.

● *Un Japonais à bord de la navette spatiale en 1988.* – La NASA a coutume de faire participer des astronautes étrangers à des missions de la navette spatiale américaine. Selon l'agence spatiale japonaise, la NASDA, un Japonais a été invité à prendre place à bord du *« shuttle »* en janvier 1988. Sept candidats astronautes – parmi lesquels une femme médecin – ont déjà été sélectionnés, et ils se rendront, cet été, au Johnson Space Center américain pour se prêter à divers tests de sélection. – *(AFP.)*






**Un débat ayant pour thème :**
***LE FŒTUS, LA VIE ET LA MORT :*** éthique et nouvelle techniques se tiendra ***LE 15 MAI, A 18 H 30,*** dans la salle de lecture de la bibliothèque du ***CENTRE GEORGES POMPIDOU.***
*Seront présents pour animer le débat :*

# sports

AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE

## De jeunes judokas français en attente des Jeux de Séoul

**Les judokas français ont gagné cinq médailles (mais aucune d'or) au cours des championnats d'Europe qui ont lieu à Hamar (Norvège) du 9 au 12 mai. Samedi 11, Marc Alexandre, champion en titre des mi-légers (moins de 65 kg), a concédé une courte victoire en finale au Roumain Serban. Victime d'une déchirure intercostale, le Français, médaillé de bronze à Los Angeles, a été réduit à la défensive pendant les deux dernières minutes du combat. Richard Melillo, champion d'Europe des légers (moins de 71 kg) en 1983, a dû se contenter, cette année, pour sa deuxième sélection, de la troisième place, après avoir été surpris par le Hongrois Hajtos.**

**Dimanche 12, Patrick Roux a obtenu, comme l'an passé, une médaille de bronze dans la catégorie des super-légers (moins de 60 kg), après avoir mené la plus grande partie du combat contre le Soviétique Tletseri, qui allait ensuite s'imposer pour la troisième année consécutive. Dans le tournoi toutes catégories, Christian Vachon, cinquième, a cédé à la puissance du Soviétique Bytkachev et à la vitesse du Polonais Basik. Au total, l'équipe d'URSS, qui a remporté cinq médailles, dont quatre d'or avec Tletseri (moins de 60 kg), Namgalauri (moins de 71 kg), Pesniak (moins de 86 kg) et Veritchev (plus de 95 kg), a largement dominé ces championnats, qui étaient la principale compétition de l'année avant le « mondial » sud-coréen en octobre prochain. Les autres titres sont revenus à l'Allemand de l'Ouest Van der Groeben (toutes catégories), au Belge Van de Walle (moins de 95 kg), au Britannique Adams (moins de 78 kg) et au Roumain Serban (moins de 65 kg).**

De notre envoyé spécial

Hamar. – Faut-il mettre le drapeau en berne au siège parisien de la Fédération française de judo parce que les combattants nationaux ne sont pas montés sur la plus haute marche des podiums en Norvège ? Pareille mésaventure leur était déjà arrivée à Helsinki, en 1978, et à Rostock, en 1982. Le directeur technique national, Pierre Guichard, n'avait pas alors ménagé ses critiques. Rien de tel cette année : *« L'équipe a perdu un champion de la qualité d'Angelo Parisi, qui a décidé de prendre sa retraite. C'était un atout en moins. Nous n'avons pas encore de carte de sa valeur pour le remplacer. Jean-Pierre Bessé, en lourd, et Christian Vachon, en toutes catégories, dont c'étaient les premières sélections, ont manqué d'expérience, mais ils se sont bien battus. Ce qui n'avait pas été le cas de l'équipe en 1982. En fait, la situation est très différente. Nous avions alors une équipe vieillissante dont on pouvait craindre un fléchissement de la motivation. Actuellement, nous avons une formation jeune. La moyenne d'âge est de vingt-trois ans. Et ils ont presque tous fait preuve de grosses qualités sur le tapis. »*

Bref, c'est une équipe en devenir pour les Jeux olympiques de Séoul en 1988. La plus grosse satisfaction est celle de la troisième place de Patrick Roux. L'an dernier, la même médaille de bronze ne lui avait pas permis d'être retenu pour Los Angeles. Le judoka du Stade Français, dont la sélection européenne avait alors été vivement contestée parce qu'il n'était pas champion de France en titre, s'était montré, à son habitude, brillant dans les phases de combat au sol, mais très faible debout. La Soviétique Tletseri lui avait notamment administré une véritable correction.

Cette année, Roux qui a conquis le titre national en dépit d'une forte opposition, a fait des progrès considérables. Après avoir « planté » le Bulgare d'un grand fauchage de hanche en cercle, il a dominé pendant quatre minutes Tletseri, qui a même été pénalisé pour entrave irrégulière au combat. Sans une faute d'inattention du Français dans les dernières secondes, le Soviétique n'aurait pas pu accéder à la finale.

### Coup du sort

En fait, personne ne s'interrogerait sur le malaise dans le judo français si cette équipe avait eu un soupçon de chance. La blessure de Marc Alexandre en finale des mi-légers a été un mauvais coup du sort. Toute la journée, le judoka de Vigneux avait été en démonstration. Il avait notamment réussi une des plus spectaculaires projections des championnats sur le robuste Belge Laats : un grand fauchage intérieur de hanche. Il ne fait pas de doute qu'il aurait dominé Serban, comme l'an passé, s'il avait disposé de tous ses moyens jusqu'au bout. Malgré cela, les juges étaient partagés sur le choix du vainqueur.

### Inquiétude

Reste, bien sûr, qu'Alexandre n'a pas gagné. « *Chez les lourds,* a dit Pierre Guichard, *nous avons en réserve Laurent del Colombo, qui a déjà des victoires sur les meilleurs mondiaux. Il s'est gravement cassé le genou en finale du tournoi de Tbilissi (Géorgie). Il a recommencé à s'entraîner il y a quelques semaines. En moyens, François Fournier, qui est champion de France, n'a pas su exploiter la chance qu'on lui a offerte. Dans les grandes occasions, Fabien Canu, qui a été vice-champion du monde à Moscou, en 1983, et qui a gagné cette année les tournois de Paris et de Tbilissi, semble donc plus sûr. Enfin, nous avons à faire un choix difficile en légers entre Richard Melillo et Serge Dyot, qui ont des résultats comparables, mais des qualités différentes.* »

Les sélectionneurs donneront à la mi-juin une esquisse de l'équipe pour les championnats du monde de Séoul. D'ici là, quatorze « possibles » feront un séjour d'un mois dans différentes universités japonaises. Ensuite, deux autres stages de préparation physique sont prévus au cours de l'été. Au total, la Fédération française de judo doit dépenser quelque 800 000 francs pour trouver de l'or en Corée du sud en octobre.

En dépit – ou plutôt à cause – des résultats d'Hamar, Pierre Guichard croit au succès. En revanche, il est beaucoup plus inquiet pour l'avenir du judo à moyen terme. Les succès de ce sport ont été bâtis sur une organisation rigoureuse de la base au sommet. Pour des raisons financières, cette charpente est ébranlée. Deux entraîneurs nationaux, qui s'occupaient l'un du Bataillon de Joinville, l'autre de l'Institut national des sports, ont pris leur retraite : ils ne sont pas remplacés. L'administratin gèle leurs postes par mesure d'économie. Il en est de même pour trois postes de conseillers techniques couvrant d'importantes régions. Résultat : toute la structure de la Fédération risque d'être rendue fragile au moment où Pierre Guichard se prépare à être remplacé en 1986 par l'ancien champion du monde Jean-Luc Rougé.

ALAIN GIRAUDO.

AUX QUARTS DE FINALE DES CHAMPIONNATS DE FRANCE

## *Le nouveau visage du rugby auvergnat*

De notre envoyé spécial

**Le Stade toulousain – qui a éliminé Béziers, – le tenant du titre, Montferrand, Lourdes et Toulon formeront le dernier carré du championnat de France de rugby dont les demi-finales doivent avoir lieu à la fin de la semaine.**

**Toulousains et Montferrandais se retrouveront pour la première fois à ce stade de la compétition depuis 1947, ainsi que Lourdais et Toulonnais, dont les chemins ne se sont jamais croisés à ce niveau, depuis l'après-guerre.**

Brive. – Il est entendu une fois pour toutes que le rugby est un sport de combat, comme son ancêtre la soule, mais il y a plusieurs manières de traduire cette vérité. On voit trop de batailles sombres pendant l'hiver pour ne pas succomber au charme d'une rencontre aussi remplie de lumière que celle qui a opposé, samedi 11 mai à Brive, l'Union sportive agenaise, un club qui n'en est plus à compter ses titres, et l'Association sportive montferrandaise, qui traîne comme un pesant fardeau le fait de n'avoir jamais pu ramener en Auvergne le Bouclier de Brennus, récompense suprême du championnat.

Après avoir battu Agen 13 à 12, les Montferrandais prolongeront leur rêve au-delà du rectangle vert du Stadium de Brive où seize mille spectateurs étaient tout à la joie que procuraient, d'une part, deux paquets d'avants pétris de talent et plus encore de fierté et, d'autre part, des lignes arrières dont l'audace n'est pas la moindre qualité. Cette volonté partagée de donner un sens à la partie rendit le temps bien court pour les témoins, mais bien long pour les acteurs à bout de souffle après quatre-vingts minutes de course-poursuite.

### Chassé croisé

Dans le premier quart d'heure de jeu, Agen avait pilonné le camp montferrandais, son arrière Philippe Bérot et son demi d'ouverture Christian Delage ayant lancé la bagatelle de cinq coups de pied en direction des buts de l'adversaire. Comme ils n'avaient pas la précision voulue, ils préparèrent les assiégés à la riposte. Le demi d'ouverture montferrandais Roger Aguerre, réputé pour la qualité de son jeu au pied, résista à la pression des Brivistes en passant à la perfection deux pénalités sanctionnant des fautes agenaises (6-0).

Il ne restait plus aux Lot-et-garonnais qu'à redresser ce parfait contresens en coordonnant plus judicieusement leurs assauts afin de forcer la porte cadenassée par une défense intelligente et stimulée par le troisième ligne aile Xavier Verdy.

A dix minutes de la mi-temps, l'ailier agenais Bernard Lavigne dont le physique ne dépareillerait pas un paquet d'avants, réussissait un essai. Son coéquipier Philippe Bérot venant de ramener le score à 6-3 ; il atteignit ce que les chantres du rugby nomment délicieusement la « Terre promise ». Cette action portant le score à 9-6 en faveur d'Agen indiquait que le moindre manquement à la prudence serait fatal et que toute velléité trouverait réponse.

Atteinte sur une égalité parfaite (9-9) après une pénalité réussie par Laurent Pardo, la deuxième période, plus enlevée, sera marquée par le même chassé-croisé. A peine Agen a-t-il repris l'avantage que Montferrand réussit un essai dessiné comme une épure par Joël Molenat, un trois-quart centre aux jambes de gazelle.

Une course ondoyante de 60 mètres donnait la victoire aux Montferrandais. La manière dont cette dernière avait été préparée (une double passe sautée répétée depuis six mois à l'entraînement, mais tentée pour la première fois dans un match) symbolisait le nouveau « visage du rugby auvergnat ».

LUBERT TARRAGO.

AU MARATHON DE PARIS

## La meilleure performance de Boxberger

**Le Sochalien Jacky Boxberger a remporté, dimanche 12 mai, le dixième Marathon de Paris en couvrant les 42,197 km en 2 h 10 mn 49 s. Il a devancé les Italiens Alfio Iacona et Sergio Pimazzoni de près de 6 mn. Dix mille concurrents ont participé à l'épreuve.**

Avenue Foch, dimanche à midi, ceux qui s'attendaient à voir Jacky Boxberger lever les bras pour marquer sa victoire, auront été déçus. Au contraire, surgi en haut de la grande artère menant au bois de Boulogne avec une confortable avance, le Sochalien n'entendait pas pour autant ralentir le train. C'est même en poussant un peu plus sur ses grandes jambes qu'il se propulsait jusqu'à l'arrivé. Un coup d'œil au chronomètre : 2 h 10 mn 49 s, la meilleure performance française – 2 h 11 mn 59 s – venait d'être pulvérisée.

*« Je m'étais beaucoup préparé pour le Marathon de Rotterdam, auquel je n'ai finalement pas pris part, et je voulais concrétiser cette préparation. Aussi, aujourd'hui, j'avais choisi de réussir une performance »* expliquait Boxberger quelques minutes plus tard. Il est vrai qu'il n'avait pas trop à craindre ses adversaires, compte tenu de leur budget limité (1,8 million de francs, soit onze fois moins que celui des épreuves de Chicago et de New-York), les organisateurs avaient en effet décidé de privilégier la qualité des conditions de course pour la masse des « amateurs » et de réduire les « enveloppes » des vedettes étrangères.

Cette absence d'opposition n'a-t-elle pas empêché la réalisation d'une performance encore plus probante pour le vainqueur ? Boxberger s'est, en tout cas, bien accommodé de la situation, trouvant même de nombreux attraits à mener la course seul en tête. « *C'est vrai que, seul, on peut avoir tendance à se relâcher, mais,* affirmait-il, *on a, en revanche, l'avantage de pouvoir doser son effort comme on le souhaite.* »

### Persévérer

A trente-six ans, l'ancien champion de France du 1 500 mètres a démontré qu'il a parfaitement négocié sa reconversion sportive après une longue carrière sur les stades. Voilà bientôt vingt ans que sa silhouette longiligne a fait son apparition sur les pistes du monde entier. Plusieurs fois recordman de France sur 3 000 et 5 000 mètres, champion de France à plusieurs reprises, il a participé quatre fois aux Jeux olympiques (Mexico 1968 ; Munich 1972 ; Montréal 1976 et Los Angeles 1984), signant même une sixième place dans le 1 500 mètres de Mexico. Avec ce palmarès, il aurait pu, comme tant d'autres, mettre un terme à sa carrière, à l'âge de trente ans. Il a bien eu l'occasion de le faire lorsqu'il fut victime par deux fois de la rupture d'un tendon d'Achille, admet-il aujourd'hui. J'aurais pu abandonner à ces moments-là, mais je suis vosgien ; *« j'ai voulu montrer que je pouvais revenir au meilleur niveau après ces accidents. »*

Il a eu raison de persévérer. Depuis 1980, il connaît sur les longues distances une magnifique embellie de sa vie sportive. Pour lui, la transition n'a pas été trop dure. *« J'avais l'habitude de faire de longs parcours à l'entraînement ; je savais que je pouvais couvrir des distances plus longues »*, avoue-t-il. En 1980, il a même établi la meilleure performance française sur vingt kilomètres. Puis il a oublié le « tartan » pour faire du marathon et du cross. En 1983, il a remporté le championnat de France de cette dernière discipline. Cette même année, il a gagné son premier marathon de Paris pour sa troisième participation.

Sur le bitume, le Sochalien a retrouvé toutes les sensations qu'il aime et qu'il ne ressentait plus sur les stades. « *J'aime la chaleur du public,* confie-t-il, *surtout à Paris où je suis comme chez moi.* » Du coup, il envisage de faire « *durer le plaisir* » plus longtemps que prévu. « *Je pensais m'arrêter dans deux ans, mais si je continue d'être bien et de gagner, j'irai peut-être au-delà* », affirme-t-il.

PATRICK DESAVIE.



CYCLISME

## La Vuelta aux Espagnols

*L'Espagnol Pedro Delgado, qui s'était illustré naguère dans le Tour de France, a fait sa réapparition après une longue absence en remportant le Tour d'Espagne dimanche 12 mai à Salamanque, et, contre toute attente, la Vuelta se trouve ainsi rendue aux Espagnols. On spéculait sur un succès probable de l'Ecossais Millar, leader de l'épreuve de la 10e à la 17e étape, quand Delgado déclencha l'attaque-surprise qui devait bouleverser le classement général, la veille de l'arrivée, sur la route de Ségovie.*

*En la circonstance, le coureur espagnol sût mettre à profit le col enneigé de Leone pour porter l'estocade en exploitant le marquage entre les deux principaux favoris, Millar et le Colombien Rodriguez. Son retard, supérieur à six minutes, lui assurait une liberté de manœuvre relative qui se révéla efficace. Avec son compatriote Recio, vainqueur de l'étape, il remonta la totalité de son handicap et s'empara définitivement du maillot amarillo.*

*Organisé selon la formule open, le Tour d'Espagne accueillait une équipe d'URSS, dont on a peu parlé... sauf le dernier jour, puisque Malakhof s'offrit le luxe de battre le rapide Belge De Jonckere au sprint à Salamanque. Il s'agit de la première victoire d'étape obtenue par un amateur soviétique lors d'un grand tour professionnel.*

J. A.

FOOTBALL

## Monaco le mieux placé

*Monaco a pris une option sur sa qualification pour les demi-finales de la Coupe de France de football en s'imposant, vendredi 10 mai à domicile, devant le RC Paris sur le score de 3 à 0. Dans les trois autres quarts de finale aller disputés samedi 11 mai, en effet, aucune des équipes qui recevaient n'est parvenue à faire la différence avant les matches retour.*

*Même Toulouse, qui a mis un terme à la longue période d'invincibilité de Sochaux en s'imposant sur le score de 2 à 0, n'est pas à l'abri des Sochaliens vendredi prochain au stade Bonal. Mais la situation des Toulousains est tout de même plus enviable que celle du Paris SG et de Saint-Etienne, tous deux victorieux sur le même score étriqué de 1 à 0, respectivement devant Nantes et Lille.*

*Au Parc des princes, seul un pénalty transformé par Rocheteau a libéré le PSG, alors que les « verts » avaient pris l'avantage sur les Nordistes grâce à un joli but de Milla. Pour les Parisiens et les Stéphanois, la qualification sera bien difficile à arracher.*

GYMNASTIQUE

## Nouvelles étoiles soviétiques

*La gymnastique européenne s'est découvert samedi 11 et dimanche 12 mai une nouvelle étoile avec la brune Soviétique de Léningrad, Elena Chouchounova, quinze ans, qui a dominé les championnats d'Europe féminins en s'adjugeant quatre des cinq titres mis en jeu.*

*Chouchounova, 1,48 mètres pour 39 kilos, a enlevé le concours général, qui sacre la gymnaste la plus complète, et a transformé cette victoire en triomphe en remportant trois des quatre finales par appareils, le saut de cheval, le sol et les barres asymétriques, qu'elle a partagées avec l'Allemande de l'Est Maxi Gnauck.*

*Le cinquième et dernier titre, la poutre, est revenu également à l'Union Soviétique grâce à la petite dernière qui monte, la minuscule ukrainienne Oksana Omélantchik, à peine quinze ans et déjà championne d'URSS devant Chouchounova il y a quelques semaines et troisième du concours général samedi.*

*Les Soviétiques ont dominé ces championnats en enlevant tous les titres dont un (les barres asymétriques) partagé avec la RDA. Elles auront pris également une éclatante revanche morale sur leurs habituelles adversaires du camp socialiste, les Roumaines, qui furent les seules à ne pas boycotter les Jeux olympiques de Los Angeles.*

TENNIS

## Un McEnroe sans réaction face à Lendl

*Le Tchécoslovaque Ivan Lendl a battu avec une insolente facilité l'Américain John McEnroe en deux sets 6-3, 6-3, dimanche 12 mai, en finale du tournoi de Forest Hills, comptant pour le Nabisco Grand Prix et doté de 500 000 dollars.*

*Lendl n'a eu besoin que de une heure et trente-trois minutes pour prendre la mesure de McEnroe qui, sans réaction devant les fougueuses attaques de son rival, a commis un grand nombre d'erreurs non provoquées. Lendl avait donné le ton en prenant deux fois l'engagement du numéro un mondial pour mener rapidement par 4 jeux à 0. McEnroe se reprenait ensuite et revenait à 5 jeux à 3, réussissant à prendre le service du Tchécosolvaque pour la seule fois de la rencontre au 8e jeu. Mais ce n'était qu'un feu de paille, car Lendl terminait ce premier set en prenant pour la troisième fois l'engagement de l'Américain.*

*Servant bien (7 aces), alternant remarquablement ses coups, croisant judicieusement ses balles, notamment en revers, Lendl continuait à exercer une formidable pression sur McEnroe. Le Tchécoslovaque, intraitable au service, s'envolait dans la seconde manche. McEnroe, malgré quelques réactions sporadiques, ne pouvait empêcher Lendl de conclure au 9e jeu.*

## LES RÉSULTATS

### *Athlétisme*

**RÉUNION DE MONACO**

*La RFA a finalement remporté avec un total de 189 pts la rencontre d'athlétisme France - Italie - RFA - Etats-Unis (côte Est), les 11 et 12 mai, au stade Louis II de Monaco. La France, qui était en tête à l'issue de la première journée, s'est classée deuxième avec 174 pts, devant l'équipe américaine (170,5 pts) et celle d'Italie (168,5 pts). Au cours de cette rencontre, Charles Bertimon, recordman de France du lancer de javelot avec un jet de 86 m, a porté son record à 88,20 m.*

### *Automobilisme*

**1 000 KM DE SILVERSTONE**

*Le Belge Jacky Ickx et l'Allemand de l'Ouest Jochen Mass ont remporté, dimanche 12 mai, sur Porsche 962 C, les 1 000 kilomètres de Silverstone (Angleterre), troisième épreuve comptant pour le championnat du monde d'endurance.*

### *Escrime*

**FLEURET FÉMININ**

*La Française Laurence Modaine a remporté la Coupe du monde de fleuret féminin après sa deuxième place du Trophée Esperial, dernière épreuve de la saison remportée, dimanche 12 mai à Côme (Italie), par l'Italienne Anna Pia Gandolfi.*

**EPÉE MASCULINE**

*L'épéiste italien Manzi a remporté, dimanche 12 mai à Poitiers, le vingt-septième challenge Charles-Martel à l'épée, et l'équipe d'Italie a terminé en tête du classement par équipes.*

*Le Trophée Charles Martel, attribué définitivement cette année à l'équipe qui s'est imposée le plus grand nombre de fois ces cinq dernières années, est revenu à la France.*

### *Football*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
*(Trente-quatrième et dernière journée)*
**Deuxième division**
**GROUPE « A »**

*Le Havre Atlétic Club, le doyen des clubs français, qui n'avait plus joué en division 1 depuis la saison 1961-1962, jouera la saison prochaine en première division. Le HAC termine premier du groupe « A » avec 52 pts, et devance Mulhouse, 50 pts, qui disputera les barrages.*

| | |
|---|---|
| *Stade Français et Quimper | 2-2 |
| *Le Havre b. Mulhouse | 1-0 |
| *Red Star b. Reims | 2-0 |
| Guingamp b. *Abbeville | 4-1 |
| *Besançon b. Dunkerque | 2-0 |
| Valenciennes b. *Caen | 3-1 |
| Orléans b. *Angers | 1-0 |
| *Rennes b. Amiens | 2-0 |
| *Sedan b. Châteauroux | 2-0 |

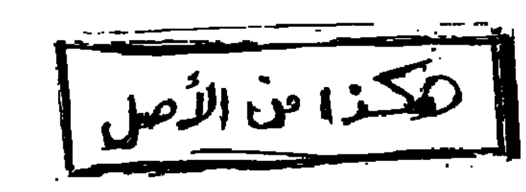
**Classement.** – 1. Le Havre, 52 pts ; 2. Mulhouse, 50 ; 3. Rennes, 46 ; 4. Orléans, 43 ; 5. Guingamp, 42.

### *Handball*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
*(Dix-huitième et dernière journée)*

| | |
|---|---|
| *USM Gagny et St.Marseillais | 25-25 |
| Stella St-Maur b. *CSL Dijon | 27-21 |
| *USAM Nîmes b. Paris-UC | 32-29 |
| BSSt-Martind'Hèresb. *USIvry | 26-21 |
| Stade Messin-EC b. ACBB | 26-21 |

**Classement.** – 1. USM Gagny, 45 pts ; 2. Stella Saint-Maur, 42 ; 3. USAM Nîmes, 42.



Le Monde

# ECONOMIE

## Dix ans de retraites : prime à l'ancienneté

*Ce sont les salariés partis avant 1978 qui ont surtout profité de l'amélioration du pouvoir d'achat des pensions. Les cadres ont été plus mal lotis.*

MIEUX VAUT, c'est bien connu, être riche et bien portant que pauvre et malade. Pour les retraités, la formule devrait aujourd'hui être un *peu modifiée*. Non sur la santé, évidemment, mais sur le niveau des pensions : ce ne sont pas les plus riches au départ qui ont le mieux conservé leur pouvoir d'achat, au contraire.

C'est ce que montre l'évolution des *retraites*, sur les dix années 1974-1984, pour les salariés du privé (soit les deux tiers des salariés, et la moitié des actifs) : pour les cadres, en particulier les cadres supérieurs, le pouvoir d'achat des retraites a plutôt baissé ; pour les *autres salariés*, il a progressé, puis s'est plus ou moins maintenu, jusqu'à ces toutes dernières années.

On peut retracer cette évolution en comparant année *par* année les revalorisations en moyenne annuelle des différents éléments des retraites avec la hausse des prix (à partir de l'indice des prix à la consommation de l'INSEE) et l'augmenta*tion du salaire moyen ouvrier* (calculée par le ministère du travail), réunies dans les tableaux ci-dessous.

Sur l'ensemble des dix années, les retraités non-cadres ont vu leurs revenus augmenter plus que *les prix et même que la rémunération ouvrière* : le gain moyen de pouvoir d'achat a été de 2,2 points par an pour la retraite de base, de 1,6 point pour la retraite complémentaire ARRCO (1). En revanche, *les retraites de cadres ont* perdu en moyenne 0,3 point de pouvoir d'achat.

Différentes, ces évolutions n'ont pas été non plus régulières.

● ***La retraite de base*** (*qui* constitue pour les non-cadres la part la plus importante de la pension perçue) a été relevée de façon particulièrement forte au cours de la période 1975-1978 : de 14,3 % à 17,9 % selon les années. *Cette revalorisation dépassait* très largement la hausse des prix, qui se situait alors entre 9 % et 10 % par an – avec un gain exceptionnel de pouvoir d'achat en 1976 (8,2 points).

Les revalorisations ont nettement diminué ensuite. Sauf en 1980, elles sont restées supérieures à la hausse des prix, mais beaucoup plus faiblement (2,2 points au maximum, en 1982) que lors de la période précédente. Ce ralentissement général et ces fluctuations ont d'abord eu des causes « techniques » et économiques. Ils ont reflété avec *un peu de décalage l'évolution des* salaires, les pensions étant indexées sur le salaire moyen des assurés du secteur privé au cours des deux années précédentes (2).

*Toutefois le freinage a été* ensuite le résultat d'une volonté politique : pour suivre la *« désinflation »* et y contribuer, à partir de janvier 1983, on a indexé les *pensions sur l'évolution prévue* des salaires et des prix au cours de l'année à venir (3). Ce mode de calcul a fait gagner plusieurs milliards à la Sécurité sociale, mais a été beaucoup moins favorable aux retraités que l'ancien. Il en fut surtout ainsi en 1984, année où la hausse des prix a nettement *dépassé les 5 % prévus* par le gouvernement, entraînant une baisse de pouvoir d'achat de près de 1 %. Pour que celle-ci ne s'aggrave pas en 1985, il faudrait que la hausse moyenne des prix ne dépasse pas 4 % : une hypothèse improbable.

● ***Les retraites complémentaires des non-cadres*** ont suivi une évolution comparable à celle de la retraite de base, mais avec des fluctuations nettement moins *marquées : le gain par rapport* à l'inflation, supérieur à 2,5 points jusqu'en 1978 (avec un maximum de 5,2 points en 1976), est retombé à 0,8 point en 1978-1979, et 1,5 point en 1980-1982.

Cet infléchissement est aussi *dû à l'évolution des salaires.* Pour maintenir l'équilibre des régimes de retraite face à la perspective d'un accroissement plus rapide des charges que des recettes, l'ARRCO a décidé de diminuer les rendements et de limiter la *marge de manœuvre des* différents régimes par rapport au *« rendement de référence »*. C'est à cette nécessité d'harmonisation qu'est due aussi la faible revalorisation de 1983 : pour y parvenir, certains régimes ont préféré ne pas toucher aux avantages annexes accordés aux retraités (ni aux fonds sociaux) et moins relever les pensions.

● **Le régime des cadres** a adopté la même politique prudente. Mais il l'a fait plus tôt et de manière plus marquée pour préserver son équilibre à moyen terme. Celui-ci pouvait être menacé par une croissance plus lente du nombre des cadres, une hausse de leurs salaires plus faible que la moyenne et surtout par les relèvements successifs du fameux « salaire-plafond », – qui, en fait, *constitue le « plancher »* des cotisations du régime. Dès 1977, les revalorisations des pensions ont été inférieures à la hausse des prix, le minimum étant atteint en 1980 aussi (avec une différence de 2,3 points).

*A tout cela, il faudrait ajouter* l'effet de la cotisation d'assurance-maladie imposée aux retraités par le gouvernement de M. Raymond Barre (1 % sur la retraite de la sécurité sociale et 2 % *sur les complémentaires* à partir du 1er juillet 1980), et maintenue par la suite. Ce qui a accru la perte de pouvoir d'achat cette année-là, et du coup rend totalement négative l'évolution des retraites sur les années 1980-1984 (– 0,9 point en moyenne annuelle pour le régime général, – 1,4 % pour l'AGIRC). Du coup, pour l'ensemble de la période, la progression annuelle réelle est ramenée à 2 points pour le régime général, 1,3 point pour les retraites ARRCO, et la baisse moyenne de la retraite « cadres » est portée à plus d'un demi-point par an.

Au total, on arrive à des situa*tions bien différentes selon* la rémunération initiale des retraités et leur date de départ :

● **Les retraités non-cadres** ayant cessé leur activité avant 1978 ont vu leur pouvoir d'achat s'améliorer, malgré des fluctuations importantes ensuite : les baisses des années 1980 et 1984 n'ont pas effacé les gains des *années précédentes. En revanche,* pour les retraités ayant cessé leur activité en 1979 et 1980, le pouvoir d'achat des pensions s'est dégradé (de 0,4 % par an en moyenne), les gains de 1982 et 1983 ne compensant pas les pertes intervenues. *Il s'est à peine maintenu* pour ceux partis à la retraite *en 1981* et 1982.

● **Pour les cadres**, deux cas se présentent :

Ceux qui ont reçu des salaires peu élevés, et ne tirant donc qu'une *faible partie de leur pension* de la retraite AGIRC, se trouvent dans une situation proche des autres salariés s'ils sont partis avant 1981. Toutefois, pour les partants de 1977 et 1978, les gains ont été plus restreints, et les pertes accentuées pour ceux de 1979 et 1980. *Enfin le pouvoir* d'achat des retraités de 1981 et 1982 s'est effrité.

Les cadres supérieurs ou bien rémunérés, tirant une bonne partie de leur pension de la retraite des cadres, ont vu, eux, la valeur *de leur retraite baisser. La perte* de pouvoir d'achat a été d'autant plus forte que le départ était plus ancien et le salaire élevé : ceux qui ont cessé leur activité en 1976 ont été les plus touchés. Ainsi s'est accentué un phénomène souligné l'an *dernier par un rapport* de CERC : plus le revenu d'un *salarié s'élève, plus faible* est la part conservée à la retraite (4).

Dans tout cela, la crise a joué un rôle aussi important que les politiques gouvernementales, notamment en amenant les régimes de retraites complémentaires à *réduire leurs rendements.* Jusqu'en 1983, l'action des pou*voirs publics a été marquée par la* continuité : ainsi ont-ils avec constance relevé le « salaire plafond » de la Sécurité sociale dans des proportions supérieures à l'inflation, ce qui a réduit de 15 % en dix ans l'assiette de la retraite des cadres.

Le gouvernement de gauche est allé moins loin en ce sens que celui de M. Giscard d'Estaing en 1975-1977 : en 1974, la CGC (Confédération générale des cadres) avait même envisagé une *grève pour s'opposer à une trop* forte augmentation du plafond. Enfin, si la gauche n'a pas, en *1984*, assuré le maintien du pouvoir d'achat des retraites comme elle l'avait promis, la perte a été moins forte qu'en 1980...

**GUY HERZLICH.**

(1) L'évolution est différente selon les régimes affiliés à l'ARRCO, chacun d'eux fixant sa propre valeur du « point », mais cette moyenne est très proche de celle du plus important d'entre eux, l'UNIRS (Union nationale des institutions de retraite des salariés), qui réunit plus d'un tiers des cotisants et des allocataires.

(2) Lui-même calculé à partir du montant des indemnités journalières versées par la Caisse nationale d'assurance-maladie.

(3) En réalité, sur l'évolution prévue du salaire brut moyen versé par les entreprises non financières et non agricoles ; mais celle-ci est désormais très encadrée par rapport aux prix.

(4) Abstraction faite évidemment des *retraites supplémentaires*, qui permettent à beaucoup de cadres « très *supérieurs* » *d'obtenir des pensions* importantes. (*le Monde* du 20 mars 1984).

### AUGMENTATIONS ANNUELLES

| | Salaire moyen mensuel ouvrier | Prix | Retraite régime général | Retraites ARRCO | Retraite AGIRC (cadres) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1975.. | 13,7 | 11,8 | 15 | 14,6 | 14 |
| 1976.. | 13,8 | 9,7 | 17,9 | 15 | 12,5 |
| 1977.. | 10,9 | 9,4 | 16,8 | 11,9 | 8,1 |
| 1978.. | 11 | 9,13 | 14,3 | 10 | 8,8 |
| 1979.. | 11,9 | 10,8 | 10,9 | 11,6 | 9,3 |
| 1980.. | 14,7 | 13,6 | 10,9 | 15 | 11,3 |
| 1981.. | 13,8 | 13,4 | 13,4 | 14,9 | 13,2 |
| 1982.. | 12,3 | 11,8 | 14 | 13,4 | 11,2 |
| 1983.. | 9,8 | 9,6 | 9,8 | 8,6 | 8 |
| 1984.. | 6,9 | 7,4 | 4,9 | 7,5 | 7 |

### ÉVOLUTION EN INDICES

| | Salaire moyen | Prix | Retraite régime général | Retraites ARRCO | Retraite AGIRC (cadres) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1974.. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 1975.. | 113,7 | 111,8 | 115 | 114,6 | 114 |
| 1976.. | 129,4 | 122,6 | 135,6 | 131,7 | 128,2 |
| 1977.. | 143,4 | 134,2 | 158,4 | 147,4 | 138,6 |
| 1978.. | 159,3 | 146,4 | 181 | 161,9 | 150,8 |
| 1979.. | 178,2 | 162,2 | 200,7 | 180,8 | 164,9 |
| 1980.. | 204,4 | 184,2 | 222,6 | 207,9 | 183,5 |
| 1981.. | 232,6 | 208,9 | 252,4 | 238,9 | 207,7 |
| 1982.. | 261,3 | 233,5 | 287,8 | 270,9 | 231 |
| 1983.. | 286,9 | 256 | 313,7 | 294,2 | 249,4 |
| 1984.. | 305,6 | 274,9 | 329,1 | 316,3 | 266,9 |

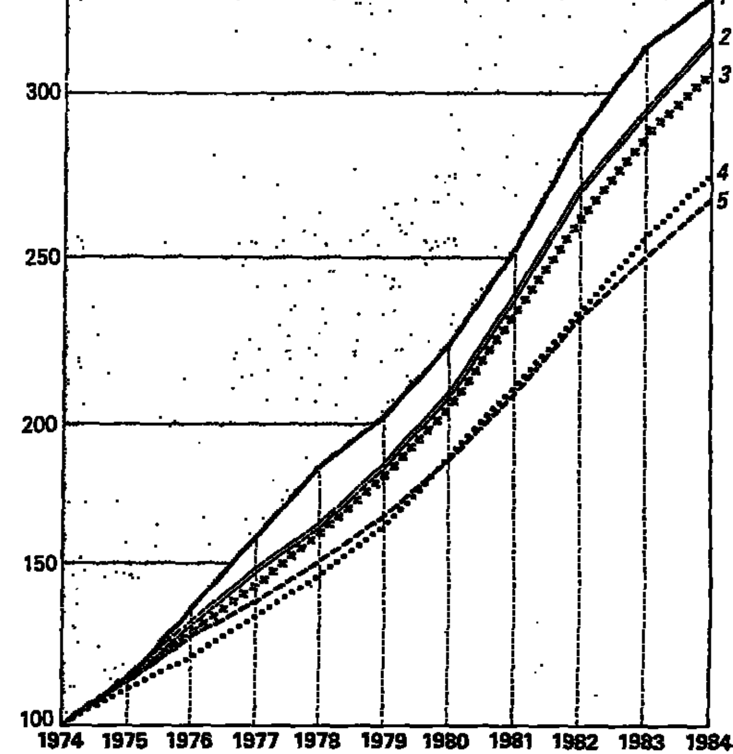
### Deux éléments

L*A pension des salariés du privé comporte deux éléments : d'une part, la retraite de base* de la Sécurité *sociale, qui va jusqu'à 50 % du* salaire des dix meilleures années *d'activité pour une carrière complète* (37,5 ans), mais jusqu'à un *plafond* (actuellement 8 730 F) (1) ; d'autre part, *une retraite complémentaire* (calculée en « points », en fonction de la durée d'activité et de la rémunération) qui peut représenter jusqu'à 20 % du salaire des dix meilleures années (pour une carrière complète).

Pour les cadres, cette retraite complémentaire comprend elle-même deux parties : l'une, versée comme pour les autres salariés par une caisse affiliée à l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), mais seulement pour la part au-dessous du « plafond », le reste provenant d'une des caisses de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres). Autrement dit, plus le salaire d'activité a été *élevé*, tout particulièrement *pour* les cadres, plus la part apportée *par la ou les retraites complé*mentaires est importante.

(1) Encore ce maximum n'est-il accordé *que si les dix meilleures* années correspondent à celles pour *lesquelles le plafond est le plus élevé.*

### Mieux que les prix pour la plupart des bénéficiaires




(1) Retraite de base (Sécurité sociale) ; (2) Moyenne des retraites complémentaires ARRCO ; (3) Salaire moyen ouvrier ; (4) Prix (moyenne annuelle INSEE) ; (5) Retraite complémentaire cadres (AGIRC).

LE Ve CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

## Le refus du néo-libéralisme

*Les 35 heures et le plein emploi. La défense du « modèle » d'économie mixte. Une recherche de dialogue avec le patronat.*

PARLER d'une seule voix de l'Europe, du syndicalisme, *de la crise et de la flexibilité*, cela relève de la gageure quand on est une organisation comme la Confédération européenne des syndicats (CES) regroupant parmi ses 35 adhérents des membres aussi différents que FO et la CGIL, le TUC et le DGB, la CFDT et la CSC (syndicat chrétien belge).

Lors de son Ve congrès à Milan, du 13 au 17 mai, la CES va non seulement tenter de poursuivre un pari qui est sa raison d'être, mais essayer d'aller plus loin que le plus petit dénominateur commun qui la réunit. Dans son rapport d'activité, M. Mathias Hinterscheid, secrétaire général (CGT luxembourgeoise), souhaite que, dans les trois prochaines années, les adhérents de la CES *« démontrent leur rejet des politiques actuelles en faisant en sorte que nos politiques alternatives soient crédibles »*. Politiques alternatives ?

La CES entend d'abord renforcer son credo européen. Déjà, elle s'était prononcée favorablement sur l'élargissement de la CEE de dix à douze pays. Pour avoir, selon l'expression de M. Hinterscheid, *« une réelle influence dans le devenir européen »*, elle pourrait se prononcer plus clairement pour l' *« union européenne »*, comme l'avait fait l'Assemblée de Strasbourg à propos du rapport de M. Spinelli.

Déjà, en décembre 1984, son comité exécutif avait adopté une résolution – malgré les réserves des Nordiques – affirmant que *« l'alternative à l'union européenne conduit à la survie dans la médiocrité »*. Le texte soulignait que *« l'utilisation du droit de veto devrait être strictement réservée à des problèmes vitaux d'intérêts nationaux. L'accord devrait se faire sur l'adoption de règles claires et limitatives concernant le droit de veto et son utilisation »*. Il est vrai que la CES avait durement ressenti ce qu'elle a appelé l' *« échec »* du conseil des ministres des affaires sociales du 7 juin 1984 où seule la Grande-Bretagne s'était opposée à une recommandation sur la réduction du temps de travail...

Tout le monde – et notamment les Britanniques et les Scandinaves – n'est peut-être pas décidé à marcher du même pas dans la voie européenne de la CES ; mais chacun semble aujourd'hui vouloir participer davantage, comme s'il apparaissait plus évident que les solutions à la crise ne pourront être qu'européennes. Au sein de la délégation de FO, où M. Bergeron défend l'idée des Etats-Unis d'Europe, M. Marc Blondel, secrétaire confédéral, entend *« casser le mythe du modèle extérieur »*. *« Les pays européens*, souligne-t-il, *ont l'originalité d'être à économie mixte. On n'a pas besoin de projeter en Europe un modèle venu des Etats-Unis ou du Japon. La solution de nos problèmes est nationale et européenne. »*

Cette démarche se retrouve en large partie dans le projet de résolution, un copieux document de vingt pages, qui laisse peu de questions à l'écart. Il part d'un constat : « La situation s'est considérablement détériorée », le chômage en Europe de l'Ouest étant passé de 13 millions en 1982 à plus de 18 millions aujourd'hui. Mettant en avant l'objectif du plein emploi, préconisant des solutions *« coordonnées au niveau européen »*, la résolution plaide pour *« une politique de croissance tant quantitative que qualitative »*. Elle demande *« des programmes d'investissements coordonnés au niveau européen »*, en augmentant de 1 % du produit intérieur brut le montant des investissements publics.

**MICHEL NOBLECOURT.**

(Lire la suite page 20.)

# Notes de lecture

## par Alfred Sauvy

### HENRI LEPAGE
*Pourquoi la propriété*

Nous voici loin de Proudhon, plus loin encore du « libéral » Gorbatchev et même à une certaine distance des ouvrages précédents du même auteur, plus économiques, plus « mobiles » que juridiques. L'esprit reste ; mais le déploiement est plus statique et, osons le dire, plus novateur. Le pèlerin du mont Pèlerin, *l'adversaire des idéovirus s'inspire ici de la société* néolibérale américaine, plus que des concepts qu'on n'ose plus appeler « latins ».

*« On croit savoir ce qu'est la propriété et on n'en a qu'une idée. »* Au fil de la lecture, ne percevons-nous pas de mieux en mieux que la propriété, c'est l'habitude ? En fait, concept de propriété et concept de *droits se distinguent surtout, est-il précisé, par le* mode de cession.

Vient un parcours à travers les divers systèmes contemporains, le concept *nazi (« toute propriété est collective, mais, par son contrôle, l'État n'a pas besoin de propriété »)*, le régime des *managers* (avec l'inévitable critique de J.K. Galbraith), l'*autogestion « entachée de malthusianisme »* (il faut le voir, est-il dit, à l'échelle macro-économique), le droit naturel des *libertariens* (laïques ou croyants). C'est là un des passages les plus dignes de réflexion.

Nous atterrissons, peut-être un peu brutalement, sur notre Hexagone, et ses lois Auroux, qui confèrent plus de pouvoirs que de responsabilités. Plus contestables, les *vues sur l'environnement : peut-être les* Hollandais, qui voient leurs canaux imprégnés de potasse, ne seront-ils pas convaincus de l'identité entre pollueurs et pollués.

Lecture pleine d'images, inégalement convaincantes. *« Personne n'aurait l'idée de monter dans un avion et d'exiger que les passagers élisent celui qui pilotera »* (il s'agit, bien entendu, de l'entreprise). L'appétit venant en mangeant, nous aurions aimé voir traiter les aventures de l'« amendement Wallon », un peu oublié, ainsi que la constitution des portefeuilles des caisses de retraite privées, aux États-Unis, en partie propriétaires de leur « maison ». Traité en annexe, l'héritage n'a pas eu toute la place qu'il méritait, en particulier l'*héritage de biens hérités*.

Un ouvrage digne d'intérêt, qui, en explorant, définissant et proposant, nous transmet tant de richesses « en toute propriété »...

★ *Hachette « Pluriel »*. Paris 1985. 18 cm, 469 pages. 50 F.

### FRANÇOIS EYRAUD
*Travail et travailleurs en Grande-Bretagne*

De temps à autre nous parviennent des nouvelles d'outre-Manche, moins déformées directement que naturellement sélectionnées, par la télévision bien plus que par la presse. Cet ouvrage n'en est que plus utile, tant il nous renseigne fidèlement sur le monde du travail et au-delà. La révolution agricole ayant ouvert le chemin à l'industrielle, l'usine s'est, elle-même, trouvée *en avant-garde par rapport à celle du continent,* non seulement en technique, mais en protection du travail, comme aussi, d'ailleurs, en chômage.

La reconnaissance des syndicats a eu lieu là-bas un demi-siècle plus tôt qu'en France. Tout le conflit d'hier et d'aujourd'hui se déroule entre la productivité, nourrissante mais sévère en soi, et la stérile rigidité. La *souplesse* est ici, comme dans nos débats nationaux, désignée par le lourd vocable *flexibilité*.

Au ralentissement économique résultant de ces *conflits s'est ajouté le retard hérité de la seconde* guerre mondiale, de telle sorte que les trente années suivantes n'ont, dans les îles, été que « semi-glorieuses ». Si fondamental est le conflit entre patrons et syndicats sur la façon de travailler que la question des salaires a presque pris un aspect secondaire. La politique de Mme Thatcher a abouti à une certaine *reprise d'autorité par le chef d'entreprise*.

Le chômage n'est guère vu, ici comme ailleurs, que sous l'angle quantitatif, confusion qui réduit encore les *chances de réussite.* Caractéristique aussi, mais inquiétante, l'absence de préoccupation de ce qui se passe dans le reste du monde. De cette description fidèle se dégage, une fois encore, le contraste entre les *possibilités ouvertes par la technique* et l'intensité des déperditions subies lors de leur utilisation.

En dépit de quelques incorrections importées (*technologies,* au pluriel, *au lieu de technique, par exemple*), le texte est heureusement exempt des si fréquents « franglicismes » que l'on pouvait craindre.

★ *Editions de La Découverte*, Paris 1985, 18 cm, 124 pages, 31 F.

### JOSEPH KLATZMANN
*L'économie d'Israël*

La vie politique et, plus encore, l'aventure militaire ont classiquement primé, dans l'opinion, l'« intendance » qui pourvoit à ces besoins. En particulier, toute humble, toute discrète, l'activité de ceux qui, *selon Sully Prudhomme, « grattent la terre et sèment »*. Nul n'était, pour décrire cette économie, plus qualifié que l'agronome français, professeur à Tel-Aviv, auquel nous devons le fameux *Peut-on nourrir dix milliards d'hommes ?* Notre nourriture va, cette fois, bien au-delà de la nourriture.

Si peu de Français ignorent le *kibboutz*, faible est, par contre, le nombre de ceux qui pourraient décrire le *mochav* ou la *mochava*, institutions bien différentes de nos coopératives et dont s'est un moment inspiré le *gouvernement algérien. Depuis l'accession du Likoud* au pouvoir, une certaine libéralisation a prévalu, bien insuffisante aux yeux de M. Klatzmann, car elle n'a pu prévenir le fameux processus : dépenses-impôts-fraudes-contrôles, que nous connaissons bien.

*Si édifiants que soient les résultats (plantation* d'agrumes, voire de potagers, dans d'anciens déserts ; électronique un peu partout ; recherche *intense)*, la situation est loin d'être brillante : lourds armements, balance des paiements déficitaire, poids de l'agriculture arabe, besoins intenses d'investissements (manque d'eau au premier rang, en particulier dans le Neguev, « canal des deux mers », etc.). Elle est bien loin, la désalinisation.

L'arrêt des hostilités n'est-il pas générateur de *bienfaits ? Prudence ! La guerre a bon dos :* baisse de l'aide extérieure, troubles sociaux, inflation accélérée par l'indexation, fiscalité, mère de travail *noir*. Il reste, peut-on penser, les immenses ressources de la difficulté créatrice et de la volonté d'un peuple, poussé par sa propre histoire.

★ *Maisonneuve et Larose*, Paris 1985, 21 cm, 156 pages, 82 F.

### RENÉ MONTGRANIER
*La clé de la crise*

L'ouvrage vaut mieux que son titre, mais pourrait valoir bien mieux encore si l'auteur — que l'éditeur a oublié de nous présenter — avait une plus grande maîtrise de ton. A simplement parcourir cette litanie de privilèges et d'abus, générateurs des fameux « prélèvements obligatoires », *nous nous rappelons*, non sans mélancolie, qu'il y a tout près de deux siècles nos pères ont usé d'une manière forte pour obtenir la suppression des abus et l'abolition des privilèges.

Indulgents, modérés apparaissent en comparaison de ce réquisitoire les rapports de la Cour des comptes et même les *révélations* du consciencieux Asmodée François de Closets. Clairement dénoncée, sans peur, la « chandelle » de notre temps, nous voulons dire EDF et GDF. Rien n'est dit, cependant, *sur les taxis*, alors que, *cette fois, la santé* publique est en jeu.

A *l'idée* de ce que serait notre société besogneuse après l'épuration nécessaire, nous pensons à la *Direction des dons et legs* de Courteline, qui, de maison misérable et dénuée, devient, sous les évocations de Charavax, une ruche débordante de richesses.

Un réquisitoire si étendu pose une question d'efficacité : chacun peut, *là-dessus*, donner son avis, notamment sur l'effet produit sur les hommes publics. Opinions, sondages, attitudes, élections ? Il y a, ici aussi, des précédents.

★ *Editions économiques, financières et sociales*, Paris 1985, 20 cm, 161 pages, 65 F.

### PHILIPPE FREMEAUX et CHRISTINE DURAND
*Comprendre l'économie soviétique*

Le « rideau de fer » n'est-il plus qu'un grillage ou bien nos éclaireurs ont-ils acquis des vertus nouvelles de pénétration ? Quoi qu'il en soit, nous pouvons, vous et moi, connaître, sinon comprendre, les rouages d'une économie géographiquement si proche et si éloignée *dans la brume sociale*.

Eloignée ? Entendons-nous. L'excellent ouvrage de deux jeunes, l'un chercheur au BIPE, l'autre enseignante à Victor-Duruy, mettent en évidence contrastes et similitudes. Appeler « *nouvelle forme de capitalisme* » le système actuel, en raison de la distance qui le sépare du « *modèle* » conçu, *sinon rêvé*, par Marx et Engels n'est pas, *nous disent les auteurs*, exempt de manichéisme et oublie, en tout cas, les institutions politiques.

Des sept chapitres, également clairs, retenons particulièrement celui qui est consacré aux tentatives de réforme : à l'inverse des nôtres, *elles sont stimulées* par le manque de main-d'œuvre. Des deux côtés, cependant, même point de mire : « augmenter la productivité » ; *mais sans doute pourrait-il être mieux* compris là-bas. Seulement, tant la réforme de Liberman (1965) et celle de Kossyguine (1979) que l'expérience de l'entreprise Scekino (1967) se sont heurtées à la résistance, *dogmatique ou intéressée*, du pouvoir. Pouvons-nous, dès lors, rappeler la fameuse phrase de Paul Valéry : *« Le degré d'une civilisation se reconnaît au nombre de contradictions qu'elle accumule ? »*

Peut-être le meilleur stimulant est-il la menace créée *par le travail noir et l'économie parallèle* ? A *peine* 0,5 % de la population est en cause, est-il dit, mais la proportion des incarcérés est, à population égale, six fois supérieure à *la nôtre*. Dès lors se pose la question : vaut-il mieux mourir selon les règles ou en réchapper contre elles ?

L'URSS pourrait, est-il suggéré, être vue comme *une sorte d'au-delà du capitalisme*. Plus intéressant encore *serait-il de savoir ce qu'il y a au-delà de cet* au-delà.

Chronologie sommaire, mais bien utile.

★ *Syros, Paris 1985, 19 cm, 139 pages, 39 F.*

### NICOLE CORVI et MARIE-CHRISTINE SALORT
*Les femmes et le marché du travail*

*Excellent rassemblement (en dépit de l'archaïsme* du titre) de soixante-dix articles écrits par diverses personnes des deux sexes et couvrant un très large champ. Dès la présentation est contestée l'« idée *reçue* » selon laquelle le travail des femmes serait une nouveauté : 49,7 % de femmes actives en 1911 et 44,9 % aujourd'hui, est-il rappelé. Et que dire de 1830 et avant ? *C'est dans la bourgeoisie* que l'activité professionnelle a augmenté.

De ce remarquable « dossier », retenons, sans exclusion, *« L'activité féminine au Moyen Age »*, de Régine Pernoud, *« Une formation plus orientée vers le tertiaire que vers le technique » (le Monde de l'éducation)*, « La scolarisation des femmes en Tunisie » *(le Monde)*, « L'employeur face à la maternité » (C. Delsol), avec de remarquables observations de Marcelle Devaud et d'Evelyne Sullerot, « Aux postes de cadres, *les hommes mariés et les femmes célibataires » (Economie et Statistique)*, « Peu présentes dans les syndicats », de M.-H. Zylbergorg-Hocquard, ainsi que diverses études de l'INSEE et de l'INED.

Nombreux tableaux *dans* le corps des articles. Thèmes de débats. Bibliographie où cette fois Esther Boserup n'est pas oubliée.

Un tour de force. Un ensemble précieux.

★ *Hatier*, Paris 1985, 18 cm, 79 pages, 15,40 F.

هكذا من الأصل

## LE Ve CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

# Le refus du néo-libéralisme

*(Suite de la page 17.)*

Elle insiste sur la formation comme sur le maintien du pouvoir d'achat et affirme que *« l'objectif des trente-cinq heures de durée hebdomadaire de travail sans perte de salaire doit être atteint rapidement, sans pour autant exclure les autres formes de réduction réelle de la durée de travail »*. Formule d'autant plus ambiguë qu'il est écrit plus loin que *« les délais de la réduction, ses formes et son financement doivent faire l'objet de négociations »*...

Au-delà de ces desiderata désormais classiques, le congrès de Milan devrait se faire l'écho des débats sur la « flexibilité » de l'emploi qui, sous des formes variées, se met en place dans la plupart des pays d'Europe. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la méfiance domine : *« Le mouvement syndical*, souligne M. Hinterscheid, *a toujours fait preuve d'une grande souplesse dans sa politique et aujourd'hui encore il préfère la négociation entre interlocuteurs à l'intervention trop poussée du législateur.* (...) *Nous ne sommes pas prêts à nous laisser imposer une politique de régression systématique, que ce soit sous les vocables de flexibilité, de compétitivité ou tout autre terme qui peut encore être inventé. »*

Quant au projet de résolution, il engage les membres de la CES à combattre *« de toutes leurs forces toute mesure qui aura pour but d'affaiblir le mouvement syndical, de diviser les travailleurs et de mettre en cause des garanties fondamentales que les travailleurs ont arrachées après des années de lutte »*. Le projet limite par ailleurs le recours au travail à temps partiel, temporaire, à domicile ou à durée déterminée, en affirmant que *« dans la mesure où ces formes de travail existent, il faut que la législation et les conventions collectives garantissent aux travailleurs concernés des droits similaires à ceux des travailleurs à temps plein »*.

La CES est d'autant plus réticente à l'égard de la « flexibilité » qu'elle la sait désormais favorisée non seulement par le patronat, mais aussi par la plupart des gouvernements. Confédération à dominante social-démocrate — plus de la moitié des centrales adhérentes entretiennent des relations privilégiées, voire parfois organiques, avec les partis socialistes, — elle avait accueilli avec espoir l'élection de M. Mitterrand en 1981. Aujourd'hui, elle s'inquiète du vent *« néo-libéral »* qui souffle sur l'Europe, l'assimilant à une *« spirale descendante »*.

### Pragmatisme

Le rapport de M. Hinterscheid est émaillé d'expressions exprimant cette inquiétude. Il y est question de *« coup de barre à droite »*, de *« tournant conservateur »*, de *« tendance majoritaire conservatrice, que l'on observe dans la composition des gouvernements des États membres ou du Parlement européen »* (dont la majorité est *« très éloignée »* des revendications de la CES). Bref, pour M. Hinterscheid, le choix est décisif : *« Avons-nous créé un modèle de société en Europe de l'Ouest qui vaut la peine d'être maintenu et développé, ou devons-nous l'abandonner en faveur d'un retour à la jungle politique fondée sur le libéralisme économique et le nationalisme du siècle passé et du début de ce siècle ? »*

Pour la CES, la réponse face à pareil choix ne fait guère de doute. Reste à savoir si une confédération qui se réclame du *« pragmatisme »* peut se contenter d'être sur la défensive, quitte à favoriser un certain immobilisme de la réflexion syndicale. Le congrès de Milan débattra, sans que cela donne lieu à un vote ou une résolution, d'un rapport sur « Le rôle du travail, des travailleurs et de leurs syndicats dans la société de demain ». Après avoir décrit la situation actuelle de l'Europe et ses chances d'avenir, ce document de trente-deux pages s'interroge surtout sur la valeur du travail dans la société de demain et *« les moyens de renforcer le mouvement syndical »*.

Selon ce rapport, face aux attaques dont ils sont l'objet de la part du patronat et des gouvernements — *« conservateurs »* — et aux *« nouveaux problèmes, nés de la crise, du chômage de masse et des changements dans la structure de l'emploi »*, les syndicats devront s'engager dans la voie d'une certaine adaptation : *« Les syndicats ne pourront réussir dans leur stratégie que s'ils ne se contentent pas de défendre l'acquis mais recherchent de nouveaux moyens de renforcer l'attrait des organisations syndicales. »*

Sont ainsi mis en avant un renforcement de l'action syndicale dans les petites et moyennes entreprises, une intégration à cette action des travailleurs *« sous statut précaire »*, l'assistance juridique, etc. Le rapport suggère en fait un développement du syndicalisme *« de services »* notamment en direction des employés et surtout des chômeurs... *Un sujet qui risque* d'être très controversé.

La CES va également être amenée à s'interroger sur l'efficacité de ses propres interventions. Au-delà des traditionnelles passes d'armes sur l'action (mouvements de grève européens ou non ?), la question est de savoir, pour la Confédération, si elle doit continuer à privilégier la voie de la *« recommandation »* ou si elle doit s'engager davantage dans la voie de la négociation contractuelle avec le patronat européen (UNICE).

Dans son rapport, M. Hinterscheid estime que la CES ne peut plus se limiter à définir des revendications communes, quitte à ce qu'elles fassent l'objet ensuite de négociations *« simultanées »* dans les différents pays. *« Le moment n'est-il pas venu*, demande-t-il, *d'entamer avec le patronat au niveau européen un dialogue qui aboutisse à des engagements concrets sous forme de recommandations ou de déclarations destinées aux acteurs nationaux et pouvant avoir une influence réelle sur les discussions en cours ? »*

Dans cette voie, le projet de résolution réclame la négociation d'« *un accord avec le patronat au niveau européen pour rendre obligatoire la consultation et la négociation préalables à l'introduction de nouvelles technologies.* » La CES compte visiblement sur l'appui de M. Delors (qui s'adressera au congrès), et les contacts se sont plutôt développés récemment dans ce sens avec l'UNICE (Union des industries de la CEE). Mais celle-ci est-elle vraiment prête à négocier ? La CES elle-même est-elle unanime sur cette orientation ?

MICHEL NOBLECOURT.





# M. Ernst Breit, futur président de la CES

## Un ancien postier efficace et sérieux

LE bureau d'Ernst Breit, au huitième étage de l'immeuble du DGB (1), à Düsseldorf, lui ressemble. Sobre, clair, équipé du mobilier fonctionnel des années 60, sans autre élément de décoration que les souvenirs de délégations étrangères, il pourrait tout aussi bien convenir à n'importe quel dirigeant allemand soucieux d'efficacité et de sérieux, qu'il soit patronal ou syndical.

M. Ernst Breit : soixante ans, on le dit travailleur, imperturbable, et d'une solidité à toute épreuve. Président du DGB depuis mai 1982, il a succédé à M. Heinz Oskar Vetter dans des conditions difficiles, et pourtant il s'est imposé au point que, aujourd'hui, il apparaît à tous comme le seul candidat possible pour devenir, à l'issue du congrès de Milan, le président de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Que de chemin parcouru, en trois ans, pour quelqu'un que l'on aurait pu considérer comme un « pape de transition » ; une expression qu'il ne veut même pas comprendre, le regard austère derrière de fines lunettes. S'il évoque l'épisode, c'est pour faire observer avec autorité que l'élu présumé de l'époque, M. Aloïs Pfeiffer, n'avait *« rien commis d'illégal »* en achetant pour son compte des logements de la société immobilière du DGB, la Neue Heimat. Le problème, dit-il sans vouloir s'y attarder, était d'ordre *« psychologique et moral »*.

Cette froideur, cette assurance servie par une haute stature, toute de rigueur, M. Ernst Breit en a eu besoin à la tête d'une organisation qui compte près de huit millions de membres et a affronté, sous sa direction, des événements inconnus d'elle. C'est la crise économique qui sévit, le chômage qui augmente dans des proportions oubliées depuis l'après-guerre. C'est la coalition gouvernementale qui s'effondre et l'arrivée au pouvoir du chancelier Kohl, défenseur d'une politique économique et sociale contraire à ce qu'avait toujours recherché le DGB pour effacer les traces des « années noires ».



SZLAKMANN.

Bien campé sur ses convictions, M. Ernst Breit résistera, et le syndicalisme allemand avec lui, pourtant composé, ainsi qu'il le rappelle, *« d'orientations politiques différentes qui s'accordent sur un consensus »*. Jamais il n'oubliera qu'il souhaitait un développement de la cogestion, étendue à de nouvelles entreprises allemandes. Il ne cessera de prôner une réduction du temps de travail que le syndicalisme européen retient parmi ses objectifs (10 % de diminution par pays), même si sa position de fédérateur l'empêche de monter en première ligne pour soutenir la grève de l'IG Metall ou des imprimeurs, au printemps 1984.

*« Les voies empruntées peuvent être différentes ; mais seul l'objectif importe »*, affirme-t-il. *« L'accord permet des adaptations selon les cas et les entreprises »* et, ajoute-t-il en réaliste, *« il y a toujours des confrontations »*.

### Une autre politique

Ce mouvement collectif, d'une vigueur sans précédent depuis les origines du « miracle allemand » n'a pas d'ailleurs entraîné selon lui d'affaiblissement du syndicalisme. M. Breit sort ses statistiques pour démontrer que l'IG Metall n'a perdu entre 1983 et 1984 que 38 000 adhérents sur 2,7 millions et que le DGB en a comptabilisé 70 000 de moins, quand le nombre de chômeurs augmentait de 430 000 pendant la même période. *« Nous n'avons pas perdu d'emplois à cause de la grève, et nous en gagnerons sûrement »*, affirme le responsable syndical, qui trouve dans cet exemple une leçon pour l'Europe : *« Le bateau le plus lent ne doit pas régler la marche de tout le convoi. Il faut que celui qui avance le mieux enfonce le coin pour les autres... »*

Les difficultés auxquelles il a eu à faire face en Allemagne ne l'empêchent pas de maintenir son cap. *« Le gouvernement — un partenaire nouveau et plus fermé que le précédent — n'est pas en mesure de proposer une alternative au chômage »*, dit-il, même s'il reconnaît l'*« absence de recettes »*. Attentif aux résultats électoraux de la Rhénanie du Nord-Westphalie, après ceux de la Sarre, il appelle de ses vœux *« une autre politique économique et sociale »*, pour laquelle *« il manque une majorité parlementaire »*. *« Nous faisons des efforts pour la retourner »*, avoue-t-il.

Instruit par l'expérience, et la méthode du DGB aidant, M. Breit ne manifeste donc pas d'inquiétude à l'idée d'étendre son action au niveau européen. Les choses ne seront ni plus compliquées ni moins tranchées. *« On ne peut que constater des faits, se mettre d'accord sur des idées et des objectifs »* et demander ensuite à chaque organisation syndicale de reprendre à son compte le programme commun.

*« Comme moi pour le DGB*, continue-t-il, *il est difficile pour la CES de concrétiser, de trouver le partenaire pour négocier. »* Il n'empêche. Au-delà de la volonté de voir les investissements reprendre, il veut populariser le programme de la CES pour l'abaissement de l'âge de la retraite, le prolongement du congé annuel à six semaines, l'extension de la scolarité obligatoire à l'âge de seize ans, le développement du congé d'éducation et la limitation des heures supplémentaires.

Cela lui suffit-il pour définir son action future ? *« Bien sûr »*, répond-il en levant un sourcil incrédule. En pragmatique consciencieux, appliqué, il y a longtemps que M. Breit ne dévie pas de sa route, si têtus que soient les faits.

Postier, dans *« les échelons moyens et supérieurs »* depuis 1945 et entré dans la vie syndicale en 1947 avec son premier mandat de président dans un bureau de trois cents personnes, M. Ernst Breit a toujours mené une lutte laborieuse. Sa carrière militante, toute d'abnégation, l'a conduit à des fonctions de plus en plus importantes, à Kiel et dans le Schleswig-Holstein d'abord, à la présidence du Conseil central des postes auprès du ministère fédéral ensuite.

En 1971, sans rien changer à sa manière, il deviendra président de sa fédération syndicale et cessera d'être postier. Il gagnera alors la réputation d'être un négociateur hors de pair, intraitable, et se révélera inflexible, capable d'en appeler à la grève pour faire aboutir des revendications. M. Ernst Breit est décidément l'homme des fidélités et de la continuité. Sa personnalité, sans surprise, a même séduit les syndicalistes français.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Deutscher Gewerkschaftsbund (Confédération des syndicats allemands).

# ORGANISATION AUTONOME OU NÉBULEUSE?

*35 centrales de 21 pays, 43 millions d'adhérents*
*La CGT n'a pas été admise*

LA Confédération européenne des syndicats (CES) regroupe actuellement, depuis l'affiliation en janvier dernier du DISK de Turquie, trente-cinq confédérations syndicales provenant de vingt et un pays et rassemblant, d'après les chiffres officiels, plus de quarante-trois millions d'adhérents. Vingt-quatre confédérations sont affiliées également à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), à laquelle appartient l'AFL-CIO américaine.

Depuis son quatrième congrès à La Haye, en avril 1982, la CES était présidée par M. Georges Debunne. Mais, celui-ci ayant abandonné peu après ses fonctions de secrétaire général de la FGTB belge — il a eu soixante-sept ans le 12 mai, — un nouveau dirigeant va être élu à Milan, qui devrait être M. Ernst Breit, président du DGB allemand. L'UGT portugaise a été affiliée en 1983, tandis que le rattachement éventuel des Commissions ouvrières espagnoles (CCOO) liées au Parti communiste reste en suspens. Le TUC britannique envisagerait de présenter une résolution soutenant leur candidature, mais ses délégués pourraient être peu nombreux à Milan.

La CES a été créée lors d'un congrès constitutif à Bruxelles le 8 février 1973. Présidée alors par M. Victor Feather (TUC britannique), elle regroupait seize confédérations de pays membres de la CEE, de l'AELE ou du Conseil de l'Europe. A l'origine, la CES s'était substituée à la CESL, Confédération européenne des syndicats libres, branche « régionale » de la CISL.

### Ouverture

Des organisations comme le DGB et FO voulaient alors limiter la CES aux membres européens de la CISL. Le TUC plaidait pour une plus grande ouverture. Cette thèse devait l'emporter. Lors d'un congrès extraordinaire à Copenhague du 23 au 25 mai 1974, douze organisations adhérentes à la Confédération mondiale du travail (CMT), d'origine chrétienne, dont la CFDT et la CSC belge, furent affiliées. Jusqu'au bout, et seule contre tous, FO s'y était opposée, M. Bergeron voyant dans cette ouverture à la CMT l'émergence en Europe d'*« une sorte d'organisation autonome »* qui *« s'écartera de plus en plus de la Confédération internationale des syndicats libres »*. M. Vetter (DGB) devint président.

Le congrès de Copenhague avait également permis à la CES de définir un certain nombre d'*« objectifs généraux »*, comme *« la promotion de la démocratie économique et culturelle pour permettre un pouvoir réel des travailleurs sur leurs conditions de vie et de travail »* et *« la réalisation du plein et du meilleur emploi dans toutes les régions de l'Europe »*.

Dans la foulée de son deuxième congrès, à Londres, en 1976, elle lança le 5 avril 1978 une grève européenne d'une heure sur l'emploi qui fut très peu suivie. A son troisième congrès, à Munich, en 1979, elle adopta l'objectif d'une *« réduction de 10 % du temps de travail sans perte de salaire »*, le Hollandais Wim Kok succédant à M. Vetter à la présidence.

Entre-temps, le problème de l'ouverture de la CES rebondit. Après la CFDT, c'est la CGIL, *proche du PC italien, qui* fait son entrée dans la Confédération européenne. Et la CGT frappe à la porte à partir de 1975.

*Comme le DGB, FO s'y oppose*, menaçant de partir si la CGT entre. La CFDT, elle, soutient son *« alliée »* de l'époque. Mais, le 13 juin 1980, lorsque le comité exécutif de la CES rejette la demande d'admission de la CGT — qui ne satisfait pas à deux critères principaux : *« avoir une autonomie visible et évidente à l'égard de tous les partis politiques et avoir un statut démocratique »*, — la CFDT s'abstient de même que la CGIL italienne...

### Ventre mou

Pour FO, la tentative de la CGT est un signal d'alarme. *« Attention*, lance M. Faesch en novembre 1979, *que la CES ne devienne pas le ventre mou de la CISL en Europe occidentale. »* Pour la centrale de M. Bergeron, la CES doit rester exclusivement européenne et ne pas pratiquer d'*« empiétement »* au-delà de l'Europe.

Certains dirigeants du bureau confédéral de FO voient même dans la CES une *« nébuleuse »* à l'égard de laquelle il faut marquer ses distances sous peine pour le *« syndicalisme libre »* de perdre son identité. Ils craignent aussi que la CFDT, qui a quitté la CMT en 1979 et qui a resserré ses liens avec le DGB, ne finisse par se *présenter* à la CISL. Déjà la centrale de M. Maire est présente dans la *quasi-totalité des* secrétariats professionnels internationaux (SPI). Dans le dernier en date, les PTT, le DGB a fait modifier les statuts pour permettre à la CFDT d'y adhérer malgré l'opposition de FO... La centrale de M. Maire répète qu'elle n'entend pas entrer à la CISL.

Depuis son congrès de La Haye, la CES, qui, d'après certains responsables, a affirmé son autonomie vis-à-vis de la CISL *pendant* la période où l'AFL-CIO en était sortie, a pris plusieurs initiatives importantes. Elle a notamment organisé une manifestation contre le chômage à Stuttgart, le 4 juin 1983, qui a rassemblé de trente mille à cinquante mille personnes et une conférence sur l'emploi en avril 1984 à Strasbourg. Douze ans après sa création, elle commence réellement à prendre son envol.

M. N.



هكذا من الأصل

هكذا من الأمل



*La chronique de Paul Fabra*

# Vivons tranquilles jusqu'à la fin du siècle

INTERROGÉ au lendemain du sommet de Bonn, Jacques Attali, le conseiller spécial du président, a parlé du *« problème que posent les sommets lorsqu'on veut, un peu trop, les voir dériver vers des institutions, vers une sorte de directoire de l'Occident. Ce qu'ils ne sont pas. Ces sommets ont été conçus – c'était très sage à l'époque – comme une excellente occasion, pour des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont la destinée des affaires de leurs pays et qui jouent un rôle majeur dans les affaires du monde, de mieux se connaître, d'approfondir leurs idées et même d'échanger des vues de façon informelle, sans être l'objet de sollicitations les amenant nécessairement à prendre des décisions ou à arriver à des consensus. C'est bien l'objet de ce sommet que d'avoir montré la grande difficulté de rester dans l'informalité, quand il y a une telle pression médiatique sur ces chefs d'Etat* (et de gouvernement) ».

M. Attali se posait moins de questions sur la nature et sur les fonctions des sommets, il y a trois ans, à la veille de celui de Versailles, lorsqu'il espérait y faire admettre l'idée d'une réforme du système monétaire international. Sans doute déçu par les résultats obtenus, *M. Mitterrand, dès l'année suivante,* en 1983 à Williamsburg, faisait allusion à la « dérive » ou à la « déviation » dont les sommets auraient fait l'objet, allant jusqu'à s'interroger publiquement sur l'utilité, pour la France, de continuer à y participer. Abstraction faite de leur caractère circonstanciel, les critiques du chef de l'Etat et de son fidèle conseiller sont-elles vraiment justifiées ?

Bien que plus fonctionnel que le sommet de Versailles, transformé à la nuit tombante en fête Grand Siècle, et que celui de Williamsburg, agrémenté dans les rues par un charmant spectacle de l'ère coloniale, la réunion dans la capitale fédérale allemande n'a pas échappé à l'aspect publicitaire.

Il ne s'agit pas seulement de discuter des questions souvent très importantes. La grande affaire, pour chacun, est de faire savoir qu'on y défend, *« bec et ongles », s'il le faut – c'est l'expression* que le porte-parole de l'Elysée a prononcée au moins cinq fois en trois jours, – les intérêts nationaux dont on a la charge, sans sacrifier pour autant, bien entendu, la nécessaire solidarité occidentale.

Le Bundeshaus, *élégamment* construit le long du grand fleuve aux courbes majestueuses, n'avait sans doute jamais vu pareille affluence : un millier de personnes pour les délégations, y compris les gardes du corps personnels et trois mille cinq cents journalistes.

Pompeux équipage, était-on effectivement tenté de conclure, pour un résultat qui n'est pas toujours probant. A y regarder de plus près, le tour qu'ont pris *les sommets n'est pas tout à fait la « déviation »* qu'on décrit après y avoir, non sans quelque satisfaction, contribué *pour sa part.* Les *contacts personnels* entre chefs d'Etat et de gouvernement auraient, assure-t-on, perdu toute spontanéité du fait d'une *préparation* très minutieuse et de la présence de nombreux experts. L'excès de moyens et de précautions ne serait-il pas, au contraire, un utile garde-fou pour se prémunir contre le danger de propos imprécis et d'engagements formulés en termes trop généraux, dont l'effet est plutôt d'embrouiller une négociation que d'en faire progresser le cours ?

LE souci des réactions des médias de la presse écrite et parlée, dit-on encore, aurait trop souvent le pas sur toute autre considération. L'argument n'est pas sans valeur, mais il n'est pas non plus *sans réplique.* C'est un fait que l'opinion publique a du mal à suivre les débats d'apparence technique *qui ont lieu sein des institutions internationales* spécialisées : GATT (tarifs douaniers et autres obstacles aux *échanges), Fonds monétaire, OCDE, etc.* Résultat : les lobbies intéressés ont la part belle pour faire sentir leur poids *sans que la masse de citoyens en soient* informés. Le fonctionnement de la *démocratie* n'exige-t-il pas qu'une fraction aussi large que possible d'entre eux soient à même de connaître l'enjeu de négociations dont leur sort, peu ou prou, dépend ?

On peut, *sans naïveté excessive,* soutenir que les sommets, à cause, précisément, de la publicité qui les entoure, ont plus d'une fois contribué à d'utiles prises de conscience. Cela est vrai pour les « Sept », cela l'est *sans doute* encore davantage au sein de la Communauté économique européenne. Il est évident que les *réunions* triannuelles du conseil européen, composé des chefs d'Etat et de gouvernement des Dix (bientôt des Douze, avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun), attirent *beaucoup plus* l'attention que *les* débats du Parlement du même nom siégeant à Strasbourg.

C'est quand il fait « gros » pour frapper *son public que le jeu de l'acteur* est le plus facile à juger. Accessoirement, les sommets sont de bons postes d'observation pour saisir les qualités mais aussi les réflexes et les faiblesses d'une diplomatie. Ce qui caractérise trop souvent la nôtre est qu'instinctivement elle *« hait le mouvement qui déplace la ligne ». Sans se prononcer, ici, sur le* fond, le « non » mitterrandien à la fixation d'une date pour les négociations *commerciales paraît typique d'une* certaine attitude faite de méfiance devant le déclenchement d'une dynamique.

Un autre exemple a été fourni par les *arguments exposés par le porte-parole* de l'Elysée pour justifier le refus français de participer à ce qui n'est encore qu'un programme de recherche sur la « guerre des étoiles ». A écouter Michel Vauzelle, l'actuelle doctrine française de défense nucléaire prenait la belle ordonnance d'un jardin de Le Nôtre : que rien ne *vienne surtout prématurément bousculer* cette belle construction militaire et intellectuelle (fondée sur la menace de des*truction massive de populations civiles)* ; qu'on nous laisse vivre en paix jusqu'à la fin du vingtième siècle avec nos armes protectrices *« qui nous ont coûté si cher »* (l'argument a été employé), et avec nos certitudes, qu'il sera toujours temps de réviser au début du prochain millénaire !

MAIS que de chemin parcouru par ailleurs en France en un si court laps de temps ! Rien ne le mesure mieux que l'évolution constatée *au sein de l'industrie automobile,* où l'on vient de voir la CGT incapable de réunir plus de quelques milliers de per*sonnes à la régie Renault pour défiler en* commémoration du 10 mai d'il y a quatre ans. La gauche, alors triomphante, *avait fait appel à l'ancien* PDG de la Régie, Pierre Dreyfus, pour occuper les fonctions de ministre de l'industrie. Choix hautement symbolique. Les symboles ont aujourd'hui changé de sens. La CGT cherche à mobiliser les « travailleurs » contre la politique de « casse », dont Georges Besse, nommé par le suc*cesseur, à Matignon, de Pierre Mauroy,* est soupçonné. Mme Edith Cresson, ministre de l'industrie, donne en exem*ple Jacques* Calvet *pour l'œuvre de* redressement accomplie à la tête de Peugeot.

Les choses paraissent claires : Peugeot perd *beaucoup moins d'argent, et* Renault est obligé d'avouer un énorme déficit. La firme privée mérite donc les *louanges, tandis que, après avoir limogé* Bernard Hanon pour une gestion effectivement désastreuse (mais s'inscrivant *dans la ligne d'une longue histoire) dans* l'ex-entreprise phare du secteur nationalisé, on attend, non sans quelque impa*tience – si les licenciements ne sont pas* acquis *avant* les vacances, ce sera bien tard... – que Georges Besse fasse connaître *ses décisions.* Mais il y a dix-huit mois, rien n'était encore joué. Ces extraordinaires retrouvailles avec les critères simples (c'est une qualité) et incontournables, comme on dit maintenant, du capitalisme, ne se sont pas faites toutes seules. Quand Jacques Calvet *présentait,* en juillet 1983, ses premières demandes de licenciements, Pierre Mauroy, premier ministre, et *Pierre Bérégovoy, ministre du travail,* crurent d'abord que l'ancien directeur de cabinet de Giscard d'Estaing montait *une opération politique contre le gouvernement.* C'est seulement à l'automne 1983 qu'ils se détrompèrent, comprenant *que l'objectif du PDG de Peugeot* était tout simplement de sauver une entreprise en voie de perdition. La *réconciliation fut scellée quand Pierre* Bérégovoy, pour « mouiller » les communistes, qui faisaient encore partie du *gouvernement, chargea Jack Ralite,* ministre délégué auprès de lui, du dossier de licenciements, tâche dont celui-ci *s'acquitta avec compétence.*

*Ce qui incline à penser qu'un chef* d'entreprise résolu a aujourd'hui plus de chances que jamais de rallier à son pro*jet les salariés est que la mise en œuvre* du programme énergique de Jacques Calvet s'est accompagnée, chez Peu*geot et chez Citroën, d'une baisse de* l'audience de la CGT, alors que la règie Renault, qui refusait la restructuration, *est l'une des rares entreprises où la* grande centrale a regagné du terrain.

Jacques Calvet reste très prudent, car il pense que le groupe Peugeot est *encore fragile à cause notamment de sa* structure financière. Mais il considère que l'industrie automobile est un secteur *« formidablement porteur ».*

Rien n'y est figé. Toute une série d'évolutions techniques sont actuellement en cours, et notamment chez Peugeot, qui intéressent les plastiques, l'électricité, l'électronique. Le résultat devrait être que, d'ici à 1990, on devrait déjà aboutir à une première série de modifications très sensibles concernant la conception et donc la fabrication des voitures ainsi que leur utilisation. Ces évolutions devraient faire sentir leur plein effet d'ici dix ans. Et après ? *« Après,* dit Jacques Calvet, *on continuera, car dans la compétition économique on ne s'arrête jamais de courir. »*

# Chers disparus

LA disparité des hommages rendus ce week-end par Cannes à ses chers disparus était troublante. Un salut furtif, samedi, un peu froid, pour Joseph Losey, et, pour Truffaut, un bel anniversaire dimanche, très dans le ton de ce Festival. Uniformes et foule massée au pied du grand escalier d'honneur. Surtout, un film spécial introduit par Jeanne Moreau et par les vingt, par les trente acteurs de toute une œuvre, groupés sur la scène.

Oui, déséquilibré en apparence, cet effort d'entretien de nos mémoires oublieuses. Il a fallu attendre la fin de *Steaming et la chaleur des applaudissements* pour se dire que Losey avait préféré se rappeler à notre bon souvenir éventuel par quatre-vingt-seize minutes d'émotion et trois géniales comédiennes.

Vanessa Redgrave aurait pu, bien sûr, s'avancer sous la lumière d'un projecteur au nom des comédiens de tous les continents qui avaient abrité les exils cinématographiques du vieux lion. Le Festival aurait pu aussi sélectionner *Steaming* pour la compétition et donner une chance pour le prix d'interprétation à l'éblouissante performance de Patti Love. Mais ce film à l'amour des femmes, le style de l'hommage nu et anonyme comme une chambre d'hôtel, convenaient bien à l'émigré qu'avait été Joseph Losey.



On l'a mieux compris, paradoxalement, avec la cérémonie vivante, presque joyeuse, selon les vœux mêmes de ses inspirateurs, préparée en l'honneur de François Truffaut. *Pour que les orphelins oublient l'absence du metteur en* scène et puisent un réconfort dans l'héritage impressionné, il faut avoir une famille. Truffaut avait la sienne, très localisable, entretenue par la fidélité de toute une vie.

Lorsque, égrenant les titres d'une vie, Jeanne Moreau a fait *apparaître* Jean-Pierre Léaud et Gérard Depardieu, Catherine Deneuve et Fanny Ardant, Jean-Pierre Aumont et Jacqueline Bisset, c'est toute l'unité d'une œuvre qui déroulait son film de corps et de visages. *Le lien de cousinage* à travers les méandres d'une filmographie était évident.

Les trente comédiens français se sont regroupés sur la scène, les hommes à genoux, les femmes debout derrière, comme pour une photo d'équipe de football. L'hommage, en *souvenir de Truffaut, était des plus justes.* Quel symbole aurait-on pu retenir pour Losey ? Quelle scénographie faudra-t-il imaginer pour saluer les maîtres que le cinéma perdrait encore ? C'est ainsi et c'est plutôt bien : les commémorations du Festival ressemblent à ceux qu'elles honorent. S'il existe un ciel pour les cinéastes, un ciel doté de la vidéo, Losey et Truffaut ont pu apprécier ce week-end un tel souci d'exégèse posthume.

PHILIPPE BOGGIO.

# Cannes, trente-huitième

*Compétition*

« BIRDY », d'A. Parker ; « INSIGNIFICANCE », de N. Roeg, et « PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES », d'E. Kusturica

## Les rêves de petit garçon battent de l'aile

Suffit-il d'un seul plan, et tout le reste du film se repeuple ? La fin de *Birdy* est tellement géniale qu'elle appelle un tonnerre d'applaudissements, et le public paraît ainsi porter le film en triomphe. On ne sait pas s'il est amnésique, si l'inventivité de la chute a rejailli sur les deux heures qu'elle couronne. A moins qu'il ait *réellement aimé.* Au fond, c'est peut-être ça. La moitié du temps, *Birdy* est d'un ennui profond, mais l'ennui, n'est-ce pas, rejoint les goûts et les couleurs.

Al s'en revient de guerre. Le Vietnam lui a légué une mâchoire en acier, et une partie de la tête recouverte de pansements, soigneusement disposés pour que l'acteur puisse parler et garder son jeu de physionomie. Al vient voir son ami Birdy ; il le trouve blotti dans sa cellule d'hôpital psychiatrique, comme un oiseau. Il a enfin réalisé son rêve : quitter ses congénères pour accéder au royaume enchanteur des fous volants.

Al le solide, le simple, est toujours tombé malade chaque fois que son ami singulier se cassait la figure en partant dans les airs. D'après les retours en arrière (astucieusement amenés) qui démarrent de la cellule pour raconter l'avant-guerre, Al a tout essayé pour maintenir Birdy à un niveau de vie normal, mais Birdy a été le plus fort. Al l'a plaqué le jour où il l'a découvert nu dans une cage, alors qu'il lui avait conseillé une nuit d'amour avec une femelle du genre humain. La guerre a achevé de les séparer et les a détruits (brèves scènes du front, couleur locale). Mais Al, désormais, n'abandonnera plus jamais son copain.

Comment cette amitié ne nous toucherait-elle pas ? Nicolas Cage (Al), que l'on a vu chez Francis Coppola *(Rusty James, Cotton Club)*, est merveilleux dans sa passion pour Birdy, dans son effort désespéré pour communiquer avec lui et le faire revenir sur terre.

Lorsqu'on voit se construire leur passé commun, lorsqu'il se couvre de plumes, pédale dans une décharge, reçoit une gifle de son père, tout cela pour aider l'autre à planer, Nicolas Cage donne à cette partie du film sa densité, une densité qu'il était difficile de ne pas obtenir dans les séquences de l'hôpital.

Les choses se gâtent quand Birdy est livré à lui-même, à sa mère, à son système D, à son amour des volatiles, à sa progressive identification. Le maquillage est parfait pour les traits affinés de Matthew Modine (Birdy), mais, franchement, si l'on n'a pas une vocation d'ornithologue, ce ne sont pas les excentricités de Birdy qui donnent envie d'appartenir à la Société protectrice des oiseaux.

### Malin Malik

Anglais, Alan Parker a su naguère se couler dans le modèle américain *(Fame)*. Ici, il ne dépasse pas les années 60 d'Epinal : les filles et les voitures, la virée au bord de l'océan, le papa italien et Philadelphie pas drôle quand on est pauvre. Il mêle les clairs de lune chromo, la violence d'un abattoir, le réalisme intimiste, les joliesses aériennes et les travellings fluides (grâce à la caméra steadicam), mais — tant pis, il l'a voulue, cette métaphore, — *Birdy* ne décolle pas.

Les rêves de galopin battent de l'aile. A part Marilyn expliquant la théorie de la relativité à Einstein dans sa chambre d'hôtel *(Insignificance)*, à part la collection d'images de son mari, champion de base-ball (il les trouve dans les paquets de chewing-gum), et les rictus de Tony Curtis en sénateur du maccarthysme persécutant le savant, on ne comprend pas très bien les loufoqueries de Nicolas Roeg (auteur de *L'homme qui venait d'ailleurs*). Réunir à huis clos deux figures célèbres de cet acabit est en soi amusant, comme d'être le machino au sous-sol qui envoie du vent dans les jupes de la star, mais les mythes ont la peau dure. Ils sont souvent plus forts, que les hommages à leur image rendus.

Ce n'est pas tout à fait le cas en revanche, de *Papa est en voyage d'affaires*, charmant petit film d'Emil Kusturica *(Te souviens-tu de Dolly Bell ?)*, où un bambin de six ans dresse la chronique pittoresque de sa famille, tandis que la Yougoslavie des années 50 râle contre Staline, tout en copiant ses procédés.

Papa est envoyé dans la mine par un beau-frère jaloux et court d'autres jupons que ceux de maman, pourtant jolie. Malik Malcok, doté d'un grand frère raisonnable, aimerait surtout un ballon de football, mais, heureusement, il tombe amoureux. Somnambule pas toujours innocent, il ira même, une nuit, rejoindre son amie dans son lit.

Par touches légères, avec un sens aigu des disproportions et des détails doux-amers qui font rire d'attendrissement, Kusturica se souvient de notre enfance à tous. Une enfance à la Pagnol, que la mémoire rend mythique, et qu'il suffit d'un héros malin comme Malik pour rendre vraie, sinon neuve.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ *Birdy* : sortie à Paris le 15 mai.

*Bande à part*

## Good night mister Losey

### LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

Dans *Steaming*, les femmes sont entre elles. Elles ne pensent *qu'à ça : l'homme.* Sans ménagement. Elles disent qu'ils les battent — elles en montrent les traces, — qu'ils les violent, les humilient, les abandonnent, qu'ils veulent tout détruire. En particulier, ces bains où, dans la vapeur des saunas, les douches bouillantes, les eaux glacées, elles se racontent, la pauvre et la *riche, la vieille et la jeune,* la vivante et la presque morte, elles s'expliquent, elles s'engueulent (il n'y a pas d'autres mots), mais surtout elles s'aiment. Elles veulent les sauver, leurs bains-douches, leur vapeur *(steam)* qui va les envelopper d'un halo de lumière et de bonheur : ce qui est à la place du bonheur. Dans les *dernières images, ce n'est pas* sans rappeler le *Zéro de conduite* de Jean Vigo.

Ultime paradoxe de Joe Losey : toutes ces femmes sans un seul homme, lui qui n'a raconté que l'homme. Elles aussi ne parlent que de ça, ce sauvage dont son œuvre nous a montré toutes les facettes. C'est cet homme-là *qu'elles repoussent et qu'elles* désirent. Les Anna, les Elvire, les Zerline nous disent toutes l'*horreur de ce Don Juan qui pourtant* les fait jouir. Son dernier film est comme tous ses films : tendu jusqu'à l'inhumain. Derrière la vapeur, la banquise de ce monde sans pitié : l'homme délaissé affronté à ce Dieu qui n'existe pas puisqu'il se tait.

Des grands metteurs en scène que j'ai connus, Joe est celui qui m'a le plus demandé. A la fois père et fils, je devais, selon lui, le protéger et l'écouter. Il avait sans doute raison puisque, aujourd'hui encore, notre « Don Giovanni » *me nourrit de sa force* et de son rayonnement. Tous les trois, Joe, le film et moi (les films sont des personnes), nous avons fait le tour du monde, affrontant les lieux de tous les publics (qui nous aimaient) et de ceux, les autres, qui nous jugeaient. En Europe, c'est lui qui m'a soutenu, porté, encouragé. En Amérique, c'est moi qui l'ai réchauffé devant l'agression invraisemblable de la presse, la haine, trente ans *après Mc Carthy, encore intacte : « Are you still a communist ? »* (Etes-vous toujours communiste ?) lui a demandé une ravissante speakerine à la télévision de Los Angeles. Notre dernier voyage, nous savions tous les deux que c'était le dernier, nous l'avons fait sur le motoscaphe qui nous conduisait du Cipriani au *Lido pour la première de la Truite* au festival de Venise.

Quand Joe nous a rejoints à *bord, le marin qui lui tendait la* main l'a salué familièrement : *« Good night, mister Losey ».* C'était ce même Lucio qui, vingt ans plus tôt, les emmenait à l'aube sur le tournage d' *Eva,* Jeanne Moreau, Stanley Beker et lui. Dans les détails, parfois, le destin dit tout.

Ce dernier trajet était comme l'ultime convoi de cet exilé qui, chassé de l'Amérique, n'avait plus nulle part de patrie. Par cela, il rejoignait la cohorte de ceux qui, comme lui, n'avaient trouvé de maison où vivre, de Diaghilev à henry James, de Wagner à Stravinski, les artistes du monde « morts à Venise ».

« LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE », d'Hector Babenco

## L'audace des bons sentiments

Dans une prison sud-américaine, deux hommes confrontent leur manière de survivre et s'entraident. Molina se travestit pour mieux raconter à Valentin un mélodrame des années 40, où l'héroïne chante comme Zarah Leander, et succombe, elle, la Française, aux charmes d'un blond nazi. Valentin, détenu politique, rejette ces fadaises d'une idéologie douteuse, mais l'héroïne a les traits de la femme qu'il aime.

Babenco, avec ce film *dans* le film, s'autorise une dérision qu'il s'interdit dans la pièce close où Molina, l'homosexuel, enseigne la tendresse à Valentin, le révolutionnaire, et apprend de lui la dignité. Il est libéré, *le Baiser de la femme araignée* — encore une histoire de Molina à rêver debout — aide Valentin à souffrir seul, tandis que son compagnon affronte l'au-dehors. Le nouveau film de Babenco (*Pixote*), d'après Manuel Puig, commence brésilien et finit américain, coproduction oblige.

Molina a été mis dans la cellule de Valentin pour lui soutirer des renseignements que la torture n'a pas obtenus. L'audace des bons sentiments que respectent Babenco et ses acteurs (formidable William Hurt en Molina) suffira-t-elle à sauver Valentin de notre opprobre ? Réponse à partir du 5 juin : le film sort à cette date, et l'on s'en voudrait de galvauder le suspense d'une œuvre si généreuse.

CL. D.



*Quinzaine*

## Sourires à la japonaise

Pierre-Henri Deleau a déclaré ouverte la dix-septième édition *de la Quinzaine des réalisateurs,* plus gravement que d'habitude, puisque le Palais de la Croisette, *où la manifestation a trouvé sa* mesure, doit être détruit et remplacé par un hôtel. Se loger à Cannes est difficile pendant le Festival, mais quand même. Cette vieille salle toute couturée de souvenirs, où on s'entasse en désordre, est vraiment chaleureuse. Et si on regarde la liste des cinéastes passés par dix-sept Quinzaines, Bertolucci, Fassbinder, Godard, Schroeter, Rivette, Straub... Ils y sont tous.

Ce n'est pas seulement la salle qui est menacée, mais la manifestation, en rivalité avec un *«Un certain regard».* Pourtant, Pierre-Henri Deleau a dit qu'il lutterait et qu'il ne s'engageait pas dans une bataille perdue d'avance. Pierre Viot, président du Festival, l'a soutenu clairement. Jérôme Clément, directeur du Centre national de la cinématographie, peu bavard, ne s'est pas prononcé.

A suivi le film *Funérailles,* premier long métrage d'un acteur japonais, Juzo Itami. Il était là, accompagné de ses deux producteurs. Ils écoutaient immobiles, mains croisées sur le ventre, et, d'un même geste synchrone, les décroisaient pour s'incliner, bras en arrière. Attitude exotique qui collait parfaitement au propos du film : le décalage entre les rites du vieux Japon et les habitudes modernes, et, pour une fois, traité en comédie-vaudeville.

Le point de départ, est la mort brusque d'un vieux paillard. Son gendre doit conduire le deuil, cérémonial minutieux dont il n'a pas la moindre idée. Personne ne sait trop quoi faire, mais il y a des spécialistes pour guider, avec exemples à l'appui sur cassettes vidéos.

Nul ne songe à transgresser le code complexe de la politesse *funéraire, mais il ne correspond plus à rien.* La cérémonie devient un jeu d'enfance, une oc*casion de se rencontrer,* de manger et de boire, moments inattendus de gaîté, compliqués par l'arrivée inopportune de la maîtresse du gendre...

Juzo Itami juxtapose des situations convenues, mais avec une fraîcheur qui les renouvelle. Il laisse la plupart du temps sa caméra immobile. Il se contente de saisir des détails de compor*tement banal, et les déplace* juste assez pour les rendre insolites. En contraste avec le formalisme des rites, les personnages ne manifestent aucun *sentiment de circonstance. Ils ne sont pas cyniques,* plutôt dépourvus de toute hypocrisie. Après tout, ce vieux libidineux, personne ne le regrette. Seule sa veuve, à la fin, dans sa tristesse paisible, trouve les mots de l'émotion : *« Moi, encore vivante, à présent je suis heureuse, avec toi. »*

On commence à voir beau*coup de cinéma japonais,* à connaître autre chose que les œuvres prestigieuses. On dé*couvre là un humour dans la* veine de René Clair et d'Alec Guiness, inhabituel et plein de charme.

### La mort d'un ange

Tournant aussi autour de la mort, mais sans en rire, *Lieber Karl* est le premier film de Maria Knilli, douce glissade d'un adolescent hors d'une vie qu'il rejette. Il habite une banlieue pavillonnaire et propre. Ses parents se sacrifient pour qu'il suive des études de médecine, ils parlent peu, lui encore moins, il est anorexique. Sa mère s'angoisse, son père joue aux échecs. Karl s'est réfugié dans une passivité languide, un état de demi-éveil, d'attente indicible. Son corps vomit la vie, ses yeux transparents cherchent, appellent un geste, une chaleur qu'il trouve, une fois, dans les bras d'une fille rieuse et maternelle, mais qui ne comprend pas. Qui pourrait comprendre cette insondable vacance ?... Karl s'est enfermé dans un silence ouaté, que le moindre bruit, la plus légère parole déchirent douloureusement, sans parvenir à l'entamer.

*Lieber Karl* porte un véritable défi : quoi de moins spectaculaire que cette tranquille noyade d'un ange. Mais Maria Knilli, Autrichienne de vingt-six ans, qui travaille en Allemagne, maîtrise et son écriture, et les données techniques de son art. Les personnages ne ressemblent pas à des comédiens, les couleurs, le son — le son surtout, — la netteté livide des images, l'utilisation des paysages, tout est parfait, parfaitement à sa place, à son rythme. Le film coule comme les larmes silencieuses d'une tristesse sans cause, comme un souffle qui s'éteint durant le sommeil. Le visage translucide d'Ulrich Reinthaller (Karl), ses yeux immensément clairs, ses yeux d'eau et de ciel, immatériels, donnent le déclic d'émotion qui risquait de manquer à cette œuvre si fermement maîtrisée.

COLETTE GODARD.

# CULTURE

# SPECTACLES

## EXPOSITION

### A L'INSTITUT NÉERLANDAIS

# Le savoureux répertoire d'un graveur du Nord

L'Institut néerlandais de Paris a la courtoisie de présenter, au moins une fois l'an, une partie de son fonds extraordinaire de gravures et de dessins (fonds, on le sait, constitué par Fritz Lugt et régulièrement enrichi par Carlos van Hasselt). Cette petite exposition de printemps, qui coïncide avec la fête des tulipes, déploie une *centaine de pièces* d'un artiste trop peu connu, Jacques Gheyn l'Ancien (1565-1629), dont un album encore inédit est le clou de la manifestation : il s'agit de vingt-deux aquarelles figurant des insectes et des fleurs, parmi lesquelles justement une superbe « tulipe flambée ». Cet *album est*, semble-t-il, la réunion factice d'un vaste ensemble de planches botaniques destinées à l'empereur, au collectionneur fastueux, Rodolphe II de Prague. Un travail incroyablement appliqué d'aquarelliste était essentiel à ces recueils, dont raffolaient les cours, où les amateurs de curiosités étaient aussi des amateurs de jardins (on connaît des correspondances princières à *propos de bulbes et* de nouvelles espèces florales). Dans cette veine d'illustrations « scientifiques » à la mode, Jacques Gheyn semble avoir créé une sorte de modèle.

Sur cette ensemble de curiosités propres à *la Bohême de Rodolphe*, le patron d'Arcimboldo et de Goltzivs, on dispose maintenant de l'importante étude de Costa-Kaufmann (*l'Ecole de Prague*, édition Flammarion). Les travaux de Jacques Gheyn participent souvent des mêmes bizarreries qui charment et étonnent. Ainsi un dessin à la plume, traité en longues hachures, d'un gamin qui tient une tulipe apparaît auprès des silhouettes étranges de saules en têtard. Les notations d'animaux ont toujours ici un accent âpre et appuyé. J. Gheyn a dessiné – vers 1603, nous précise-t-on – des nus féminins qui ont pu être rapprochés de ceux de Dürer par leur caractère intense ; un des plus remarquables est précisément celui du fonds Lugt : une dame ou une servante, de profil, passe ou ôte une robe qui accentue l'ondulation des formes. Surtout Gheyn a été célèbre pour ses diableries, ses animaux répugnants hantant les cuisines de sorcières : ses crapauds maléfiques à la plume ne passent pas inaperçus. Tous ses paysages ont un aspect fantastique ; il y a *même* un dessin de roches, *dont* les replis forment des visages, qui a naturellement été donné à Arcimboldo avant d'être réattribué à Jacques.

Contemporain des Brueghel de la seconde génération, Gheyn a fait leur portrait et a montré, en bon Anversois, un savoir-faire appréciable dans les figures en médaillon que *tout notable se devait de posséder*. On en a ici une série d'exemples, une galerie d'hommes importants, qu'apprécieront les curieux d'histoire, grâce à un catalogue particulièrement copieux et précis.

On regardera avec plaisir un petit portrait gravé d'Henri IV tout en finesse, bien que dérivé de quelque modèle. Il y a un autre aspect conventionnel de cet œuvre : les gros livres illustrés, dont le *Maniement d'armes* (1607) dédié à Mavria de Nassau, qui rappelle l'âge héroïque des Pays-Bas et informe le curieux sur le mousquet et la pique. Un projet analogue pour la cavalerie n'aboutit pas : il en reste quelques planches intéressantes par la lourdeur des montures et des armures, fidèlement restituée par le dessinateur, Jacques de Gheyn pratiquait l'eau-forte ; dans une suite des *Sept Sages*, il a représenté, avec la volonté qu'assure cette technique, l'illustre Pittacos dans sa chambre studieuse, tenant en main un sablier ailé – symbole de l'emblématique morale.

Avec élégance, Carlos Van Hasselt a tenu à indiquer que cette exposition, composée *uniquement* à partir de la collection de son institut, n'est qu'une sorte de prélude à une manifestation plus complète qui se tiendra à Rotterdam et à Washington à la fin de l'année. Cette revalorisation de l'artiste, dont on aperçoit bien maintenant la variété d'intérêts, a *été rendue possible* par les travaux d'un savant néerlandais aujourd'hui disparu, van Regteren Altena, dont le savant catalogue a tiré parti, mais sans oublier de mentionner sa dette. Tout est en ordre.

ANDRÉ CHASTEL.

Jacques Gheyn l'ancien, gravures et dessins, Institut néerlandais, 121 rue de Lille (jusqu'au 16 juin).

## NOTES

### « Le Monologue d'Adramélech »

Dans l'espace vide, les mots de Valère Novarina s'emballent, se chevauchent, se décuplent. Ici, le verbe est plus important que l'image, le rythme essentiel. *Le Monologue d'Adramélech* est composé de phrases énergiques se présentant la tête en bas, marchant de droite à gauche et faisant entendre une musique qui réveille et bouscule tout en hypnotisant. C'est du langage en forme de génération spontanée. Naissance invraisemblable qui ne ressemble à rien.

Ce monologue est en fait un *dialogue interprété par* André Marcon qui commence par interpeller son créateur. Il est furieux. Puis il discourt avec un facteur, une femme... Une histoire de nulle part venue d'ailleurs *où les* noms, comme dans la Bible, tombent en avalanche, martelés, blessent sûrement leur auteur, mais font rire le public.

André Marcon, essoufflé, exaspéré, snob, désabusé, rigolard ou sentencieux, parcourt l'immensité de la scène dans un manteau gris. Admirable comédien, il dit ce texte dont par défaut d'inattention – une mouche, une ombre – il ne faut pas rater une miette : le reste se perd sinon dans un *délire* où l'on cherche désespérément ses pères et mères, et où, pour se raccrocher, on ne possède que de friables brindilles.

C.Ba.

★ Théâtre de la Bastille, 21 heures.

### « Délicate balance »

Cette pièce, d'Edward Albee, mise en scène par Serge Barigne, donne une idée de ce que peut être l'enfer quand il s'installe dans une maison. C'est un poids mort qui écrase la pièce. Lenteur des comédiens qui tranche avec la violence de leurs propos ; haine qui ne se traduit par aucun signe extérieur si ce n'est, accidentellement, un poing qui se ferme, un regard qui assassine.

L'horreur ici ouvre les cœurs et les force à cracher leur venin ; le cœur de tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ont quelque chose à se reprocher, celui des hypocrites, des ratés, des menteurs, des mal-aimés. Et le public joue le rôle désagréable du voyeur. Il entoure la scène et subit, comme une accusation, la tension à laquelle il assiste.

C. B.

★ Cité universitaire, 20 h 30.

### « Ubu roi » et Jean Vilar

Plusieurs lecteurs ont écrit pour rappeler que Jean Vilar avait présenté *Ubu roi* au Théâtre de Chaillot en mars 1958, avec Georges Wilson en Ubu et Rosy Varte en Mère Ubu, si bien que dans notre compte rendu de la mise en scène de cette pièce par Antoine Vitez (*le Monde* du 7 mai), l'expression « l'entrée d'Ubu roi à Chaillot » est impropre.

Ils ont raison, et nous leur en donnons acte. Cette impropriété, *évidente*, est le résultat d'une conduite volontaire, qui consiste à ne jamais écraser les nouveaux interprètes des pièces célèbres – constamment reprises – sous le *souvenir* des interprètes passés. Ce souvenir est en vérité lancinant, et, par exemple, il est impossible de ne pas revoir Jouvet en Arnolphe, Ludmilla Pitoëff en Nina, Fernand Ledoux en Dandin, Jean Marais en Néron, ainsi de suite, et Wilson en Ubu. Mais ces rappels, il vaut mieux les taire, dans les comptes rendus des nouvelles mises en scène, parce qu'ils gênent les nouveaux acteurs.

Ce qui n'empêche pas que l'expression « l'entrée d'Ubu roi à Chaillot » est, aujourd'hui, en effet inexacte.

M. C.

# théâtre

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

VOL DE NUIT : Théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30.

CHANT POUR UNE PLANÈTE : *Comédie de Paris* (281-00-11), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

### *Les salles subventionnées*

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : *L'imprésario de Smyrne.*

☞ *ODÉON* (325-70-32), 20 h 30 : Hugo, l'homme qui dérange ; Concert : 20 h 30 : Luben Yordanoff.

BEAUBOURG (277-12-33), Concert : IRCAM, 20 h 30 : Stockhausen-Immatériaux 3 (Traumformel, Obertippentanz, Der Kleine Harlekin, Aries, Kathinka's Gesang) ; Im. à 20 h 30 : Concert Pierre Boulez (Berio, H. Birtwistle, P. Boulez) ; Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : 16 h, Antony Burgess, de K. Scherdsteger, T. Filliard, 19 h, Jean Teule, alchimiste de l'image, de C. Boustani, P. Catherine, Marin Karmitz, éditeur de films à Paris : voir rubrique Festivals de cinéma ; Ciné-immatériaux : la Genèse des monstres, d'E. Wolf ; B. Henri ; la Petite Fille, de P. Auger ; Chimères de systèmes nerveux, de N.M. Le Douarin ; B. Henri ; Freaks, de T. Browning ; Cinéma hongrois : 20 h 30 : *Histoires du passé le plus récent*, de K. Makk.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) Concerts : 18 h 30 : J.P. Rampal/Sh. Kudo (Bach, Boehm, Mozart, Kulhau).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 45 : Nederlands dans Theater (Heart's labyrinth ; L'enfant et les sortilèges).

### *Les autres salles*

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

CINQ DIAMANTS (588-01-00), 21 h : Le Guetteur.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) *21 h* : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), 21 h : la Jalousie du barbouillé.

☞ ÉPICERIE (724-14-16), 18 h 30 : *l'Autocensure* ; 21 h 30 : *Comme un sens inverse.*

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Adam et Eve.

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30, sam., 17 h et 21 h : Triple mixte.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : les Contes de Chelm. II. 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; *21 h 45 : K. Valentin. Petite salle*, 21 h 30 : J. Florence.

☞ *LYS MONTPARNASSE* (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort ».

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

☞ THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : Vol de nuit-peau d'échappement.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.

### *Les cafés-théâtres*

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Des gratte-cul dans la crème fraîche ; 22 h 15 : Voilà Volat.

*POINT-VIRGULE* (278-67-03), *20 h 15* : Moi je craque, mes parents raquent ; *21 h 30 : Bonjour les clips* ; *22 h 30* : Napalm Academy.

### *Les chansonniers*

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

### *La danse*

☞ *THÉATRE 14* (545-49-77), *20 h 45* : Vol de nuit – Peau d'échappement.

### *Le music-hall*

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

☞ *CENTRE MANDAPA* (589-01-60), 20 h 30 : C. Zarcate.

MOGADOR (285-45-30), 20 h 45 : Wadih Al Safi.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h et 23 h : Los Pucci.

### *Les concerts*

Eglise de la Madeleine, 21 h : A. Courmont (Bach).

**Le Monde Informations Spectacles**
**281 26 20**
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
**Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club**

## *Lundi 13 mai*

☞ Salle Gaveau, 20 h 30 : F. Aguessy.

Cité Internationale, 20 h 30 : N. Desgranges, M. Beaucoudray (Bach).

Radio-France, *Auditorium 106*, 19 h : ensemble de l'Itinéraire, dir. : G. Reibel *(Boulez, Grisey)* ; *Auditorium 105*, 20 h 30 : musiques traditionnelles, polyphonies d'Europe.

☞ Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. : P. Boulez (Birtwistle, Boulez).

Lucernaire, 20 h : M.-Cl. Chevalier (Desportes, Charpentier, Ravel...).

Hôtel Saint-Aignan, 21 h : D. Kientzy, *D. Lustgarten* (Stockhausen).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. : Cl. Bardon (Beethoven, Mozart, Brahms).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45 : J. Verdin (Bach).

Ranelagh, 20 h 30 : E. Ludmer (Mozart, *Chopin, Schubert...*).

☞ Th. La Bruyère, 20 h 30 : Ensemble La Bruyère (Naoumoff).

*Galerie Peinture fraîche, 20 h 30* : Ensemble Vetera et Nova (Gounod, Duparc, Ravel...).

### *Jazz, pop, rock, folk*

☞ AMERICAN CENTER (335-21-50), 21 h : A. Braxton.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : B. de Kort.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Joue contre joue.

*MEMPHIS MELODY* (329-60-73), 22 h : A. Levy ; mardi Y. Chelala : *0 h 30 : J. Irvin.*

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger, R. Galeazzi.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Les Forbans.

☞ PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Middle Jazz Quintet.

*PETIT OPPORTUN* (236-01-36), 23 h : A. Hervé, M. Benita, P. Gritz.

SUNSET (261-46-60), 23 h : L. Antonio.

TROU NOIR (570-84-29), 21 h : Terra do Brasil.

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### *La Cinémathèque*

**CHAILLOT (704-24-24)**

Relâche.

**BEAUBOURG (278-35-57)**

*Classiques du cinéma mondial* : 15 h, Reaching the Moon, d'E. Goulding ; 17 h, Indiscret, de L. McCarey ; *19 h, Cent Jours* du cinéma espagnol : La Vida por Delante, de F.F. Gomez.

### *Les exclusivités*

ADIEU BLAIREAU (A.) : UGC *Opéra*, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; *UGC Biarritz*, 8e (562-20-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sué., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) : UGC *Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e* (562-20-40) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – *V.f.* : Rex, 2e (236-83-93).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA BALADE INOUBLIABLE (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Cinoches, *6e* (633-10-82).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, *5e* (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

*COUNTRY (les Moissons de la colère)* (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Capri, 2e (508-11-60) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; *UGC Danton, 6e* (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC *Biarritz, 8e* (562-20-40) ; *Français, 9e* (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; *Pathé Clichy, 18e* (522-46-01).

2010 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (563-16-16), v. f. : Français, 9e (770-33-88).

ELIJANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Gaumont *Halles, 1er (297-49-70) ; Paris, 8e* (359-53-99). – V.f. : Richelieu, 2e (233-*56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97)*.

EMMANUELLE IV (Fr.) (Int. moins de 18 ans) : George V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

FASTER PUSSYCAT KILL KILL (A.,** v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

## LES FILMS NOUVEAUX

DIVORCE A HOLLYWOOD, film *américain de Charles Shyer*, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

L'ENVOUTEMENT, film américain de Ted Kotcheff, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-*33-00) ; Calypso, 17e (380-30-11)*.

DÉTECTIVE, film français de Jean-*Luc Godard* : Gaumont *Halles, 1er* (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) : Rex, 2e (236-83-93) ; Quintette, 5e (633-79-38) : UGC Odéon, *6e* (225-10-30) ; *UGC Rotonde, 6e* (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) : *UGC Boulevards, 9e* (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) : UGC Gare de Lyon, 12e *(343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e* (336-23-44) : Gaumont Sud, 14e *(327-85-50) ; Montparnasse Pathé*, 14e (320-12-06) : Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) : *Gaumont* Convention, 15e (828-42-27) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; *Paramount Maillot*, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

# SPECTACLES

**GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES** (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

**GWEN, LE LIVRE DE SABLE** (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

**HEIMAT** (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

**L'HISTOIRE SANS FIN** (All., v.f.) : Boite à Films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16) ; Rialto, 19e (607-87-61).

**HORS LA LOI** (Fr.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

**JE VOUS SALUE MARIE** (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

**LE JEU DU FAUCON** (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82).

**JUSQU'A UN CERTAIN POINT** (Cubain, v.o) : Latina (H. sp.), 4e (278-47-86) ; Républic, 11e (805-51-33).

**KAOS, CONTES SICILIENS** (It., v.o.) : *14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).*

**LE KID DE LA PLAGE** (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

**LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT** (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e *(561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).*

**LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE** (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; *UGC Normandie, 8e (563-16-16)* ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; *Gambetta, 20e (636-10-96)* ; Tourelles, 20e (364-51-98).

**LOUISE L'INSOUMISE** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

**LA MAISON ET LE MONDE** (Ind., v.o.) : *UGC Opéra, 2e (574-93-50)* ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

**MARCHE A L'OMBRE** (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

**MARIA'S LOVERS** (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

**MATA-HARI** (A., v.f.) (*) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

**MICKI ET MAUD** (A., v.o.) : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

**MOJADO POWER** (Mex., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia, 5e (326-84-65) ; Denfert, 14e (321-41-01).

**MONSIEUR DE POURCEAUGNAC** (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

**LES NUITS DE LA PLEINE LUNE** (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

**LA NUIT PORTE JARRETELLES** (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

**O AMULETO DE OGUM** (Brés., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

**ONDE DE CHOC** (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

**LE PACTOLE** (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (354-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

**PARIS, TEXAS** (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

**PARTIR, REVENIR** (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR** (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

**PETER LE CHAT** (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

**LES PLAISIRS INTERDITS** (It.) (**) : v.o., Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; *v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40)* ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Images, 18e (522-47-94).

**PÉRIL EN LA DEMEURE** (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

**POULET AU VINAIGRE** (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; *14 Juillet Beaugrenelle, 15e* (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75).

**LES RIPOUX** (Fr.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; *Ranelagh, 16e (288-64-44).*

**LA ROUTE DES INDES** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e *(357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04)* ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

**LES SAISONS DU CŒUR** (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

**SAUVAGE ET BEAU** (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

**SHOAH** (Fr.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Olympic, 14e (544-43-14).

**SOLDIER'S STORY** (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**SOS FANTOMES** (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**LES SPÉCIALISTES** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Miramar, 14e (320-89-52).

**SOLLERS/GODARD, L'ENTRETIEN** (Fr.) Latina, 9e (278-47-86) ; Studio 43, 9e (278-47-86).

**STALINE** (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

**STAR WAR, LA SAGA** (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

**STRANGER THAN PARADISE** (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Rialto, 19e (607-87-61).

**SUBWAY** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, *14e (320-89-52)* ; Parnassiens, *14e* (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

**TERMINATOR** (A., v.o.) : Forum, 1er (297-52-37) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-51) ; Para*mount Galaxie, 13e (580-18-03)* ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

***LE THÉ A LA MENTHE*** (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

**LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE** (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, *5e (634-25-52) ; UGC* Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

**THE BOSTONIANS** (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14e *(320-12-06).*

**UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE** (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

**UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE** (Franco-canadien) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

**VIDAS** (Portugais, v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

**VOYAGE A CYTHÈRE** (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).











# RADIO-TÉLÉVISION

## Lundi 13 mai

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1




**20 h 35 Cinéma : Peur sur la ville.**
Film français d'H. Verneuil (1974), avec J.-P. Belmondo, C. Denner, A.-M. Merli, R. Varte, H.-J. Huet, L. Massari.
*Un flic cabochard règle ses comptes avec un truand et poursuit un criminel sexuel qui s'attaque aux femmes dont la moralité lui paraît douteuse. Cinéma policier « à l'américaine » par la mise en scène de l'action, la montée du suspense, et l'interprétation de Belmondo.*

**22 h 40 Etoiles et toiles.**
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando, en direct de Cannes.
*Avec des extraits de nombreux films, notamment « Birdy », d'Alan Parker, les derniers films de Michina, Godard et Youssef Chahine.*

**23 h 40 Journal.**

**23 h 50 Nuit des espoirs de Cannes.**
*En association avec le journal « le Monde ». Avec des films réalisés par d'anciens élèves de l'IDHEC et des scénarios présentés par de jeunes créateurs.*

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Robe mauve de Valentine.**
De F. Sagan, réal. P. Bureau. Avec M. Meril, S. Flon, S. Freiss, D. Gélin...
*Imbroglios et rebondissements jalonnent cette comédie qui se veut « marivaudage moderne ». L'intrigue faisait, sans doute à l'époque, écho à une réalité qui, de nos jours, apparaît bien dépassée.*



**22 h 30 Magazine : Plaisir du théâtre.**
De P. Laville, réal. G. Paumier. Avec Jane Birkin.

**23 h 30 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 35 Cinéma (Cycle Bions français) : La Jument verte**
Film français de C. Autant-Lara (1959), avec Bourvil, S. Milo, F. Blanche, Y. Robert, V. Lagrange (Rediff.).
*Au cours des années 1880, deux familles de paysans sont dressées l'une contre l'autre à cause d'une affaire remontant à la guerre de 1870. Une farce gaillarde et paillarde, d'après le roman de Marcel Aymé. Le réalisme satirique d'Autant-Lara bien servi par Bourvil et ses partenaires.*

**22 h 5 Journal.**

**22 h 35 Thalassa à Cannes.**

**23 h 25 Série : les Producteurs.**
Réal. J. Meny.
*Portrait de Jacques-Eric Strauss.*

**23 h 55 Prélude à la nuit.**
Interprétée par B. Vodenitcharov au piano.

### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Première séance (Woody Woodpecker ; à 17 h 20 : Compartiment tueur, film de Costa-Gavras) ; 18 h 50, Atout PIC : Yves Ballu ; 19 h, Feuilleton : l'Homme du Picardie ; 19 h 15, Informations.

### CANAL PLUS

20 h 30, Mesdames, messieurs... Bonsoir !, film de L. Comencini ; 22 h 10, Boxe ; 23 h 20, Tennis ; 1 h 10, Georgia, film d'A. Penn.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Avez-vous lu Victor Hugo ? Choix de textes, par M. Butor.
21 h 30 *Latitudes*, polyphonies paysannes d'Europe.
22 h 30 Nuits magnétiques : Festival de Cannes.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : œuvres de Mazzochi, Marenzio, d'India, Monteverdi, Wilbye, Ravencroft, Weelkes, Jeffries, Vautor, Lauwes, Ward par l'ensemble « The Consort of Music », dir. A. Rooley, sol. E. Kirby, E. Tubb, sopranos, M. Nichols, alto, J. Conwell, A. King, ténors, R. Wistreich, basse, A. Rooley, guitare.
22 h *Les soirées de France-Musique* : concert GRM (Denis Levaillant, Daniel Teruggi) ; à 23 h 5 Le musicien de minuit : Petrika Ionesco.

## Mardi 14 mai

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**11 h 15 ANTIOPE 1.**
**11 h 45 La Une chez vous.**
**12 h Feuilleton : les Enquêteurs associés.**
**12 h 30 La bouteille à la mer.**
**13 h Journal.**
**13 h 45 A pleine vie.**
**17 h 30 La chance aux chansons.**
**18 h Le village dans les nuages.**
**18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.**
**18 h 30 Série : Cœur de diamant.**
**19 h 10 Jeu : Anagram.**
**19 h 40 Expression directe.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).**
**20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Commissaire Moulin.**
De Paul Andreota, réal. C. Grimberg. Avec Y. Rénier, G. Montagnier, M. Auclair. (Rediff.)
*Le courageux commissaire Moulin sur les traces de Nicolas Crescenti, dit « le Tordu », considéré comme l'ennemi n° 1.*

**22 h 5 Contre enquête.**
Magazine des faits divers d'Anne Hoang.

**23 h 5 Documentaire : Un violon pour l'été.**
Réal. S. Halsdorf. Avec Ivry Gitlis.
*Une vingtaine d'élèves présentent un morceau choisi de violon au grand artiste Ivry Gitlis. Ce fou de musique privilégie une méthode tout à fait personnelle.*

**0 h 5 Journal.**
**0 h 15 C'est à Cannes.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**6 h 45 Télématin.**
**10 h 30 ANTIOPE.**
**12 h Journal et météo.**
**12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.**
**12 h 45 Journal.**
**13 h 30 Feuilleton : Bergeval et fils.**
**13 h 45 Aujourd'hui la vie.**
**14 h 50 Série : Drôles de dames.**
**15 h 40 Reprise : Le grand raid.**
**16 h 35 Le journal d'un siècle,** de L. Bériot.
*Edition 1912 : la bande à Bonnot ; le Naufrage du* Titanic.

**17 h 30 Feuilleton : Une femme reste une femme.**
**17 h 45 Récré A 2.**
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.**
**19 h 15 Emissions régionales.**
**19 h 40 Le théâtre de Bouvard.**
**20 h Journal.**
**20 h 40 Cinéma : Coup de foudre.**
Film français de D. Kurys (1982), avec Miou-Miou, I. Huppert, G. Marchand, J.-P. Bacri, P. Bauchau.
*Au début des années 50, à Lyon, l'amitié de deux jeunes femmes que la guerre avait contraintes à des mariages de circonstance. Ensemble, elles recherchent leur émancipation. Ce film tendre, émouvant, est une réussite d'étude psychologique et sociale.*

**22 h 35 Mardi cinéma.**
*Un « spécial » direct du Festival de Cannes, par Pierre Tchernia et Jacques Rouland.*

**23 h 35 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**17 h Télévision régionale.**
**19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.**
**20 h 5 Les jeux.**
**20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).**
**20 h 35 Cinéma : Julia.**
Film américain de F. Zinnemann (1977), avec J. Fonda, V. Redgrave, J. Robards, M. Schell, H. Holbrook, M. Streep.
*Comment en 1937, Lillian Hellman, intellectuelle juive américaine, découvrit la réalité de l'Allemagne nazie en apportant, à Berlin, de l'argent à une amie de jeunesse engagée dans la lutte clandestine. Film dramatique exprimant le cheminement moral d'une conscience. Deux femmes dans l'histoire de l'Europe, deux actrices exceptionnelles pour des personnages vrais.*

**22 h 30 Journal.**
**23 h Série : les Producteurs.**
De J. Meny.
*Portrait de Mag Bodard.*

**23 h 30 Prélude à la nuit.**

### CANAL PLUS

14 h, l'Affrontement, film de P. Newman ; 15 h 40, Neige, film de J. Berto et J.-H. Roger ; 18 h, Jeu : 4 C+ ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, les Trois Jours du condor, film de S. Pollack ; 22 h 25, Football : Laval-Bordeaux ; 0 h 20, Tir groupé, film de J.-C. Messiaen ; 1 h 45, Paco l'infaillible, film de D. Haudepin.

### FRANCE-CULTURE

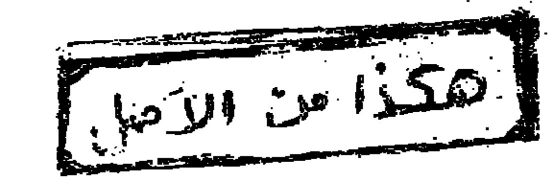
12 h, Panorama : en direct de Cannes ; 13 h 40, Instantané : magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « les Renégats », de Jan de Hartog ; 14 h 30, « Les repas du vent », de Gilbert Leautier (rediff.) ; 15 h 30, Les mardis du théâtre : spécial centenaire de la naissance de Charles Dullin ; 17 h 10, Le pays d'ici, à Bayonne ; 18 h, Subjectif : Agora (Thérèse Clerc) ; à 18 h 35, Tire ta langue... ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Mozart.
20 h 30 Pour ainsi dire : les poètes à l'étranger.
21 h Entretiens avec... Raoul Ubac.
21 h 30 Diagonales, actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : Festival de Cannes.

### FRANCE-MUSIQUE

12 h 30, Concert : œuvres de Albrecht, Krenek, Gilles, Bach par le Collegium musicum de l'université de Heidelberg ; 14 h 2, Repères contemporains ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, *Les après-midi de France-Musique* : Organistes français « la génération du renouveau » ; à 16 h 30, la musique soviétique des années 20 à 80 ; 18 h 2, Acousmathèque ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : Germaine Cernay, mezzo-soprano chante des airs de Massenet, Lalo, Saint-Saëns... ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.
20 h 30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : variations sur un thème de Haydn de Brahms, Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur de Beethoven, Variations et fugue sur un thème de Mozart de Reger par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. V. Afanassiev, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5, Jazz-Club (en direct du New-Morning).





مكبرة من الأصل



| | La ligne* | La ligne TTC |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 104,00 | 123,34 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | 36,76 |
| IMMOBILIER | 69,00 | 81,83 |
| AUTOMOBILES | 69,00 | 81,83 |
| AGENDA | 69,00 | 81,83 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 204,00 | 241,94 |

# ANNONCES CLASSEES

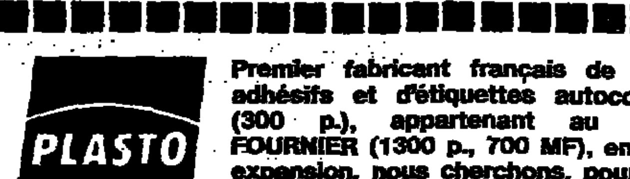
| ANNONCES ENCADRÉES | Le mm/col* | Le mm/TC |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 59,00 | 69,97 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 17,00 | 20,16 |
| IMMOBILIER | 45,00 | 53,37 |
| AUTOMOBILES | 45,00 | 53,37 |
| AGENDA | 45,00 | 53,37 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales




**Premier fabricant français de rubans adhésifs et d'étiquettes autocollantes (300 p.), appartenant au groupe FOURNIER (1300 p., 700 MF), en pleine expansion, nous cherchons, pour Dijon,**

## notre directeur d'usine

Dépendant du D.G., vous avez autorité sur l'ensemble du personnel de production (240 p.), êtes responsable de l'organisation et de la coordination des services connexes à la production (*ordonnancement, lancement, méthodes, entretien...*).

**Agé d'au moins 35 ans, vous avez une formation prouvée dans la mécanique (par ex. A.M.) complétée, si possible, de connaissances solides en chimie. *Vous avez déjà une expérience réussie de direction* d'usine (peut-être dans l'industrie du caoutchouc ou du papier carton). Vous avez le sens du commandement, du goût pour la création et l'innovation technologique et une bonne connaissance des techniques modernes de gestion. Venez nous aider à maintenir notre croissance.**

Notre consultante, Mme F. BOYON, ingénieur ENSAM, vous *remercie* de lui écrire sous (réf. 1056 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

LILLE

## Directeur marketing : un pro du tertiaire...




Ce Groupe du secteur tertiaire connait, depuis plusieurs années, un taux de développement enviable et a acquis une notoriété nationale indiscutable, grâce à son marketing de pointe.
La diversification de ses lignes de produit, leur commercialisation par un réseau d'agences *couvrant l'ensemble du territoire, imposent plus que jamais une approche opérationnelle et une* structure marketing par type de marche.
Pour sa Division « Grand Public », nous cherchons un Directeur du Marketing. Il va animer et coordonner une équipe de chefs de marché, en inter-action avec un reseau de prescripteurs partenaires et des Directions opérationnelles décentralisées.
*Responsable à part entière des objectifs, plans, budgets, c'est aussi un homme de communication (interne et externe) qui se porte* garant de la cohérence de la politique nationale de sa Division.
Ce poste s'adresse à un professionnel du Marketing opérationnel en milieu tertiaire : banques, assurances ou grandes sociétés de prestation de service (informatique, intérim, grands loueurs nationaux).
La maturité et l'expérience constituant les facteurs principaux de réussite, orientent cette recherche vers une personnalité de plus de 40 ans.
Alain SOMIA traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous ref. 1638 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

---

PARIS SUD OUEST

200 MKF
75 % VENTES EXPORT

**Dans le domaine des équipements pour l'armement, la marine et le spatial (asservissements de pointe : mécaniques, hydrauliques, électroniques)**
vous pouvez prendre le poste de

## Directeur commercial

occupé précédemment par votre futur patron avant sa *nomination comme* Directeur de l'une des divisions (170 collaborateurs) d'une société beaucoup plus importante en personnel.
Remplacez-le à la tête du service commercial (France et Export) en devenant son adjoint direct : votre action -celle d'un décideur- couvrira l'animation de 3 petites équipes déjà fortement motivées : projets, fonction technico-commerciale, administration des ventes.
C'est un challenge difficile car la **compétitivité est impitoyable sur ces marchés très techniques.** Il faudra donc vous battre et arracher des contrats rentables avec les yeux rivés sur la croissance du carnet de commandes, actuellement d'un montant de 200 MKF, dont 75 % à l'export.

Ce poste est pour vous si vous êtes **Ingénieur Grande Ecole** (mécanique et/ou électronique) ou équivalent et, si vous avez déjà dans une activité similaire, prouvé que vous étiez **un professionnel de haut niveau dans la vente de matériels de haute technologie.**
Français ou étranger, déjà frotté si possible à plusieurs cultures, vos compétences techniques et commerciales sont indiscutables. Bilingue franco-anglais, vous êtes naturellement *ambitieux mais vous* êtes bien décidé à mettre tout en œuvre durant 3 ou 4 ans pour faire progresser les ventes.
Très disponible, vous voyagerez assez souvent dans le monde entier, en particulier aux USA et en Extrême-Orient, sans négliger pour autant le marché national français.
Vous bénéficierez d'une rémunération réellement motivante.



Adressez votre CV avec photo, en précisant un *numéro de téléphone*, le niveau de salaire actuel et en rappelant la référence 220, à :
Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup.
Pour votre premier entretien, vous serez convoqué à Paris et bien entendu votre dossier sera traité confidentiellement.

Guy Postel

média-system

---

Groupe de 2 Entreprises industrielles
140 millions F - 270 personnes

**FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN**
**PRODUITS DE CONSOMMATION vendus à la Grde Distribution, au commerce traditionnel et à l'industrie, recrute**

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER
### Futur D.G. - 300.000 F (+)

**IL UNIFIERA LES SYSTÈMES EN PLACE ET SERA RESPONSABLE DE LA GESTION GÉNÉRALE (COMPTABLE, FINANCIÈRE et ADMI*NISTRATIVE) DES 2 SOCIÉTÉS. Basé en Région Parisienne Nord-Est,* avec présence hebdomadaire dans la Société de Province.**

**Expérience indispensable de D.A.F. dans une P.M.I. performante**

**Par ses compétences et sa personnalité affirmée d'organisateur et d'animateur VOCATION A DEVENIR DANS LES 2 ANS D.G. DU GROUPE**

**S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, *photo et rémunération) sous réf. 8240* à**

SC sélection conseil
*98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS*

---

## DIRECTEUR DU PERSONNEL

**Région Nord**
**Industrie Laitière**
**250 - 300 000 F.**

Un des premiers groupes laitiers français (C.A. 1,3 Milliard-Effectif 800 personnes), qui développe une gestion des ressources humaines *reposant sur une juste évaluation du personnel*, sur un effort constant de formation et sur une circulation cohérente de l'information, recherche *SON DIRECTEUR DU PERSONNEL. Il exercera ses* fonctions sur l'ensemble des effectifs du siège et des différentes unités de production. Il sera l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale pour tout ce qui concerne l'aspect humain et social de l'Entreprise et, à ce titre, il fera partie du Comité de Direction. Ses responsabilités seront administratives (gestion générale du personnel, recrutement, paie, politique de rémunération,...), légales (préparation et assistance aux réunions avec les partenaires sociaux), et humaines (participation à la définition de la politique sociale de l'Entreprise, mise en place d'une politique d'évaluation/formation, animation de la hiérarchie pour développer les cercles d'expression des salariés,...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure juridique, sciences humaines ou gestion, ayant acquis une expérience professionnelle similaire dans une autre entreprise ou à tout autre cadre de direction de personnel désireux de développer ses responsabilités.
Ecrire sous référence 771/M à :

**GRH conseils**
*3, avenue de Ségur* - 75007 Paris. Discrétion assurée.

AICOREM

---

cegos
INFORMATIQUE

**Unité d'une centaine de personnes, aux compétences riches et variées, dont les activités portent sur le Conseil, les Etudes et Réalisations, les Progiciels et la Formation.**
***Dans ce domaine, nous occupons une position de leader* : nous offrons en effet plus de 80 titres de stages, en informatique, micro-informatique, organisation et bureautique, micro-électronique, en Inter et Intra-entreprises.**

## Directeur de la formation

Avec une équipe d'animateurs *permanents* et de *consultants consacrant* une *part de* leur *temps* à la formation, vous avez la charge de développer cette activité qui connaît un fort taux de croissance et qui est en pleine mutation. Vos principales responsabilités portent sur : la qualité, le lancement de nouveaux stages, *la formation des animateurs*, le budget. Vous êtes également à l'écoute du *marché et menez des actions de* promotion dans le domaine de la formation intra-entreprise.
**Vous êtes un entrepreneur, connaissant parfaitement le milieu informatique et les activités de formation.**

Veuillez adresser votre dossier de candidature à M. B. BROISIN DOUTAZ, Directeur de CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE cedex.
Les consultants de Sélé-CEGOS INFORMATIQUE participeront au recrutement.

Contrechamp

---

GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
opérant au niveau international
*cherche pour sa filiale américaine (USA)*

## UN DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

AUX COTÉS DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN

Après avoir fait ses preuves sur le terrain en France, il sera responsable
- du développement commercial aux USA,
- de la coordination avec les sociétés européennes du groupe.

Formation : INGÉNIEUR CHIMISTE + MBA.
Large expérience industrielle indispensable.

Env. c.v. et prét. s/réf. 4 580 à *PIERRE LICHAU S.A.*, B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

---

Concessionnaire CATERPILLAR
*Afrique de l'Ouest*
recherche un

## DIRECTEUR PIÈCES DE RECHANGE

chargé de la gestion informatisée des stocks.
*Aura à encadrer et animer 60 personnes.*
35-45 ans.
Formation supérieure.
Expérience direction de service en milieu industriel ou TP.
Connaissance *pièces détachées appréciée.*
Anglais souhaité.
Expérience Afrique exigée, poste basé en Afrique de l'Ouest.

Adresser C.V., photo, rémunération actuelle sous réf. 155 à
**P.A Service 20, rue Margaux**
**33000 Bordeaux** qui transmettra

---

## HESNAULT S.A.

Transitaire de dimension *internationale* recherche pour sa filiale au Japon

## UN DIRECTEUR

Ayant une grande expérience du commerce international (transit, transport, négoce...), chargé de développer les activités sur la zone asiatique ; il *assumera l'ensemble des responsabilités* d'un centre de profit, tant au plan de la gestion que de l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Rémunération motivante.
*Avantages liés au poste.*

*Adresser C.V. et prétentions à :*
STÉ HESNAULT S.A.
*44, rue Pierre-Curie,*
Z.I. des Gâtines, 78370 Plaisir
sous réf. M.F./HJB.

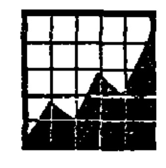
---

**Importante société dans le domaine de la mode**
cherche

## DIRECTEUR GÉNÉRAL

- *Age : 40-50 ans ;*
- Son rôle : Gestion, Administration, Direction du Personnel ;
- Connaissance de l'Anglais indispensable :
- Grandes Qualités exigées ;
- Lieu de l'activité : PARIS :
- Salaire important.

Ecrire à REGIE PRESSE sous n° 305.950 M
*7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.*



# DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



## GROUPEMENT CAISSES REGIONALES DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL REGION SUD-OUEST

recherche

## un directeur de filiale

**Toulouse - *300.000 F* +**

Il s'agit d'une société d'Ingénieurs-Conseils (10 personnes) travaillant principalement pour les Caisses Régionales du Groupement. Elle fournit des prestations d'études, d'assistance tech*nique et de coordination de projets communs. Le domaine d'activité comprend le marketing* bancaire (produits-clients), la communication (interne-externe), le personnel (recrutement-gestion), le conseil de direction.

Le directeur de cette filiale, placé sous l'autorité des Directeurs de Caisses Régionales du Groupement, participe à l'élaboration du plan de développement de l'entreprise, organise la réalisation des projets, anime les ingénieurs spécialistes qui les exécutent, et assure la gestion indépendante de la société.

Nous recherchons des candidats diplômés de l'Enseignement Supérieur et ayant acquis une expérience dans les sociétés d'ingénieurs conseils ou la banque. Une compétence éprouvée en *marketing* bancaire serait appréciée. L'aptitude au travail en groupe et à l'animation d'equipes pluridisciplinaires est nécessaire.

Ecrire avec CV sous réf. 104MA à : **ISC SA** - 28, Port Saint-Sauveur - 31000 TOULOUSE.

---

**SOCIETE DE NEGOCE DE BIENS D'EQUIPEMENT**
*(260 personnes - C.A. 210 millions dont 22% à l'exportation)*
**Filiale d'un Grand Groupe Multinational**
recherche pour son Siège (proche banlieue Ouest)

## *directeur financier, controller*

Assisté de 5 collaborateurs et d'une équipe d'environ 25 personnes, celui-ci traite la comptabilité générale et analytique de la Société et de ses Agences, le reporting, la trésorerie et les relations bancaires, les questions fiscales, les assurances, la politique de crédit et de contentieux, l'informatique, la gestion des stocks.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de 40 ans minimum, de formation supérieure **(DECS minimum)** complétée par un passage dans un cabinet d'Audit et/ou une expérience réussie de Direction Financière en P.M.E. Industrielle, connaissant les principes comptables anglo-saxons et l'Anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. **4824/MI** à :
**A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS**
*(qui transmettra)*

---

**VILLE DU BLANC-MESNIL**
*(Seine-St-Denis - 47.000 hab.)*
**RECRUTE**

## 1 DIRECTEUR DE SERV. ADMINISTR. OU ATTACHÉ (E) PRINCIPAL (E)

**Responsable de la Division des Services financiers**

Il sera notamment chargé :
- *d'élaborer les études financières (programmation financière, préparation budgétaire, contrôle et suivi du budget) ;*
- d'assurer la comptabilité financière (tenue des comptes, gestion des emprunts et des garanties d'emprunts).

Le candidat devra justifier :
- D'une formation supérieure de finances ou d'économie ;
- d'une connaissance de haut niveau dans la gestion des finances locales.

Env. candidature et C.V. à :
M. le maire,
Hôtel de ville,
place Gabriel-Péri,

93156 LE BLANC-MESNIL

---

## *Secrétaire général*

Importante société française à taille humaine, très performante dans un **secteur industriel de technologie avancée**, recherche pour participer à son développement :

## Le bras droit du Président

Il remplacera dans un an l'actuel titulaire et assumera, sous l'**autorité directe du Président**, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise sur les plans :
- administratif et financier,
- de la direction du personnel,
- de l'informatique.

- Agé de 35 à 40 ans, de formation **grande école de gestion** *ou équivalent + DECS ou DESS, il aura en outre* de solides connaissances en **Droit des sociétés** et du **Travail, droit fiscal et assurances** et justifiera d'une bonne expérience de l'**informatique**. Anglais apprécié. Une expérience du poste serait un plus.
- **Ses atouts ?** Fort potentiel, rigueur du raisonnement. C'est un animateur, homme de contacts et de terrain, ayant une grande disponibilité.
- Remunération attractive et responsabilités motivan*tes à la hauteur de ses aptitudes.*

Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. + lettre manuscrite + prétentions), sous la référence 1120/M, à *G. Le Marcis - CAPFOR - 15, rue de la Paix -* 75002 PARIS.

**CAPFOR**

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA PA

---

## Directeur Administratif et Financier pouvant déboucher Directeur Général

Importante Société de Fabrication et de vente de constituants électriques et électroniques pour son siège social à Paris recherche :

Diplômé enseignement supérieur commercial ou ingénieur diplômé en électricité ou électronique :

- Anglais courant, si possible Allemand,
- références exigées,
- minimum 45 ans,
- rémunération 325.000 F

Adresser C.V. à Monsieur COLLEU au 3, rue du Gal Henrion Bertier - 92200 NEUILLY, qui transmettra.

---





## Crédit Maritime Mutuel Guadeloupe

recherche son

## Directeur

- Bonne expérience bancaire et comptable.
- Sens des contacts humains.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé et photo à **SOCIETE CENTRALE DE CREDIT MARITIME MUTUEL** - 21, rue des Trois Fontanot 92000 NANTERRE.

MEDIA PA

---

Cabinet de conseils juridiques
(250 personnes - Neuilly/Sablons)
recherche

## SECRETAIRE GENERAL

Responsable de la gestion, de l'organisation et du personnel.

Pour ce poste, une formation de haut niveau en gestion-organisation, plusieurs années d'expérience, le sens du contact et de l'innovation sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 8340 à B.E.O., 34, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

pmd

---

Important organisme de séjours *linguistiques implantant un centre* de français à Reims rech.

**LE DIRECTEUR**
de ce nouveau centre.

Nous demandons :
Formation supérieure, expérience enseignement du français/langue étrangère, anglais courant, connaissance région Reims souhaitée.

Ecr.-nous avec C.V. et photo :
EF VACANCES, Att. R. Binz,
9, rue Duphot, 75001 Paris.

---

**Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.**

---



# emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

*Brasseries Artois est un groupe* belge aux activités internationales, CA. 24 milliards de FB, 18 milliards de FB fonds propres, avec 9.000 personnes employées au niveau mondial.
Le CONTROLLER-GROUPE recherche un (m/v)

## FINANCIAL AUDITOR

qui:
☐ d'une part contrôle sur place les filiales et les *participations du Groupe, principalement en* France, en Italie et en Belgique;
☐ et d'autre part collabore, au siège à Louvain, à la consolidation du bilan sur le plan mondial.

Nous souhaitons:
☐ *un économiste universitaire;*
☐ avec quelques années d'expérience comme auditeur, soit comme conseiller en organisation, soit comme contrôleur budgétaire ou de gestion;
☐ habitué à se déplacer.

*Les postulants s'adresseront sous la* référence FAM à H. Weyns:
☐ par lettre: Brasseries Artois, Vaartstraat 94, B-3000 Leuven (Belgique);
☐ par téléphone: pendant les heures de bureau *au n° 19 32 16/24 74 02 (ligne directe).*
Interviews à Paris ou à Lille à nos frais.

**BRASSERIES ARTOIS**

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPLANTÉE A LAGOS (Nigéria)

recherche

## CHEF D'ATELIER

possédant :
- *Une bonne connaissance en fabrication chaudronnerie* et montage hydraulique.
- Expérience du commandement indispensable.
- Connaissance correcte de la langue anglaise.
- Salaire motivant et avantages liés à l'expatriation.
- Durée *minimum* du contrat 2 ans.
- Disponibilité du poste : immédiate.

*Adressez C.V. manuscrit et prétentions à RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS, sous n° 306.178 M.*

---

SOCIÉTÉ FRANÇAISE RECHERCHE POUR PETITE FILIALE (5 PERSONNES) A STAVANGERN (NORVÈGE)

## 1 MANAGER

DE NATIONALITÉ NORVÉGIENNE

Pour diriger et développer ses activités électronique, informatique, et représentation de matériel dans le domaine offshore et militaire.

Adresser C.V. à SYMINEX — BP 144.
13275 MARSEILLE CEDEX 9.

---

## Bureau d'études économiques

recherche disponibles sans délai pour AFRIQUE
poste 2 ans + suites probables

## DIPLOMES ÉTUDES SUPÉRIEURES

Planification, économie, statistiques

10 ans pratique majorité **AFRIQUE ET TIERS-MONDE**

200/250.000 F annuels + avantages expatriation

Envoyer C.V. et références sous n° 305934 à REGIE PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

---





**ESO-European Southern Observatory**

est une organisation européenne inter-gouvernementale établie par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.

*ESO recherche immédiatement un (m/f)*

## DESSINATEUR ou GRAPHISTE

### (Réf. ESD4-28)

**pour la Division Scientifique au siège de l'ESO, à Garching bei München, en République Fédérale d'Allemagne.**

**Formation:** CAP de dessinateur ou formation de graphiste.

**Expérience et connaissances:** quatre ans de dessin de graphiques. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

**Fonctions:** Il exécutera les schémas, *réalisera les illustrations pour les publications scientifiques et dessinera les couvertures* des rapports et des illustrations pour les publications de l'ESO.

**Rémunération:** elle dépendra de son expérience et de sa situation familiale. La rémunération mensuelle de base ne sera pas inférieure à DM 3.170. Et, en plus de ce salaire de base, viendront s'ajouter: ☐ une indemnité de non-résidence s'élevant à 9% du salaire de base pour les célibataires ou 12% du salaire de base pour les chefs de famille; ☐ une indemnité de chef de famille de DM 214; ☐ une indemnité de DM 234 par enfant à charge.

**Les candidatures doivent être transmises avant le 15 juin 1985, en spécifiant la référence du poste, au Service du Personnel, European Southern Observatory, *Karl-Schwarzschildstrasse 2, D-8046 Garching bei* München, République Fédérale d'Allemagne. Tél.: (89) 320.06.216-8.**

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des *Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est a priori exclue.*

---

# emplois régionaux

## Sucrerie Coopérative de Vic-sur-Aisne

1/4 heure de SOISSONS et de COMPIÈGNE — 120 personnes — C.A. 250 millions de F — *adhérente d'un des tout premiers groupes agro-alimentaires français*
(C.A. 4 milliards de F)
**CRÉE UNE GLUCOSERIE** (à partir d'amidon de blé) et recherche

## RESPONSABLE UNITÉ INDUSTRIELLE AGRO-ALIMENTAIRE

Relevant du Directeur Général, il participera au suivi de la construction, à la mise en place de cette unité hautement automatisée (avec calculateur de process) et sera responsable de son démarrage prévu début 1986.

Il recrutera, animera et contrôlera une équipe d'environ 20 personnes (au début) et sera chargé notamment : de la définition des produits et de la production en relation avec la Direction Commerciale du Groupe, de la recherche-développement, du laboratoire de contrôle, des *approvisionnements* et de la gestion des stocks, de l'administration des ventes et des expéditions.

Logement assuré.

Le candidat, 30 ans minimum, aura une formation d'Ingénieur et une expérience confirmée dans un poste analogue dans les industries biotechnologiques : agro-alimentaire (brasserie, malterie, levure, laiterie, etc.), chimie fine, pharmacie, etc.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous référence RUV70/M, en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL - **GROUPE EBC** - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.
Discrétion absolue et réponse rapide assurées à tous les candidats.



**emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer) **emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer)

## SEMA METRA CONSEIL

SEMA-METRA

recherche

**pour soutenir le développement de ses activités en stratégie et restructuration industrielle en France et au plan international**

### Consultants en stratégie dans le domaine des services
(réf. 1)

**Niveau :**
junior (2-5 ans d'expérience)
senior (5-8 ans d'expérience)

**Formation requise :** HEC, INSEAD
Ingénieur + MBA ou équivalent.

**Secteur :** Banques, assurances, distribution, commerce international.

### Consultants en productivité et analyse de valeur administrative
(réf. 2)

**Niveau :**
junior (2-5 ans d'expérience)
senior (5-8 ans d'expérience)

**Formation requise :** Grande Ecole Scientifique ou commerciale

**Secteur :** industries, services

### Manager en stratégie et restructuration industrielle
(réf. 3)

**Niveau :** forte expérience (10 ans) en matière de *redressement d'entreprises en difficulté et en stratégie industrielle.*

**Formation requise :** HEC, INSEAD
Ingénieur + MBA ou équivalent

**Secteur :** industries de transformation (mécanique/construction électrique...).

**La préférence sera donnée à des candidats(tes) maitrisant bien deux langues (anglais/espagnol ou allemand) les outils micro et ayant une grande mobilité géographique.**

*Une rémunération stimulante* **et de réelles perspectives de carrière seront offertes aux candidats retenus.**

Adresser CV + photographie récente en précisant la référence choisie à
***SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris***

## SEMA METRA CONSEIL

SEMA-METRA

recherche

**pour ses activités internationales**

### Experts comptables et financiers
(réf. 4)

**Niveau :** 5-8 ans d'expérience

**Formation requise :** Grande Ecole Commerciale + DECS ou Expertise Comptable.

**Secteur :** Développement rural/Energie/Infrastructure.

### Manager "études économiques"
(réf. 5)

**Niveau :** 10 ans d'expérience

**Formation requise :** Doctorat de Sciences Economiques, Grande Ecole Scientifique ou Commerciale.

**Secteurs :** Etudes
- *de développement régional*
- de factibilité de projets industriels et d'infrastructure
- sectorielles

### Consultants commerce international/promotion export
(réf. 6)

**Niveau :** 2-5 ans d'expérience

**Formation requise :** Grande Ecole d'Ingénieurs ou Commerciale

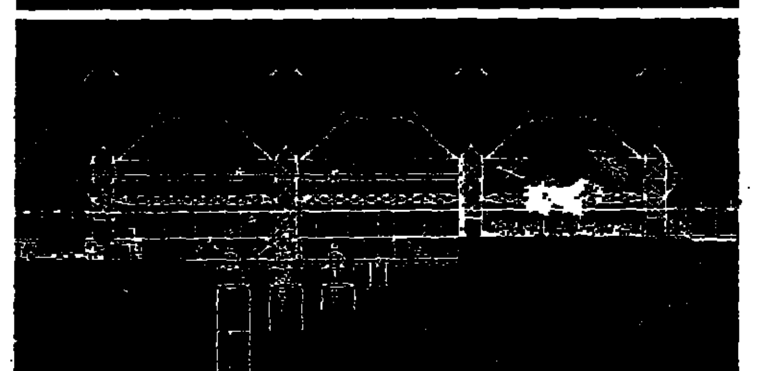
**Secteur :**
- *promotion industrielle*
- transfert de technologie
- *études de diversification export.*

**La préférence sera donnée à des candidats(tes) maitrisant bien deux langues (anglais/espagnol ou allemand), les outils micro et acceptant des séjours de longue durée à l'étranger.**

**Une rémunération stimulante et de réelles perspectives de carrières seront offertes aux candidats retenus.**

Adresser CV + photographie récente en précisant la référence choisie à
***SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris***

# RESEARCH MANAGER - FLUID PHYSICS



## c.£35,000

Schlumberger Cambridge Research was established in 1982 to initiate and conduct research on behalf of the Oilfield Drilling and Production Services Companies within Schlumberger, which is the world's leading service company to the oil industry with a turnover of $6.4B.

Located on the outskirts of Cambridge, the newly-established laboratory carries out both applied and funadmental research relevant to the Company's field activities. Centred on unique drilling test and flow facilities, capable of simulating full-scale drilling and multi-phase flows in deep-hole oil and gas well conditions, the laboratory amenities and resources provided in support of each research programme are impressive.

Since the oil industry requires complex fluids in its drilling, cementing and reservoir stimulation activities, one area of expanding research involves the investigation of various additives which are employed to control the engineering properties of these fluids (rheology, filtration characteristics, reactivity) which include particulate solids suspensions, emulsions, polymer solutions, acids and foams.

Schlumberger Cambridge Research is already heavily involved in research on the phenomenological description of the various processes in which those fluids are employed, and now wishes to establish a new Research Department, the charter of which is to relate the phenomenological properties of those fluids to the physical chemistry of their constituents via statistical physics. Hence, we are now inviting applications from outstanding Scientists, who are already established in physico-chemical hydrodynamics or a related field, to head this new department.

Schlumberger Cambridge Research offers to the right individual a high level scientific environment, outstanding facilities and an opportunity to pursue scientific interests in a frontier field, together with overseas career development prospects in other Schlumberger Laboratories.

An attractive remuneration package will be negotiated, according to experience, to include generous expenses for re-location to Cambridge.

Please forward your CV to:
The Director of Research,
P O Box 153,
Cambridge CB3 OHG, UK.
Please quote Ref: FLP/1/LM

**Schlumberger**

SCHLUMBERGER CAMBRIDGE RESEARCH



**emplois régionaux**

## IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

RECRUTE

POUR SES AGENCES DE

**Lyon, Montpellier, Toulon**

## DES CONSEILLERS DE CLIENTÈLE PRIVÉE

- VOUS avez un bon niveau de culture générale (Bac + 2).
- VOUS avez le goût du contact et une expérience commerciale même courte.
- VOUS êtes jeune et dynamique.
- *VOUS recherchez un poste à responsabilité dans une entreprise en expansion.*

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à :
*REGIE-PRESSE*, sous nº 305.297 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

## Ingénieur Arts et Métiers

**MAINTENANCE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS**

*IMPORTANTE ENTREPRISE NORD-OUEST DE* LA FRANCE recherche un INGENIEUR A & M, *débutant ou quelques années* d'expérience dans activité maintenance d'ensembles industriels.

Cet ingénieur :
- animera une équipe de **4 Cadres Techniques, 15 AM, 100 ouvriers tous corps de métier,**
- établira marchés de travaux et devis,
- participera aux **Etudes Travaux Neufs** (engins de manutention),
- sera associé au développement de l'activité **ingéniérie.**

**REMUNERATION MOTIVANTE ET PERSPECTIVES DE CARRIERE REELLES.**

Premiers contacts prévus à Paris en mai.

*Adressez C.V. détaillé et prétentions* sous réf. 3202-M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.**

## 2 CHARGÉS DE MISSION COMMERCIAUX

Pour des petites structures agro-alimentaires.

De montagne, vous assurez :
- L'implantation commerciale de produits de qualité ;
- L'organisation, l'animation et la gestion de stands à certaines manifestations ;
- Agé (e) de 25 à 35 ans, de formation et expérience adaptées, vous avez du tonus et êtes motivé (e) par une mission difficile exigeant des déplacements fréquents. (Voiture nécessaire).

Base : poste 1 TOULOUSE
Poste 2 PYRÉNÉES BÉARNAISES

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo à :
M.A.A.P.
4, av. de la Gare, 31120 Portet-sur-Garonne.

*Une carrière à grande vitesse, c'est encore possible au Crédit Agricole.*

Une grande banque régionale (Franche-Comté) recherche :

## ANALYSTE FINANCIER

*Au sein du service crédit, il aura la charge de* l'instruction des dossiers prêts agricoles et d'une approche plus approfondie des besoins de financement de l'Agriculture. Réf. P1

## CHARGE D'ETUDES

Il participera à la mise en œuvre et au suivi des procédures d'application de la politique de crédit. Réf. P2

Ces postes conviendraient à des diplômés d'études supérieures, ayant le sens de l'analyse financière, le goût de la micro-informatique et de l'innovation.

Parce qu'ils devront évoluer très rapidement vers des fonctions à responsabilités, les candidats devront présenter **un fort profil commercial** et des aptitudes à l'encadrement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre conseil *J.-P. DORNIER, B.P. 2032,* 25000 BESANCON.

CONTESSE



CONSTRUCTEUR DE VÉHICULES SOUS-MARINS TÉLÉCOMMANDÉS et D'ENSEMBLES AUTOMATISÉS
recherche
pour son groupe d'Études de TOULON

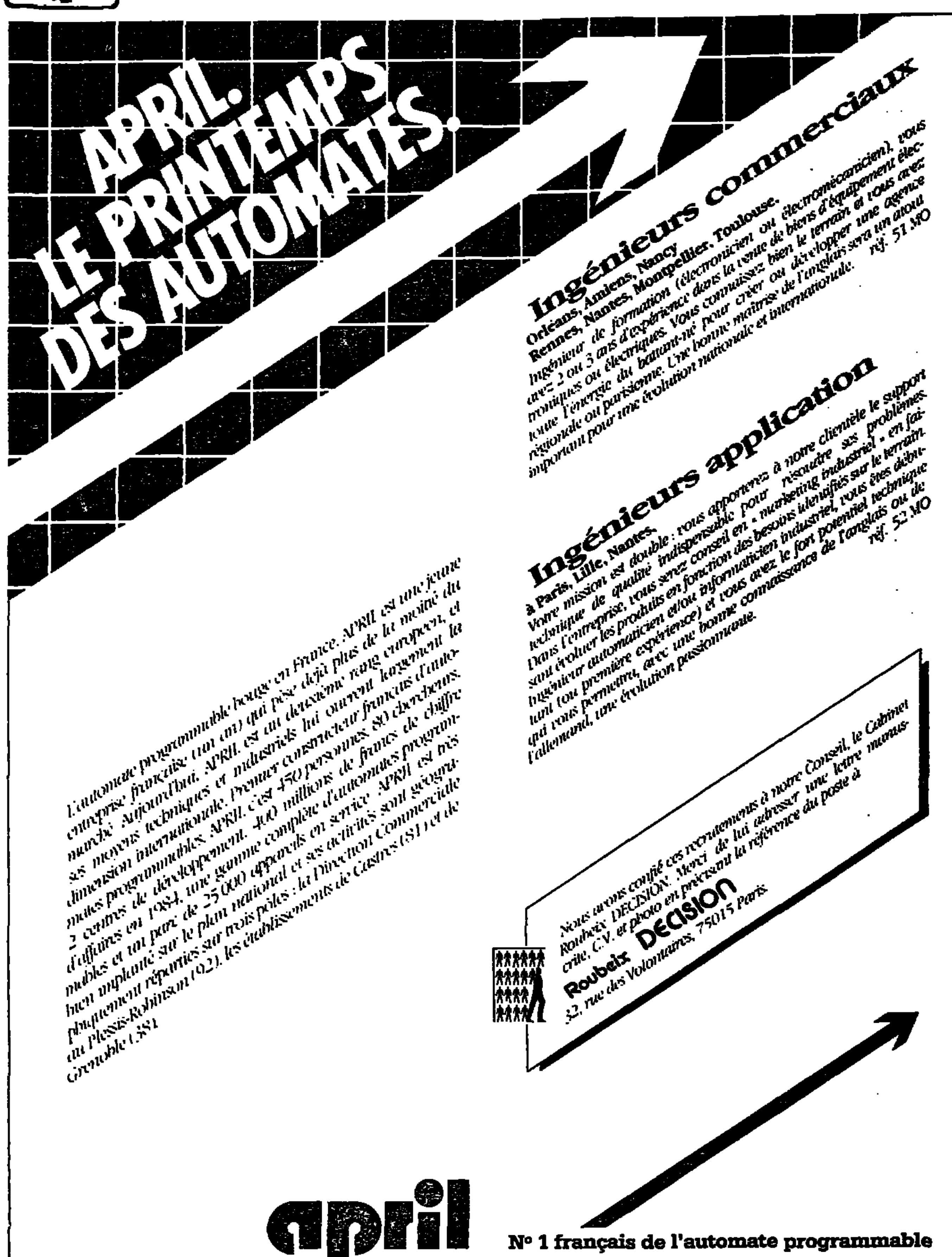
## UN INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

Expérience souhaitée dans la conduite de projets marine, aéronautique, offshore ou automatismes industriels.

Adresser C.V. à Société ECA - Z.I. TOULON EST
*83087 TOULON CEDEX.*



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




## responsable administratif

**Marseille** **Banque**

Ce groupe bancaire et financier, implanté nationalement, recherche pour sa Direction Régionale à Marseille son responsable administratif.

Rattaché au Directeur Régional, il aura pour mission d'assurer le contrôle de toutes les procédures internes. Il participera à la mise en place de nouveaux systèmes de traitement des opérations bancaires et financières. Il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de personnes.

Le candidat devra avoir impérativement une expérience d'inspection bancaire et/ou une expérience en agence importante d'une dizaine d'années. Avoir eu des responsabilités de commandement serait souhaitable, ainsi que de bonnes notions d'informatique. Rémunération en fonction de l'expérience.

*Ecrire avec C.V. et prétentions, sous la référence E007/M, à A. Coffin, Sema-Sélection* : 5, rue Saint-Hermentaire 13008 **MARSEILLE.**

MEMBRE DE SYNTEC

**sema selection** Paris Lille Lyon Marseille · Toulouse

---

*Génie Chimique et Génie Alimentaire*

*LILLE*

## INGENIEUR GRANDE ECOLE

Nous sommes une importante société réalisant des usines et ateliers « clé en mains » mondialement connue.
Nous recherchons pour notre CENTRE DE RECHERCHES un Ingénieur - 35/40 ans - pour animer et contrôler une équipe de développement composée d'ingénieurs et techniciens dans le domaine du Génie alimentaire et en particulier de la sucrerie.
*Vous aurez pour mission d'étudier et de mettre au point des* matériels et des procédés entrant dans le cadre des activités actuelles et futures dans le but d'obtenir les meilleures performances tant en coût matériel qu'en coût d'exploitation (en particulier rendement et consommation spécifique).
**Une expérience industrielle en génie alimentaire est indispensable.**
Ce poste nécessite des qualités de synthèse, une aptitude à traiter les problèmes théoriques et une ouverture intellectuelle sur toutes les techniques applicables en génie alimentaire

Merci d'envoyer votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 60691 à CONTESSE PUBLICITE
16, place du Général de Gaulle, 59800 LILLE, q.tr.

CONTESSE

---

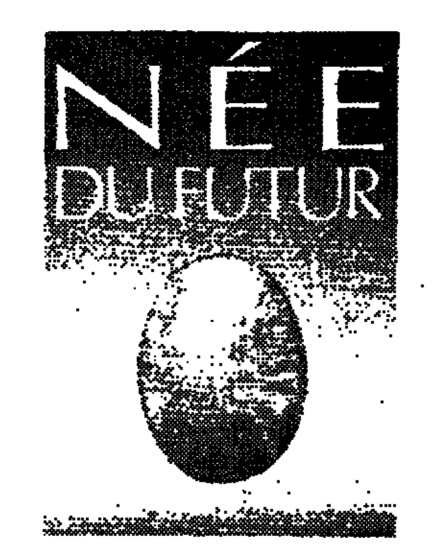
*Participez au developpement de l'innovation avec FRAMATOME, devenez le*

## RESPONSABLE ÉTUDES MÉTHODES DE NOTRE CENTRE D'ESSAIS NON DESTRUCTIFS.

Avec votre equipe de 5 Ingénieurs et 10 Techniciens, vous définirez et piloterez les programmes d'Etudes et de Recherche en END tant sur le plan technique que financier.
Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais.
Poste base à CHALON-SUR-SAÔNE.
Merci d'adresser votre dossier d'etude de candidature à FRAMATOME, departement Affaires Sociales Emploi – B.P. 13, 71380 SAINT-MARCEL.




INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE




HAVAS CONTACT

---

## analyste fonctionnel

### gestion informatisée (prévisions, budgets, analytique)

*Notre groupe (5 000 personnes, 2 milliards F de CA) se situe parmi les* **leaders français de l'électronique de pointe et de la mécanique de précision.**

**Notre direction financière recherche, pour l'intégrer au service informatique, un analyste fonctionnel rompu à la gestion d'entreprise. De formation supérieure, votre expérience (trois à six ans) vous aura mis en contact, dans l'idéal, avec la méthode Merise.**

**Nous vous proposerons de conseiller les utilisateurs dans la conception fonctionnelle des systèmes de conduite d'entreprise (gestion des prévisions, des budgets, comptabilité analytique d'exploitation), de participer aux choix d'organisation, de rédiger les analyses fonctionnelles, de réceptionner les applications informatiques résultantes et de participer à leur démarrage.**

**Ce poste est basé à notre siège à Valence**




**Envoyer votre dossier de candidature sous référence FONC/LM au responsable du recrutement, Crouzet S.A., direction du personnel 26027 Valence Cédex.**

---

## *Une opportunité de carrière... au centre de l'hexagone !*

Notre société, filiale du groupe **ELF AQUITAINE** est spécialisée dans la fabrication d'**appareils de mesure et régulation, de produits de comptage et automates de conduite de process.**
Situés au cœur de la France, nous recherchons pour notre Etablissement (400 personnes)

## 2 ingénieurs d'affaires
### position II

Diplômés INSA - AM ou équivalent, avec environ 5 ans d'expérience en Engineering, ils possèderont de bonnes connaissances en théorie du comptage industriel et en micro-informatique industrielle. Pour l'un de ces deux postes de bonnes notions de chimie fine, pharmacie et agro-alimentaire seraient appréciées.
Ils assisteront l'Ingénieur Commercial dans ses négociations avec la clientèle, la rédaction des devis, le planning de réalisation, son suivi financier et seront responsables du cahier des charges fonctionnel.

- Anglais courant.
- Déplacements ponctuels à prévoir en France et à l'Etranger.
- Bonne *rémunération pour des candidats de fort pontentiel.*

Merci d'adresser C V., photo et pretentions sous la référence 6257 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

---

Ouest France

## UN CHALLENGE AMBITIEUX POUR UN JEUNE CADRE COMPTABLE

Filiale d'un important groupe français, cette société, jeune et en pleine expansion (CA 850 millions de F), *recherche son responsable comptable, DAF dans 2 ans.*

Rattaché directement au PDG, c'est un OPERATIONNEL qui prend en charge l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, le suivi de la trésorerie et les relations bancaires, les prestations fiscales et juridiques.
Il est responsable d'une équipe de 5 personnes. Ses responsabilités couvriront rapidement l'organisation administrative et l'exploitation informatique.

Pour ce poste particulièrement évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (ESC + DECS) possédant une première expérience réussie de la fonction comptable.

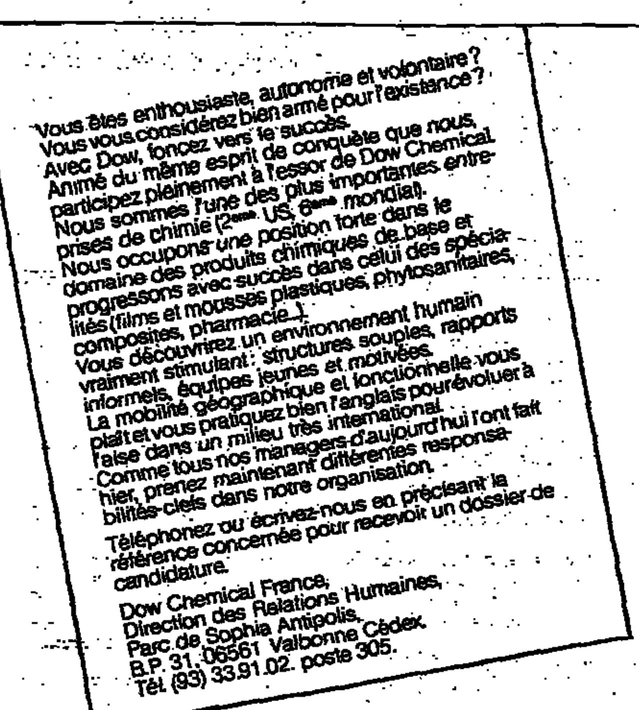
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. *M 21000*, à

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**
15 rue Charles Moncelet - 44000 Nantes.

média-system

**egor** PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




## FONCEZ DOW

**Finances Comptabilité**

**Diplômé d'une Grande Ecole** de commerce ou de gestion, vous avez si possible une première expérience en audit, comptabilité générale ou analytique.
*Sur notre site de Sophia-Antipolis, vous prenez la responsabilité d'une partie de l'une de nos sociétés en France, après une courte période de formation à nos systèmes.* Réf. M 101

**Achats**

**Acheteurs.** Vous avez 2 à 3 ans d'expérience des relations industrielles à haut niveau. Vous prendrez en charge les achats d'un groupe de produits sur l'un de nos 5 sites de production en France. Réf. M 102

**Informatique**

Avec nos outils IBM 4381 VM/DOS, bases de données, réseaux SNA, de nombreux développements et challenges vous attendent à SOPHIA-ANTIPOLIS.
Autant homme de dialogue que technicien, vous savez recueillir les informations, les structurer et les traduire en langage informatique ainsi que conseiller les utilisateurs.

**Chef de projet.** De formation Grande Ecole ou MIAGE, la *trentaine, vous avez une solide expérience de la conception et* de la mise en place de projets informatiques. Réf. M 103

**Ingénieur système VM/DOS.** 3 à 5 ans d'expérience. Réf. M 104

**Analystes-programmeurs.** De formation supérieure, débutant ou 1ère expérience. Réf. M 105

**Commercial**

**Ingénieurs commerciaux produits industriels.** Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous êtes débutant ou mieux, avez eu pendant 2 ou 3 ans des relations commerciales à haut niveau.
Vous prendrez rapidement des responsabilités directes en milieu industriel à Paris ou Lyon avant d'accéder à des fonctions de Directeur Régional, de Marketing International, Relations Humaines, Direction Financière. Réf. M 106

**Recherche et Développement**

**Ingénieurs Développement.** Au sein de notre groupe Recherche et Développement pour l'europe, basé aux Pays-Bas, vous participerez au développement de nos gammes de produits Styréniques, Oléfines, Uréthanes ou Latex en traduisant les besoins du marché en nouveaux produits.
Plus que votre formation d'origine, c'est votre expérience industrielle qui importe. Réf. M 107

---

**Promoteur Constructeur** — Lyon

## Responsable des réalisations

Logements individuels et collectifs : notre société a dans ce domaine 20 ans d'expérience sur le secteur lyonnais.
Nous maîtrisons l'ensemble des opérations, de la négociation des terrains à la conception des projets, de la construction à la vente. *Nos atouts : une structure souple (20 personnes) et un savoir-faire qui nous permet de mobiliser les professionnels les plus solides (architectes, BE, entreprises...).*
C'est à vous que nous confierons l'animation et la coordination de l'ensemble des opérations techniques de nos activités. Vous vous appuierez sur une équipe de collaborateurs qui eux-mêmes assument la responsabilité des projets en cours. *Votre préoccupation majeure : les coûts et, bien entendu, la qualité et les délais. C'est vous qui, à partir des budgets que vous avez préalablement définis, traitez avec les interlocuteurs extérieurs et les entreprises.*
Cette mission exige : ● d'excellentes qualités de négociateur ; ● une expérience confirmée de montage d'opérations d'investissement immobiliers et de management de projets.
Elle ne peut être confiée qu'à un professionnel de l'immobilier, ingénieur ESTP, ENTPE, INSA Génie Civil, ENSAIS... *Agé de 35 ans environ, il connaît parfaitement la région lyonnaise.*
Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature sous référence 911 M à notre Conseil. Michèle GOMEZ qui l'examinera en toute confidentialité.

**ALGOE** 9 bis route de Champagne — 69134 ECULLY.

MEMBRE DE SYNTEC — DESSEIN

---

**Alsace**

## Ingénieur Chimie ou Textile :
### La technique au service du commerce international

*ROLLIN - 350 pers - nous faisons partie du Groupe Chimique Américain GRACE (75000 pers dans le monde)* Implantés en Alsace, nous fabriquons des produits de haute technologie pour des marchés industriels diversifiés. Notre vocation fortement exportatrice (70% du CA) et le développement technique de nos produits nous permettent de maintenir un taux de croissance continu et une position de leader sur nos marchés.
Pour participer à la conception, la mise au point et le suivi en clientèle de produits nouveaux, résoudre les problèmes d'application, assister les ventes — en bref, pour assurer l'interface entre les besoins techniques des clients et le Marketing Développement de ROLLIN, nous recherchons un INGENIEUR
De formation textile ou chimie, c'est un homme maîtrisant bien les techniques de fabrication de l'industrie textile (il vient dans l'idéal du finissage textile) et très ouvert aux relations commerciales. De plus, sa mobilité pour les déplacements et sa connaissance de langues étrangères (allemand et anglais) le préparent à assurer pleinement une carrière internationale
Le poste est basé au siège de l'entreprise en Alsace
Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur dossier de candidature, en précisant rémunération actuelle sous réf 900 à notre Conseil. Carole de CHILLY l'examinera en toute confidentialité

**ALGOE** 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTEC — DESSEIN

---

## Ingénieurs qualité
**Bourgogne**

**Composants électroniques** - Cette société de 1.500 personnes, filiale d'un important groupe international, produit et commercialise une gamme de composants électroniques destinés aux professionnels et au grand public. Dans le cadre de son développement important, elle recherche deux ingénieurs qualité. Responsable de section méthodes qualité, le premier aura pour mission la mise en place et le suivi des procédures qualité et des cahiers des charges produits, la sensibilisation et la formation aux méthodes statistiques de la qualité, l'analyse des défauts et des coûts qualité, ainsi que la métrologie et la saisie informatique des données correspondantes. Responsable de section contrôle qualité, le second sera chargé de la mise en place du contrôle intégré sur les chaînes, de la saisie des données, de la mise en place des actions correctives et du suivi de leur mise en application. Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés, justifiant d'une première expérience significative dans des fonctions similaires acquise dans des secteurs de haute technologie. *La rémunération sera fonction de la formation* et de l'acquis professionnel des candidats retenus et de nature à intéresser des personnalités de valeur. *De réelles possibilités d'évolution existent au sein de la société et* du groupe. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant le poste choisi et la référence A 3884M.

**PA**

78, Bd du 11 Novembre - *69100* VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

*Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse*

MEMBRE DE SYNTEC

---

**Société de SERVICE secteur MARITIME**
*recherche son*

## cadre commercial *HF*

Sous la responsabilité du D.G., il sera chargé de la prospection et du suivi de la clientèle
Il supervisera l'équipe administrative et collaborera avec le Directeur d'exploitation, afin d'assurer le bon déroulement de toute opération commerciale
Ses qualités de GESTIONNAIRE, ANIMATEUR et NEGOCIATEUR, lui permettront d'évoluer vers un poste d'adjoint du D.G
Le candidat de formation supérieure commerciale *maîtrise la langue anglaise et possède une expérience de 5 ans mini dans la vente de service*
La connaissance du secteur maritime est un *atout*.
Rémunération motivante
Poste basé à **MARSEILLE.**
Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. 408 / 85 à

***IS CONSEIL** - 34, cours Gouffé*
*13286 MARSEILLE Cedex 6*

IS CONSEIL. ***PARIS - LYON - MARSEILLE***

---

Nous sommes une Filiale d'un Groupe français Leader Européen de sa spécialité
Pour participer à notre évolution technique, nous recherchons un

## ingénieur

**Production et Méthodes** — 230.000 F +

En prise directe avec le Directeur Général, vous êtes chargé de gérer les moyens de *production et de "sortir" le C.A. en qualité, coût et délais. En parallèle, il vous revient* la maintenance et l'optimisation d'un outil de plus en plus performant (machines *C.N.C., asservissements et automatismes)*
Ce poste requiert un Ingénieur A.M., voire équivalent, possédant 8 à 10 ans d'expé*rience en organisation et gestion d'ateliers (secteurs automobile, mobilier métalli*que, électro-ménager - faisant appel au travail de la tôle — des connaissances en *injection plastique seront appréciées)*
Votre sens aigu de la conduite des hommes, votre rigueur dans la poursuite des *objectifs, votre capacité d'innovation, votre attachement aux performances* sont autant de qualités personnelles que nous jugeons comme essentielles pour ce poste *de grande responsabilité*
**Nous sommes situés à la campagne à 2 heures de Paris, et 10 km de la mer.**
Notre conseil étudie confidentiellement votre candidature sous réf 37 AM et vous remercie de lui adresser votre dossier (lettre, C.V., *salaires, tél. pers.) à*



**Hervé Le Baut Consultants**
**11, rue la Boétie - 75008 PARIS**
**Tél. 265.38.39**

AFCOREM

---

## BANQUE DE DÉPÔTS

*(530 personnes) recherche sur*
*BORDEAUX*
*LA ROCHELLE*
*REIMS*
*TOURS*

## *Chargés de clientèle (classe IV-V)*

*pour assurer* le suivi et le développement d'une clientèle diversifiée (particuliers, associations, entreprises)
*Vous devez*
- être âgé d'environ 28 ans
- être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Maîtrise d'Eco., ITB...)
- justifier d'une expérience réussie de 3 ans dans un poste de même nature

vos résultats commerciaux vous assureront une évolution rapide au sein d'un réseau bancaire en plein développement
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf 3541 en précisant la ville choisie à MEDIA P.A. 9 bd des Italiens 75002 PARIS qui transmettra

MEDIA PA

---

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

## *innover chez un leader européen*

Nos produits : des biens d'équipements professionnels.
Votre responsabilité : développer l'utilisation des matériaux composites, faire évoluer les méthodes et les outils du B.E. (calcul de structure, etc...), observer ce qui se fait à l'extérieur.
Age de 30 ans environ, vous êtes ingénieur mécanicien. Le know-how que vous avez acquis dans une entreprise performante vous permettra de jouer un rôle de premier plan au sein du B.E. et de la société.
Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V., sous la référence 746.19, à notre Conseil

**ONOMA** Tour du Crédit Lyonnais 69431 LYON Cédex 3

---

Nous sommes une Filiale d'un Groupe français Leader européen de sa spécialité (équipements industriels et grand public). Pour assurer une meilleure gestion des Ventes et pour développer notre présence sur le marché européen, nous *recherchons un*

## responsable commercial 200.000 +

PARFAITEMENT TRILINGUE ANGLAIS-ALLEMAND

En prise directe avec le Directeur Général, votre fonction comporte 3 volets : ● *L'administration des ventes : réception, traitement et facturation des commandes,* règlements, statistiques (informatisation générale en cours) ● La communication *directe avec l'ensemble de la clientèle et l'information sur les produits* ● La présence effective sur le terrain pour soutenir notre structure commerciale et tout particulièrement à *l'Export*
Il s'agit d'un poste d'avenir aux fonctions diversifiées et doté de larges responsabilités. *Il requiert une formation supérieure du type ESC (si possible* **EAP**), une expérience commerciale des produits industriels, des qualités d'organisateur et de gestionnaire rigoureux. Vendeur de tempérament, vous êtes passionné par tout ce qui peut contribuer au développement des Ventes et des résultats de l'Entreprise.
Poste basé à 2 heures de Paris et à 10 km de la mer
Adressez votre dossier sous la référence 37 BM à notre Conseil qui vous en remercie et vous garantit une discrétion absolue



**Hervé Le Baut Consultants**
**11, rue la Boétie - 75008 PARIS**
**Tél. 265.38.39**

AFCOREM



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## IBM France

**Pour son Département de Propriété Industrielle situé à LA GAUDE, près de Nice**
recherche

## UN JEUNE INGENIEUR X, ECP, Mines, ENST, ESE

**débutant ou ayant une courte expérience.**

Ce poste nécessite une bonne connaissance de la langue anglaise, et une connaissance de la langue allemande technique. Il implique 5 à 6 ans de formation en vue de la préparation des examens du diplôme en Brevets d'Invention et de mandataire agréé près l'Office des Brevets Européens.

Des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger sont à envisager.

Envoyer candidature détaillée à
G. HOMMERY, Département Propriété Industrielle - IBM France - 06610 LA GAUDE.

MABH

## Attaché Commercial

**Attaquons ensemble un nouveau marché**

Nous sommes une jeune Société, filiale d'un Grand Groupe leader sur le *marché des produits alimentaires dans le circuit traditionnel*. Notre objectif étant aujourd'hui de nous implanter auprès de la Grande Distribution, nous recherchons un **ATTACHE COMMERCIAL EST/SUD EST.**

**Mission :**
Intégré au sein de l'équipe que nous constituons en étroite collaboration avec la Direction de la Société, vous participez à la définition et à l'application de notre politique commerciale.
Vous êtes responsable de la gestion de votre secteur et du développement de nos ventes auprès des Hypers et Supermarchés.

**Profil :**
Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation BAC + 2 avec une expérience minimum de 2 ans dans une fonction similaire
La connaissance du réseau de grande distribution serait appréciée.
Une grande disponibilité, des qualités de dynamisme, d'initiatives et d'autonomie permettront à nos Attachés Commerciaux d'évoluer vers des fonctions de Chef de Zone.
Résidence souhaitée (Lyon et environs).
Merci d'adresser, C.V., sous la référence 4/85 F M à notre Conseil Sieglinde BOCH, Centi Profile, 128 rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile
Conseil en Recrutement

## ITT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS DIVISION INSTRUMENTS METRIX

recherche

### INGENIEURS CONFIRMES

Pour soutenir un programme de développement de haute technologie d'ambition mondiale, le Directeur des Recherches et Développements souhaite engager quelques collaborateurs professionnels :

- **un spécialiste «software»** pour définir la structure des logiciels entrant en jeu dans des systèmes de mesure micro-informatisés et en superviser le developpement,
- **un spécialiste de l'électronique** analogique très bas niveau, familier des domaines du microvolt et du nano-ampère,
- **un spécialiste de la conception** de circuits VLSI analogiques et digitaux en technologie CMOS.

Ces postes à fort potentiel offrent à leurs titulaires de larges perspectives d'évolution dans un secteur en expansion rapide.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à Michel CARRIER (discrétion absolue assurée) - ITT Composants et Instruments - Division Instruments METRIX - B.P. 30 - 74010 ANNECY Cedex.

CONTESSE

## Ingénieurs informaticiens

### DEBUTANTS

Une très importante entreprise du secteur tertiaire, basée dans le **Sud de la France** (proche ville universitaire) recherche 3 ingénieurs informaticiens pour assurer le développement d'applications nouvelles sur ordinateurs IBM de haut de gamme.
La haute technicité du secteur informatique de cette entreprise est un atout majeur dans la formation et le potentiel d'évolution des candidats (qui devront être libérés des obligations militaires).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 6392 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001-PARIS, qui transmettra.

CONTESSE

Société d'autoroute A.P.E.L.
recherche, pour sa Direction (Reims - 51), son cadre

## RESPONSABLE DU SERVICE PEAGE *H/F*

**Par ses qualités relationnelles, il assurera l'encadrement de l'activité péage qui regroupe 200 agents, ainsi que les contacts avec les organismes exterieurs.**
Il sera charge de l'optimisation du système informatique et du développement de nouvelles applications pour la gestion du péage.
Ce poste s'adresse à un ingenieur de plus de 30 ans maîtrisant la gestion et l'informatique. Des connaissances en électronique seraient un plus.
Rémunération 200 000 F et + annuels.
Voiture de fonction
*Adressez lettre manuscrite + C.V. et pretentions + photo d'identité sous référence 1027*

**Cabinet GENTILHOMME**
CONSEIL EN RECRUTEMENT
8, place Godinot - 51100 REIMS
132, r. du Fg St-Denis 75010 PARIS
*Qui vous garantit toute discrétion.*

CORNING FRANCE filiale du groupe CORNING GLASS WORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux, a toujours donné une place privilégiée à la Recherche et à l'Innovation technologique.
L'usine de Châteauroux spécialisée dans la fabrication des produits pyrex (culinaires et techniques), recherche un

## Ingénieur responsable de fabrication CHATEAUROUX

*Chef de l'atelier de fusion, vous aurez dans un premier temps à vous familiariser avec la technologie et les problèmes spécifiques de la fusion du verre.*
Dans un environnement dynamique où les hommes sont impliqués et solidaires, vous superviserez le personnel de fusion et assurerez la coordination des projets de développement concernant votre atelier.
Diplômé d'une grande école d'Ingénieurs(ECP, A & M, INSA...), vous avez une première expérience (environ 3 ans) de l'encadrement de production. Vos qualités personnelles : réflexion, autorité, fiabilité, votre sens du concret et des contacts humains seront déterminants pour votre réussite et votre évolution au sein de notre société.
La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. IF/M.
à Corning France
Direction Développement du Personnel
44 avenue de Valvins
77210 AVON.



CORNING FRANCE

Grande Ville Nord de la France
(unité de 200 personnes)
Secteur des arts graphiques
recherche

## ingénieur responsable de production

- Spécialité mécanique et électronique. Soucis de la productivité. Rigueur dans la politique de qualité. Problèmes de maintenance
- Homme de terrain et d'action. 35 ans. Expérience réussie dans fonction similaire (5 ans minimum).

*Envoyer Curriculum-Vitae s/réf. 75.510*
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris

P.R.B.

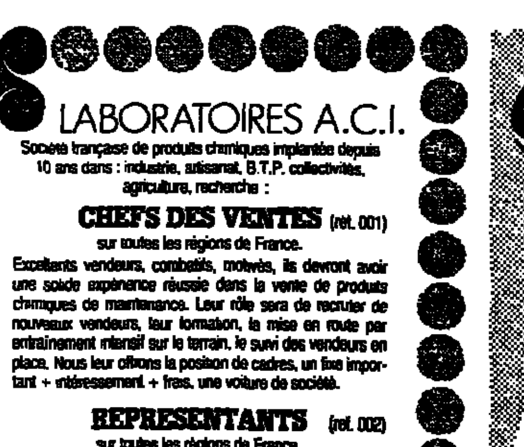
Oyonnax 01

## Cadre ingéniering



Nous sommes un groupe de 1200 personnes en fort developpement implanté en France et à l'étranger, spécialisé dans la transformation des PVC et résines de synthèse.
La promotion du titulaire du poste nous amène à recruter un **jeune cadre ingéniering de niveau ingénieur électromécanicien** et déjà expérimenté.
Rattaché à la direction ingeniering, vous prendrez en charge la préparation, la conduite et le suivi des travaux de construction et d'aménagement des usines et des bureaux avec leurs equipements (énergies, fluides, moyens de manutention, de communication, réseaux informatiques ...) en assurant les coordinations internes et externes avec les entreprises, les administrations... Vous aurez aussi à implanter les matériels et assurer la gestion complète des énergies et des fluides
La prise en charge de votre déménagement est comprise dans notre offre
Si cette proposition vous motive, merci de nous transmettre votre dossier de candidature rapidement
Ecrire au Service du Personnel Grosfillex, BP 2, 01107 Oyonnax Cedex.

Grosfillex



## LABORATOIRES A.C.I.

Société française de produits chimiques implantée depuis 10 ans dans : industrie, artisanat, B.T.P. collectivités, agriculture, recherche :

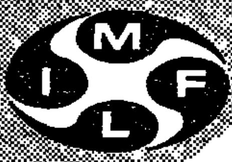
### CHEFS DES VENTES (réf. 001)

sur toutes les régions de France.
Excellents vendeurs, combatifs, motivés, ils devront avoir une solide expérience réussie dans la vente de produits chimiques de maintenance. Leur rôle sera de recruter de nouveaux vendeurs, leur formation, la mise en route par entraînement intensif sur le terrain, le suivi des vendeurs en place. Nous leur offrons la position de cadres, un fixe important + intéressement + frais, une voiture de société.

### REPRESENTANTS (réf. 002)

sur toutes les régions de France.
Ils devront obligatoirement avoir une expérience réussie dans notre domaine ou similaire. Après un stage de formation au siège et sur le terrain, ils auront un statut de VRP, une promotion au sein d'une équipe dynamique. Le salaire moyen de notre force de vente : 140 000 F + mutuelle. Voiture personnelle exigée.

Ecrire avec lettre manuscrite + C.V. + photo en indiquant la référence souhaitée aux
LABORATOIRES ACI, 48, rue du Repos 69007 LYON



ETABLISSEMENT DE L'OFFICE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES AEROSPATIALES (O.N.E.R.A.). Nous sommes spécialisés dans les activités de Recherche-Développement. Nous disposons de plusieurs moyens d'essais importants dont certains sont uniques en Europe.
Nous proposons aujourd'hui à

**UN INGENIEUR de s'intégrer à nos équipes travaillant en MECANIQUE du VOL.**

Formation souhaitée : Grandes écoles ENSAE, ENSICA, ENSMA, ENSM, 3ème cycle universitaire...
Vous participerez au développement d'Etudes et Recherches notamment dans le domaine de la dynamique des corps immergés.
Vous manifestez de l'intérêt pour la confrontation calcul - expérience ainsi que pour l'application concrète de vos travaux. Lieu de travail : LILLE.
**Pour ce poste la nationalité française est exigée.**
Adresser C.V. détaillé et photo à : **INSTITUT DE MECANIQUE DES FLUIDES DE LILLE**
5, boulevard Paul Painlevé
59000 LILLE

## UN INGENIEUR

# Futures connexions



## Ingénieurs systèmes ou produits

### (XTRA ; 380X ; système IBM)

Gérer son produit comme un centre de profit en définissant le plan produit, c'est assurer la gestion technique du produit (logiciel, matériel, documentation, formation, services...) pour en maîtriser l'évolution et contrôler la base installée.
Ils proposeront, après analyse de leurs résultats et performances, les améliorations envisageables sur les produits dont ils sont responsables ; ils assureront la conduite de développement ou de lancement ; définiront les méthodes de fonctionnement et participeront à l'élaboration des spécifications techniques du produit. Le suivi de l'évolution des caractéristiques techniques du produit les amènera à participer à des réunions à l'échelon européen et international.
Ils veilleront à la mise en place du plan produit en assurant une coordination permanente avec les responsables commerciaux chargés du marketing.
Soucieux du maintien, de la mise à jour et du développement des connaissances techniques des services opérationnels, ils conduiront un programme permanent de formation sur le produit, ils établiront également les standards budgétaires (en définissant les coûts et tarifs) au sein du centre de formation.
A la tête d'équipes d'ingénieurs, ils définiront leurs plans de travail et planifieront l'évolution des groupements en favorisant l'ambiance de travail adéquate au développement d'une volonté de perfectionnement des individus du groupe.
De formation supérieure, après une expérience similaire d'environ 3 ans, ils maîtriseront cette fonction charnière : marketing/technique.
Leurs aptitudes à animer, former et diriger sont essentielles pour assumer ce poste.
Didier Vandamme, Responsable du Recrutement, étudiera votre candidature envoyée, sous la réf. OP/PM,
ITT Data Systems, 33 avenue du Maine,
Tour Maine-Montparnasse, 75755 Paris
Cédex 15. 545.67.05.

**ITT Data Systems ITT**

ENTRE VOUS ET NOUS : LE DIALOGUE

---

Nous sommes une jeune société, filiale d'un grand groupe industriel, spécialisée dans les radiocommunications civiles.

## AUJOURD'HUI POUR LES COMMUNICATIONS DE DEMAIN

Nous investissons dans le développement d'importants projets à vocation nationale et internationale.

Participer à cette entreprise, au sein de nos équipes, c'est ce que nous proposons à des :

## INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES H/F — DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

**INGÉNIEURS D'ÉTUDES :** Réf. 78631/IEM
Pour conception de matériels et de systèmes de radiocommunication. Programmation et mise au point de logiciels.
Ingénieurs électroniciens spécialisés radio et/ou traitement du signal.

**INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT :** Réf. 78631/IDM
Étude et conception des parties non électroniques des matériels – architecture – mécanique – thermique – ...
Ingénieur de formation arts et métiers.

**INGÉNIEURS "AFFAIRES" :** Réf. 78631/IAM
Élaboration de projets techniques et de propositions spécifiques, en liaison avec les services commerciaux.
Ingénieur électronicien spécialiste radio.
Déplacements France – Étranger.

**CHEFS DE PRODUIT :** Réf. 78631/CPM
Responsables de l'évolution des services et fonctionnalités des produits. Suivi marketing des phases : développement – lancement commercial – vente du produit –...
Ingénieur électronicien avec expérience marketing ou commerce.

Tous ces postes sont à pourvoir au sein de notre établissement situé en proche banlieue nord-ouest.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris.

HAVAS CONTACT

---



# emplois régionaux

La Division Européenne d'un groupe chimique mondialement connu,
recherche

## UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

**Pour les industries de la pâte et du papier.**
*Lieu de résidence* ***EST DE LA FRANCE***

Rattaché à la filiale Allemande, il aura pour mission de développer l'activité du groupe dans cette région

Le candidat recherché doit avoir une formation papetière ou chimique

Une expérience professionnelle sera appréciée, mais l'important est, que le candidat ait l'ambition de se familiariser avec tous les aspects des problèmes que doivent résoudre nos clients de façon à utiliser tout notre "savoir-faire" pour déterminer la solution optimale Il deviendra ainsi pour eux un interlocuteur compétent techniquement et commercialement

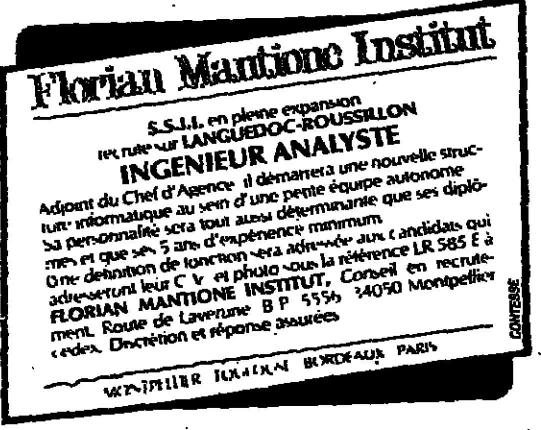
Grâce à une formation poussée, il sera préparé à ce challenge et au développement harmonieux de sa carrière

Il devra parler couramment l'anglais ou parler couramment l'Allemand et lire l'Anglais

La rémunération et les avantages proposes sont attractifs.

*Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 87999 M à*
*BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel*
*94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra*

---



## Florian Mantione Institut

S.S.I.I. en pleine expansion
recrute sur LANGUEDOC-ROUSSILLON

### INGENIEUR ANALYSTE

Adjoint du Chef d'Agence il démarrera une nouvelle structure informatique au sein d'une petite équipe autonome. Sa personnalité sera tout aussi déterminante que ses diplômes et que ses 5 ans d'expérience minimum.
Une définition de fonction sera adressée aux candidats qui adresseront leur C.V. et photo sous la référence LR 585 E à FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en recrutement, Route de Laverune B.P. 5556 34050 Montpellier cedex. Discrétion et réponse assurées.

MONTPELLIER TOULOUSE BORDEAUX PARIS

CONTESSE

---

L'Orchestre philharmonique Montpellier Languedoc-Roussillon (70 musiciens) recrute un BIBLIOTHECAIRE, MUSICOLOGUE, niv. maîtrise.
Ecrire ou téléphoner à :
Orchestre philharmonique Montpellier Languedoc-Roussillon. Pavillon populaire, esplanade.
34000 MONTPELLIER.
Tél. : 16 (67) 66-28-60.

---

Radiologue Nice cherche manipulateur/trice expérimenté/e.
Tél. : (93) 85-79-60.

---

## FICO FRANCE

Etablissement de crédit en pleine croissance spécialisé dans le financement immobilier recherche pour son siège administratif de CAMBRAI (110 mn de Paris)

## JURISTE

justifiant de plusieurs années d'expérience dans un établissement de crédit ou une étude de notaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions sous réf. 9 695 à Madame GODIN, 59342 Cambrai Cedex.

---

Recherche fonctionnaire catégorie A (Etat ou commune) pour diriger, sur détachement, le service bibliothèque documentation d'un établissement d'enseignement supérieur à Marseille (1 600 étudiants).
Ecr. s/nº 7 271 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5 rue des Italiens, 75009 Paris.

---

STRASBOURG, capitale de l'Europe
SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

COLLABORATEUR EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ,
COMMISSAIRE AUX COMPTES

auquel seront confiées à brève échéance des fonctions de direction générale.

Ecrire avec c.v. et prétentions
au CENTRE DE RÉVISION COMPTABLE
DE LA RÉGION ALSACE,
10, avenue Molière, 67200 STRASBOURG

---

## "Des études économiques et financières, de leur production et de leur marketing" par DAFSA.

Si les "analyses de secteurs" que nous produisons chaque année ont acquis leur réputation auprès des établissements financiers ou industriels qui constituent notre clientèle c'est probablement pour deux raisons majeures :
- la qualité d'abord de la méthode, sa rigueur, son objectivité, le retour systématiques aux sources primaires,
- puis la valeur de la synthèse, élaborée à partir des données économiques et financières sur la branche d'activité étudiée, et qui est la touche spécifique du service que nous apportons.

Ceci est une base sur quoi vous pouvez vous appuyer, et nous vous demanderons d'en maintenir la solidité.

Nous croyons par ailleurs que nos interlocuteurs acquis ou potentiels ressentent des besoins nouveaux et qu'ils nous font confiance pour imaginer avec eux et pour eux les produits originaux adaptés aux exigences des temps.

Cela c'est la part de création que vous trouverez chez nous, elle exige de l'imagination et une mentalité d'entrepreneur. Alors, c'est au premier chef votre compétence en matière économique et financière que reconnaîtront chez vous les analystes financiers avec qui vous travaillerez. Nous sommes à la jonction de la macro et de la micro-économie et vous avez dans ces domaines une bonne formation (Sciences-Po/Sup. de Co./Université) et une forte expérience : nous sortons des études lourdes dont il vous faudra assurer la relecture, les corrections, l'édition.

Le tout avec "l'esprit investisseur" qu'attendent de nous nos lecteurs.

Mais, vous l'avez compris, nous vous souhaitons aussi très relationnel, capable d'organiser un débat, de prononcer une conférence, d'avoir des relations avec les professionnels, la presse...

Alors, Madame, Monsieur, tenté par ce défi à votre compétence ?

*Prenez donc contact avec SEFOP en lui adressant votre dossier sous réf. AS 542.*

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

---

## Ingénieur technico-commercial, futur Directeur Commercial d'infomedia

INFOMEDIA, SSII spécialisée dans le secteur Assurances et Banques, appartient à un groupe de 450 personnes (CA : 180 MF), leader en France dans le domaine du Marketing Direct.
Aujourd'hui pour répondre à notre croissance, nous recherchons un Technico-Commercial confirmé diplômé d'une école d'ingénieur ou d'une école de commerce. Vous avez une expérience de notre secteur d'au moins 5 ans et vous avez une bonne connaissance des problèmes techniques et de la négociation commerciale.
Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez chargé du développement : assistance technique en clientèle, forfait, énergie informatique, progiciels de Marketing Direct.
L'évolution vers le poste de Directeur Commercial est prévue pour un candidat de valeur.
Rémunération motivante.
Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier de candidature à notre Conseil Michèle DAIN



ETUDES-CONSEIL–LOGICIEL-RECRUTEMENT 88, rue Hermel - 75018 Paris
MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

SOURCES

---

## DE L'ANALYSE ECONOMIQUE à la Stratégie !

Le Service « **Stratégie** », rattaché à la Direction Générale d'un important Groupe du secteur tertiaire, recherche un(e) **économiste de haut niveau** (Doctorat ou équivalent) maîtrisant l'anglais et disposant d'une **première expérience de l'analyse économique dans le cadre de l'entreprise.**

Sa mission consistera à suivre en permanence l'environnement économique et concurrentiel, à en analyser les ***conséquences stratégiques pour le Groupe*** et à aider les différentes Directions dans l'établissement de modèles d'analyses et *de prévisions économiques.*

*Merci d'adresser votre dossier de* candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la *réf.* **3545** à **MEDIA P.A.** - 9, *boulevard* des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

# adjoint directeur commercial

Notre entreprise est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de **produits de transformation destinés aux secteurs alimentaire, hygiène, santé.** L'une de nos divisions fabrique des produits destinés aux industriels des boissons, parfumerie, pharmacie et chimie. Le Directeur Commercial de cette division recherche un adjoint pour l'aider à faire face au fort développement de cette activité. Ce nouveau collaborateur participera à la définition de la politique commerciale et sera responsable d'un secteur professionnel (France-Europe) ; il supervisera également l'administration commerciale ; les *négociations, compte tenu du montant important de la commande, se font à un niveau élevé.* Ce poste convient à un homme de 30 ans environ, de formation supérieure commerciale, ayant 3 à 5 ans d'expérience de vente de produits industriels (de préférence produits alimentaires ou chimiques) ; l'anglais est *indispensable, l'allemand souhaité. Nous serons attentifs au potentiel de ce collaborateur car nous* aimerions le voir évoluer au sein de notre Groupe. Le poste est basé à Paris.

*Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier, sous référence* A 439.85 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

# UN AUDITEUR INTERNE JUNIOR

**débutant ou confirmé**



**N**ous sommes UN GROUPE INTERNATIONAL DE RESTAURATION (2,5 Milliards CA en 1984, 13.000 personnes, 20% de croissance par an).

Nous recherchons pour notre siège PARIS
UN AUDITEUR INTERNE JUNIOR
débutant
ou ayant une première expérience de l'AUDIT (1 à 3 ans).

Vous aurez à assurer des missions de contrôle de l'application des procédures du groupe, d'évaluation de la fiabilité des informations de la Direction Générale ou d'Audits opérationnels.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Sup. de Co. (ou maîtrise de gestion, ou droit + I.A.E.).
Vous parlez couramment l'anglais ou une autre 2ème langue et vous êtes disponible pour de nombreux déplacements 1 à 3 semaines en France et à l'Etranger.

Après un passage de 2 ou 3 ans à l'AUDIT interne, vous serez *susceptible d'évoluer vers un poste opérationnel à l'intérieur* du groupe.

Veuillez adresser CV, photo au Service Recrutement
EUREST - 14, rue d'Athenes 75009 PARIS

ASSCOM

## SENLIS

# Responsable des Services Administratifs et Comptables

### Participez à la réalisation de nos performances.

Nous sommes une PMI de 270 personnes, C.A. 160 millions de francs, filiale d'un grand groupe industriel, international, leader sur son marché.

Nous souhaitons accueillir dans notre équipe de Direction celui qui, d'une part nous procurera les documents chiffrés nécessaires à une gestion dynamique de notre outil de production et, d'autre part prendra en charge l'administration de notre société. Il aura d'entrée de jeu la mission de développer notre comptabilité industrielle et notre contrôle de gestion.

*Vous avez nécessairement une première expérience industrielle dans un poste similaire, vous êtes diplômé* d'une ESC, d'un IUT, ou similaire, vous avez le DECS complet, vous souhaitez trouver un cadre de travail motivant et des moyens d'action qui sont ceux d'un groupe puissant, n'hésitez pas à nous répondre.

De plus nous vous offrons la possibilité de vous procurer un logement agréable.

Vous pourrez avoir ultérieurement d'intéressantes possibilités d'évolution au sein du groupe.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et prétentions) sous réf. 25M116 à notre Conseil qui vous assure la plus totale discrétion. Mme CIACCHETTI, CPA 3, rue de Liège 75009 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

## ENERTEC
Filiale du Groupe Schlumberger

# Ingénieur études spéciales

Notre Division conçoit et réalise des enregistreurs *magnétiques de haute performance* destinés au secteur aéronautique et spatial. L'ingénieur que nous recherchons sera chargé :
- de définir des systèmes adaptés aux besoins de la clientèle, à partir d'éléments standards,
- d'établir le dossier technique à partir du cahier des charges,
- d'animer une équipe technique,
- d'assister la production dans les procédures de lancement, fabrication, documentation.

**Ingénieur, de formation électronicien,** vous avez des connaissances en mécanique et vous maîtrisez l'anglais.

Votre goût pour la conception technique sera un atout déterminant.
**Une première expérience en milieu industriel est souhaitée.**

*Le poste est basé à Vélizy.*

Nous offrons à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4262 au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

# *Jeune organisateur en logistique*

*Au sein de la Direction de la Logistique, de l'Organisation et des Systèmes, vous serez rattaché à l'équipe dont la mission principale est de :*

*CONCEVOIR, DEFINIR, METTRE en PLACE, en liaison étroite avec les Opérationnels, des nouveaux modes d'organisation physique et administrative ou de nouvelles unités logistiques dans un environnement informatique très présent et évolutif.*

*La logistique PRISUNIC, entrepôts et plateformes, est au service de plus de 300 magasins - un C.A. global de 13 milliards - d'une importante Centrale d'Achat, et offre donc des possibilités d'évolution certaines.*

*Pour ce poste très complet, une formation Grande Ecole, CNAM..., et une première expérience réussie dans les domaines industriels ou de prestations de services sont nécessaires.*

*Votre sens de l'écoute et votre rigueur seront des qualités appréciées.*

*Adressez votre candidature à Mme AMAR sous réf. LOG - B.P. 351.09 75426 PARIS CEDEX 09.*




# *Informer et Communiquer*

## Constructeur Informatique

Nous développons, industrialisons et assurons la maintenance de produits de pointe.
Nous considérons la documentation relative à l'utilisation de nos produits comme faisant partie intégrante de ceux-ci.
*Nous voulons confier la phase conception et réalisation de documentation* associée à nos produits bureautiques à des **INGENIEURS HF.**

*Ils auront à*
- acquérir les connaissances techniques sur *nos produits futurs,*
- concevoir leur manuel d'utilisation ou de maintenance, y associant toutes nouvelles technologies de communication
- adapter cette documentation au profil et aux besoins des utilisateurs,
- établir le planning de réalisation du document final,
- assurer la disponibilité et garantir la fiabilité des informations.

De bonnes connaissances techniques informatiques sont demandées. Une expérience de la programmation ou de l'électronique est vivement souhaitée. Nous recherchons des candidats désireux de faire évoluer leurs connaissances techniques dans un contexte scientifique stimulant, motivés par la communication et le partage des connaissances.
L'anglais au moins lu est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 4808 à l'agence DESSEIN - 15 rue du Louvre - 75009 Paris, qui *transmettra. Précisez le cas échéant* le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas soumettre votre dossier.

DESSEIN



## AIR INDUSTRIE SYSTEMES
recherche

# *INGENIEURS DIPLOMES*

**SPECIALISTES EN EQUIPEMENTS INDUSTRIELS DE TRAITEMENT DE SURFACE**

réf. 3633
**CHEF DE BUREAU D'ETUDES EXECUTION**
Chargé de superviser un B.E. d'environ 40 personnes, il s'assurera de la bonne exécution et des délais d'études.

réf. 3634
***TROIS CHEFS DE GROUPE* BUREAU D'ETUDES**
Ils assureront la coordination avec les responsables de la fabrication et des chantiers.

Ces postes s'adressent à des **Ingénieurs diplômés d'une grande école technique,** âgés d'environ 35 ans. Outre une connaissance en traitement de surfaces indispensable, **une expérience d'au moins 10 ans** dans un bureau d'études est nécessaire.

Anglais indispensable, allemand souhaité.
Lieu de travail : **proche banlieue Nord Ouest, déplacements de durée variable à prévoir en France et** à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à
**PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02**
*qui transmettra.*

# Sous-Directeurs d'Agences

## Classe V ou VI

Pour ses agences de **Paris et de sa proche banlieue,** une importante banque française à vocation internationale recrute des Sous-Directeurs.

Ces postes aux nombreuses responsabilités conviendraient :

- à des **Diplômés de l'Enseignement Supérieur** justifiant d'une expérience de **3 à 5** ans acquise dans une banque de dépôt,
- à des **Diplômés d'Etudes Bancaires** (ITB, CESB) possédant une expérience de l'exploitation, de l'analyse financière et du crédit.

Les candidats sauront faire preuve de leurs **capacités à encadrer et animer** une équipe.

*La taille, le dynamisme et la volonté d'expansion de la banque garantissent aux meilleurs éléments* d'**intéressantes perspectives d'évolution dans le réseau national, ou international.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3630 M et le nom des banques que vous ne souhaitez pas contacter à
*RSCG CARRIERES - 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.*

*Filiale de production (200 personnes) d'un important groupe industriel, nous recherchons pour notre département* ***composants céramiques*** *implanté en région parisienne un*

# *INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL*

***France - Export***

*qui aura pour mission de commercialiser et développer les applications d'une technologie performante et novatrice dans les secteurs de la mécanique, l'électricité et l'électronique.*

*Très disponible pour de fréquents déplacements de courte durée en* ***France*** *et dans les* ***pays de la CEE*** *l'homme que nous recherchons devra savoir allier la technicité à des qualités de contact et de relation et apprécier le travail en équipe.*

*Ce poste sera confié à un ingénieur* ***ENSAM, ECAM, ICAM*** *ou équivalent ayant de préférence une expérience similaire ou disposant d'une bonne connaissance des méthodes.*
*L'allemand courant est indispensable, l'anglais souhaité.*

*La fonction et les conditions financières sont de nature à intéresser des candidats impliqués et ambitieux.*

*Si ce poste vous paraît devoir être le vôtre, nous vous remercions d'adresser votre dossier avec photo sous réf. 205 LM à*




*CCSP*
*Conseils en recrutement*
*418, rue St Honoré - 75008 PARIS*
*Tél. : (1) 261.41.05*

## GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE DE MATERIEL INFORMATIQUE REGION PARISIENNE,

recherche

# INGENIEURS SYSTEMES

**Age :** 30-35 ans.

**Formation :** Ingénieurs Grande Ecole spécialisés dans "Gros Matériel".

**Postes :** Responsabilité de la définition et de l'optimisation permanente de systèmes de taille importante.
Mise en œuvre et maintenance des matériels et logiciels. Assistance et conseil auprès des utilisateurs, des études et de l'exploitation dans l'utilisation du réseau.

***Qualités :*** Esprit de synthèse, esprit d'équipe, créatifs et ouverts aux nouvelles techniques.

***Rémunération :*** Elevée et suivant compétence.




**Envoyer C.V. + photo obligatoire à :
ARCH MANAGEMENT
10, Rue de la Boétie - 75008 PARIS**

هكذا من الأصل



# Cadre comptable et financier

Les Services Financiers et Comptables de la Holding du Groupe Dumez basée à Nanterre (La Défense) recherchent pour remplacer un de leurs collaborateurs, un Cadre Comptable et Financier.

Responsable de la *comptabilité tenue sur informatique, des questions financières juridiques et fiscales de 2 sociétés du Groupe,* il participe aux opérations de consolidation de l'une d'entre elles.

Pour toutes ces questions, il est *l'interlocuteur des membres de ces sociétés, notamment des* responsables administratifs dont il reçoit et contrôle les informations comptables et financières dans les délais requis.

De formation **Ecole Supérieure de Commerce et titulaire du DECS, il aura une solide expérience** comptable et de bonnes connaissances en consolidation acquises en Entreprise ou en Cabinet.

**La connaissance de l'anglais et si possible de l'espagnol est souhaitée.**

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prétentions, *sous la réf. LM/109, à Dumez, Service des Relations Humaines,* 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 Nanterre Cédex.

dumez

MULTIPLIER LES PERSPECTIVES

média-system

# ESC – DECS
## 2 Jeunes Spécialistes Comptabilité Internationale

### CONSOLIDATION ET REPORTING

Il sera responsable du reporting mensuel et des opérations de consolidation périodiques de l'ensemble des éléments de gestion pour une branche d'activité (17 sociétés dont 11 à l'étranger, C.A. : 9,5 Md de F).
Réf. Y 12 M

### ORGANISATION ET MÉTHODES

Homme de développement et d'optimisation de l'existant, il interviendra plus spécifiquement sur les méthodes et procédures comptables des sociétés françaises tout en intégrant dans ses recommandations les impératifs liés à la dimension internationale du Groupe. Réf. Y 13 M

Ces deux postes sont basés à Paris, au sein de la Direction des Affaires Comptables du Groupe BSN – 38.000 personnes – 28 Md de F de C.A., leader français de l'industrie alimentaire. Ils s'adressent à de jeunes professionnels ayant déjà une solide expérience comptable (notamment anglo-saxonne), une bonne pratique de systèmes informatisés et de la langue anglaise.

Par leurs qualités de rigueur, de vivacité, d'ouverture et de dialogue, ainsi que par leur "métier", ils contribueront à une gestion dynamique de l'entreprise.

De larges perspectives d'avenir leur seront offertes dans les fonctions comptables, financières ou de gestion au sein du Groupe et de ses filiales, tant en France qu'à l'étranger.

BSN GROUPE

*Merci d'adresser votre candidature, sous réf. du poste choisi, en precisant rémunération actuelle, a :*
**BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex 08.**

HAVAS CONTACT

# Responsable d'Application Ingénieur ou Miage

**Développez un projet novateur vous formant à la gestion du personnel**

Au sein d'un groupe international prestigieux, la Direction de l'Administration du Personnel apporte un soutien logistique constant aux unités opérationnelles, notamment, en concevant et en mettant en place *des systèmes élaborés de Gestion, d'Administration et de Paie.* L'important développement de cette activité l'amène à rechercher un jeune Chef de Projet à fort potentiel.

Vous avez une formation de type ingénieur ou MIAGE, une première expérience d'environ trois ans de la *réalisation et de la programmation d'applications de gestion.* Votre personnalité, votre capacité de travailler en équipe, votre sens du dialogue, seront les critères déterminants de notre choix.

Basé à Paris, vous mènerez à bien, avec une large autonomie d'action, le développement d'un projet *susceptible de concerner plusieurs milliers de personnes réparties dans une vingtaine* d'établissements en France. Les matériels utilisés sont des minis et des micro-ordinateurs organisés en réseau. Vous valoriserez vos qualités de concepteur et d'animateur, acquerrez un réel savoir-faire en gestion du *personnel.*

Si vous êtes motivé par la perspective d'une expérience enrichissante et de réelles possibilités de promotion interne, vous pouvez téléphoner ou adresser votre candidature sous référence 85 9301 M à *François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.*



**EQUIPES ET ENTREPRISES**
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

# Audit Opérationnel

**LE GROUPE BSN** - 1[er] groupe alimentaire français, 28 Mds de F de C.A. dont 30 % réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés – recherche un auditeur confirmé pour son **SERVICE CENTRAL D'AUDIT.**

Il sera responsable de missions d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe tant en France qu'à l'étranger. *Interlocuteur des Directions de filiales, il contribuera à l'amélioration de leur gestion et de leur organisation.* Il aura un rôle d'animation et de formation de jeunes auditeurs.

En abordant toutes les fonctions de l'entreprise dans des sociétés différentes par leur taille, leur structure, leur marché, il diversifiera ses compétences et acquerra une connaissance approfondie du groupe et de ses hommes. Cette expérience privilégiée lui permettra d'accéder *dans 2 ans à des responsabilités opérationnelles de haut niveau.*

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience de 2 à 4 ans d'audit, et souhaitant faire évoluer sa carrière au sein d'un des tout premiers groupes français. Des connaissances en allemand et/ou en espagnol seront appréciées.

BSN GROUPE

*Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M25 M en precisant rémunération actuelle a :*
**BSN – Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téheran - 75381 Paris Cedex 08.**

HAVAS CONTACT

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT SPÉCIALISÉ - PARIS

recherche

# UN LEADER
## POUR SON ACTION COMMERCIALE

afin d'assurer la diffusion de ses produits de Crédit et de Crédit-Bail d'Equipements Professionnels

**Le poste, en liaison directe avec la Direction Générale, requiert :**

- une grande expérience de l'action sur le terrain, de l'approche des relations commerciales et de leur suivi, notamment auprès des vendeurs de matériels ;
- un sens aigu des responsabilités et de l'organisation ;
- le goût des contacts humains ;
- *de larges connaissances bancaires acquises au sein d'un établissement de crédit.*

Il conviendrait à un *diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ayant fait preuve pendant quelques* années de son efficacité dans une activité de même nature et souhaitant s'affirmer à un meilleur niveau.

**Poste d'évolution possible pour élément dynamique et de valeur.**

**Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 7 268**
***le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES***
**5, rue des Italiens, 75009 PARIS.**

# La Gestion Commerciale pour un homme de contact

*Entreprise de renommée mondiale, leader dans son domaine sur le marché français*

## Chef de Département Gestion Commerciale
**ESSEC, ESCP, Sup de Co...**

***Gestionnaire expérimenté** dans les domaines liés à l'activité commerciale de biens d'équipement, vous serez pour* une de nos Directions Commerciales le Responsable des budgets, des approvisionnements, des stocks, de la logistique et des procédures.

*Rompu aux techniques **informatiques**, vous superviserez l'exploitation et participerez au développement des moyens* mis à votre disposition. Bien entendu vous veillerez au respect des procédures que vous aurez conçues.

Vous êtes un **meneur d'hommes** et vous serez responsable d'une équipe de 30 personnes. Vous avez le sens du dialo*gue et vous saurez promouvoir auprès du réseau de vente des règles de gestion intégrant attitudes et contraintes com*merciales.

Vous mettez en application depuis plusieurs années pratique de la gestion comptable, rigueur, ouverture d'esprit et *conduite des hommes.*

Ce poste est basé à Paris Nord et implique des déplacements en province.

*Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 10290 à* CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE





**LA BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE**

recherche

# ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMES hf

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, le candidat participera aux travaux d'analyse et de programmation de projets nouveaux ou d'applications existantes. Il aura par délégation une grande autonomie.

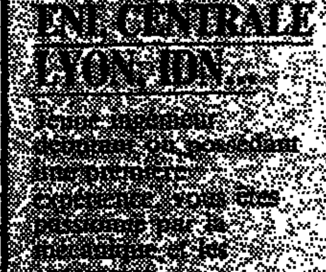
De formation supérieure : DUT (3-4 ans d'expérience) ou MIAGE (1-2 ans d'expérience), il aura pratiqué l'environnement DB/DC (expérience CICS souhaitée), le système MVS/OS et le langage COBOL.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à
la BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
Service Recrutement - 4, rue Gaillon
BP 89 - 75060 PARIS Cedex 02.

# JEUNE INGENIEUR
## MECANIQUE AUTOMATISME

**Dirigez à moyen terme un atelier de 100 personnes dans une grande entreprise leader !**

**ENI CENTRALE LYON, IDN...**



Mais si l'action est pour vous un moteur puissant, vous êtes également un homme de réflexion.

Analyser, étudier, concevoir et mettre en place des chaînes de production automatisées, c'est pour vous un challenge que vous êtes prêt à relever.

Enfin, vos qualités de contact et d'animateur à tous niveaux, votre sens de la négociation feront de vous notre futur chef de service adjoint.

Si vous êtes motivé par ce poste à pourvoir au sein d'une société performante en expansion de 1.850 personnes située dans une région verte de l'Est de la France,

Téléphonez à **ALLO-CARRIERES** du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h au (1) 296.15.16 (précisez la réf. 327).

Ou adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la réf. 327/UN, à **ALLO-CARRIERES** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 296.15.16

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

# Mobil®

recherche pour son Siège Social de **PARIS-LA DEFENSE**

## AUDITEUR INTERNE

De formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP + DECS

**Il est souhaité 2 à 3 ans d'expérience pratique dans un Cabinet d'Audit ou comme Auditeur Interne dans une grande entreprise internationale.**

La fonction occasionnera des déplacements en France et éventuellement en Afrique.

Elle ouvre de réelles possibilités d'évolution pour une personne de valeur.

***Anglais indispensable.***

Adresser sous référence 10266, lettre manuscrite, CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.

CONTESSE

## *Pour un ingénieur système, la responsabilité d'un atelier logiciel*

Diplômé(e) d'études supérieures (Ecole d'Ingénieur ou Maîtrise d'Informatique), vous possédez déjà une première expérience d'environ 3 ans en développement de logiciel, qui vous permet de bien connaître UNIX et le langage C.

Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité d'un atelier logiciel comprenant la gestion des archives logicielles d'un important projet et du fonctionnement d'un centre de calcul (PDP 1170 sous UNIX).

Vous devrez également assurer un support technique auprès des équipes de développement du projet, ainsi que les spécifications, la réalisation et la mise en place d'outils d'aide au développement.

Ce poste basé en proche banlieue ouest offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un grand groupe industriel.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 1894 à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra



*rganisme professionnel important, nous devons faire face au développement de notre champ d'activité et, pour cela, renforcer notre structure actuelle.*

*Nous recherchons*

## RESPONSABLE

### ADMINISTRATIF ET COMPTABLE 250 000 F +

Directement rattaché à notre Délégué Général, il aura pour mission l'animation et la supervision des services administratif, comptable et personnel de notre Fédération. Une des tâches les plus immédiates consistera à coordonner l'introduction et l'évolution de l'informatique dans l'activité de nos services.

Son rôle s'enrichira très vite d'études économiques et statistiques à partir des documents comptables de nos adhérents ; enfin, sa participation aux Affaires Sociales fera de lui un véritable Secrétaire Général d'entreprise.

Ce poste polyvalent conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant acquis une expérience d'entreprise d'au moins dix années, l'ayant amené à exercer des responsabilités d'encadrement dans des fonctions proches.

Une formation juridique, des connaissances en droit social seraient appréciées. (Réf. AC/702/M)

## CADRE

### DE FORMATION JURIDIQUE 200 000 F +

Il assurera la préparation, l'animation et le suivi de commissions et réunions techniques liés aux problèmes de la profession. Il sera en rapport quotidien avec les adhérents dont il sera le conseil pour toutes questions de réglementation.

Sa formation droit des affaires doit être renforcée par une pratique de 3 à 5 ans au sein d'une entreprise. Son mode de raisonnement doit bien s'adapter aux affaires juridiques ; ses qualités rédactionnelles sont développées ; enfin, son sens relationnel lui permet de se faire reconnaître et apprécier dans son rôle de conseil. (Réf. CJ/703/M)

Les postes sont à pourvoir à Paris.

*Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil Jacqueline Fleurent Didier - JFD CONSEIL - 102, bd Malesherbes 75017 PARIS, qui vous assure réponse et discrétion.*

JFD

MEDIA BA

# LE MONDE DE L'EXPORT ET DES CARRIERES INTERNATIONALES

**Mardi 21 Mai**

# LES GRANDS RENDEZ-VOUS

**offres d'emploi du journal**

**Le Monde**




# AUTOMATISER NOS PRODUCTIONS

C'est là le défi que vous propose la Française de Soins et Parfums (Signal, Timotei, Audace...).

Ingénieur Automatismes, rattaché au chef des services techniques, vous réaliserez l'automatisation des lignes de fabrication et de conditionnement de notre principale usine (90 millions d'unités / an).

Dans un contexte d'investissements soutenus, vous ferez appel aux technologies les plus évoluées et les plus fiables de l'électricité, de l'électronique, de l'automation, de la robotique... Vous serez notre expert dans la maintenance de ces installations.

Notre expertise technologique acquise dans le cadre de multiples sites de fabrication en France et à l'étranger vous permettra d'optimiser vos choix d'investissements.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur, ayant une expérience affirmée de l'automation et capable de créer ce poste, nécessitant compétence technique, capacité d'écoute et de dialogue.

Les perspectives d'évolution sont à l'échelle du leader mondial des produits de grande consommation.




Merci d'adresser votre candidature sous la Réf. IV / 85 M à P. LONGUECHAUD Recrutement des Cadres Unilever France Services 6, avenue Delcassé 75384 Paris cedex 08.

# Le luxe pour un ingénieur de production...

Leader mondial dans notre secteur d'activité avec un taux d'exportation très élevé et un *effectif global supérieur à 1000 personnes, nous développons depuis une centaine d'an*nées une activité de produits de luxe mettant en jeu des techniques sophistiquées.

Ingénieur de formation (Centrale, A.M ou équivalent) 35 ans environ, vous prendrez en main l'un de nos ateliers de fabrication. Ouvert à toutes techniques nouvelles de fabrication, vous serez le gestionnaire de votre budget et des moyens matériels, ainsi que le véritable animateur des équipes concernées. *Votre objectif numéro 1 : respecter les délais,* la qualité et le coût de la fabrication de nos produits.

Une évolution dans l'entreprise est tout à fait possible pour un élément de valeur.

Poste à pourvoir dans Région en plein essor avec environnement agréable.

*Merci d'envoyer votre CV sous réf. 227 M ou transmettez-le sur votre minitel* (1) 828.40.25.

Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement

CABINET JEAN CLAUDE MAURISE :

397 ter, rue de Vaugirard 75015 PARIS -

Immeuble le Président - 3, av. Condorcet - 69100 VILLEURBANNE







BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS

Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 177 agences

Nous disposons d'un Centre Informatique équipé d'un système IBM 3084 bi-processeur sous MVS-XA et d'un réseau de 1 100 terminaux sous CICS-DL/1 dont 400 terminaux 36XX répartis dans nos agences.

Nous assurons une formation permanente et de qualité à tous nos collaborateurs.

Pour participer à la réalisation de nos développements informatiques et pour mettre en œuvre nos ambitions dans ce domaine, nous recherchons

## UN RESPONSABLE D'APPLICATION

**(3 ans d'expérience minimum, connaissances en matière de titres appréciées),**
Réf. 9040Z

## DES FUTURS RESPONSABLES D'APPLICATION

**(débutants à 2 ans d'expérience)**
Réf. 9040X

Titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une MIAGE ou au minimum d'un D.U.T. informatique, vous aurez pour mission au sein de nos équipes de Développement de :

- participer à la conception et à la mise en place d'importantes applications bancaires,
- prendre rapidement des responsabilités concernant la conduite de projets (moyens de paiement, valeurs mobilières, comptabilité, etc...).

Les candidatures doivent être adressées par lettre manuscrite avec C.V. et photo en spécifiant la référence choisie à

*BRED*
Direction de l'Informatique et de l'Organisation
PEO 9040
93-95 Avenue du Général de Gaulle
94000 CRETEIL

SOURCES

مكبرا من الأصل





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## Ingénieur étude logiciel : faites vos preuves et prenez des responsabilités !

Diplômé(e) d'une Ecole d'Ingénieur, vous possédez déjà une expérience d'environ 4 ans en développement logiciel sur microprocesseurs. Si possible, vous avez des connaissances sur réseaux TELECOM.

Nous vous proposons de participer à la conception, à la réalisation et à l'intégration de logiciels de télécommunications sur microprocesseurs I 8086 et I 8051, ainsi qu'aux études de définition du système.

Vos travaux contribueront à la création d'un ensemble d'équipement permettant d'organiser un réseau télématique à exploitation centralisée.

Vos compétences, votre forte implication personnelle, vous permettront d'évoluer au sein de l'un des plus grands groupes industriels français, vers des postes de responsabilité.

Pour ce poste, basé en proche banlieue ouest, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 1893 à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra

---

CRÉATION DE POSTE
YVES PRIGENT S.A. – TRAVAUX PUBLICS
recherche

## COMPTABLE GESTIONNAIRE

**L'expansion de notre entreprise nécessite de préparer les outils de gestion indispensables :**

– A l'informatisation ;
– A la mise en place de la comptabilité analytique ;
– Au développement de la gestion de chantier.

Ce poste demande de créer les documents et le circuit de saisie de l'informatisation, de choisir le système informatique, le rendre opérationnel et l'exploiter.

Nous souhaitons confier ces tâches à un collaborateur d'une trentaine d'années, titulaire d'un **B.T.S. de comptabilité**, position cadre, ayant déjà une première expérience dans ces mêmes domaines et capable d'accompagner la croissance déjà nettement engagée.

A POURVOIR RAPIDEMENT.

*Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à :*
YVES PRIGENT S.A.
allée de la Briarde, 77200 ÉMERAINVILLE.
V/correspondante, Madame M.-T. PRIGENT. Tél. : 005-02-22.

---

**ETABLISSEMENT FINANCIER** de premier plan cherche pour son **SERVICE ORGANISATION** **PARIS**

## organisateur chef de projets HF

**ECOLE SUPERIEURE OU MAITRISE DE GESTION**

Il a 3 à 5 ans d'expérience d'organisateur en entreprise ou cabinet. Il connaît bien le fonctionnement de l'entreprise et les circuits administratifs.

Il prendra en charge les missions de conception et réalisation d'organisation dans les divers secteurs de la Société.

Il doit être attentif aux besoins des opérationnels et savoir leur apporter des solutions concrètes, donc être bon analyste, imaginatif et homme de contact.

## organisateur débutant HF

De formation identique au précédent avec une ouverture à l'entreprise grâce à une première expérience ou à des stages opérationnels. Il s'insérera dans l'équipe existante.

Le Service Organisation permet d'acquérir une bonne connaissance des divers secteurs du Groupe ; une réussite dans ces fonctions ouvre donc des possibilités de carrière.

*Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant le niveau de rémunération, sous référence 2373-M) seront traitées en toute discrétion par*

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

---

## Juriste affaires sociales

Assister dans sa mission la Direction du Personnel sur l'ensemble des aspects du droit social.

Assurer les relations avec les instances extérieures concernées.

Accomplir toute mission d'assistance auprès des Directions opérationnelles.

C'est la mission que vous propose ce très grand groupe du secteur tertiaire de dimension internationale.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur juridique en droit social et votre expérience d'environ 5 ans acquise en entreprise vous a familiarisé à la gestion d'importants dossiers.

Le poste est basé à Paris.

Les conditions offertes et les perspectives de carrière concrètes sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 690 A à Christian Hollevoet, OC Conseil 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

---



BIAO
AFRIBANK

propose à de jeunes diplômés (libérés des O.M.) HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP ecofi, ou équivalent, de les préparer à une carrière internationale en leur confiant dans un premier temps des postes de

## *Chargés d'Etudes*

au sein de ses départements Analyse de crédits et Contrôle de gestion
Lés candidatures *(lettre manuscrite, C.V. + photo)* devront être adressées, sous réf. 11, à la
*Direction du Personnel* - BIAO
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

amp

---

TRÈS IMPORTANT
GROUPE FRANÇAIS
DE SERVICES

**EN EXPANSION CONTINUE**
**(50 % DE SON C.A. A L'ÉTRANGER)**
recrute
pour l'une de ses Divisions France basée à Paris (1,4 milliard de F.)

## 2 JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

**ADJOINTS AU CONTROLEUR DE LA DIVISION**

**pour l'assister dans ses fonctions de C. de G. CENTRAL et d'animation (fonctionnelle) de 5 C. de G. de départements (directions régionales en *France*).**

**Vocation à devenir dans les 2 à 3 ans C. de G. de département**

*POSTES «TREMPLINS» pour*

- Jeunes DIPLOMÉS Grande Ecole, I.S.G. (Finances/Compt.), I.S.G.,...
- 1re EXPÉRIENCE de 1 à 3 ans pour l'un des postes DÉBUTANT pour l'autre
- ayant les moyens de leur ambition

**DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 8232 à**

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

**LE CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE**

recrute pour son **SERVICE DE CONTROLE**

## inspecteurs

- Diplômés de l'enseignement supérieur (droit privé, sciences po, ESC, maîtrise de gestion) et si possible titulaires d'un D.E.C.S. ou équivalent.
- Une première expérience d'environ 2 ou 3 ans dans un établissement du système bancaire, au sein d'un cabinet d'expertise comptable ou de commissaires aux comptes vous a familiarisé avec le contrôle sous ses formes les plus variées.
- Le Centre National des Caisses d'Epargne vous offre la possibilité de vous intégrer facilement à ses équipes d'inspection par un stage préalable dans un des nombreux établissements du réseau. Vous pourrez ainsi vous familiariser aisément avec les particularités de nos structures.
- Une rémunération et un profil de carrière attractifs *vous sont proposés. La fonction nécessite* de nombreux deplacements en province à partir du Centre National à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M.13 au Service du Personnel
CENCEP - 5, *rue Masseran - 75007 PARIS*

Organisation et Publicité

---

**Nous sommes une Chaine Hôtelière Internationale en pleine expansion**
située en Banlieue Sud de Paris
*Pour renforcer notre structure*
nous creons le poste de

## CHARGE DES RELATIONS HUMAINES *ET DE LA FORMATION*

Age d'au moins 28 ans, il est avant tout homme de terrain

Il doit mettre en place la gestion des Ressources Humaines et les moyens pour dynamiser la communication entre les Hôtels.

Il est conseil en Recrutement, procede à des evaluations de climat social, analyse la politique sociale et participe à son evolution.

Il evalue les besoins en Formation et prepare le plan de Formation, il anime les séminaires de Relations Humaines.

Il depend du Directeur du Personnel. Il est amené à se deplacer fréquemment.

Il a une formation supérieure du type psycho-socio, une première experience dans le domaine des Relations humaines et les qualites indispensables à la fonction.

Il maitrise parfaitement l'anglais.

**Sa rémunération sera de l'ordre de 170.000 Francs. Poste à pourvoir sur fin d'année.**

Merci d'adresser votre candidature (lettre man. – CV – photo) s/réf. LM 1305
*à Madame LABÉILLE*
**CABINET PANISSOD-SUHNER**
**109, rue de Turenne 75003 PARIS**

ASSCOM

---

Une très importante société de services
*RECHERCHE*

## UN JEUNE CADRE RESPONSABLE DROIT SOCIAL

### CE POSTE EXIGE :

– Une très solide formation juridique (maîtrise – DESS) complétée par une expérience professionnelle de quelques années (5 ans) dans une direction du personnel où le candidat aura, notamment, acquis la pratique des procédures contentieuses, le suivi des institutions représentatives...la gestion juridique des contrats de travail...etc.

– Des qualités relationnelles éprouvées car il conseillera les opérationnels et interviendra auprès des représentants du personnel.

– Un intérêt pour l'ensemble de la fonction personnel : car il pourra évoluer vers de plus larges responsabilités au sein de la direction du personnel.

– Le poste est basé en BANLIEUE OUEST.

Veuillez adresser C.V. et photo à :
REGIE PRESSE sous numéro 305.947 M
7, rue de Monttessuy – 75007 PARIS.

---




## D'ETUDES ECONOMIQUES

SCIENCES ECO, DEA – *PARIS-ETOILE*

L'évolution de la production sucrière est liée notamment aux différents mécanismes économiques, commerciaux et juridiques qui déterminent les règles du négoce international.

Après avoir assimilé le fonctionnement de l'économie sucrière, vous serez une force d'étude et de proposition auprès de *notre* Directeur Commercial : force d'analyse et de synthèse rigoureuses dans des domaines aussi variés que spécialisés (France, CEE, Monde).

Si, à 30 ans, votre expérience des statistiques acquise en Organisme ou Société d'Etudes (INSEE, SEMA, etc.) ou dans d'autres secteurs (agro-alimentaire, produits de grande consommation), *et votre pratique courante de l'anglais (espagnol, portugais si possible)* viennent compléter une réelle compétence à aborder des problèmes complexes, vous pouvez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscr., C.V. avec photo), s/réf. LM/50, à M. CIBRON - Sté BEGHIN SAY - 12, r. J.-Béghin - 59239 THUMERIES.




MEDIA BA

---

**Pour le leader de la distribution pharmaceutique, une avance technologique à la hauteur de ces chiffres.**

## INGENIEUR INFORMATICIEN

**Votre mission** : dans le cadre du développement informatique de notre **établissement de Paris** (750 personnes), vous participerez à l'étude, au développement et à la mise en œuvre d'une application sophistiquée de gestion des stocks en temps réel (18000 variétés de produits, 6000 commandes clients par jour, 1 hectare de magasin).

**L'Environnement** : grand système IBM (MVS, CICS, bases de données).

**Votre profil** : ingénieur grande école, option informatique (Centrale, Mines, Ponts...).

Débutant ou 1 an d'expérience ; intérêt pour les problèmes techniques et d'organisation.

Nous vous remercions de nous adresser lettre manuscrite + CV + photo à OCP Répartition, Service Recrutement, 24, rue des Ardennes, 75019 Paris.

*OCP RÉPARTITION*

CONTESSE

---

Programme ARIANE

## Ingénieur Structure mécanique et thermique

Le CNES recherche pour sa Direction des Lanceurs un ingénieur d'études et de développement, structure mécanique et thermique de formation grande école.

Il aura acquis une expérience industrielle d'au moins 3 ans de préférence dans le domaine des matériaux composites.

Le candidat aura une bonne pratique de l'informatique. L'anglais LU-PARLE-ECRIT est nécessaire.

Lieu de travail : EVRY.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 85/DLA/11, à M. le Chef du Département Personnel/Moyens Généraux - CNES - Direction des Lanceurs - Rue Charles-Baudelaire - 91000 EVRY.

cnes
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA BA

---

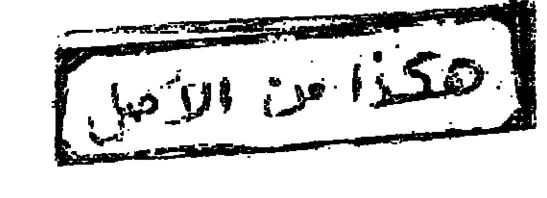
## Jeunes ingénieurs études

**Diplômés Grande Ecole**

Nous recherchons pour notre **département acoustique et détection sous-marine 2 Ingénieurs Etudes** dans le domaine de l'acoustique théorique et de la propagation des ondes en milieu marin. Une expérience en mécanique des vibrations ou en hydrodynamique sera appréciée.

Merci d'adresser CV détaillé sous réf. 85/62 à Martine BIALOBOS Service des *Relations Sociales et de l'Emploi 1, avenue Aristide Briand 94177 ARCUEIL*



## Chef de produit dans la distribution : la passion en plus !

Quand nous avons réfléchi au poste de chef de produit que nous allions vous proposer, aux exigences de la grande distribution, notre secteur d'activité, et aux qualités qu'il faut pour s'imposer dans un groupe de 20 000 personnes, nous avons dû bien vite conclure que c'est, avant tout, une personnalité que nous cherchions. Bien sûr, une formation supérieure indispensable : de l'Agro aux ESC, et une première expérience d'un marketing/vente opérationnel, très terrain, avec des hommes à convaincre, des clients à séduire, des objectifs à tenir. Mais surtout, surtout, l'ouverture aux autres, le goût, le sens, la passion de communiquer, de prendre des initiatives et du leadership. La simplicité et l'aveu de ne pas tout connaître, le désir et l'ambition de tout apprendre pour saisir les opportunités d'une carrière où vous trouverez toujours : le management, le commerce, la gestion.

*Dès le départ, nous vous confions une ligne de produits capitale* pour nous qui représente un CA de 950 MF. Vous sélectionnez les fournisseurs, en faites des partenaires, définissez une politique et y faites adhérer vos patrons, vos clients, vos fournisseurs et les spécialistes de vos produits dans les hyper du groupe !

Etes-vous tenté par ce pari ! Alors faisons vite connaissance : votre personnalité nous intéresse et la nôtre ne devrait pas vous laisser indifférent.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence CP 543 M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

---

Banque Internationale, Paris 8ème, renforce sa Division Inspection Générale et recrute :

## Un Inspecteur confirmé CI. VI, VII

Il sera particulièrement charge d'apprécier la qualité des engagements des diverses unités du Groupe.

## Un Inspecteur CI. V

Il sera chargé de vérifier la bonne application des procédures comptables et de traitement des opérations.

Ces postes exigent de leurs titulaires une grande disponibilité (France et Etranger) et débouchent a 2/3 ans sur d'importantes responsabilités au sein du réseau international.

Adressez lettre de candidature + photo sous référence 4806 à Dessein, 15 rue de Louvre, 75001 Paris.

---

## jeune contrôleur de gestion

HEC, ESSEC, ESCP...

*HF*

« Un grand groupe français (CA 7 milliards) ayant de nombreuses filiales à l'Etranger, recherche un HEC, ESSEC, ESCP... pour renforcer le contrôle de gestion d'une de ses principales divisions et particulièrement celui des filiales étrangères.

Agé d'au moins 26 ans avec une expérience minimum de 18 mois dans un Cabinet d'Audit international ou dans un groupe industriel lui-même international, il est souhaitable qu'il ait une pratique courante de l'Anglais et si possible de l'Allemand.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 3220-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrègies

3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

---

EGOR INDUSTRIE
ET EGOR INFORMATIQUE
se regroupent et donnent naissance à

## EGOR TECHNOLOGIES

Rechercher les cadres des secteurs de l'électronique, informatique, robotique... par une approche spécifique des candidatures et une connaissance approfondie de ces métiers est l'ambition de l'équipe d'EGOR TECHNOLOGIES dirigée par Jacques Scarinoff.

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri 75008 Paris.




média-system

---

## IMPORTANT ORGANISME d'ASSURANCE-VIE PARIS

recherche pour assister son *Directeur* :

## COLLABORATEUR

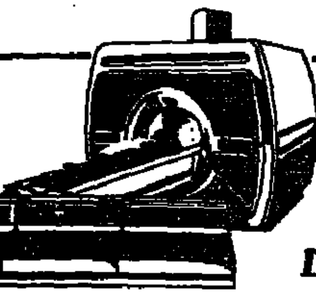
DE HAUT NIVEAU (35 ans minimum)

Diplômé d'une grande école commerciale ou de gestion vous devez avoir une expérience de plusieurs années à un poste de responsabilités dans une grande entreprise du secteur tertiaire, une autorité naturelle et l'habitude des contacts à niveau élevé.
Rémunération attrayante. *Poste évolutif* pour candidat de valeur.

Adresser C.V., photo (restituée) et prétentions *s/réf.* 10314 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

---



## THOMSON-CGR

### INGÉNIEURS, RÉUSSISSEZ MAINTENANT, DANS LA PROMOTION DE NOS PRODUITS

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**imagerie médicale**.*
*Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.*
*Notre Direction Commerciale FRANCE souhaite renforcer son département MARKETING et recherche un :*

## CHEF DE PRODUIT

### Radiologie Numérique

*Ingénieur Grande École, vous possédez une première expérience technique en électronique et/ou informatique. Vous pensez pouvoir réussir dans la fonction Marketing. Nous vous confierons la définition et la mise en œuvre de la politique de promotion des produits "Radiologie Numérique" et son animation au sein de notre réseau commercial.* Réf. 1/M

## INGÉNIEUR PRODUIT

### Scanner X - IRM

*Ingénieur Grande École d'Électronique, vous êtes intéressé par le domaine technico-commercial en souhaitant évoluer vers le rôle de Chef de Produit.*
*Rattaché au Chef de Produit "Scanographie X - Imagerie par Résonnance Magnétique", vous assurerez la formation et l'information de notre réseau commercial et participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de promotion des produits.* Réf. 2/M

*Ces postes basés à Paris 15e comportent de courts déplacements en Province.*

*Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi au Service Central du Personnel. – THOMSON-CGR – 33, avenue du Maine, BP 50 – 75755 PARIS CEDEX 15.*




ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

---

Etre le 1er quand démarrera la 1re monte de ce produit d'ÉLECTRONIQUE EMBARQUÉE

**FABRICANT FRANÇAIS (600 MF)**
*en forte expansion et faisant du profit*
**FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN**
diversifié de 10.000 personnes
recrute pour base à PARIS

## Ingénieur Commercial CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE FRANCE

**L'OBJECTIF :** Les Constructeurs français étudiant *la pose en chaîne du produit sous 2 ans*. ÊTRE HOMOLOGUÉ ET LE 1er A FOURNIR (étant déjà leader en 2e monte)

**LES MOYENS :** DIALOGUE CONSTRUCTIF avec Bureaux d'Études et Achats 1re monte des Constructeurs et COORDINATION avec le B.E. (très en pointe) du Groupe en Europe.

**INDISPENSABLE**

- ÉLECTRONICIEN de formation et/ou expérience
- PARLER ALLEMAND ou à défaut ANGLAIS COURANT
- EXPÉRIENCE DU CONTACT AVEC LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILE FRANÇAIS

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. *détaillé* et rémunération) sous *réf. 8235* à

**SC sélection conseil**
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

COMPAGNIE NOUVELLE DE CONTENEURS
Filiale de la S.N.C.F.

recrute

## 5 ASSISTANTS COMMERCIAUX

pour étoffer sa force de vente

Résidences : NANTES, ROUEN, BORDEAUX, PARIS.

Niveau : ESC, DUT, BTS, débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

## 1 ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION

Niveau : ESC, toutes écoles de gestion ou comptabilité, débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

## 1 FUTUR CHEF DE PROJET

Niveau : Miage, INSA 2 à 3 ans d'expérience, vous évoluerez rapidement vers la fonction de chef de projet sur des applications gérées en temps réel sous base de données.

## 1 PROGRAMMEUR CONFIRME

Niveau : DUT ou BTS d'informatique.

Expérience : vous avez travaillé au moins 2 ans comme *programmeur en langage structuré*. Vous connaissez éventuellement PAC ou PACBASE et les bases de données.

Notre matériel : SPERRY 1100 biprocesseur avec évolution vers 2 ordinateurs interconnectés, réseau de 180 terminaux utilisant Transpac.

*Lieu de travail* : PARIS
(Proche Gare de Lyon)

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à :

C.N.C. Monsieur le Chef du Personnel
20 RUE HECTOR MALOT - B.P. 95
75560 PARIS CEDEX 12

---

Dans le cadre de l'expansion de notre activité INFORMATIQUE DE GESTION, nous recherchons

GROUPE SYSECA

## ingénieurs informaticiens

ayant 3 à 5 ans d'expérience et connaissant le matériel DIGITAL (PDP, VAX).

*Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo* et prétentions sous réf. M135 à
GROUPE SYSECA
Direction du Personnel
315, Bureaux de la Colline
*92213 SAINT-CLOUD CEDEX.*

SYSECA (280 MF de C.A. 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire *d'un groupe industriel* de taille internationale.

Emplois et Entreprises

---

SPHERE

Nous sommes UNE CHAINE HOTELIERE INTERNATIONALE EN PLEINE EXPANSION puisque nous aurons 150 HOTELS IBIS et URBIS ouverts en 1985 sur 4 continents
Pour assurer ce développement et renforcer son equipe notre DIRECTION TECHNIQUE recherche

hotel ibis

## UN CHEF DE PROJET

Ingénieur de formation, il a une expérience d'au moins 3 ans si possible dans le secteur du bâtiment. Il prend en charge un certain nombre de projets : de la conception jusqu'à la finition de l'hôtel. Il a le sens du contact et des relations humaines, le sens de la polyvalence, du detail et de la synthèse pour négocier d'une part avec les différents services de la chaîne et d'autre part avec les entreprises, architectes. Il est amené à se déplacer à l'étranger.
Il maitrise parfaitement l'anglais.

*Si vous souhaitez rejoindre une equipe motivée, vous pouvez adresser* votre dossier (lettre man. + CV + photo) et vos prétentions à Mme LABEILLE s/réf. M 1305 au : *Cabinet* PANISSOD-SUHNER, 110 rue de Turenne 75003 PARIS

LEVI TOURNAY/ASSCOM

---

## INGENIEURS LOGICIELS

Proche banlieue Nord accessible par le métro

Une Société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels *français, qui réalise des équipements complexes associant l'électro-*mécanique, l'électronique, l'opto-électronique et l'informatique, recherche des *INGENIEURS LOGICIELS. Sous l'autorité* d'un chef de groupe informaticien, ils participeront à l'élaboration des spécifications des logiciels intégrés dans les équipements fabriqués par la Société, rédigeront les dossiers d'analyse puis produiront et testeront les logiciels avant de participer à leur installation et leur recette sur site ; ceci, dans le respect des normes de qualité et de délais. Ces postes conviendraient à des candidats âgés d'au moins 25 ans, titulaires d'un diplôme d'*Ingénieur* INPG, ISEP, ISEN, INSA, IDN,... *option informatique* et possédant impérativement une première expérience acquise dans la *réalisation de systèmes temps réel chez un constructeur mettant en* oeuvre des techniques de pointe. La connaissance de l'anglais est *souhaitée. Ecrire sous référence 772/M à :*

**GRH conseils**

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

---

50 agences à Paris et en Ile-de-France
- une longue tradition de services et d'efficacité,
- une clientèle fidèle de PME/PMI.
- une structure légère à taille humaine...

# Exploitants bancaires

CLASSE IV à VII

C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer. Votre **expérience** en exploitation, votre sens du **contact** et votre **fort potentiel** doivent vous permettre de prendre très rapidement au sein de notre réseau des responsabilités de : Directeurs d'Agence, Sous-Directeurs d'Agence, Fondés de Pouvoir Entreprises.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 135 à :
*Claudine DELPLANQUE - Direction des Relations Humaines*
22, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Organisation et Publicité



**Union de Banques à Paris**

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Rowntree Mackintosh

Lion — Nuts — Folky — Kit Kat — Smarties — After Eight — Quality Street — Rêve Noir — Lamin...

Avec 1500 personnes et un CA de 1,2 milliard de Francs, nous sommes leader sur le marché français du chocolat.
Nous recherchons pour notre siège de NOISIEL (20' de Paris) un

## ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Vous serez chargé d'assister le Responsable siège de la fonction planning dans les domaines suivants : budget, plan, études de rentabilité et développement informatique.
En fonction de votre réussite de réelles perspectives d'évolution vous seront ouvertes.
Vous êtes diplômé ESC, débutant et vous pratiquez couramment l'anglais.

*Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M. Denis MOITEAUX, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2*

CONTESSE

---

Société Chimique Pointet Girard

RHÔNE POULENC

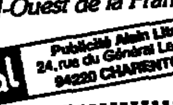
## REACTIF IBF BIOTECHNOLOGIE

recherche

## Jeune Technico-Commercial Biochimiste

*pour une mission d'une année axée sur la promotion et la vente de produits de pointe auprès de scientifiques de haut niveau.*
- *Si vous avez une formation solide en Biochimie (BAC + 4 ou équivalent).*
- *Si vous êtes débutant ou presque...*
- *Si vous souhaitez acquérir une première expérience dans un créneau porteur, cette mission peut constituer une opportunité / tremplin, elle implique de fréquents déplacements de courte durée en Région Parisienne et Sud-Ouest de la France.*

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 5000 à



Publicité Alain Litas 24, rue du Général Leclerc 94220 CHARENTON

---

Nous sommes une Association à vocation nationale qui ch. pour son secteur SÉJOURS :

## UN JEUNE ORGANISATEUR DE CLASSES TRANSPLANTÉES

Rattaché au Siège de l'Association

Il aura pour mission essentielle le montage complet des prestations proposées aux communes adhérentes (recherche d'implantations, choix des activités, etc.).

*Il sera assisté d'un adjoint et soutenu par les services communs à l'organisation des centres de vacances.*

*Une première expérience réussie de le secteur est impérative.*

Env. C.V., photo et prét. sous le nº 305.939 M *RÉGIE-PRESSE* rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

---

BÉNÉVOLAT
Campagne humanitaire internat. SURVIE 85 ch. prof. presse ou rel. publ. 12, rue St-Simon, 75007 Paris.

---

CABINET DE RÉVISION
membre d'une association internationale de firmes d'Audit

recherche

## CHEFS DE MISSION

et

## JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., ESSEC, ESC, équivalent)

Les chefs de mission auront une expérience de 3 ou 4 ans dans un milieu international. Les jeunes diplômés seront titulaires du D.E.C.S. avec ou sans expérience professionnelle. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire RÉGIE-PRESSE, sous nº 303 922 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

*Cette société multinationale spécialisée dans les composants électroniques connaît un fort taux d'expansion, son développement l'amène à recruter tant en région parisienne qu'en province des*

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

*responsables du suivi et du développement des relations commerciales auprès de sa clientèle.*

*Ingénieur de formation (électronicien) débutant ou doté d'une première expérience professionnelle, vous avez un goût prononcé pour la technique et une grande aisance relationelle, vous maîtrisez la langue anglaise et vous voulez mettre à profit votre dynamisme et votre efficacité*

*Si tel est votre profil, adressez-nous votre dossier de candidature complet avec photo et prétentions à PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. 11010 - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra*

---

Sté française de produits chimiques, soucieuse de développer sur les marchés étrangers ses produits chimiquement définis destinés à de grands utilisateurs recherche

## CHEF DE MARCHE

INGÉNIEUR CHIMISTE
pour prospecter une clientèle française et internationale.
Il faut une expérience d'au moins 5 ans en commerce France et export. Anglais indispensable. Allemand souhaité.
Adr. CV et prét. s/réf. 4577 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui tr.

---

I.L.V. RECHERCHE

## PROF. D'ANGLAIS TEMPS PARTIEL

Exp. formation continue et audio-visuel
Ecrire s/nº 305.924 M
REGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

## IMPORTANT ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION

recherche un

## INGENIEUR CONSULTANT

ORGANISATION ET INFORMATIQUE
"GENERALISTE POINTU"

Objectif : être un acteur clé dans l'expansion de l'activité sur des marchés porteurs.

*Ses caractéristiques de base :*
- Aptitude à l'autonomie et aux responsabilités
- Capable de conduire, d'animer et de contrôler
- Polyvalence *(du schéma directeur à la réalisation)*
- Concepteur et constructeur de modèles et de progiciels
- Ingénieur grande école ou universitaire de haut niveau
- Expérience *minimum* (de 3 à 4 ans)
- Pratique de MERISE
- Connaissance VAX, PICK systems et micro appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 351 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

---

BANQUE nationalisée recherche pour PARIS

## Gestionnaire d'obligations

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de 10 ans dans le milieu bancaire et vous serez chargé :
- d'assumer la gestion des fonds communs de placement d'obligations,
- *de gérer les comptes pour mandat de notre clientèle particulière,*
- de développer une clientèle institutionnelle en liaison avec notre réseau d'exploitation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en rappelant sur l'enveloppe la réf. 54030 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

---

AGENCE DE PRESSE
recherche pour région parisienne

## • INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN TECHNICO-COMMERCIAL

pour suivi de chantier informatique.
Expérience sur micro et communications nécessaire.
Anglais indispensable.

## • INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ

Pour réalisation de projets à base de mini et micro.
Expérience en *vidéotex, télétex*, communications, matériel et logiciel.
Anglais écrit et parlé indispensable.

Envoyer c.v. à REUTER MONITOR GIE
19-21, rue Poissonnière, 75002 PARIS
à l'attention de Monsieur C. Florit.

---

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recherche

## EXPLOITANT(E) GRANDES ENTREPRISES

Le candidat, âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure, aura une expérience bancaire d'au moins 4 ans et devra posséder une très bonne expérience de l'exploitation bancaire, une parfaite connaissance des produits bancaires, domestiques et internationaux, le sens du risque et une très bonne maîtrise de l'anglais

Envoyer lettre manuscrite avec c.v.
sous référence 11 008 à Pierre LICHAU S.A
B.P 220
75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

---

## Société Houbigant
## 7, place Vendôme
## 75001 Paris

## ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour développer les programmes
- Facturation.
- Comptabilité générale.
- Comptabilité analytique.
- Paye.
- Statistiques de ventes.

Bon salaire pour candidat sérieux.

Recrutement TRÈS URGENT

Ecrire sous pli au directeur de la société.
(Envoyer c.v. et prétentions.)

---

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (Paris) recherche

## • *Chefs de Mission*
## • *Auditeurs débutants* HF

Les candidats retenus :
- *devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.*
- *interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.*
- *bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.*

Envoyer CV manuscrit et prétentions
s/réf. 54089 à PROJETS
12 rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra.

---

## BANQUE DÉVELOPPEMENT

Vous êtes un homme de contact
Votre « bureau », c'est l'extérieur.
Auprès d'une banque, vous avez développé avec succès une clientèle de particuliers de haut niveau et vous justifiez de très bons résultats à cet égard.

Restant dans ce métier que vous aimez, vous recherchez cependant une occasion d'accélérer votre carrière.
Banque privée bien placée pour la gestion des patrimoines, nous pouvons vous donner cette opportunité.
Il y a beaucoup à faire et les perspectives de carrière sont à proportion, pour un homme de caractère...

A la titularisation, le salaire ne sera pas inf. à 160.000 F. C.V. + ph. + lettre man. à adr. à : D. NEUMAIER, 3, rue Marbeau, 75116 Paris sous réf. 307 N.

---

Pour ses 2 centres
TOULOUSE et PARIS

PMI à grande productivité offre importante situation autonome

## 2 INGÉNIEURS-MÉCANICIENS AUTOMATICIENS

AM, ICAM, INSA ou équivalent

Ambitieux, créatif mais réaliste, 10 ans d'expérience confirmée machines outils, auto etc

Responsabilités BE performant et mise au point.

Ecrire avec CV et prétentions sous nº 10.461 à PMP 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

---

## INGENIEUR COMMERCIAL

Matériels industriels «Gaz»
35 ans mini — Paris déplacements

Notre Société de dimension moyenne a pour objet la production en petite série de matériel professionnel concernant le gaz. Nous renforçons notre équipe en y intégrant un cadre à la fois technicien et commercial expérimenté pour assurer l'interface avec nos clients et développer nos affaires dans la région dont il aura la charge.
Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763 11 15 aux heures de bureau ref. 164.
RH CONSEIL 65, avenue de Wagram 75017 Paris.

CONTESSE

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



---

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT
recherche

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
## TECHNICIENS NIVEAU 4 ou 5

Lieu de travail Banlieue Sud-Est

Ecrire avec C.V., photo et prét. sous le nº 305 925 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ

---

## INFORMATIS

TEMPS RÉEL
pour importants projets de CAO, de PROCESSUS INDUSTRIELS, DE RÉSEAUX et de développement de moniteurs TEMPS RÉEL

## INGÉNIEURS SYSTÈME
MOTOROLA 68000 ASSEMBLEUR

## INGÉNIEURS SYSTÈME
SOFTWARE DE BASE MONITEURS

## INGÉNIEURS RÉSEAUX
*Exp. protocoles de Télécom et TRANSPAC*

## INGÉNIEURS DPS 8
*Projets Réseaux et Vidéotex*

## INGÉNIEURS APL
Projets CAO/VAX
Postes à responsabilités.
26 rue Daubenton, 5ᵉ,
337-98-22.

---

Association de logement social 500 pers., 80 millions C.A. recherche

## CHEF COMPTABLE ADJOINT

*maîtrisant parfaitement l'ensemble des travaux de comptabilité jusqu'au bilan et comptes de résultats capable d'organiser, animer et contrôler efficacement et de façon autonome les travaux de 11 personnes.*
Le choix du titulaire du poste sera opéré sur la compétence, l'autorité, l'adaptabilité et la capacité de communication efficace des candidats

Envoyer c.v. et lettre manuscrite à A.D.E.F.
16 rue du Plâtre 75004 Paris

---

## MICRO DATA

Leader de la MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNEL recrute

## • INGÉNIEURS CCIAUX
(Bac + 4)

## TECHNICIENS S.A.V.
(Niveau B.T.S.)

Vous avez 2 à 4 ans d'exp. chez un constructeur informatique ou un revendeur.
Vous connaissez les micros APPLE - IBM - BULL.
Vous croyez comme nous que le développement de la micro passe par la qualité du serv.

NOUS VOUS OFFRONS :
- Des objectifs ambitieux ;
- Une rémunération motivante ;
- Une carrière à la mesure de notre expansion.

Env. C.V. + prétentions à :
MICRO-DATA
4, r. Frédéric-Mistral,
75015 Paris.

---

Institut Privé d'Enseignement Supérieur *recherche pour août* ENSEIGNANTS VACATAIRES *Droit*, analyse économique, Math stat.
Ecrire sous le nº 306 358 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

---

Institut Privé Enseignement Supérieur recherche
ENSEIGNANTS VACATAIRES
Histoire, Géographie, *Culture générale,* Anglais, Allemand, Espagnol.
Diplôme I.E.P. exigé.
Ecrire sous le nº 306 357 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

---

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT ST-QUENTIN-EN-YVELINES
*RECRUTE*
1 H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, débutant ou 2 ans d'expérience :
- Chargé du suivi financier d'opérations, de la gestion de la trésorerie et des moyens de financement.
- Connaissances en comptabilité analytique et inf.
Expérience en aménagement et imm. appréciée.

Adr. C.V., photo et prét. à
M. Patrice VIVIER
Directeur administr. et financier
E.P.A.V.N.S.Q.Y.
Boîte postale 329
78184 St-Quentin-en-Yvelines Cedex

---

CABINET COMPTABLE
*RECHERCHE*
Disponibles rapidement

## UN COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Pour tenue comptabilité, établissement *déclarations fiscales sociales*

## UN ASSISTANT

3 ans d'exp. minimum pour tenue et surveillance dossiers *comptables*

Env. CV avec photo et prét. à IFOGEC, 18, avenue George-V 75008 Paris – R.V. possible *par tél. 723-00-18 p. 51.*

---

Association gestionnaire de foyers d'hébergement pour travailleurs immigrés recherche pour ses foyers des

## GESTIONNAIRES ANIMATEURS DE FOYER

*Logement de fonction sur foyer* dans appartement confortable. *Envoyez* c.v. détaillé, lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions sous référence 3 234 *à I.C.A., 3, rue d'Hauteville,* 75010 PARIS, qui transmettra.

---

## U.I.E.

recherche

## INGÉNIEURS

LOGICIELS
Expérience 2 ans et + dans les domaines suivants : Process/Automatisme/Cao/traitement image robotique, génie logiciel.

Matériels :
- VAX/PDP 11/SOLAR HP/SEL 32,...
- MOTOROLA/INTEL,...
- Langage évolué : FORTRAN, PASCAL, C,...
- Système UNIX,...

Connaissances électroniques appréciées.

Env. c.v. + photo + prétent., 52, r. de la Chaussée-d'Antin, Paris-9ᵉ Tél. 874-38-23

---

Important cabinet versaillais COMMISS. AUX COMPTES RECHERCHE

## COLLAB. (TRICE)

(diplômé D.E.C.S.)
*pour travaux commissariat et* audit contractuel.
Ecr. *s/nº 7.266 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

## INOVENSEA

(transfert technologique)
Les Chênes Pourpres, 95000 CERGY
recherche
INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN-INFORMATICIEN
pour études, direction technique, contacts commerciaux (5 à 10 ans d'expérience).
ÉCRIRE

---

## JOURNAL SPÉCIALISÉ

(Produits de placements, bourse, immob., vie pratique.)
recherche

## JOURNALISTE

- Excellente rédaction ;
- Esprit de synthèse, imaginatif pouvant s'intégrer rapidement à une équipe jeune et dynamique ;
- Discrétion assurée.

*Ad. lettre manus. cv, photo références d'articles et prét.* sous nº 306.951 M
REGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

GENIOUS SYSTÈMES. rech.

## INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.
MITRA, 68000, PDP.,
VAX, SOLAR.
Tél. : 605-35-80.

---

ENTREPRISE DE PRESSE
CHERCHE

## RESPONSABLE

Problèmes sociaux juridiques et financiers, avec expérience.

Ce poste conviendrait à une personne jeune ayant 2 à 3 ans de pratique ou à un praticien en fin de carrière sur la base d'un *mi-temps.*

Ecr. à A.V.
12, rue du Mail, 75002 Paris
Réf 514 qui transmettra.

---

Société de Thermique Industrielle Paris
recherche un

## Ingénieur Thermicien

diplômé Grande Ecole, ayant 2 ans minimum expérience dans le domaine de l'ingénierie.

Sous l'autorité d'un chef de division, il participera à des études en particulier pour la substitution de combustible, la récupération d'énergie... et pourra être amené à prendre totalement en main la réalisation de certaines affaires sur les plans négociation, technique et financier. Quelques déplacements à prévoir en France et à l'Etranger (Anglais nécessaire).

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous ref 1081 M à *INTERCARRIÈRES* 5 rue du Helder 75009 Paris

---



CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

## Deux jeunes diplômés H.F

La Direction Financière du CENCEP, organisme Central du Réseau des Caisses d'Epargne, renforce ses structures et recherche deux jeunes diplômés Grandes Écoles Scientifiques ou commerciales ayant deux à trois ans d'expérience en milieu bancaire ou dans un organisme financier
Réelles opportunités de carrière pour candidats de valeur
Adressez nous votre dossier complet sous ref 1389 M 397 ter rue de Vaugirard 75015 PARIS ou transmettez le sur Minitel 1)828 40 25
Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement



JEAN CLAUDE MAURICE S.A

---

Pour PMI Paris
à grande productivité

## CADRE

VÉRITABLE RESPONSABLE D'ATELIER OUTILLAGES

grandes dimensions et précision
AUTO AÉRO – USINAGE – ASSEMBLAGE

10 ans d'expérience. Formation technique et pratique exigées.

Ecrire avec C.V et prétentions à
Contesse Publicité sous référence 10.462,
20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل





## OFFRES D'EMPLOIS

RECHERCHONS URGENT

**COMPTABLE QUALIFIÉ**

Pour assumer poste de haute respons. dans PME en restructuration.
- Connaiss. informatique appréciée.
- Minimum d'exp. Profes. 5 ans. Discrétion assurée.

S.A. LE PARC FLEURI
91410 DOURDAN.
Téléphone : 459-79-60

---

Vous êtes titulaire,
- d'un brevet professionnel d'informatique,
- d'un baccalauréat de technicien informatique (H),
- d'un diplôme de programmeur d'application, délivré par l'Institut de programmation de Paris,
- d'un diplôme de 1er cycle technique informatique délivré par le CNAM.

Le Conseil général du Val-d'Oise serait heureux de vous compter dans son personnel au service informatique.
Recrutement : Concours sur titres,
d'un adjoint technique-programmeur le 27 juin 1985.
Clôture des candidatures le 27 mai 1985 (cachet de la poste faisant foi).
Inscriptions et renseignements :
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
Bureau du personnel
2, Le Campus
95032 CERGY-PONTOISE.
T. : 443-31-33 et 443-31-32.

---

VOUS ÊTES TITULAIRE
- D'un diplôme d'ingénieur en informatique.
- D'un diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle en informatique.
- Ou de tout autre diplôme équivalent figurant sur la liste publiée en annexe de l'arrêté du 26-9-1973 modifié.

Si vous êtes intéressé(e) par un poste d'ingénieur subdivisionnaire analyste au centre informatique du conseil général du Val-d'Oise, un concours sur titres pour le recrutement aura lieu le 27 juin 1985.
Clôture des candidatures : 27 mai 1985.

Inscriptions
et renseignements :
Conseil général du Val-d'Oise
bureau du personnel
2, le Campus,
95032 Cergy-Pontoise Cedex.
T. 443-31-33 et 443-31-32.

---

Ville de Chilly-Mazarin recrute
Un (e) sous-bibliothécaire obligatoirement titulaire du C.A.F.B. option discothèque.
Envoyer C.V. + Candidature à M. le Maire avant le 15 juin.

---

E.C.E.

recherche
- Un professeur d'informatique, sérieuses références exigées.
- Un professeur de mathématiques générales et appliquées à l'informatique. Diplômes universitaires et références exigés.
- Un professeur action commerciale, diplomes supérieurs et expérience professorat.

Ces postes sont à pourvoir pour septembre 1985.

Adr. c.v. et photo à Monsieur le Directeur E.C.E., 17, place Jacques-Amyot, 77000 Melun.

---

SERVICE
ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES

recherche

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITAIRES**

pour assurer des développ.
- Langage C/UNIX ou
- Assembleur, Pascal.
- Logiciel de base.
- Assembleur Motorola.

Ecrire ou téléphoner au :
78-80, avenue Gallieni
tour Gallieni 1.
93174 BAGNOLET CEDEX.
Tél. : 360-13-54/55.

---

UNE HEURE D'ENTRETIEN PEUT CHANGER TOUTE VOTRE VIE
- Vous avez 25 ans.
- Vous aimez les contacts.
- Vous désirez une rémunération à votre dimension.
- Vous souhaitez être responsable de votre organisation.
- Nous sommes une très importante société sur le marché mondial.

Tél. : 538-66-96.

---

RECHERCHONS

**SECRÉTAIRE COMPTA. EXPÉRIMENTÉE**

Pour contrat à durée déter.
(10 juin – 15 octobre)

Env. C.V. photo à :
M.J.C. Point du Jour
1, rue du Général-Malleterre
75016 Paris.

---

**Collège privé**

hors contrat
OUEST DE PARIS
Recherche pour septembre 85

**ENSEIGNANTS**

- MATH PHYSIQUE ;
- HISTOIRE GÉO ;
- ESPAGNOL ;
  Plein ou mi-temps ;
  Licence + 2 ans exp. mini.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite, prét. au C.I.E.
143, rue de Saussure
75017 Paris.

---

Pour faire face à son expansion

**DANTEC ANCT. DISA**

*filiale française recherche*

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE 3e CYCLE**

- Débutant à quelques années d'expérience pour responsabilités technico-commerciales à forte dominante technique.

Secteur d'activités : équipements pour la recherche scientifique en mécanique des fluides et des solides faisant appel aux technologies de pointe :
- Laser, fibres optiques, informatique.

Fonction : prospection – **ESSAIS** – suivi, assistance et formation clientèle.

*Le poste : à pourvoir au siège de Palaiseau (91) nécessite :*
- Disponibilité (déplacements) ;
- Contact humain ;
- Intégration à une équipe confirmée ;
- Sens pratique ;
- *Anglais.*

Une expérience en **ANÉMOMÉTRIE LASER** ou techniques optiques serait un atout supplémentaire.

Adresser c.v., photo + prétentions à : P. Bauche, Dantec Électronique, 2 bis, rue Léon-Blum, 91120 PALAISEAU.

## secrétaires

Organisme franco-israélien
recherche

**SECRÉTAIRE**

confirmée pour poste de responsabilité et d'initiative face à des situations variées.
Travail à temps plein.
Qualités d'ordre et de méthode indispensables.
De préférence bilingue (français-anglais) ou trilingue (français-anglais-hébreu).

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
AXIEL 85, bd Pasteur, 75015 PARIS.

---

SOCIÉTÉ HOLDING
Quartier ÉTOILE recherche

**SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO**

Ets minimum 5 ans d'expérience pour secrétariat du responsable comptable et du trésorier. Connaissance informatique, micro IBM.

Restaurant d'entreprise
Horaire flexible. Vacances 85 assurées (sauf août).

Adresser c.v. + photo no 9.335
PARFRANCE ANNONCES
4, r. Robert-Estienne, 75008 Paris.

## représentation *offres*

Société d'investissements internationale en train d'agrandir son réseau mondial cherche REPRÉSENTANTS, ASSOCIÉS, VENDEURS ayant expérience pour distribuer les produits de son portefeuille.
Anglais nécessaire.
Conditions intéressantes.
Ecr. s/no 2.416 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

IMPORTANT FABRICANT
PRÊT-A-PORTER SPORTSWEAR
recherche

**REPRÉSENTANTS (ES)**

1. SUR TOUTE LA FRANCE
2. SUR TOUTE LA SUISSE

Fixe + commissions.
Tél. : 338-20-30, 277-28-20.

## DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 25 ans, licence d'Anglais, Espagnol, Allemand. Étudiante à l'Institut Français de presse (Paris-II) cherche stage été 85 entre le 1er juillet et le 30 septembre dans le domaine de la communication : soit
- Département communication d'une société ;
- Service de relations publiques ;
- Entreprise de presse ;
- *Agence de publicité.*

Ecr. s/no 6.754 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Hme 32 ans doctorat sciences-politiques Paris. Exp. marketing, journalisme, allemand. Arabe courants. Ch. emploi stable. M. CHEBEL 1, r. Roi-Doré, 75003.

---

Femme gde exp. entrepr. formation emploi communication recherche

**MISSIONS**

outplacement-gestion ressources humaines-adaptation changt techn. et évolution organisat.
Ecr. s/no 2.413 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

H. 40 ans, célibataire, licence mathématiques. Expérience analyste-programmeur de gestion, professeur de math., en Afrique cherche emploi en ASIE DU SUD-EST
Labovy 17, rue Ambroise-Thomas 75009 PARIS.

---

MÉMORIALISTE
EXPERT COMPTABLE
Expérience entreprise, cabinet formation.

**997-07-97.**

---

PROFESSIONNEL COMMUNICATION, 31 ans, 10 ans. Exp. sens responsabilités, initiatives. Cherche poste attaché de presse ou relations publiques France ou étr. Disp. de suite. Ouv. ttes prop.
Ecr. s/no 2.400 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Clerc de notaire, 53 ans (licenc. économ.), tr. bonne présentation ch. emploi de confiance, stable, déplac. ttes distances, secrétaire, chauffeur accepté.
Ecr. s/no 7.257 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Collaboratrice, expér. anglais, espagnol, expérience rédaction (compte-rendu réunion, lettre, très bonne culture générale, habitude contact haut niveau) recherche poste à Paris
Ecr. s/no 6.761 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

Américaine 26 ans, bilingue français, licence littérature, très intelligente, très bonne présentation, cherche travail pour deux mois ou plus comme assistante H. ou F. d'affaires, réceptionniste, aide écrivain, etc.
Ecr. s/no 2.365 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

**ACTUAIRE DIPLOMÉ**

(Après grande école scientifique et MAITRISE SC. ECO)

Expérience approfondie des études économiques en France et au plan international, ainsi que des régimes de prévoyance collective :
- Etudes, diagnostics.
- Conseil.
- Négociations à haut niveau.
- Encadrement et animation d'équipes pluridisciplinaires.

Généraliste apte aux spécialisations rapides, souhaite exprimer sa créativité et son dynamisme dans un poste de responsabilité. Mobilité totale.

Ecrire sous no 2.429 le Monde Publicité,
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

**CADRE DE DIRECTION**

44 ans. Ingénieur
Expérience Française et internationale
HOMME DE STRATÉGIE
*MAIS AUSSI DE TERRAIN*
rencontrerait **PRÉSIDENT**
Voulant s'adjoindre un professionnel capable soit d'assurer la croissance soit le redressement d'une unité.

Pour un premier contact :
Ecrire sous no 2.422 le Monde pub
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

CHARGÉ DE MISSIONS
FRANCE ET ÉTRANGER

- Vous êtes Société Française ou Etrangère
- *Vous recherchez un*

**MANAGER**

- pour créer un bureau ;
- *négocier une affaire ;*
- promouvoir un produit.

**INGÉNIEUR INDÉPENDANT**

43 ans – 10 ans expérience étranger
Bilingue anglais
Rompu à tous les domaines.

Vous avez un projet, vous êtes intéressé alors téléphonez-moi au 16 (1) 776-13-69 ou écrivez sous no 6.753 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

---

F. 39 ans. Maîtrise sc. ÉCONOMIQUES. DESS gestion (IAE). Bilingue ALLEMAND-ANGLAIS cherche poste fonctions négociation exploitation CONTRATS, GESTION FINANCIÈRE, EXPORT. Préavis trois mois.
Ecr. s/no 2.340 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

FME 37 ans, licenciée en droit (maîtrise), bilingue anglais, ayant une grande expérience : contrat travail, recrutement, préparation paye (400 personnes) et bilan social, relations avec organismes sociaux et C.E., recherche à Paris ou région parisienne un poste

**D'ADJOINTE D.R.H.**
ou
**RESPONSABLE SERVICE PERSONNEL**

Pour 1er contact, écrire sous référence 54 052 à PROJETS, 12, rue des Pyramides, 75001 Paris qui transmettra.

---

J.F. 30 ans, secrétaire P.-D.G., filiale grande banque d'affaires
STÉNODACTYLO
TRAITEMENT DE TEXTE
GESTION INFORMATIQUE
TRÉSORERIE-TITRES
Habitude secrétariat de haut niv., cherche poste assistante service financier. 10 500 X 13.
Ecr. s/no 2 375 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

H. 28 ans formation commercial + Ang./Esp./Ita. cher. emploi juillet-août
Ecr. s/no 2.425 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

BAC + 4 EN GESTION COMMERCIALE (1983)
Espagnol (courant), Anglais (bon niveau) souhaite intégrer service commercial performant.
Ecrire M. BUDAI, 17, rue Colonel-Oudot, 75012 Paris-4e
Téléphone : 628-78-72.

---

**PRODUCTEURS MICROSYSTÈMES**

Vous êtes intéressés par le marché africain de l'information professionnelle. Vous produisez des micro-ordinateurs et des logiciels pour les applications culturelles (gestion de bibliothèques, systèmes documentaires, pédagogie) et domestiques. J.H. 35 ans, DOCTEUR ES. SC. de l'INFORMATIQUE SPEC – INFORMATION SCIENTIFIQUE. 5 ANS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ch. emploi. Vous propose son expérience pour prospection de marchés. Promotion des produits. Étude de faisabilité de systèmes. Formation permanente. Ecr. ss no 10.427 Contesse, 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

## STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

**UNIVERSITÉ DE PARIS X – NANTERRE**
**INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE**

**CYCLES D'INFORMATIQUE 1985-1986**
**AGRÉÉS PAR L'ÉTAT**

**DESS BASES DE DONNÉES ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION : 600 heures.**

Niveau : *Maîtrise (Sciences Economiques ou Scientifiques).*
Objectifs : Formation de gestionnaires de données.
Contenu : Informatique générale. Algorithmique et modélisation. *Bases de données. Analyse et traitement des données.* Conduite d'un projet informatique.

* * *

**LICENCES DE TECHNOLOGIE UNIVERSITAIRE**
**CONCEPTEUR MÉDIATIQUE : 800 heures.**

Niveau : DEUG.
Objectifs : Formation de Chefs de projet, concepteurs et réalisateurs de produits de communication interactifs.
Contenu : Méthodologie de conception de systèmes de communication E.A.O. Télématique. Image interactive.

**DÉCISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUE**
**RESPONSABLE DE PROJET MOYENS ET PETITS UTILISATEURS : 950 heures.**

Niveau : DEUG.
Objectifs : Responsable de projet informatique (Environnement M.P.U.).
Contenu : Structure et fonctionnement des ordinateurs. PASCAL. BASIC. COBOL. MAS. MCP-MERISE. IDS. II-TDS. Aspects juridiques de l'informatique de gestion.

*Renseignements et inscriptions.*
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
*Université de Paris X - Nanterre*
200, avenue de la République, 92001 NANTERRE CEDEX
Téléphone. 725.92.34 / postes 864-777-778-865 et 866

---

**UNIVERSITÉ DE PARIS X – NANTERRE**
**INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE**

FORMATION DE "GESTION ET DROIT DE LA DÉCENTRALISATION"

sanctionnée par le diplôme national de la

LICENCE EN DROIT

délivrée par l'U.E.R. de Sciences Juridiques et Politiques

Niveau requis : DEUG DROIT ou selon expérience.

Renseignements et inscriptions :
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
*Université de Paris X - Nanterre*
200, avenue de la République, 92001 NANTERRE CEDEX
Tél. 725.92.34 postes 866 et 899

---

DEVENEZ
**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

stage sur IBM 38
BAC/BAC + 2

*Ensemble construisons l'avenir !*

Seul institut européen informatique doté d'un IBM 38, matériel de 4e et 5e génération.
Formation en 7 mois avec + de 70 % de pratique. Propositions d'embauche permanente, sous réserve de l'obtention du Certificat de Technicité Informatique et de la mobilité géographique.
Paris - Nantes : IBM 38
Lyon - Lille : IBM 34
+ complément.
Renseignements et inscription : 41, rue Volta - 75003 PARIS - Tél. (1) 274.33.28.

IEI — MEDIA PA

---

INSTITUT PORTUAIRE
D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DU HAVRE
organise
en association avec l'A.F.T.

**Certificat d'Etudes Supérieures de transport international**

(niveau 3ème cycle)
du 7 Octobre 1985 au 30 Juin 1986

Inscriptions
**I.P.E.R.** 1, rue E. Zola 76090 LE HAVRE CEDEX.

---

DIPLOME DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FORMATION
EXPERTISE-COMPTABLE
Expérience de l'enseignement supérieur, très bonne références recherche animation et enseignement dans les disciplines :
FISCALITÉ ET COMPTABILITÉ
Téléphone : 605-52-39.

## propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS CEDEX 09.

---

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

## travail à *domicile*

Secrét. tape sur IBM 82 C manuscrits, rapports, conférences, etc. tarif intéressant Téléphone : 940-42-41.

## travaux à facon

Artisane effectue ts travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. 461-14-22.

## villégiature

RETROTEL : retraite heureuse au bord de mer, court, long séjour, parc, balnéothérapie piscine, surveillance médicale Grand standing. Prix modéré Golfe-Juan
Téléphone : 93-61-12-29.

---

# ANNONCES CLASSÉES



## L'immobilier

### appartements ventes

**1er arrdt**

LES HALLES/SAINT-HONORÉ dans immeuble rénové, ascenseur, magnifique double séjour + 3 chambres, 130 m². GARBI 567-22-88.

**2e arrdt**

**BOURSE SOLEIL**

IMMEUBLE ANCIEN RÉNOVÉ 59 m² et 85 m² refaits à neuf 7e et 6e ét., asc., chff. indiv. SANTANDREA 561-90-91.

Sentier. Bel imm. 4e ét. 80 m². ensoleil. living + 3 chbres. 1.250.000 F. 546-26-25.

**4e arrdt**

**MATIMO 272-33-25**

SURFACES A RÉNOVER 10 000 à 11 000 F le m². Châtelet, asc., 5e ét. 31 m² + balcon ; 4e ét., s/cour, 71 m² ; pr. pl. des VOSGES, 55 m² ; rue de SÉVIGNÉ, 80 m² ; les Halles, original 120 m².

**5e arrdt**

**NEUF JARDIN DES PLANTES**

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE. Livraison immédiate. Reste 1 appt de 5 p. 116 m². Vis. témoin ts les jours 14-19 h sauf mercredi et dimanche.

PRÈS VAL-DE-GRACE

**SUR GRAND JARDIN**

beau living, 3 chambres, grand balc. sud-ouest, parking dble. DORESSAY – 624-93-33.

**6e arrdt**

**CHERCHE-MIDI**

150 m², salon salle à manger + 3 chbres. imm. grand cft, 6e ét., asc., parkg. 567-22-88.

**7e arrdt**

**BOURDONNAIS 290 m²**

Belle récept., 4 ch., très clair EXCLUSIVITÉ EMBASSY. Tél. : 562-16-40.

**8e arrdt**

S/RUE ST-HONORÉ proximité RUE ROYALE, 55 m², gd séj. + petite chambre, bains, cuis., 4e ét. Px vente 610 000 F. IMMO BALZAC 296-14-38.

**PARC MONCEAU**

Proximité imm. 1900, stdg. 4e ét., asc., 260 m², excellent état, triple réception, 4 chbres, 4 millions. 261-84-52 matin.

**9e arrdt**

Part. vend studio 35 m², 260.000 F. Haut. rue du Fg-Poissonnière. Entrée, séjour, s. de bns, cuisine, 4e étage ss ascenseur. Porte blindée. Faibles charges. Tél. 848-58-73 après 18 h ou laisser message sur répondeur.

**13e arrdt**

QUARTIER MONTSOURIS imm. 1975, GD STANDING

**2 P., 48 m² + LOGGIA**

Px 631 000 F. T. 542-40-90.

**GOBELINS**

Grand 4-5 p., 180 m², 2 100 000 F. Entrée partie style H.P. 4 p. 95 m², 1 100 000 F. Ces deux appts peuvent être réunis. IMM. P. DE T. RAVALÉ – 526-99-04.

**14e arrdt**

MONTSOURIS Petit 3 p. tt cft, plein soleil, 500 000 F. Tél. 322-61-35.

**15e arrdt**

CADIX-140 m², soleil, 703-32-31.

**ASC. TERRASSE.**

**MÉTRO COMMERCE**

Imm. récent tt cft, parkg. séjour., 3 chambres, cuisine, bains, dche, 2 w.-c., s/rue et jdn. Tél. 544-21-97 le matin.

Vouillé. Soleil et charme 135 m² sur 2 niveaux TERRASSE 30 m². 1.750.000 F. Téléphone : 546-26-25.

**16e arrdt**

**PORTE SAINT-CLOUD**

Duplex, cheminée, bois, réception, 3 chambres, 3 bains, garage. Tél. : 502-13-43.

**17e arrdt**

Étoile. Bel immeuble ravissant, 3 pièces, 65 m². 830.000 F. Téléphone : 844-98-07.

**18e arrdt**

Vente-Paris (5 pièces) 18e. Me Marcadet. Immeuble récent. 4e ét. Asc. Parf. état, très clair, ensoleillé, séjour et salle à manger sur jardin, 3 chambres, salle bains, salle douche, w.c., cuisine équipée et aménagée, placards, loggia, portes blindées, parking, cave. 1.100.000 F. 387-13-21 (bureau) 257-23-53 (dom.).

PRÈS JUNOT, sur verdure superbe 4 P., tt cft, 110 m² élevé, asc., pierre de t., soleil. 1.600.000 F. Tél. 254-71-93.

**19e arrdt**

**BUTTES CHAUMONT**

Sur parc, atelier d'artiste 90 m² remarquablement aménagé. 1.050.000 F. 261-84-52 matin.

**20e arrdt**

R. DE FONTARABIE, prop. vend beau 2 Pces. entr., cuis., s. de bns, cave. 42 m², tr. b. état, 4e ét., sud dble expos. 300.000 F. Tél. 773-64-39.

**92 Hauts-de-Seine**

**NEUILLY RÉSIDENT**

2 pces, tt cft, ét. élevé asc. Sur place mardi 14, mercredi 15 de 11 h 30 à 18 h 30 126, RUE PERONNET.

### appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère Rive Gauche, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-23-55 même le soir.

**ACHÈTE COMPTANT**

toutes surfaces mêmes à rénover Paris ou portes. T. : 252-01-82, même le soir.

**GROUPE DORESSAY**

3, rue Vieux-Colombier, 6e rech. POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE APPTS 4 à 8 PCES et HOTEL PARTIC. ACHAT ou LOCATION 624-93-33.

**EMBASSY SERVICE**

8, avenue de Messine 75008 – PARIS Pour clientèle française, étrangère et diplomates. APPTS HAUT DE GAMME et hôtels particuliers.

**562-16-40.**

**MICHEL BERNARD**

42, av. V.-Hugo, Paris-16e. RECHERCHE POUR CLIENTS gds appts, hôtels particuliers. Tél. : 502-13-43.

**ACHÈTE COMPTANT**

toutes surfaces mêmes à rénover Paris ou portes. 252-01-82, même le soir.

### hôtels particuliers

PARC MONTSOURIS RAVISSANT H.P., cft, ss-sol anglais, r.-de-ch. surélevé + 1 ét., toit, terrasse neuve 102 m² par niveau + maison d'enfants. Beau jard. 480 m² planté. 2.800.000 F. 563-94-69.

### pavillons

**PAVILLONS**

JUSQU'A 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire Centre d'information FNAIM DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS. 227-44-44.

BOURG-LA-REINE 5' Métro Beau pav. récent, de 5 pièces + grenier aménageable, jardin 1.200.000 F. : Tél. 661-32-11.

### locations non meublées offres

**Paris**

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-Banlieue 707-22-05 CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard, Paris-5e. Métro CENSIER.

Me ROME, 3 p. s. de b., cuis., entrée, w.c. séparé, tt cft. Refait neuf. 5.400 F. 294-26-44.

RUE POLIVEAU, très agréable studio, cuis. équipée dans imm. moderne. 7e étage asc. 2.300 F + ch. Tél. le matin SEGECO 522-69-92.

**Région parisienne**

78 MONTESSON, dans quartier calme avec verdure, libre immédiatement, gde villa neuve, jamais habitée 200 m² habitables, séjour 70 m² avec cheminée, très gde cuis., 4 chbres, 2 salles de bains, 1 salle de douche, nombreux rangements, garage, sous-sol 100 m², jardin 500 m². 12.000 F. Tél. SEFIGESTION 562-49-21.

### locations non meublées demandes

**Paris**

Cadre supérieur recherche vaste 6 pièces Paris ou Versailles. Possibilité loyer élevé si justifié. Téléphoner heures repas au (61) 21-13-68.

Pour cadres supérieurs et employés déplacés de province, importante société internationale informatique rech. divers apts 2 à 8 p., studios, villas. Prix indifférent Paris, banlieue. Téléphone : 504-48-21.

Fonctionnaire cherche studio 2 ou 3 pces. Gare de Lyon, Nation ou centre de Paris. Tél. soir 342-16-04 ou (16) 38 53-96-70.

**Région parisienne**

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES (1) 889-89-66. 283-57-02.

### immeubles

Marchand de biens, 3 petits imm. rénovés, 200 m métro RER. Bois. 20 appts. 2 locx commerciaux, rapport 0,7 million avantages fiscaux, prix à débattre, vue urgence. Téléphone : 335-41-60.

### locations meublées demandes

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**

rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STANDING pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES Téléphone : 562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing. 4 pièces et plus. 285-11-08.

### maisons individuelles

15' Pte de Bercy, VILLECRESNES, RER, Boissy-St-Léger, pav. 1973, 180 m² habitables, ss-sol, gar., 800 m² jard. 5/6 pièces, cuis., tt cft, exceptionnel. 1.175.000 F. MAS IMMOBILIER. 345-88-53.

**ST-MANDÉ STANDING**

Gde maison style Mansard Réception 5 CHAMBRES Jard. d'hiver, terrain 360 m² Gar. 2 voitures. Px justifié ÉTUDE BEL AIR. 340-72-06.

### propriétés

**HÉRAULT-BÉZIERS**

Près mer dans quartier résidentiel S.C.I. cède fin de programme au prix de revient. Appts, garage, parking, celliers. Écrire BERNARD B.P. 2052, 34312 Béziers, Cedex.

### terrains

**PLOUIGNEAU**

Part. à part. (Nord-Finistère) 10 km de Morlaix, 12 km mer. A VENDRE : 6 terrains viabilisés de 610 m² à 1.058 m². Résidentiel, 5 mn ville et centre ccial. Prix : 125 F le m². Tél. (16) (1) 244-22-17.

Éch. terr. Grèce, bord mer 50 m, 45 km nord Athènes, zone urb., 450 m², clos, ctre stud. mont. Alpes. Ecr. urg. Yves G. Palau Naciones Unidas Apdo. 4731 Quito Equateur.

Recherche TERRAIN A BATIR Banlieue SUD Paris même av. petite maison. 938-87-27.

### viagers

Rueil/Mont-Valérien calme, soleil, immeuble récent, grand appt + terrasse, parkg, occupé 73/75 a., 40 000 + 4 000 F. Viagers F. Cruz 266-19-00.

48 000 + 1 100 F pour 3 p., cft, bel imm. pierre 19e arrdt. occupé, fme 68 a., 266-19-00.

### Immobilier d'entreprise et commercial

### bureaux bureaux

*Ventes*

VOTRE ANTENNE A PARIS Bureau ou domiciliation TIME BURO (1) 346-00-55.

**15e EXCEPTIONNEL**

A vendre H.P. de 250 m² bureaux grande qualité BALCONS et TERRASSES DE PARIS matin 722-73-58.

*Locations*

VOTRE SIÈGE SOCIAL

**DOMICILIATIONS**

SARL - RC - RM Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques

**355-17-50**

**ÉTOILE**

**BUREAUX**

MEUBLES TRÈS HAUT NIVEAU

Salle de réunions, SHOW-ROOM SECRÉTARIAT – TELEX Tél. : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitution de société, démarches, secrétariat etc.

**ACTE SA. 359-77-55.**

Votre adresse commerciale

**ou SIÈGE SOCIAL**

loc. bureaux, secrét., télex.

**CONSTITUTION STÉS**

ou création ttes entreprises.

**ASPAC 293-60-50 +**

VOTRE SIÈGE SOCIAL

**DOMICILIATIONS**

SARL - RC - RM Constitution de Sociétés, démarches et tous services. Permanences téléphoniques.

**355-17-50**

### locaux commerciaux

*Ventes*

LE PERREUX centre à vendre tte ppté, immeuble commercial 1500 m² pour activités laboratoire, petite industrie non classée. Bur. surface stockage. Bât. moderne équipé. GÉRANT 233-04-30.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

### TEMPS COUVERT

La journée du 13 mai devait être marquée par un temps couvert avec pluies orageuses de la Corse aux Alpes, s'étendant aux Vosges et aux régions du nord de la Picardie à la Normandie à la Bretagne et près de l'Atlantique, les pluies se localisant progressivement près de la Manche et sur les Landes.

Ailleurs, après des brumes ou nuages bas matinaux, des éclaircies devaient se développer toutefois en soirée et des averses se produire sur le sud du Massif Central et près des Pyrénées.

Températures maximales prévues : Cherbourg : 11 ; Brest : 12 ; Rennes, Limoges, Nantes : 13 ; Tours, Clermont : 14 ; Paris, Bordeaux, Perpignan : 15 ; Dijon, Biarritz : 16 ; Lille, Nancy, Nice : 17 ; Strasbourg, Lyon, Toulouse, Marseille : 18 ; Ajaccio : 20.

Températures maximales à l'étranger : Amsterdam : 20 ; Genève : 13 ; Londres : 10 ; Lisbonne : 20 ; Madrid : 14 ; Moscou : 24 ; Rome : 22. – (AFP, AP).

## LES DEUXIÈMES JEUX DE PARIS

### Compétition entre arrondissements

Huit mille sportifs parisiens, dont six mille écoliers de dix à quinze ans, doivent participer aux deuxièmes Jeux de Paris, série d'épreuves sportives opposant des équipes d'arrondissement. Il s'agit de créer une émulation entre les quartiers de la capitale, de faire connaître les équipements sportifs de la ville à l'occasion d'une journée « portes ouvertes » et de commencer à repérer les futurs compétiteurs des Jeux olympiques de 1992. Les finales des Jeux de Paris auront lieu le mercredi 22 mai pour la gymnastique, au gymnase Huyghens, 10, rue Huyghens (14e, métro Raspail) ; pour le volley-ball, au stade Géo-André, 2, rue du Commandant-Guilbaud (16e, métro Porte-de-Saint-Cloud) ; pour le judo, le handball et le basket, au stade Pierre-de-Coubertin, 82, avenue Georges-Lafont (16e, métro Porte-de-Saint-Cloud) ; pour le football, l'athlétisme et le rugby, au stade Suzanne-Lenglen, 2, rue Louis-Armand (14e, métro Place-Balard) ; pour la natation, à la piscine Henry-de-Montherlant, 32, boulevard Lannes (16e, métro Porte-Dauphine). Entrée libre et gratuite.

## PARIS EN VISITES

**MARDI 14 MAI**

« Un quartier de roture : Auteuil et son cimetière », 14 h 45, sortie métro Eglise-d'Auteuil (Vincent de Langlade).

« Souvenirs de George Sand au musée Renan-Scheffer », 15 h 30, 16, rue Chaptal (Anne Ferrand).

« La Seine et ses ponts », 15 h, place du Châtelet devant fontaine (Paris autrefois).

« La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« Les fouilles du Louvre », 15 h, guichet Louvre côté Arc de triomphe du Carrousel.

« Le cabinet des médailles et antiques à la Bibliothèque nationale », 15 h, 58, rue de Richelieu.

« Exposition Dunoyer de Segonzac et œuvres de Monet et des impressionnistes », 14 h 30, 2, rue Louis-Boilly.

« L'Opéra de Paris », 14 h, dans le hall (Mme Rojon).

« Tout sur le prestigieux Opéra de Paris », 15 h, haut des marches.

« Le Marais : les intérieurs », 15 h, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine (C.A. Messer).

« La Sainte-Chapelle, culte des reliques et propagande royale », 14 h 30, grille Palais de justice (D. Bouchard).

« L'Ecole des beaux-arts », 15 h, 17, quai Malaquais (Marion Ragueneau).

« Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau.

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

## CONFÉRENCES

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, 19 h 15, « Les Astronautes de l'Inde préhistorique ».

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30, « la Gravure en Europe. Magie du noir et blanc » (M. A. Jacquemin, de l'Académie des beaux-arts).

78, boulevard Raspail, 15 h, « Histoire de la musique de l'Antiquité à nos jours » (B. Casadesus).

1, rue V.-Cousin (Bachelard), « L'argent n'est pas « sale » en lui-même ». Vie quotidienne. Vie spirituelle » (Armel Denolle).

26, rue Bergère, 20 h, « Les astres et les rêves » (Frère Marin de Charrette).

5, rue Largillière, 19 h 30, cycle les philosophies d'Orient et d'Occident. Cours de présentation, « La philosophie et le sens de la vie » (D. Duquet).

« Maison Victor Hugo », 16 h 30, 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

## EN BREF

### EXPOSITIONS

**ORFÈVRES EN LA MATIÈRE.** – L'artisanat, « *le métier le plus indépendant de la fortune et des hommes* », selon la formule de Jean-Jacques Rousseau, connaît un renouveau certain depuis quelques années. Le Salon de l'artisanat et des métiers d'art de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), qui se tient du 10 au 19 mai au Pavillon Baltard, permettra de le constater *de visu*. Maîtres verriers, dinandiers, ébénistes, souffleurs de verre, etc. : ils seront cent cinquante artisans d'art représentant une cinquantaine de disciplines manuelles. Certains travailleront devant le public.

★ **Ouvert de 11 h à 20 h. Nocturne jusqu'à 22 heures le vendredi. Entrée : 15 F les week-ends et jours de fête ; gratuit en semaine. Renseignements : 873-73-97.**

**LES MOSAIQUES DU CŒUR.** – Les 14 et 15 mai, la tour Eiffel accueillera une exposition originale : « Les mosaïques tricotées cœur »… ou l'art de tricoter vu par les enfants. Pendant plusieurs mois (*le Monde* du 29 mars), dix-huit mille enfants des écoles primaires de niveau CM1 et CM2 ont réalisé un ouvrage collectif : une mosaïque en tricot sur un thème original. Des expositions régionales ont eu lieu en mars et avril. Ce sont les ouvrages sélectionnés que vous pourrez admirer durant ces deux jours. Un jury désignera la classe lauréate, qui s'envolera pour un voyage d'une journée en avion.

### SÉJOURS LINGUISTIQUES

**DES AMERICAINS A PARIS.** – La Franco American Cultural Exchange organise le mardi 14 mai à la mairie du 20e un meeting où sont conviées les familles parisiennes qui souhaitent inviter un étudiant américain pendant un mois en juillet ou en août 1985. Réciproquement, en 1986 ou ultérieurement, la famille de l'étudiant accueillera leurs enfants dans les mêmes conditions. Pour toute information complémentaire, contacter le secrétariat du maire.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3964**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | ■ | | | ■ | | |
| IV | | | | | ■ | ■ | | ■ | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | ■ |
| VII | | | ■ | | | | | | |
| VIII | | | | | ■ | | ■ | ■ | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | ■ | | | | |
| XI | | | | | ■ | | | | |

**HORIZONTALEMENT**

I. N'aiment pas perdre la boule, mais aiment bien faire perdre la tête. – II. Célèbre journée de couronnement. – III. Insensible dans un sens, très sensible dans l'autre sens. Participe passé. Abréviation. – IV. Coin de paix pour la blanche colombe. – V. On les fait jouer quand on est à court de souffle. – VI. Une charge pour un membre du corps enseignant. – VII. Un peu de tenue. Peut être faux. – VIII. Adverbe. – IX. Petite construction destinée à la casse. – X. Ne tient donc qu'à un fil. Combattit l'islam avant d'en devenir son farouche défenseur. – XI. L'éternel féminin. Servent dans la marine mais font leur service à terre.

**VERTICALEMENT**

1. N'est pas au plus mal, mais n'est pas au mieux. – 2. Homme de paille. – 3. Son métier l'oblige à être souvent au bout du fil. Patrie de Tourgueniev. – 4. Abréviation religieuse. A donc tout à craindre ou n'a plus rien à redouter. – 5. On s'en passe facilement. Figure héraldique. – 6. Arrive avec précipitation. Peut donner une bonne tarte ou recevoir une pêche. – 7. Elément d'une colonne. Projet de loi. Elément d'un cercle. – 8. Une gorge souvent rincée. Général de division. Un cran pour une ceinture. – 9. Tentes de disparaître ou essaies de faire apparaître. Une addition ou une division.

**Solution du problème n° 3963**

*Horizontalement*

I. Amphitryon. Soue. – II. Narine. Aliments. – III. Ire. Sirène. – IV. Mates. Do. Lô. – V. Atonie. Diables. – VI. Drill. Poussière. – VII. Véreuse. Costume. – VIII. Evreux. Le. Ris. – IX. Ré. Aethuse. Ors. – X. Smog. Zombie. – XI. Io. Eon. Huées. N.B. – XII. Ote. Iséo. Née. AI. – XIII. Ninas. Suit. Ulve. – XIV. Sou. Osier. – XV. Anéantissements.

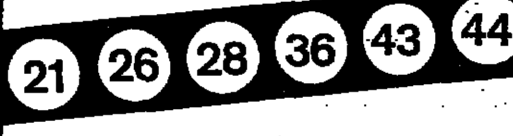
*Verticalement*

1. Animadversion. – 2. Marâtre. Emotion. – 3. Prétoire. En. – 4. Hi ! Enlevage. Asa. – 5. In. Silure. Oison. – 6. Tes. Sétons. Ut. – 7. Peuh ! Es. – 8. Yard. Xuzhou. – 9. Oléoduc. Sou. Ios. – 10 Nin. Isolement. – 11. Mélasse. Bée. Om. – 12. Se. Obit. Oiseuse. – 13. ONU. Leurre. Lin. – 14. Ut. Permis. Navet. – 15. Est. Sées. Obiers.

GUY BROUTY.




N° 19 TIRAGE DU SAMEDI 11 MAI 1985




NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 15 MAI 1985 ET SAMEDI 18 MAI 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

| | NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F) |
|---|---|---|
| 6 BONS Nos | 2 | 3 987 920,00 F |
| 5 BONS Nos + complémentaire | 21 | 177 240,00 F |
| 5 BONS Nos | 877 | 13 335,00 F |
| 4 BONS Nos | 70 446 | 165,00 F |
| 3 BONS Nos | 1 509 584 | 11,00 F |

BONUS DU SAMEDI 137 169

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE 11 F x 2 = 22,00 F

LA SEMAINE PROCHAINE

UNE SUPER CAGNOTTE LE MERCREDI

UNE SUPER CAGNOTTE LE SAMEDI

LES 2 SUPER-CAGNOTTES DES BEAUX-JOURS !

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

# COMMUNICATION

## Le SNJ s'inquiète des « dérives déontologiques » de l'information

Le syndicat national des journalistes (SNJ), qui a réuni son congrès national à Mittelwihr (Haut-Rhin), a examiné en particulier les conséquences sur la profession des évolutions technologiques en cours dans l' *« univers médiatique »*. Le SNJ estime que ces *« profondes modifications »* entraînent *« une crise d'identité »*.

Pour le SNJ, *« la maîtrise des nouveaux outils techniques et des mutations culturelles de la communication »* doit permettre de *« mieux informer les citoyens et de garantir l'information contre les dérives que sont le parrainage (sponsoring), la publicité clandestine et les pratiques contraires à la déontologie »*. Le syndicat s'alarme notamment de ce que le service public de l'audiovisuel soit *« de plus en plus perméable aux intérêts privés »*. Il demande que les contrats de parrainage des chaînes soient communiqués aux comités d'entreprise des sociétés avant leur négociation.

Ont été élu secrétaires généraux : François Boissarie *(le Figaro)*, François Aubry *(Midi libre)*, Daniel Gentot (FR 3), Claude Durieux *(le Monde)*, Richard Someritis (A 2) ; trésorier : Pierre Delimauges *(le Havre libre)* ; trésorier adjoint : Mario Guastoni *(Revue politique parlementaire)*.

## Le retour des clips à la télévision

Un accord est finalement intervenu entre les trois chaînes du service public et le syndicat national des éditeurs phonographiques (SNEP), qui met fin à une guerre de trois mois au sujet de la diffusion des viédo-clips sur les antennes. *Désormais, les chaînes paieront* 1 250 F par passage, exception faite pour la diffusion des clips produits depuis moins d'un mois qui, elle, sera gratuite.

Le SNEP avait provoqué un petit coup de théâtre, fin janvier, en annonçant sa décision soudaine d'interdire à ses adhérents de fournir gratuitement les clips *(le Monde* du 30 janvier). Conçus au départ comme des produits de promotion des disques, ceux-ci avaient pris peu à peu une place de plus en plus large dans les programmes, permettant même aux chaînes de faire quelques émissions sans bourse délier (« Bonsoir les clips » sur Antenne 2, ou *« La nuit du clip »* sur TF 1). Les trois sociétés nationales, qui se sont passées des clips pendant trois mois, se sont donc rangées en partie aux arguments des producteurs, sensibles notamment au fait que la poursuite de la diffusion gratuite avantagerait considérablement les chanteurs anglo-saxons, dont les producteurs disposent de plus larges moyens.

● *Un nouveau magazine sur l'image :* De visu. – *De visu*, nouveau magazine consacré à l'industrie et à la création audiovisuelle, est apparu dans les kiosques depuis le 29 avril. Il s'adresse à tous les professionnels et gens d'images soucieux d'être tenus informés sur l'actualité de la vidéo, du cinéma, de la télévision et, plus généralement des transformations économiques que suscite l'expansion des médias : réseaux, stratégie des grands groupes, développements technologiques, productions en cours, marchés. Chaque numéro sera centré sur un dossier, et on trouvera chaque fois l'interview d'un producteur, réalisateur ou responsable des programmes, ainsi que des rubriques régulières sur les questions juridiques et techniques. Dirigé par Christian Jacquemart et réalisé par une équipe de journalistes issus de *Sonovision*, *De visu* paraîtra chaque trimestre au prix de 38 francs.

★ *De visu*, 15, rue d'Aboukir, 75002 Paris.

● *Saisie d'une radio privée de Saint-Etienne.* – Le matériel de TNT (Tonus-nature-tendresse), une radio locale privée de Saint-Etienne (Loire), a été saisie, vendredi 10 mai, par la police, sur ordre du procureur de la République de Montbrison. Il lui était reproché d'avoir dérogé à son cahier des charges en changeant de point d'émission, son émetteur ayant été transféré de Saint-Etienne au Guizay, un site plus élevé situé dans la commune de Planfoy.

● *La « Revue du Minitel ».* – Le premier numéro du bimestriel *la Revue du Minitel* (25 F, 84 pages), sorti en avril, a été tiré à 80 000 exemplaires. Le nouveau magazine, dirigé par Patrick Bernard, se propose d'intéresser ses lecteurs *« aux applications tant privées que professionnelles »* de cet appareil.

★ *La Revue du Minitel*, 5, rue Coq-Héron, 75001 Paris.

● *Mort du créateur de « Dick Tracy ».* – Le dessinateur américain de bandes dessinées Chester Gould est mort, le 11 mai, dans sa maison de l'Illinois, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. C'est en 1931 qu'il avait créé le personnage de Dick Tracy, détective privé dont les enquêtes criminelles étaient plus efficaces que celles de la police qui échouaient face à des criminels hors du commun. Chester Gould ne dessinait plus depuis 1977. – *(AFP.)*






# LE CARNET DU Monde

## Décès

– Marie et Annie Averbuch ont la douleur de faire part du décès de

**Michel AVERBUCH,**

leur époux et père.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 mai, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

2, rue Jacques-Mawas, Paris-15e.

---

– Mme Tahar Ben Amar, ses fils Mustapha, Khaled et Chedli, ont l'immense douleur de faire part du décès de

**M. Tahar BEN AMAR,**
ancien premier ministre de Tunisie.

25, rue Ras-Ed-Derb,
Tunis (Tunisie).

*(Lire nos informations page 4 .)*

---

– Mlle Marie Sylvie Buisson,
M. et Mme Christian Treguier,
Raphaël et David Treguier,
M. Stéphane Buisson,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Buisson et Hetroy,
font part du rappel à Dieu de

**Jean BUISSON,**
ingénieur général
de l'armement de 1re classe,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de l'Aéronautique.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle du Val-de-Grâce, mercredi 15 mai, à 10 h 30.

9, rue de Dantzig,
75015 Paris.

---

– On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Etienne CROUSLÉ,**
ingénieur ECP (23 B),

endormi dans la paix du Seigneur le 8 mai 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

*De la part de*

Mme Etienne Crouslé,
née Madeleine Cotte,
M. et Mme Thierry Crouslé,
*leurs enfants et petits-enfants,*
M. et Mme Dominique Crouslé,
leurs enfants et petit-fils,
M. et Mme Bruno Crouslé
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Bruniaux
et leurs enfants,
*Docteur et* Mme Alex Michaud
et leurs enfants,
Jean-Paul et Sébastien Soubeyrand,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
*Et toute sa famille.*

*Les obsèques religieuses auront lieu* dans l'intimité en l'église de Belmont (Ain), suivies de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Une messe sera dite en l'église Saint-Léon, sa paroisse, place du Cardinal-Amette, à Paris-15e, le mercredi 22 mai, à 18 heures, célébrée par le chanoine Mathé.

---

– Le proviseur,
Le personnel
Et ses élèves du lycée Hélène-Boucher,
Ses collègues, ses amis,

ont la grande douleur de faire part du décès de

**Mme Constance DEFAYE,**
professeur de sciences naturelles,

le 9 mai 1985 à l'âge de quarante-six ans.

Lycée H.-Boucher,
75, cours de Vincennes,
75020 Paris.

---

– Sa famille
Et ses amis,
L'université de droit d'économie et de sciences sociales de Paris,
L'Association littéraire et artistique internationale,
La Ligue internationale contre la concurrence déloyale,
L'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois,
font part des obsèques célébrées, à sa demande, dans l'intimité de

**M. Henri DESBOIS,**
*professeur honoraire*
à l'université de droit d'économie
et des sciences sociales Paris-II,
doyen honoraire
à la faculté de droit de Grenoble.

Une messe sera dite à son intention à Saint-Etienne-du Mont, le 23 mai 1985, à 18 h 45.

---

– Mme Alfred Fallot,
Mme Françoise Fallot-Bouillot,
*M. Jean-Pierre Bouillot*
et leurs enfants,
Mme Florence Fallot
et ses enfants,
Mme Evelyne Fallot
et M. William Johnston,
M. et Mme Jean-Paul Escande
*et leurs enfants,*
Ainsi que toute leur famille,

ont la tristesse de faire part du décès du

**pasteur Alfred FALLOT,**

survenu le 12 mai 1985, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

*« Bon et fidèle serviteur, entre dans la joie de ton maître. »*

(*Matt.* XXV, 21).

Le service religieux aura lieu le mardi 14 mai, à 14 heures, à la chapelle de la Maison de santé protestante de Nîmes (3, avenue Franklin-Roosevelt).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence les Eygalades, bât. B,
116, rue Edmond-Carrière,
30000 Nîmes.

---

– On nous prie d'annoncer le décès de

***Mme Robert FAURE,***
**née Françoise Trapenard,**

*survenu le 7 mai.*
De la part de
M. Jean-Robert Faure,
M. Alain Ariel Faure,
M. Denis Faure,
ses fils,
Mlle Michelle Trapenard,
sa sœur,
M. et Mme Alain Trapenard,
son frère et sa belle-sœur.

L'inhumation a eu lieu à Bordeaux dans la *plus stricte intimité.*
Un service religieux sera célébré à son intention le mercredi 15 mai, à 12 heures, en la chapelle de Marie-Immaculée, 58, rue Saint-Didier, Paris-16e.

66 *bis*, rue Saint-Didier,
75116 Paris.

---

– Le docteur Marie-Anne Levy Alcover,
Marie-Françoise Levy
et Elvire,
Anne-Marie et Claude Elmaleh,
Dominique Ouzilleau
et Emmanuel,
Catherine et Dimitri Davidenko
et Simon,
Mme Albert Catz,
Gilbert et Michèle Catz
et Mathilde,
ont le chagrin de faire part de la mort du

**docteur Roger LEVY,**
croix de guerre 1939-1945,
chargé d'enseignement
au CHU Paris-Ouest,

survenue le 9 mai 1985.

Les obsèques ont eu lieu le 10 mai, dans la plus stricte intimité.

11 *bis*, passage de la Visitation,
75007 Paris.

---

– M. et Mme Gabriel Méar,
leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Gérard Paubert,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Michel Lagny,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Guy Méar
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Yves MÉAR,**

leur père, grand-père et arrière-grand-père,

survenu, muni des sacrements de l'Eglise, le 12 mai 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 mai, à 15 h 30, en l'église Sainte-Geneviève, rue de l'Eglise à Asnières-sur-Seine, où l'on se réunira.
Cet avis tient lieu de faire-part.

---

– M. Emine Messiqua
et ses enfants,
M. et Mme *Pierre Messiqua*
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Marcel MESSIQUA,**
**née Diane Setton,**

*leur chère mère, belle-mère et grand-mère,*

survenu subitement le 5 mai 1985, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille.

11, rue Maspero, Paris-16e.
1295 Nies (Suisse).

---

– « Les amis d'Ida Nudel »

ont la douleur de faire part du décès de

***M. David PODLIACHOUK,***

survenu le 10 mai 1985.

Les obsèques auront lieu mercredi *15 mai.*
On se réunira à 8 h 30, à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux.
(Car à 8 heures, face Holiday Inn, 8, place de la République.)

---

– Mme *Auguste Pommier,*
Ses neveux, nièces, cousins et cousines,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

***M. Auguste POMMIER,***
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre *1939-1945,*
fondateur et président d'honneur
du Syndicat national
des industries d'équipement MTPS,
fondateur et président d'honneur
du Comité européen
des matériels de génie civil,
premier vice-président honoraire
de la chambre de commerce
et d'industrie de Paris,
ancien vice-président
du Comité national
des conseillers du commerce extérieur,
survenu le 8 mai 1985.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 15 mai, à 8 h 30, à Saint-Thomas-d'Aquin (Paris-7e) et l'inhumation à 14 heures, dans la sépulture de famille à Moulins (Allier).
Cet avis tient lieu de faire-part.

---

– Ozolles.

M. Anicet Senechal,
Ses enfants et petits-enfants,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Marie-Madeleine SENECHAL,**
**née Bolo,**

survenu dans sa soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 15 mai 1985, à 15 heures, au cimetière d'Ozolles (Saône-et-Loire).
*Le présent avis tient lieu de faire-part.*

Verquilleux,
71125 Ozolles.

## Remerciements

– Mme Claudine Deltorn,
M. et Mme Francis Deltorn,
Brigitte et Joëlle Deltorn
et leurs enfants,
Parents et alliés,

profondément touchés par les très nombreux *témoignages de sympathie* qu'ils ont reçus lors du décès de

**José DELTORN,**

prient *tous ceux qui se sont associés* à leur grande douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements très émus.

## Anniversaires

– Pour le premier anniversaire du rappel brutal à Dieu de

**André BLONDEAU,**

une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et restent fidèles à son souvenir.

---

– *Il y a un an, le 16 mai 1984*, disparaissait brutalement

**Charles-Louis DONIUS,**
**ENA 18-Juin.**

Que son souvenir demeure et ceux qui croient prient pour lui.
Mme Charles Donius,
née Devismes,
Colbert, 4 A, rue de la Ceinture,
78000 Versailles.

## Soutenances de thèses

– Institut d'études politiques de Paris, mercredi 29 mai, à 14 heures, salle A.-Siegfried, M. James Steel : « Le refus de l'angoisse (biographie politique *de Paul Nizan (1905-1940)*. »

– Université Paris-V, vendredi 31 mai, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Abdallah Baroudi : « Le Maroc à la recherche d'une révolution. Impérialisme et émigration. Idéologie, savoir et pouvoir. L'ordre de la science.

**CONFÉRENCES**

– Dimanche 12 mai, 60, boulevard de Latour-Maubourg, à 14 h 30 : « Singapour » ; 16 h 30 : « Le Maroc » ; 18 h 30 : « La Tunisie » (M. Brumfeld).

---

● *Un débat sur la solidarité entre juifs et arabes.* – « Racisme et antisémitisme en France. Quelle solidarité entre les juifs et les arabes ? » Un débat autour de ce thème réunira, le 14 mai, à 20 h 30, au centre Israël Jefroykin, 68, rue de la Folie-Méricourt à Paris-11e, MM. André Azoulay, président d'Identité et dialogue ; Harlem Désir, président de SOS racisme ; Driss el Yazami, journaliste à *Sans frontière :* Eric Ghebali, président de l'Union des étudiants juifs ; Nasser Ketan de Radio-Beur, et Jacques Tarnero, animateur du Centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme.
















# économie

## REPÈRES

### Dollar : nouveau repli à 9,43 F

*Le dollar s'est, à nouveau, replié sur les marchés des changes*, revenant, lundi 13 mai, de 3,1150 DM à 3,09 DM et de 9,52 F à 9,43 F environ. Le repli est imputable au vote du Sénat des Etats-Unis sur une réduction du déficit budgétaire, qui pourrait être votée, à son tour, par la Chambre des représentants. En ce cas, la diminution relative des besoins du Trésor pour combler le déficit allégerait la pression sur les marchés financiers, ce qui permettrait aux taux d'intérêt de baisser, d'où le moindre attrait pour le dollar.

### Crédit : le Japon est un grand prêteur

Le Japon a devancé, l'an dernier, les Etats-Unis pour devenir le premier créditeur net des pays industrialisés, a-t-on appris de source gouvernementale à Tokyo. Le Japon possédait plus de 60 milliards de dollars d'avoirs nets sur l'étranger — une fois le passif déduit des actifs, — contre seulement 37,3 milliards en 1983. Au monde, l'Arabie saoudite est le premier créditeur net, avec plus de 60 milliards de dollars de créances nettes en 1984, suivie par le Koweït. Le Japon avait été débiteur net jusqu'en 1968. Les Etats-Unis, qui sont devenus, cette année, débiteurs nets (*le Monde* du 7 mai), possédaient encore 106 milliards d'avoirs nets à l'étranger à la fin de 1983. L'augmentation rapide de crédits *du Japon est due à une importante hausse de ses exportations et* de ses investissements à l'étranger, hors de l'archipel en 1984, sur fond de croissance économique mondiale et de dollar fort. — *(AFP.)*

ALORS QUE PATRONAT ET SYNDICATS SE RENCONTRENT A NOUVEAU

## La négociation sociale est-elle encore possible ?

**Est-il encore possible pour le patronat et les syndicats de négocier à moins d'un an des élections législatives ? La perspective d'un accord sur l'intérim, le 13 mai, réintroduisant un des thèmes de la «flexibilité» de l'emploi pourrait être le signe d'une réponse positive à la veille de la réunion *«exploratoire»* entre le CNPF et les centrales syndicales sur l'extension des congés de conversion.**

**M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, expliquait lui-même le 7 mai que les nouvelles règles pour l'utilisation du travail temporaire, définies par la voie contractuelle, seraient autant de garanties qui ne pourraient être balayées par un changement de majorité en 1986. Une négociation parapluie ? Ce qui est valable pour l'intérim le sera-t-il sur d'autres sujets, encore plus sensibles ?**

*Tout le monde défend la politique* contractuelle assimilée de plus en plus à un rempart contre les interventions intempestives de l'Etat dans le domaine social. Mais depuis l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi, les partenaires *sociaux ont peur de faire le moindre* pas sous peine d'être désavoués par leurs troupes. Encore aujourd'hui, la CFDT a du mal à s'en remettre, et elle n'est pas la seule.

Les partenaires sociaux ont les uns et les autres de bonnes raisons de choisir l'immobilisme. Les syndicats ne sont pas — c'est le moins qu'*on puisse dire — en position* de force. Non seulement ils n'arrivent pas à mobiliser, mais encore ils n'ont pas l'initiative des propositions alimentant ce qui reste de dialogue social. Sur les salaires, on leur impose, bon gré mal gré, la loi des pouvoirs publics. Sur la « *flexibilité* », ils ont dû, comme auparavant sur l'assurance-chômage, négocier les revendications du CNPF. Et même sur les contrats formation recherche d'emploi (CFR), ils ont à mettre en musique un projet d'origine gouvernementale. Ils doivent ainsi jouer une pièce dont ils n'ont pas accepté le scénario.

### La « chouannerie »

Les syndicats sont d'autant plus réservés, qu'échaudés par l'échec sur la flexibilité ils sont devenus d'une prudence extrême. Ils ont le sentiment qu'on ne leur demande plus désormais que de négocier des *reculs sociaux au nom d'un néo*-libéralisme qui s'est fixé comme objectif une déréglementation tous azimuts. Ils ont donc tendance à se replier sur eux-mêmes pour tenter de protéger, avec d'autant plus de difficultés qu'ils sont affaiblis, de fragiles acquis. L'offensive du patronat sur l'emploi, sur le SMIC, sur le monopole syndical, sur la protection sociale, bref, sur les droits sociaux dans leur ensemble, les rend plus inquiets qu'elle ne les pousse pour négocier. « *Le patronat, actuellement*, affirme un dirigeant de Force ouvrière, *c'est la chouannerie !* »

*Certains syndicalistes pensent* même que leur intérêt est d'attendre 1986, espérant qu'alors, devant la volonté d'un éventuel gouvernement de droite de remettre en cause les acquis sociaux, les salariés se mobiliseront. En force... Utopie ?

*De son côté*, le patronat peut aboutir, à partir d'une analyse différente, à des conclusions identiques sur la vanité de toute négociation à l'heure actuelle. Il juge les syndicats trop affaiblis et trop divisés pour négocier valablement. Pour le CNPF, rien ne sera possible sans l'accord simultané de FO et de la CFDT. Or il lui semble que cette perspective s'éloigne de plus en plus. Les CFR ne l'intéressent pas. Il pense que seul le gouvernement peut en tirer un profit politique, et il n'est donc pas demandeur. Quant à la flexibilité, il ne se fait plus d'illusions sur ce qu'il pourrait obtenir dans les onze mois qui viennent, tant des syndicats que de M. Fabius (1).

Le calcul de MM. Gattaz et Chotard — c'est celui que leur prête en tout cas M. Marchelli — serait d'attendre le retour au pouvoir d'une *opposition toute prête* à leur *donner* entièrement satisfaction sur l'abaissement des seuils sociaux, sur la suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement, bref, sur la flexibilité dans son ensemble, et donc à leur accorder les trois *libertés qu'ils réclament depuis* si longtemps : liberté des prix, liberté des changes et liberté de licenciement... Attendons des jours meilleurs, et, en attendant, vivons cachés. Telle pourrait être la tentation. Elle existe dans une large partie du patronat.

Il n'est pourtant pas évident que les partenaires sociaux se retrouvent sur un consensus tacite pour ne pas négocier. D'autres raisons militent au contraire en faveur d'une réactivation du dialogue social. Quoi qu'on dise, le patronat est encore aujourd'hui au *centre d'une zone* d'incertitudes. Il s'interroge d'abord sur les scénarios de l'après-1986, pensant que la France pour se redresser économiquement et utiliser la dernière cartouche de la flexibilité contre le chômage aura avant *tout besoin d'un gouvernement* « légitime, fort et surtout durable ».

*Or si l'opposition victorieuse* refuse la cohabitation, il s'ensuivra une nouvelle période de hautes turbulences pendant laquelle tout pouvoir sera incapable de mettre en œuvre une nouvelle politique. Si, au contraire, l'opposition joue la carte de la cohabitation, l'interrogation porte sur l'attitude de M. Mitterrand. La nouvelle majorité composera-t-elle avec lui ? Le président de la République s'y prêtera-t-il, et pour combien de temps ? Autant d'incertitudes qui peuvent pousser le CNPF à ne pas miser tout sur le changement politique.

### « Limiter la casse »

Le CNPF peut également avoir besoin, pour des raisons internes *cette fois, de montrer à ses troupes* qu'il est encore le chef d'orchestre de la politique sociale. L'offensive actuelle d'Ethic et d'Entreprise et Progrès sur un retour à la négociation d'entreprise, avec mise en veilleuse de la discussion interprofessionnelle nationale (*le Monde* du 3 avril 1985), ne l'inquiète pas. Il relève que le nombre d'accords «dérogatoires» à la législation du travail est extrêmement faible et qu'au bout du compte les entreprises auront besoin du CNPF pour qu'il les prenne en charge afin de négocier des modifications législatives.

*Mais le CNPF en tire la conclu*sion qu'une négociation nationale ne doit plus fixer des « normes » s'imposant à tous, mais plutôt définir un cadre général favorisant des discussions dans les branches et les entreprises. Négocier est donc un moyen de prouver sa raison d'être, d'autant... que ce qui sera éventuel*lement engrangé sur* le *plan* contractuel ne sera plus à faire par le futur gouvernement. Qui ne manquera pas de « priorités »...

*On entend ainsi de plus en plus* dans le monde patronal le raisonnement selon lequel si les syndicats sont inquiets par les revendications du patronat et les projets de l'opposition, leur intérêt est bien de négocier pour de leur point de vue « *limiter la casse* ». Après tout, ajoute-t-on, c'est ce qu'a fait le CNPF en 1981 et en 1982 lorsqu'il a dû négocier la semaine de 39 heures et la retraite à 60 ans auxquelles il était opposé... Argument un peu pernicieux, mais qui ne manque pas d'habileté.

*Les syndicats peuvent en effet* être tentés, selon le raisonnement de M. Jacquier mais aussi d'autres responsables, d'avancer le plus possible par la voie contractuelle pour éviter de reculer, contraints et forcés, par la voie législative. Mais la négociation en *1985* peut-elle encore leur permettre des « avancées » ? Le patronat est-il disposé à pratiquer un « donnant-donnant » qu'il n'aurait pas à monnayer avec un pouvoir de droite ?

*La réunion du 14 mai sera bien à* cet égard un test de la volonté des uns et des autres, *même si* dans une large part l'engagement de négociations dépend d'abord du CNPF. Il répète chaque jour qu'il a « *la volonté d'aboutir* ». Mais s'il place *la barre trop haut* pour les syndicats, il prendra la responsabilité du gel du dialogue social qui en résultera.

M. Chotard devrait accepter une négociation sur l'extension des congés de conversion en espérant aboutir avant les congrès d'été, mais seulement dans la mesure - ce qui lui permettrait alors de répondre sans attendre l'aval du conseil exécutif — où ses conditions seraient acceptées.

Or c'est là que le jeu devient serré. Le patronat entend obtenir — même si cela ne fait l'objet d'une négociation qu'après les CFR — des assouplissements sur les procédures et *les délais de licenciement. Il* considère que l'autorisation préalable administrative de licenciement devrait d'ores et déjà être supprimée pour les salariés mis en congés de conversion. « *Inacceptable* », a déjà répondu la CFDT, qui s'interroge sur sa participation aux négociations, tandis que FO et la CGC haussent le ton. Le patronat n'accepterait un éventuel surcoût pour les entreprises que dans la mesure où elles gagneraient du temps pour licencier. De plus, les CFR devraient être une option et non une obligation pour les employeurs, les *bénéficiaires étant comptabilisés* comme chômeurs.

Toute la question est donc de savoir si la volonté politique de négocier des uns et des autres sera suffisante pour permettre l'engagement d'un *tel* dialogue avant... *1986. Le* contenu même du thème proposé *par les pouvoirs publics* peut *gripper* le mécanisme. Ce qui garantirait un long immobilisme (si on excepte la nécessité de négocier sur l'assurance-chômage à l'automne). Il n'est cependant pas certain que les pouvoirs publics, qui ont facilité la *discussion dans l'intérim* (sur le point d'aboutir), resteront totalement inactifs. Ne murmure-t-on pas que les entreprises nationalisées pourraient être incitées à négocier l'une après l'autre des systèmes de CFR...? Un bon moyen de faire la nique au CNPF et de se prémunir, là plus qu'ailleurs, de l'« alternance ». Si alternance il y a...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) *« Les chances de voir reprendre une négociation sur les flexibilités entre les syndicats et le patronat avant les élections législatives de mars 1986 sont inexistantes »*, écrit M. Raymond Soubie dans le numéro d'avril de *Droit social*. Pour l'ancien conseiller social de M. Barre, *« au fur et à mesure que la date des élections législatives approchera, engager un dialogue sur un tel sujet, passionnel et quasi théologique, est hors de portée des partenaires sociaux »*.

M. MAIRE AU «GRAND JURY RTL-«LE MONDE»

## « Le patronat semble céder à une dérive pré-électorale »

*«Nous avons l'impression que l'assainissement (...) ne conduit pas à un nouveau dynamisme économique, que les suppressions d'emplois, même quand elles sont ici ou là nécessaires, ne conduisent pas à une amélioration de la situation. Nous avons l'impression que nous sommes dans une sorte de déclin, qu'on ne voit pas où se trouve l'esprit, le dynamisme»*, a déclaré M. Edmond Maire, le 12 mai, au «Grand Jury RTL-*le Monde*». Pour le secrétaire général de la CFDT, cette anémie *« ne peut qu'engendrer une atmosphère de morosité, qui, au-delà du mécontentement, est lourde d'inquiétude»*. Il a reproché à M. Fabius d'oublier, dans la restauration des grands équilibres, *«l'équilibre social nº un, qui est celui de l'emploi»*.

M. Maire s'en est pris vivement au CNPF : *«Nous nous trouvons actuellement devant un patronat qui nous semble en train de céder à une dérive pré-électorale. (...) Nous sommes maintenant devant une série de prises de position ou d'attitudes du côté du CNPF qui nous semblent tout à fait dommageables et qui nous semblent refléter, d'une part, un durcissement de ses positions et, d'autre part, traduire la volonté d'attendre le plus possible au lieu de rechercher des solutions à l'emploi»*, Soulignant qu'il y a *«moins de dix mille contrats en alternance pour les jeunes, alors que le patronat s'est engagé à trois cent mille pour l'année»*, il a ajouté : *«Si c'est mal parti, nous commençons à formuler de plus en plus clairement l'hypothèse qu'il s'agit d'une mauvaise volonté du côté patronal.»*

Pour M. Maire, la réunion exploratoire du 14 mai, entre le CNPF et les syndicats sera *« une épreuve de vérité » : « Si, à nouveau mardi, on voit le CNPF continuer à prolonger les choses, à dire : « Je reporte à » une prochaine réunion », « il faut » que je réexamine avec les ins» tances » — il les a consultées dix fois, ces instances, au cours de ces dernières semaines, — « éventuelle» ment nous pourrons voir à telle ou » telle condition », ce sera clair. Nous serons partis dans une attitude de refus de toute négociation du CNPF, une attitude de durcissement qui consistera à dire : « Au » fond, tant pis pour le chômage ! », ou même, j'ose dire : « Tant mieux » pour la montée du chômage si » cela peut servir nos intérêts politi» ques ! » Nous n'en sommes pas là, mais nous formulons l'hypothèse. Réponse mardi. »*

M. Maire s'est prononcé pour l'inclusion des salariés en contrats formation recherche d'emploi (CFR) dans les statistiques des demandes d'emplois. Il est prêt à discuter *« à la fois des congés formation reconversion d'un an et des délais de licenciement »*.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou dép. − | | Rep. + ou dép. − | | Rep. + ou dép. − | |
| $ E.-U. .... | 9,4000 | 9,4050 | + 165 | + 180 | + 290 | + 320 | + 750 | + 850 |
| $ can. .... | 6,8663 | 6,8750 | + 30 | + 51 | + 46 | + 83 | + 81 | + 178 |
| Yen (100) ... | 3,7361 | 3,7396 | + 131 | + 142 | + 238 | + 256 | + 714 | + 763 |
| DM ....... | 3,0411 | 3,0457 | + 125 | + 135 | + 230 | + 245 | + 667 | + 711 |
| Florin ...... | 2,6930 | 2,6960 | + 74 | + 82 | + 138 | + 151 | + 441 | + 478 |
| F.B. (100) ... | 15,1053 | 15,1206 | + 83 | + 156 | + 211 | + 295 | + 645 | + 902 |
| F.S. ....... | 3,6126 | 3,6187 | + 169 | + 184 | + 313 | + 334 | + 907 | + 970 |
| L (1 000) ... | 4,7658 | 4,7693 | − 115 | − 96 | − 226 | − 193 | − 790 | − 707 |
| £ ......... | 11,6889 | 11,7045 | − 266 | − 228 | − 460 | − 385 | −1 199 | −1 030 |

## TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. .... | 8 | 8 1/4 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/8 | 8 1/4 | 8 1/2 | 8 5/8 |
| DM ...... | 5 3/8 | 5 5/8 | 5 1/2 | 5 5/8 | 5 1/2 | 5 5/8 | 5 11/16 | 5 13/16 |
| Florin ..... | 6 5/8 | 6 7/8 | 6 13/16 | 6 15/16 | 6 13/16 | 6 15/16 | 6 13/16 | 6 15/16 |
| F.B. (100) .. | 8 3/4 | 9 1/4 | 9 | 9 1/4 | 9 1/8 | 9 3/8 | 9 1/4 | 9 1/2 |
| F.S. ...... | 2 1/2 | 3 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 5 | 5 1/8 |
| L (1 000) .. | 12 1/4 | 12 3/4 | 12 1/2 | 13 | 12 5/8 | 13 1/8 | 13 1/2 | 13 7/8 |
| £ ....... | 12 3/8 | 12 5/8 | 12 11/16 | 12 13/16 | 12 11/16 | 12 13/16 | 12 1/2 | 12 5/8 |
| F. franç. . | 9 7/8 | 10 1/8 | 10 | 10 1/4 | 10 1/8 | 10 3/8 | 10 5/16 | 10 9/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# AFFAIRES

VERS L'ÉPILOGUE DE L'« AFFAIRE » BOUSSAC ?

## Le concordat sera présenté aux actionnaires le 24 mai

Une assemblée générale extraordinaire de la Société foncière et financière Agache-Willot (SFFAW), clé de voûte de ce qui fut l'empire Boussac, a été convoquée pour le 24 mai. Les actionnaires – c'est-à-dire essentiellement le groupe immobilier Ferret-Savinel avec une participation de 42,10 % rachetée aux frères Willot et son droit de jouissance provisoire sur les autres titres appartenant à ces derniers (*le Monde* du 21 novembre 1984), la Belle Jardinière (une des filiales de la constellation Boussac) avec 18,77 %, et la SFFAW elle-même (7,77 %) – devront se prononcer sur l'entrée des nouveaux associés apporteurs de capitaux frais. Ces associés sont les compagnies pétrolières ELF et Total, chacune pour 47,5 millions de francs, le groupe Worms (80 millions), Lazard Frères (90 millions), Ferret-Savinel (90 millions), le groupe financier britannique Charterhouse (5 millions) et le holding de capitaux libano-syriens Finial (40 millions).

Après quoi, ils mettront au vote la décision d'augmenter le capital de 400 millions de francs, de reconstituer le conseil de surveillance de la SFFAW et auront à approuver le pacte concordataire, c'est-à-dire le document définissant les modalités de remboursement des créanciers.

Le montant de ce concordat sera de l'ordre de 2,8 milliards de francs. Il s'agit de dettes à rembourser (dont 1,34 milliard de francs à l'État), non plus sur douze ans mais sur huit. Afin de trouver l'argent nécessaire, l'introduction en Bourse des actions Conforama serait accélérée et aurait lieu courant 1986. Peaudouce (couches pour bébé) pourrait faire également son entrée sur le second marché (ce qui concernerait environ 20 % du capital.

L'épilogue du long feuilleton Boussac n'est désormais plus très éloigné. Dans les premiers jours de septembre, le concordat sera présenté aux créanciers chirographaires (1), à savoir un certain nombre d'organismes sociaux et parapublics, des banques et des fournisseurs du groupe, et, en principe, la restructuration de Boussac devrait être complètement achevée pour la fin de l'année.

L'échéancier fixé par M. Bernard Arnault, le nouveau président du groupe, serait ainsi à peu près respecté. Il ne restera plus ensuite qu'à rechercher les moyens de simplifier les liaisons financières très complexes tissées entre les diverses filiales. Ce sera le travail des juristes, une tâche ardue dans la mesure où cinq des filiales sont *cotées à la Bourse de Paris* (SFFAW, Belle Jardinière, Bon Marché, Compagnie commerciale d'investissements, Saint Frères).

### « Terminer le ménage »

M. Bernard Arnault, PDG de Boussac, devra auparavant « terminer le ménage » entrepris pour assainir les bases financières du groupe Boussac » et d'abord se défaire de toutes ses activités déficitaires. Celles-ci représentent environ 1 milliard de francs de chiffre d'affaires sur un total de 5,5 milliards, mais aussi 130 millions de francs de pertes en 1984. Ou plutôt représentaient..., car une partie a déjà *été* revendue : Pigeon Voyageur (imperméables), Ted Lapidus (prêt-à-porter), France-tapis et Filets de pêche (Saint-Frères-Filets). Restent encore à céder les fabrications de bâches (usine de Flixecourt de Saint Frères dans la Somme) – Dickson Constant et un autre groupe paraissent intéressés, – de cordes (des négociations sont en cours avec trois entreprises dont deux étrangères) et de tentes (société Raclet). S'agissant de Raclet, Trigano Camping était intéressé, par personne interposée, mais les ponts sont coupés. Un autre candidat au rachat est sur les rangs.

L'assainissement consiste également à redresser l'activité textile, à elle seule déficitaire de 90 millions de francs en 1984. L'idée de M. Arnault est de rationaliser *« l'organisation au niveau logistique industriel »* (un investissement de 28 millions dans les Vosges a déjà été décidé). Il veut également agir au niveau commercial en concentrant les réseaux de vente et en accentuant l'effort à l'exportation. *Ainsi, selon lui, la situation devrait* s'améliorer en 1986.

Enfin le PDG de Boussac veut s'efforcer de restaurer la compétitivité de Jalla (tissus éponge), sérieusement amoindrie par des fournitures de *fils inadaptés à la* performance des machines (un approvisionnement extérieur au groupe est envisagé), en rapatriant sur l'usine de Nomexy (Vosges) l'activité fils de Thaon (Vosges) avec le personnel. L'économie obtenue serait de 25 millions de francs. Cependant cette usine restera encore déficitaire (15 millions de francs), mais moins que l'an dernier (40 millions). M. Arnault songe à s'implanter sur le marché américain.

Toutes les actions entreprises pour restructurer le groupe s'apparentent-elles à un démantèlement ? M. Arnault s'en défend : *« Je suis mon plan au pied de la lettre. »* (*Le Monde* du 1er février.) A l'accusation lancée contre lui de vouloir brader le linge de maison à DMC, il répond : *« Voudrait-on le faire que DMC n'en voudrait pas, qui perd déjà beaucoup d'argent avec Descamps. Il y a dans cette activité un gisement d'amélioration considérable. »* Quant aux réductions d'effectifs (trois mille personnes environ), elles procèdent selon lui, pour l'essentiel, des cessions d'activité (deux mille six cents personnes). Comme prévu, le nombre des emplois devrait être ramené à douze mille personnes à la fin de 1985. Les départs naturels permettront ensuite d'en abaisser encore le niveau. Si le cap est tenu, M. Arnault a bon espoir de rééquilibrer les comptes de Boussac en 1986. Le rendez-vous est pris.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Se dit de toute créance qui n'est pas garantie par une hypothèque ou un privilège.

● **Des triporteurs italiens pour les Chinois.** – *Piaggio*, premier fabricant italien de deux-roues, va vendre dix mille cinq cents triporteurs APE à la Chine. La livraison s'échelonnera entre le mois de juillet prochain et mars 1986. Le triporteur « APE » est équipé avec un moteur quatre temps fonctionnant à l'essence ordinaire. Grâce à ce premier contrat, Piaggio espère élargir la vente de ses produits sur le marché chinois et conclure un accord de coopération industrielle pour la construction de triporteurs dans ce pays. – *(AFP.)*

# ÉTRANGER

Au Japon

## M. Nakasone envisage une réduction de l'impôt sur le revenu

Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, a déclaré au Parlement, le 12 mai, qu'il était en faveur de sustantielles réductions d'impôts sur le revenu dès l'année prochaine, rapporte le *Financial Times* du 13 mai. Avant le sommet de Bonn, il y a dix jours encore, il *déclarait que l'économie japonaise* n'avait pas besoin de stimuler sa croissance.

M. Nakasone a insisté sur le fait que ces réductions fiscales – si le gouvernement arrive à vaincre l'opposition de la puissante bureaucratie japonaise – devraient compenser les inégalités existantes, et non relancer la demande intérieure. Il a cependant admis que de telles réductions avaient encouragé la croissance économique aux États-Unis, et, en conséquence, provoqué une augmentation des importations.

هكذا من الأصل

...USSAC ?

...maires le 24 ma...



# LOGEMENT

POUR MIEUX ASSURER SA VOCATION SOCIALE

## Le mouvement HLM s'engage dans la voie de l'efficacité économique

De notre envoyée spéciale

**Le quarante-sixième Congrès national du mouvement HLM s'achève, ce lundi 13 mai, à Nancy, sur le traditionnel discours du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, M. Paul Quilès. Axé sur le thème de l'adaptation des organismes aux nécessités du temps, intitulé *« Moderniser pour mieux vivre »*, ce congrès est pour les bâtisseurs sociaux, qui gèrent trois millions de logements locatifs, celui d'une prise de conscience.**

Nancy. – Ancien ministre de l'urbanisme et du logement et aujourd'hui président de l'Union nationale des HLM – c'est son premier congrès depuis qu'il a pris la succession de M. Albert Denvers, – M. Roger Quilliot n'a pas mâché ses mots : *« L'essentiel c'est le lien permanent entre l'économique et le social. »* Et d'insister sur la responsabilité des constructeurs d'HLM dans la mise en œuvre de la politique sociale du logement. Il leur faut améliorer leurs méthodes financières, leur gestion, comprimer les coûts de production, rendre le fonctionnement des organismes plus efficace. Les responsables des différentes familles d'organismes (1), qui sont politiquement à l'image du pays tant logement et politique sont indissolublement liés, tiennent ce langage de la rigueur.

La dureté des temps aide fortement à cette prise de conscience. La baisse de l'inflation se traduit par des contraintes financières qui ne feront que s'alourdir. Les prêts locatifs aidés (PLA) coûtent très cher au budget de l'État en subventions et en bonifications d'intérêt (114 000 francs par logement), sans que les organismes qui paient aujourd'hui les annuités des emprunts contractés depuis 1978 parviennent à en équilibrer l'exploitation. Une simulation portant sur la construction annuelle de soixante mille logements locatifs aboutit à un déficit de 1 milliard de francs en 1987, puis de 2 milliards de francs dans les années suivantes, soit au total un déficit de 29 milliards de francs en 1999.

Du côté de l'accession à la propriété financée grâce aux PAP (prêts à l'accession à la propriété), l'inquiétude est d'une autre nature. Les ménages épargnent moins, dirigent leurs économies vers des produits financiers plus attractifs (comme les SICAV) ; le livret A de la Caisse d'épargne, qui finance, via la Caisse des dépôts et consignations, à la fois les prêts locatifs aidés et les PAP, est concurrencé par les CODEVI (comptes de développement industriel). De plus, les HLM, qui jouent le rôle de gestionnaires des prêts, sont, depuis 1978, concurrencées par les banques.

Les HLM demandent donc à leur ministre de tutelle les moyens de faire face à leurs engagements financiers en ajustant, par exemple, à la désinflation les taux d'intérêt des emprunts déjà contractés et en leur conservant un domaine réservé en matière d'accession à la propriété. Les responsables des organismes HLM s'engagent dans la voie de la compétitivité et de l'efficacité économique. Tout en cherchant à conserver, chaque fois que cela sera possible, des structures locales qui sont leurs racines *« dans les milieux des élus locaux et socio-professionnels »*, le mouvement HLM admet qu'il ne faut pas *« maintenir artificiellement en vie des organismes structurellement déséquilibrés »*. Il s'agit bien, cette fois, de restructuration au sens où on l'entend habituellement dans le monde industriel. Elle pourrait toucher, à des degrés divers, cent cinquante organismes sur le millier existant. Accords de coopération technique ou financière à l'échelon local ou régional, rapprochements d'organismes complémentaires, regroupements d'entités trop petites, Les solutions sont multiples... et urgentes.

**JOSÉE DOYÈRE.**

(1) Sociétés anonymes, sociétés de crédit immobilier, sociétés coopératives d'HLM...

# AGRICULTURE

LA REPRISE DU CONSEIL AGRICOLE A BRUXELLES

## Dans l'attente de la réaction allemande

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Double suspense ce lundi 13 mai, à Bruxelles, où se retrouvent les ministres de l'agriculture des Dix : comment se présentera la proposition de compromis de la Commission européenne ? Comment y réagiront les Allemands ? La principale difficulté à surmonter pour parvenir à un accord, c'est-à-dire pour rendre possible l'adoption de la nouvelle grille de prix, demeure le niveau des prix des céréales.

Après les propos tenus il y a une semaine à Luxembourg par M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles, il y a de bonnes raisons de croire qu'il proposera une baisse de l'ordre de 2 %, soit un effort sensiblement inférieur à celui demandé aux producteurs dans les propositions initiales de la Commission (– 3,6 %). Personne ne s'attend que M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand, applaudisse : il paraît assez difficile qu'il puisse accepter au lendemain des élections régionales ce qu'il a toujours catégoriquement refusé jusqu'alors...

L'interrogation, au moment où s'ouvre la réunion, porte sur la nature du refus de M. Kiechle. Après avoir bougonné, protesté, laissera-t-il la présidence italienne organiser un vote sur la proposition de la Commission ? Autrement dit, se laissera-t-il battre ? Ou bien, pour éviter une telle issue, évoquera-t-il l'*« intérêt vital »* de son pays ?

Deux mots magiques qui, depuis que les Français pratiquèrent, les six derniers mois de 1965, la politique de « la chaise vide », ont un sens bien précis : ils signifient que, sur une question jugée essentielle par un gouvernement membre, les règles du traité prévoyant que certaines décisions qui sont prises à la majorité qualifiée ne s'appliquent pas et que l'unanimité est requise.

Un tel recours ouvrirait une crise aux multiples aspects et au prolongement imprévisible. Crise de confiance d'abord. Quel crédit accorder en effet à un gouvernement qui, s'affirmant soucieux de progresser vers l'union européenne, plaide avec constance pour un retour aux règles du traité et pour l'abandon de l'obligation d'unanimité, et qui, à la première traverse, oppose son veto à une solution jugée nécessaire par ses neuf partenaires ?

Le doute serait d'autant plus vif que le cas est mauvais : il est certain qu'une baisse de 2 % du prix du blé serait mal accueillie outre-Rhin, mais elle n'y provoquerait assurément pas, en termes de revenus, les catastrophes en chaîne que l'intransigeance de M. Kiechle peut laisser présager. Une nouvelle défaillance du conseil secouerait gravement le monde agricole. Les producteurs de lait, sérieusement bousculés par la politique de limitation de la production pratiquée depuis un an, attendent avec une impatience légitime un relèvement des prix – il devrait être de l'ordre de 4 % en France, – auquel ils ont droit depuis le 1er avril dernier. Même les producteurs de céréales auraient de bonnes raisons de s'inquiéter des nouveaux atermoiements du conseil. Pour eux une baisse de 2 des prix est un moindre mal.

Les Britanniques expliquent, non sans raison, que si l'on s'en tenait aux décisions prises jadis par le conseil, les prix, compte tenu de la progression de la production, devraient être réduits de 5 %. Si rien n'est fait cette année pour freiner la course aux excédents, les producteurs peuvent redouter que des voix ne s'élèvent au sein du conseil pour préconiser, à l'instar de ce qui est fait pour le reste, une politique de contingentement de la production. C'est une orientation à laquelle les Français, si elle était suggérée, s'opposeraient avec énergie. Voici donc en puissance, si les Dix ne se mettent pas maintenant d'accord, une nouvelle et grave source de conflit.

**PHILIPPE LEMAITRE.**

# ÉNERGIE

STAGNATION DE LA CONSOMMATION DE PÉTROLE, FAIBLESSE DES PRIX

## Jours moroses pour les pays de l'OPEP

Tandis que la chute des cours du pétrole brut et surtout des produits raffinés sur les marchés au jour le jour semble s'accélérer, les milieux pétroliers commencent à douter de la capacité de l'OPEP à défendre le niveau actuel de ses prix officiels. *« Si l'OPEp veut éviter une nouvelle crise, il lui faudra ramener son plafond de production de 16 à 14 millions de barils par jour (1) »*, estime le responsable des achats d'une grande compagnie européenne, estimant qu'un certain nombre de qualités de bruts sont actuellement *« surcotés de 3 à 4 dollars par baril »*. Compte tenu du niveau des prix des produits pétroliers, un raffineur ne peut actuellement tirer plus de 24 à 26,50 dollars d'un baril de brut « arabe léger » par exemple, alors que le prix officiel de celui-ci reste fixé à 28 dollars.

Les statistiques récemment publiées par l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel ouvrent des perspectives peu favorables à l'OPEP. Elles confirment en effet le ralentissement de la consommation mondiale de pétrole, qui, après avoir diminué de 1 % au cours du premier trimestre de l'année, devrait stagner aux second et troisième trimestres pour ne progresser que de 2 % au cours des trois derniers mois. Globalement, sur l'année, la hausse ne dépasserait pas 0,2 %, soit 300000 barils par jour. En outre, la progression attendue de la production pétrolière des pays non membres de l'OPEP, et notamment la reprise des exportations nettes des pays de l'Est, devraient réduire encore la part du marché de l'OPEP. Ainsi, seule une reconstitution importante des stocks par les compagnies au second et au troisième trimestre pourrait permettre à l'OPEP d'éviter une nouvelle baisse de sa production, si elle veut préserver l'équilibre du marché.

Au premier trimestre, cette production a déjà été fort basse (16,2 millions de barils/jour, soit 9 % de moins que l'année précédente à même époque) et à peu près conforme au plafond fixé par l'organisation (16 millions). Toutefois, le plus gros de l'effort a été supporté par l'Arabie saoudite, qui n'a extrait que 3,7 millions de barils/jour au premier trimestre, soit nettement moins que son quota (4,35 millions). La production saoudienne a encore diminué en avril, à 3,4 millions de barils par jour, tandis que celle de tous les autres pays membres de l'OPEP avoisinait, voire dépassait largement (pour le Nigéria, l'Equateur, l'Indonésie, le Koweit, le Venezuela et les Emirats arabes unis), le niveau des quotas officiels. Ainsi, pour la première fois en avril, la production de pétrole brut en mer du Nord (3,6 millions de barils/jour) a-t-elle dépassé celle du royaume wahabite.

En dépit de ces perspectives peu favorables, plusieurs ministres du pétrole des pays membres de l'Organisation, participant à la troisième conférence arabe de l'énergie, qui s'est tenue du 4 au 9 mai à Alger, ont exprimé leur optimisme à court terme. *« Le marché mondial du pétrole brut ne peut pas se dégrader davantage. Nous sommes décidés à ne pas laisser les prix tomber en dessous de leur niveau actuel »*, a déclaré Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, tandis que M. Nabi, ministre algérien de l'énergie, assurait qu' *« il n'y aura pas de variation brutale du prix du baril dans les mois qui viennent »*.

A plus long terme, les avis exprimés par les experts au cours de cette conférence laissent pourtant prévoir la prolongation des difficultés de l'OPEP jusqu'à la fin de la décennie.

**V. M.**

(1) 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS




## LA KUWAITI-FRENCH BANK CRÉE FRANKOBAIL

Le ministère de l'économie, des finances et du budget vient d'accorder son agrément à Frankobail, une nouvelle Sicomi créée à l'initiative de la *Kuwaiti-French Bank*, banque franco-koweitienne fondée en 1980, dont 20 % du capital est détenu par le Crédit industriel et commercial et 80 % par une holding luxembourgeoise à capitaux koweitiens, Pearl Holding (Luxembourg) SA.

L'actionnaire majoritaire de la nouvelle Sicomi est la Kuwait Real Estate Investment and Management Company qui, avec le Kuwait Real Estate Investment Consortium, *détient 77,5 % du* capital.

Du côté français, la Mutuelle générale Française-Vie, le Crédit industriel et commercial, le Crédit foncier et immobilier (filiale de la compagnie La Hénin), une société *industrielle, la* Société des produits chimiques d'Harbonnières, et la Kuwaiti-French Bank, détiennent 22,5 % du capital. Le capital initial de Frankobail s'élève à 200 millions de francs.

*La* création de cette Sicomi constitue un événement particulièrement significatif. Elle reflète en effet l'intérêt de plus en plus vif que portent les Koweitiens à l'investissement immobilier d'affaires et d'entreprises dans notre pays. On trouve associés dans ce projet *franco-koweitien des partenaires de tout* premier plan. La constitution de cette nouvelle société s'inscrit donc tout naturellement dans le développement du courant d'échanges industriel, commercial et financier entre la France et le Koweït.

Le secteur d'activités qui sera privilégie par la nouvelle Sicomi, tant en ce qui concerne les opérations à caractère locatif que celles relatives au crédit-bail, sera pour l'essentiel celui des bureaux et autres locaux à usage commercial et industriel. Frankobail apportera ainsi sa contribution à la politique de relance de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics.

*M. Fahad Al Rajaan sera appelé à la* présidence de Frankobail.

Deux vice-présidents ont été désignés : M. Robert Bertaux, en tant que président *de la Mutuelle générale* française, et M. Hamad Al Hamad, président de la Commercial Bank of Kuwait et administrateur de la Kuwaiti-French Bank.

Les administrateurs sont :

*M. Fahad Al Rajaan,*
la KRIMCO représentée par M. Faisal Al Shayaa,
la KREIC représentée par M. Awwad Al Khaldi,
la MGF-Vie représentée par M. Robert Bertaux,
*la Kuwaiti-French Bank représentée* par M. Hamad Al Hamad,
le groupe CIC représenté par M. Patrick Thuillier,
le Crédit foncier et immobilier représenté par M. William Sénéchal,
MM. Ezzat Jaafar, Majed Al Ajeel, Dr *Mohammed* Khouja, M. Philippe Dujardin.

M. Jean-Claude Empereur, directeur général adjoint de la Kuwaiti-French Bank, a *été* nommé directeur général de Frankobail.

---

***P**atrimoine-Retraite a mis en paiement le dividende de l'exercice 1984, le 25 avril 1985, contre remise du coupon nº 2 ; le montant de ce dividende a été fixé à 15,59 F, assorti d'un crédit d'impôt de 1,13 F par action, par l'assemblée générale des actionnaires réunie le 29 mars 1985.*

*Il est rappelé que les actionnaires ont la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes, pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 25 juillet 1985.*

***Société pour la gestion de l'épargne en vue de la retraite.***

**PR**
**PATRIMOINE RETRAITE**
**SICAV**

---

**GROUPE TOTAL**

**TOTAL Compagnie Française des Pétroles**

**Comptes consolidés au 31 décembre 1984**

Au cours de sa séance du 9 mai 1985, le conseil a examiné les états consolidés du groupe Total au 31 décembre 1984 (en millions de francs : MF).

| | 1983 | 1984 |
|---|---|---|
| Chiffres d'affaires | 139 866 | 158 778 |
| Marge brute d'autofinancement | 8 142 | 8 718 |
| Résultat | 420 | 1 307 |
| • Part du groupe CFP | 774 | 1 708 |
| • Part des minoritaires | – 354 | – 401 |
| Effet de stock estimé | 300 | 1 400 |
| MBA hors effet de stock | 7 842 | 7 318 |

La marge brute d'autofinancement est presque entièrement réalisée par les activités de production pétrolière, notamment en mer du Nord. Malgré une amélioration, dans un marché déprimé, des activités de raffinage et de distribution à l'étranger, le secteur reste déficitaire du fait de l'aggravation de sa situation en France.

Les résultats sont calculés selon la méthode FIFO. L'effet de stock, provenant de la hausse de la parité du dollar, et calculé sur la valeur de remplacement, a été estimé à 1 400 MF.

Les investissements bruts ont été de *9,7 milliards de F* contre *10,1 milliard* de F en 1983. Compte tenu des cessions, les investissements nets se sont élevés à 7,1 milliards de F contre 6,8 milliards de F en 1983. Ces investissements ont été réalisés pour la plus grande partie dans le secteur de l'exploration et de la production pétrolières.

Le ratio d'endettement à moyen et long terme du groupe est resté stable à 0,28.

---

## PLACEMENT COURT TERME

**Société d'investissement à capital variable**

L'assemblée générale ordinaire, qui *s'est réunie le 16 avril 1985 sous la* présidence de M. Guy Bernet, a entendu le rapport du conseil d'administration sur le premier exercice de la société, d'une durée exceptionnelle de seize mois et se terminant le 31 décembre 1984. Elle a approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Le président a constaté qu'au cours de l'exercice l'actif net de la SICAV est passé de 100 000 000 de francs à 599 561 997,69 F. La valeur liquidative s'est appréciée de 15,2 % au cours de l'année 1984.

*Les sommes distribuables s'élèvent* à 34 320 064,35 F. Elles permettent la mise en distribution d'un dividende par action de 3 441,64 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 222,11 F, soit un revenu global de *3 663,75 F.*

L'assemblée générale a fixé au 22 avril 1985 la mise en paiement de ce dividende, ventilé comme suit :

– Revenus d'obligations françaises bénéficiant de l'abattement de 5 000 F, 1 998,99 F plus crédit d'impôt de *222,11 F, soit un total de 2 221,10 F.*

– Autres revenus : 1 442,65 F.

Le dividende peut être réinvesti en actions de la société, en franchise de droit d'entrée, pendant les trois mois suivant *la* date de mise en paiement.

La Société marseillaise de Crédit, représentée par M. Pierre Gaujoux, a été nommée administrateur.

---




***Société anonyme au capital de 1 001 266 300 F***
**Tour Elf, place de la Coupole**
**quartier la Défense 6, Courbevoie (92)**

Messieurs les actionnaires de la société nationale Elf Aquitaine sont convoqués le :

**jeudi 30 mai 1985 à 15 heures**
**au HILTON INTERNATIONAL PARIS**
**18, avenue de Suffren, 75015 PARIS**

**I. – EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1° Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 1984 et rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice. Approbation de ces comptes et quitus aux administrateurs ;
2° Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 ; approbation de ce rapport ainsi que des conventions qui *s'y trouvent visées ;*
3° Affectation du bénéfice et fixation du dividende ;
4° Ratification du changement de siège social ;
5° Ratification de la cooptation d'un administrateur ;
6° Nomination de commissaires aux comptes suppléants.

**II. – EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

Option d'achat d'actions au bénéfice de certains membres du personnel :

A. – Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 10 F qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

*Toutefois, pour être admis à assister à ces assemblées, ou à s'y faire représenter,* les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

- Si leurs actions sont nominatives, par l'inscription en compte desdites actions cinq jours au moins avant la date de cette assemblée,
- Si leurs actions sont au porteur par le dépôt au guichet de la banque PARIBAS, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS, ou 80, avenue du Général-de-Gaulle, 94009 CRÉTEIL L'ÉCHAT, cinq jours avant la date de l'assemblée d'un certificat de l'intermédiaire habilité, prévu par le décret nº 83-359 du 2 mai 1983, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Le service des assemblées de la banque Paribas tiendra des formules de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.

B. – Le mandataire, désigné par un actionnaire, en vue de le représenter aux assemblées générales doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la banque Paribas trois jours au moins avant la date des assemblées.

Chaque membre de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions de 10 F, soit comme propriétaire, soit comme mandataire.

Tous les documents qui, d'après la loi, *doivent être communiqués* aux assemblées générales seront tenus à la disposition des actionnaires à la Direction financière, Service des actionnaires, tour Elf, place de la Coupole, quartier la Défense 6, Courbevoie ou envoyés aux actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le conseil d'administration a décidé de verser à chaque actionnaire qui assistera aux assemblées générales un jeton de présence de 30 F, et ce, quel que soit le *nombre d'actions qu'il représente tant pour lui-même que comme mandataire.*

Le conseil d'administration.

---

## COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS CHIMIQUES ET INDUSTRIELS DU SUD-EST

Le conseil d'administration, réuni le 17 avril 1985 sous la présidence de M. Gérard Worms, a arrêté les comptes de l'exercice 1984, qui se traduisent par un bénéfice net de 65 676 891,91 F.

Le niveau exceptionnel de ces résultats s'explique par les importantes plus-values enregistrées lors de la cessation des titres Lorilleux Lefranc International, intervenue dans le cadre du plan de restructuration de la chimie française, arrêté par les pouvoirs publics en 1982.

*Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires*, convoquée pour le 25 juin 1985, de fixer le dividende net à 5,50 F par action, correspondant, compte tenu d'un avoir fiscal de 2,75 F, à un revenu global de 8,25 F contre 3,75 F au titre de l'exercice précédent.

∴

Dans une seconde séance, tenue le 6 mai 1985, le conseil a approuvé les projets de traités de fusion comportant l'absorption, par la Compagnie française de produits chimiques et industriels du Sud-Est « PCSE », de la société Suez Développement industriel SDI et de la Compagnie de développement industriel et financier CODIF.

Fin 1984, en effet, les groupes Suez, Institut de développement industriel IDI et Crédit lyonnais, avaient pris le contrôle de PCSE – devenu holding financier – dans la perspective affirmée d'utiliser cette société comme pivot d'une opération de regroupement des activités similaires de holding financier exercées par SDI et CODIF, déjà dans la mouvance de Suez et de l'IDI.

Il reviendra aux actionnaires de PCSE, convoqués en réunion extraordinaire à l'issue de l'assemblée ordinaire, de décider de cette double fusion-absorption, ainsi que du changement de la dénomination sociale en

**COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS ASTORG**

En cas d'approbation de cette fusion, plusieurs grands investisseurs institutionnels, précédemment associés au Suez et à l'IDI au sein de la CODIF, participeront au capital de cette nouvelle structure. En particulier, le groupe de l'Union des assurances de Paris UAP, ayant accru récemment sa part dans la *CODIF, détiendra 10 % des actions PCSE.*

Ainsi, l'UAP se trouvera à égalité avec le Crédit lyonnais, tandis que Suez et l'IDI *posséderont* chacun, au départ, un peu plus du tiers du capital.

Avec un tour de table de tout premier plan et quelque 550 millions de francs de fonds propres, la Compagnie d'investissements Astorg – cotée au comptant à la Bourse de Paris – développera sa politique de prises de participation dans des sociétés, cotées ou non cotées, relevant de l'industrie, de la distribution ou des services, en vue de faciliter leur croissance ou la valorisation de leurs actifs. Les montants unitaires de ces participations seront, en général, compris entre 5 et 50 millions de francs.

L'expérience et la taille des principaux partenaires, l'esprit qui préside à leur association, ainsi que leur souhait de voir le capital de la Compagnie d'investissements Astorg de plus en plus ouvert au public, seront, pour les entreprises, le gage des capacités d'intervention du nouvel ensemble, qui aura par ailleurs, vis-à-vis de ses actionnaires, le souci de leur assurer une rémunération satisfaisante et équilibrée.

---

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.




Obligations rétractables en Francs Français 1985-2000
comportant
une tranche initiale de FF 500.000.000
et
une deuxième tranche d'un montant maximum de FF 250.000.000
à émettre en échange des
Obligations Gaz de France en Francs Français 13⅞ % 1981-1986

Les obligations sont remboursables au gré de l'investisseur ou de l'emprunteur le 10 mai 1990 et le 10 mai 1995. Échéance finale: le 10 mai 2000

Taux d'intérêt: 11¼ % jusqu'au 10 mai 1990
*Un nouveau taux d'intérêt sera fixé par l'emprunteur le 10 mai 1990 et le 10 mai 1995.*

Inconditionnellement garanties par la

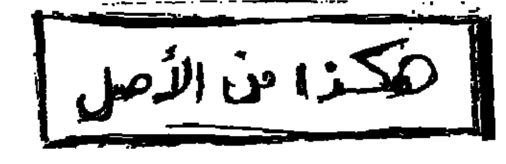
**La République Française**

**Crédit Commercial de France**

**Caisse des Dépôts et Consignations • Morgan Guaranty Ltd**

**Amro International Limited • BankAmerica Capital Markets Group**
**Banque Bruxelles Lambert S.A. • Banque Indosuez**
**Banque Nationale de Paris • Banque Paribas Capital Markets**
**Baring Brothers & Co., Limited • Commerzbank Aktiengesellschaft**
**County Bank Limited • Crédit Lyonnais**
**Credit Suisse First Boston Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft**
**Kredietbank International Group • *Morgan Stanley International***
**The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd. • Nomura International Limited**
**Salomon Brothers International Limited • Shearson Lehman Brothers International**
**Société Générale • Société Générale de Banque S.A.**
**Swiss Bank Corporation International Limited • Union Bank of Switzerland (Securities) Limited**
**Westdeutsche Landesbank Girozentrale**

Nouvelle Emission • le 10 mai 1985



# MARCHÉS FINANCIERS

## ETATS-UNIS

### BAISSE DE 5,5 % DES BÉNÉFICES INDUSTRIELS POUR LE PREMIER TRIMESTRE

*(Agefi.)* – Les bénéfices nets des sociétés américaines pour le premier trimestre ont, en moyenne, baissé de 5,5 % à 6 % par rapport à ceux réalisés lors de la même période de 1984.

Ces estimations sont fondées sur les bilans pour les trois premiers mois de l'année publiés jusqu'ici par un peu plus des deux tiers des sociétés américaines cotées en Bourse.

Pour le premier trimestre 1984, les bénéfices nets des sociétés américaines avaient, en raison de la forte reprise économique, progressé d'environ 40 % sur le premier trimestre 1983.

Selon la firme spécialisée Wright Investors Service, cette baisse est surtout imputable au ralentissement de l'activité économique, au niveau élevé du dollar et aux conditions météorologiques défavorables, qui ont prévalu aux Etats-Unis durant cette période.

Wright Investors Service note, toutefois, que les résultats financiers des sociétés américaines ont fortement varié d'un secteur à l'autre.

C'est ainsi, indique-t-elle, que les sociétés du secteur aérospatial, favorisées par les commandes militaires, ont affiché des bénéfices nets en hausse moyenne de 31 % et que les sociétés de secteurs « non cycliques », tels que tabacs, pharmacie et alimentation, ont également enregistré des bénéfices en nette hausse.

En revanche, ajoute la firme d'analyses financières, les sociétés de secteurs « cycliques » ont accusé des baisses marquées de leurs bénéfices nets. Les baisses, indique-t-elle, ont été de 59 % pour le secteur des métaux, de 45 % pour celui du textile, de 23 % pour celui des transports, de 17 % pour celui de la chimie et de 14 % pour celui de l'électronique.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

| | 3 mai | 10 mai |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 116,2 | 116,9 |
| Valeurs industrielles | 114,2 | 115,2 |
| Valeurs étrangères | 104,9 | 104,7 |
| Pétroles-Energie | 105,4 | 104,8 |
| Chimie | 115,5 | 117,2 |
| Métallurgie, mécanique | 147,9 | 147 |
| Electricité, électronique | 121,2 | 123,2 |
| Bâtiment et matériaux | 122 | 124 |
| Ind. de consommation non alimentaire | 110,7 | 112,8 |
| Agro-alimentaire | 103,7 | 104,3 |
| Distribution | 113,7 | 115,8 |
| Transports, loisirs, services | 113 | 114,2 |
| Assurances | 117,3 | 115,9 |
| Crédit banque | 125,5 | 130,1 |
| Sicomi | 110,9 | 111,7 |
| Immobilier et foncier | 119 | 120,7 |
| Investissement et portefeuille | 119,8 | 125,1 |
| **Base 100 : 28 décembre 1984** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe | 103,2 | 103,4 |
| Emprunts d'Etat | 102,8 | 103 |
| Emprunts garantis et assimilés | 103,6 | 103,7 |
| Sociétés | 102,8 | 103 |
| **Base 100 en 1949 :** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 1799,4 | 1825,9 |
| Valeurs étrangères | 3314,8 | 3308,5 |
| **Base 100 en 1972 :** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 259,9 | 263,4 |
| Valeurs étrangères | 448,4 | 447,5 |
| **Base 100 : 31 décembre 1980** | | |
| Indice des valeurs françaises à revenu fixe | 113,4 | 113,8 |
| Emprunt d'Etat | 113,1 | 113,4 |
| Emprunts garantis et assimilés | 113,5 | 113,9 |
| Sociétés | 114,2 | 114,4 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 215,1 | 218,2 |
| Produits de base | 183,7 | 184,2 |
| Construction | 146,9 | 148,4 |
| Biens d'équipement | 224,1 | 225,5 |
| Biens de consom. durables | 212,3 | 214 |
| Biens de consom. non durables | 288,3 | 292,3 |
| Biens de consom. alimentaires | 250,8 | 252,3 |
| Services | 181,7 | 184,6 |
| Sociétés financières | 281,3 | 290,9 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 201,5 | 204,2 |
| Valeurs industrielles | 212,2 | 213,9 |
| **BOURSES REGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 188,4 | 188,7 |

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**CIBA-GEIGY FRANCE.** – Cette filiale du premier groupe chimique suisse est entrée, en 1984, dans l'ère des bénéfices. Pour un chiffre d'affaires de 4,85 milliards de francs (+ 10 %), dont 2,10 milliards réalisés à l'exportation, le bénéfice avant impôt s'élève à 54 millions de francs (contre 39,8 millions de pertes en 1983 et 42 millions en 1982). L'amélioration de la conjoncture a aidé la société à redresser la situation. Cependant, son activité pharmaceutique (Laboratoires Ciba-Geigy) est restée déficitaire (9 millions de francs, après 77,8 millions de pertes au cours des deux derniers exercices). Le phénomène est très largement imputable au blocage des prix des médicaments vendus en France, qui, selon M. A. Krauer, vice-président adjoint du comité de direction du groupe Ciba-Geigy, se situent à 40 %, en moyenne, en dessous de la moyenne européenne.

**DEVANLAY.** – Les comptes consolidés pour 1984 font ressortir un bénéfice net comptable (tiers indus) de 97,7 millions de francs (contre 90,5 millions). Le résultat net (part du groupe) ressort à 90,8 millions. *Le dividende net est fixé à 15 F (contre 12,20 F).*

**COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE.** – Augmentation du capital de 15,78 à 17,54 millions de francs par émission d'une action nouvelle pour neuf anciennes, au prix de 200 F, créée jouissance au 1er janvier 1985.

***UNIROYAL EUROPE.*** – Spécialisée dans la fabrication de pneus, la société a dégagé un bénéfice net en 1984 (contre une perte de 21 millions de francs l'année précédente). Les résultats définitifs de cette filiale du groupe ouest-allemand Continental seront annoncés dans une dizaine de jours. Le chiffre d'affaires d'Uniroyal-Englebert est passé de 732,3 millions de deutschemarks (2,241 milliards de francs) en 1983 à 787 millions de deutschemarks (2,408 milliards de francs) en 1984, soit une augmentation de 7,5 %.

Globalement, les ventes de pneus de tourisme ont progressé de 0,75 % et ont dépassé 10 millions d'unités. En outre, les ventes de pneus de la compagnie pour les véhicules utilitaires ont progressé de 12 %, atteignant ainsi près d'un million d'unités.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

| | 9 mai | 10 mai |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 115,6 | 116 |
| Valeurs étrangères | 103,2 | 104,7 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

| | 9 mai | 10 mai |
|---|---|---|
| Indice général | 217,4 | 218,2 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 13 mai ........ 10 1/8 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 10 mai | 13 mai |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 252,70 | 251,55 |

# BOURSE DE PARIS Comptant 10 MAI

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | .... | 1 825 |
| 5 % | 48 10 | 1 356 |
| 3 % amort. 45-54 | .... | 2 328 |
| Emp. 7 % 1973 | 8213 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 118 65 | 8 511 |
| 9,80 % 78/93 | 96 75 | 8 135 |
| 8,80 % 78/86 | 97 60 | 3 616 |
| 10,80 % 79/94 | 99 80 | 7 368 |
| 13,25 % 80/90 | 106 | 12 415 |
| 13,80 % 80/87 | 108 57 | 7 526 |
| 13,80 % 81/89 | 109 46 | 4 386 |
| 16,75 % 81/87 | 112 40 | 11 151 |
| 16,20 % 82/90 | 118 22 | 5 237 |
| 16 % juin 82 | 118 55 | 14 729 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 145 20 | 4 501 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | .... | 12 406 |
| Ch. France 3 % | .... | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 102 75 | 4 270 |
| CNB Paribas | 103 30 | 4 270 |
| CNB Suez | 103 20 | 4 270 |
| CNI janv. 82 | 102 75 | 4 270 |

### Actions au comptant

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Aciers Peugeot | 120 | 120 |
| A.G.F. (St Cent.) | 1410 | 1410 |
| A.S.P. Vie | 9020 | 9010 |
| Agr. Inc. Madag. | 76 | 76 |
| Amrep | 50 | 52 |
| André Roudière | 325 | 315 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Escaut-Meuse | 682 | .... |
| Eurocom | 870 | 890 |
| Europ. Accumul. | 58 30 | 59 |
| Eternit | 930 | 968 |
| Exxor | 1694 | 1695 |
| Ferm. Vichy (Ly) | 179 | 189 80 |
| Finalens | 170 | 176 80 d |
| FIPP | 118 | 117 |
| Fonc | 395 | 395 |
| Focep (Chât. eau) | 900 | .... |
| Foncière (Cie) | 312 | 315 |
| Fonc. Agache-W. | 271 | .... |
| Fonc. Lyonnaise | 2130 | 2110 |
| Foncina | 288 | 289 50 |
| Forges Strasbourg | 269 | 269 |
| Forinter | 1120 | 1100 |
| Fougerolle | 70 | 70 |
| France I.A.R.D. | 178 | 181 |
| France (La) | 1597 | 1600 |
| Frankel | 230 | 229 |
| Fromageries Bel | 1209 | 1257 |
| From. Paul Renard | 730 | 731 |
| GAN | 2277 | 2277 |
| Gaumont | 550 | 540 |
| Gaz et Eaux | 1652 | 1630 |
| Genny S.A. | 450 | 450 |
| Gér. Arm. Hold. | 76 90 | 75 10 |
| Gerland (Ly) | 763 | 740 |
| Gévelot | 263 10 | 265 10 |
| Gr. Fin. Constr. | 286 | 275 |
| Gds Moul. Corbeil | 139 | 144 60 |
| Gds Moul. Paris | 450 | .... |
| Groupe Victoire | 1361 | 1370 |
| G. Transp. Ind. | 213 | 211 |
| Hutchinson | 289 50 | 289 90 |
| Hydro-Energie | 285 10 | .... |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

### SECOND MARCHÉ

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.G.P.-R.D. | 1752 | 1740 |
| Calberson | 345 | 347 20 |
| C.D.M.E. | 725 | 733 |
| C. Equip. Elect. | 307 | 307 |
| C. Occid. Forestière | 163 | 163 |
| Dafsa | 252 10 | 250 |
| Dauphin O.T.A. | 1940 | 1950 |
| Filipacchi | 580 | 580 |
| Guy Degrenne | 745 | 750 |
| Marlin Immobilier | 340 | 339 |
| Métallurg. Minière | 280 | 265 |
| M.M.B | 419 | 402 20 |
| Navale-Delmas | 424 | 422 |
| Om. Gest. Fin. | 305 | 305 |
| Petit Bateau | 350 | 345 |
| Petrofigaz | 732 | 720 |
| Pochet | 1767 | 1790 |
| Poron | 305 | 305 |
| S.C.G.P.M. | 310 | 312 |
| Sofibus | 223 | 224 |
| Sovac | 885 | 900 |

### Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Alser | 221 | 239 80 d |
| Borie | 295 | .... |
| Cellulose du Pin | 104 | 100 |
| C.G.M. | .... | .... |
| Cochery | 20 | .... |
| C. Sabl. Seine | 110 | .... |
| Coparex | 508 | 505 |
| F.B.M. (Li) | 70 | 3 50 o |
| La Mure | 61 | .... |
| Mic | 202 | .... |
| Profils Tubes Est | 1 52 | .... |
| Promopto | 130 | .... |
| Ripolin | 36 10 | .... |
| Rorento N.V. | 121 50 | 123 50 |
| Sabl. Morillon Corv. | 70 | .... |
| S.P.R. | 166 | 164 |
| Thann et Mulhouse | 97 | .... |
| Total C.F.N. | 36 40 | .... |
| Ufiner | 367 | .... |

### SICAV 10/5

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net | VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|---|---|---|
| Actions France | 283 08 | 270 24 | Laffitte-Japon | 222 97 | 212 86 |
| Actions-Investiss. | 276 18 | 263 66 | Laffitte-Oblig. | 140 92 | 134 53 |
| Actions sélectives | 402 50 | 384 33 | Laffitte-Placements | 114189 20 | 114075 12 |
| Aedificandi | 428 15 | 408 83 | Laffitte-Rend. | 187 62 | 179 11 |
| A.G.F. 5000 | 294 80 | 281 43 | Laffitte-Tokyo | 932 17 | 889 90 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

# Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| 1700 | 4,5 % 1973 | 1715 | 1690 | 1696 | – 1 16 |
| .... | C.N.E. 3 % | .... | .... | .... | .... |
| 1468 | Electricité T.P. | 1468 | 1475 | 1475 | + 0 47 |
| 1066 | Renault T.P. | 1061 | 1060 | 1060 | – 0 09 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| 530 | Esso S.A.F. | 532 | 534 | 532 | .... |
| 1210 | Eurafrance | 1251 | 1245 | 1245 | [illegible] |
| 960 | Euromarché | 1040 | 1020 | 1020 | [illegible] |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| 142 | Gencor | 141 90 | 143 30 | 143 30 | [illegible] |
| 290 | Gén. Belgique | 286 50 | 286 50 | 286 | – 0 17 |
| 585 | Gén. Electr. | 581 | 588 | 588 | + 1 20 |
| 665 | Gen. Motors | 659 | 678 | 678 | + 2 88 |
| 69 | Goldfields | 64 50 | 64 50 | 64 50 | .... |
| 35 | Gd Métropolitain | 34 60 | 35 05 | 35 15 | + 1 59 |
| 156 | Harmony | 144 20 | 144 30 | 147 30 | + 2 14 |
| 31 | Hitachi | 30 95 | 31 20 | 31 20 | + 0 80 |
| 680 | Hoechst Akt. | 685 | 678 | 672 | + 1 05 |
| 95 | Imp. Chemical | 91 50 | 94 | 93 80 | + 2 51 |
| 130 | Inco. Limited | 130 | 132 | 132 | + 1 53 |
| 1220 | IBM | 1251 | 1280 | 1285 | + 2 71 |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| 1730 | Siemens A.G. | 1700 | 1725 | 1727 | + 1 58 |
| 163 | Sony | 160 | 160 | 160 | .... |
| 205 | T.D.K. | 207 80 | 210 | 210 | + 1 05 |
| 15 | Toshiba Corp. | 15 10 | 15 20 | 15 30 | + 1 32 |
| 975 | Unilever | 968 | 989 | 989 | + 2 16 |
| 365 | Unit. Techn. | 368 | 375 | 374 | + 1 63 |
| 985 | Vaal Reefs | 940 | 948 | 950 | + 1 06 |
| 450 | West Deep | 429 | 436 | 439 50 | + 2 44 |
| 340 | West Hold. | 326 50 | 331 | 327 | + 0 15 |
| 430 | Xerox Corp. | 443 | 452 | 460 | + 3 83 |
| 1 96 | Zambia Corp. | 1 95 | 1 97 | 2 | + 2 56 |

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 10/5 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 9 532 | 9 521 | 9 200 | 9 850 |
| ECU | 6 823 | 6 821 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 304 900 | 304 790 | 294 | 314 |
| Belgique (100 F) | 15 148 | 15 150 | 14 700 | 15 600 |
| Pays Bas (100 fl.) | 270 300 | 270 250 | 260 | 280 |
| Danemark (100 krd) | 84 780 | 84 900 | 80 | 88 |
| Norvège (100 k) | 105 750 | 105 800 | 102 | 109 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 11 750 | 11 729 | 11 400 | 12 150 |
| Grèce (100 drachmes) | 6 899 | 6 840 | 6 300 | 7 800 |
| Italie (1 000 lires) | 4 789 | 4 785 | 4 600 | 5 100 |
| Suisse (100 fr.) | 362 250 | 362 480 | 3 500 | 3 710 |
| Suède (100 krs) | 105 020 | 105 | 101 500 | 108 500 |
| Autriche (100 sch) | 43 400 | 43 370 | 42 800 | 44 800 |
| Espagne (100 pes.) | 5 418 | 5 410 | 5 300 | 5 900 |
| Portugal (100 esc.) | 5 360 | 5 340 | 5 300 | 6 100 |
| Canada ($ can 1) | 6 888 | 6 891 | 6 700 | 7 100 |
| Japon (100 yens) | 3 778 | 3 772 | 3 650 | 3 850 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 10/5 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 96500 | 96100 |
| Or fin (en lingot) | 97200 | 96050 |
| Pièce française (20 fr) | 571 | 570 |
| Pièce française (10 fr) | 345 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 563 | 559 |
| Pièce latine (20 fr) | 558 | 553 |
| Souverain | 709 | 707 |
| Pièce de 20 dollars | 3905 | 3890 |
| Pièce de 10 dollars | 2012 50 | 2012 50 |
| Pièce de 5 dollars | 1400 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 3605 | 3600 |
| Pièce de 10 florins | 585 | 580 |

Le Monde

# UN JOUR DANS LE MONDE









A B C D F G H

## Au Liban

# M. Walid Joumblatt qualifie de « mensongère » l'ouverture faite aux Syriens par la milice chrétienne

De notre correspondant

Beyrouth. – En attendant que Damas se prononce sur les avances du nouveau chef des milices chrétiennes, M. Hobeika, la situation ne cesse de se compliquer et de s'aggraver à Beyrouth. Les combats de la nuit le long de la ligne de front y deviennent plus violents, et les accalmies diurnes se font précaires.

Ainsi, la voie de passage marginale entrebaillée entre les deux secteurs dite Massaleh, a été fermée dimanche 12 mai. Il faut maintenant emprunter une voie de secours, à travers la banlieue sud, dite de Mrayje que, même parmi les habitués, très peu de gens connaissent et osent utiliser.

Depuis deux semaines que les troubles ont repris à Beyrouth, ils ont fait officiellement 86 morts et *459* blessés.

A l'acte de quasi-allégeance des Forces libanaises, la Syrie a, *jusqu'à* présent, répondu par des gestes à l'égard du président Gemayel, qui a reçu dimanche un messager du président Assad. On a l'impression que ce dernier attend la mise en place d'une nouvelle structure représentative dans le camp chrétien – peut-être le « rassemblement » en cours de constitution – pour agir enfin sur la base du manifeste des Forces libanaises, mais avec d'autres interlocuteurs.

Cette expectative syrienne est aussi celle de la milice chiite Amal, qui s'est retranchée dans un mutisme remarqué. Elle n'a pas empêché *l'autre grand allié* de Damas, M. Walid Joumblatt, chef du PSP druze, de lancer l'anathème contre les Forces libanaises de leur ancien et de leur nouveau chef. « *Si Geagea*, a-t-il dit, *est un philosophe du crime, Hobeika en est un professionnel (...). Il n'y aura jamais de réconciliation ou d'entente avec la rébellion numéro 2, pas plus qu'il n'y en eut avec la première. L'appel de Hobeika est un tissu de mensonges destiné probablement à gagner du temps, parce qu'il a reçu de nouvelles armes (...). Je suis encore disposé à traiter avec Amine Gemayel. C'est peut-être l'offre de la dernière chance (...), mais quelle est aujourd'hui son importance, et que peut-il ?* »

Sur un ton sarcastique, le dirigeant druze s'en prend aux chefs civils, mais aussi religieux, des chrétiens, notamment au patriarche grec catholique, Mgr Hakim. Il se montre à la limite de l'irrévérence à *l'égard du pape, en lui promettant* de lui rendre – et à lui seul – les icônes du couvent du Saint-Sauveur, occupé par ses hommes, quand il adoptera une position « *impartiale* » sur le Liban.

Faut-il voir dans les propos de M. Joumblatt un avant-goût de ce que sera l'attitude de Damas, ou, au contraire, habile tacticien, le chef druze a-t-il placé la barre le plus haut possible en prévision de l'entrée en scène des Syriens et des concessions qu'ils vont demander aux uns et aux autres pour instaurer, au terme du retrait israélien au début de juin prochain, une nouvelle version de la « paix syrienne ».

LUCIEN GEORGE.

## ANNONCÉE PAR M. CHEVÈNEMENT

# La participation des parents sera renforcée dans les établissements scolaires

M. Jean-Pierre Chevènement a annoncé, le lundi 13 mai, des mesures destinées à renforcer le rôle des parents dans la vie des écoles, collèges et lycées.

Dans les écoles primaires, la composition du conseil d'école est modifiée de façon à établir la parité entre le nombre d'instituteurs et celui de parents. Jusqu'à présent, en effet, le conseil d'école rassemblait le conseil des *maîtres* (tous les instituteurs de l'établissement) et le comité de parents (deux à cinq élus).

Le nouveau conseil se réunira obligatoirement une fois par trimestre et sera consulté sur les questions de fonctionnement matériel et financier de l'école, les projets d'action éducative, l'intégration des enfants handicapés et les rythmes scolaires. Il sera informé de la composition des classes et du choix des manuels. Aux côtés des parents *et des maîtres*, les municipalités seront représentées au conseil d'école.

Dans l'enseignement secondaire, les membres des conseils d'administration se répartiront en trois parties égales : équipe de direction et collectivités *territoriales* ; équipe éducative ; usagers (parents et élèves). Cette mesure implique une augmentation du nombre de parents dans les conseils des collèges où, ils passent de cinq à six dans les collèges de moins de six cents élèves et à sept dans ceux de plus de six cents.

Dans les lycées, il y aura, comme auparavant, cinq représentants des parents au conseil. Le rôle des conseils est accru puisqu'ils auront pouvoir de décision – et non plus seulement délibératif – sur le budget de l'établissement et le règlement intérieur, de même que sur l'utilisation des dotations en heures d'enseignement, l'organisation du temps scolaire ou la signature de conventions.

Les parents siégeront,d'autre *part,dans trois nouveaux conseils*. Deux d'entre eux ont été créés par la loi de décentralisation : le conseil départemental et le conseil académique de l'éducation nationale, à qui il *revient notamment de définir* les schémas prévisionnels de formation et de décider de nouveaux investissements pour les collèges et les lycées.

Une troisième instance est créée par le ministère de l'éducation nationale : le conseil de secteur,destiné à assurer une meilleure liaison entre collèges et écoles d'un même secteur.

# M. Marchais invite les jeunes à refuser la « camelote social-démocrate »

M. Georges Marchais s'est adressé, le dimanche 12 mai, à quelque cinq cents personnes parmi les participants au festival organisé à Bobigny (Seine-Saint-Denis) par le Mouvement de la jeunesse communiste. « *Ces temps-ci*, a observé le secrétaire général du PCF, *et de plus en plus, que vous présente-t-on quand on évoque la politique ? Du spectacle. Le président de la République connaît le verlan, Jack Lang s'habille sans cravate, Barre parle de Collaro, Léotard se prend pour une vedette du hit-parade... Quels efforts pour vous séduire !* »

Dénonçant « *ces technocrates, ces politiciens, ces patrons qui font la loi chez nous* », M. Marchais a déclaré : « *Toute cette propagance, ce conformisme, cette débilité envahissante, toutes ces opérations séduction des Barre, des Giscard, des Rocard et des Léotard, la ronde des Fabius et des Tristus, tout ce cirque politicien concocté par des experts en marketing, vous ne supportez plus. Vous voulez du neuf. Pas un nouveau look pour mieux vendre la camelote, qu'elle soit social-démocrate, qu'elle soit de droite ou qu'elle soit les deux à la fois.* » Citant les paroles d'une chanson du groupe de rock Téléphone, M. Marchais a ajouté : « *Vous voulez, vous réclamez une autre vie, un autre monde.* »

Selon M. Marchais, « *dans les administrations publiques, les hôpitaux, les mutuelles, l'enseignement et, de plus en plus, dans les entreprises elles-mêmes, par l'intermédiaire d'associations ou de comités d'entreprises (...), on remplace un emploi à plein temps qui existe ou qui devrait être créé par deux TUC* », dont le coût est égal à un peu plus de la moitié du SMIC. « *On veut faire revenir la législation sociale des dizaines d'années en arrière*, a-t-il dit, *et créer une nouvelle catégorie de travailleurs : les jeunes, qui connaîtraient en alternance des périodes de surexploitation et d'emploi sous-payé et des périodes de chômage* ».

# EXPLOSION DANS UN LYCÉE A NOUMÉA : PLUSIEURS BLESSÉS

*(De notre correspondant.)*

Nouméa. – Une forte explosion a endommagé, lundi soir 13 mai vers *19 h 30 (10 h 30, heure de Paris)*, dans le centre de Nouméa, un internat protestant, le lycée Do-Kamo, la seule institution à conduire les Mélanésiens au baccalauréat. D'origine criminelle, cet attentat a fait plusieurs blessés, seule une femme, toutefois semblait très grièvement atteinte. Selon les premiers témoignages, il sembla que quelques secondes avant l'explosion, le passager d'une voiture ait lancé par-dessus la haie de l'internat, qui est fréquenté en majorité par des Mélanésiens, un paquet contenant une bombe dont la déflagration a brisé les vitres sur deux cents mètres à la ronde.

Tout de suite après l'explosion, les pompiers sont intervenus ainsi que des ambulances qui ont transporté les blessés, au nombre de cinq environ, à l'hôpital. *Mais les agents de la* police municipale ont dû faire appel à un renfort de CRS pour contenir les jeunes Mélanésiens du lycée, qui s'en prenaient à la foule des badauds. Des pierres ont même été lancées, sans toutefois atteindre leurs objectifs.

Le lycée Do-Kamo est réputé, au dire des habitants du quartier, pour être fréquenté par de jeunes Canaques souvent proches du mouvement LKS (*Libération kanake* et socialiste, indépendantiste modéré). Le parti de M. Nidoish Naisseline avait tenu un congrès à cet endroit, en 1983.

C'est la première fois en Nouvelle-Calédonie qu'un établisse*ment scolaire est ainsi visé par un at*tentat à la bombe.

F. F.

# M. MAZEYRAC AMBASSADEUR A STOCKHOLM

Le *Journal officiel* du 14 mai annoncera la nomination de M. Robert Mazeyrac au poste d'ambassadeur en Suède, en remplacement de M. Pierre-Louis Blanc.

[Né en 1924, licencié en droit et breveté de l'Ecole nationale de la France *d'outre-mer, M. Mazeyrac a été intégré* dans les cadres des affaires étrangères en 1958. Il a été notamment en poste à Lomé, Phnom-Penh (1966-1970) et Addis-Abeba (1970-1972). Après avoir *été chargé de mission au secrétariat général* pour la communauté et les affaires africaines et malgaches, puis, en juillet 1974, au cabinet de M. Chirac, premier ministre, il a été ambassadeur à Bamako *de 1975 à 1979. Jusqu'à la fin de l'an* dernier, il était ambassadeur à Yaoundé.]

● *Le tenor italien Luciano Pavarotti*, victime d'un malaise et contraint de se reposer, vient d'annuler sa participation à sept représentations du *Bal masqué* de Verdi, prévues à l'Opéra de Paris du 18 mai au 4 juin. La reprise de cette production sera toutefois assurée avec le tenor japonais Taro Ichihara, qui devait initialement chanter le *rôle de Riccardo pour une seule des* représentations.



Le numéro du « Monde » daté 13 mai 1985 a été tiré à 403 363 exemplaires

## Sur le vif

# Papa gâteau

Vous êtes au courant pour Barbie ? Vous avez vu le rapport des psy ? Stupéfiant, non ? Renversant ! *Moi, c'est pas compliqué*, quand j'ai appris ça, je suis tombée par terre. Sciée ! Rien, rien de rien, non, il ne regrette rien. Sentiment de culpabilité : néant. Remords, connaît pas. Comment vous écrivez ce mot-là ?

C'est pas bizarre, ça ? Après *deux ans de détention dans le* quartier chic de la prison Saint-Joseph, deux belles pièces sur cour, chouchouté par une ribambelle de gardiens qui lui servent de valets de pied, on s'attendait à ce qu'il craque, le boucher de Lyon, *à ce qu'il s'effondre, à ce* qu'il se noie dans un torrent de larmes. Et batte sa coulpe. Et réclame un cilice et des verges pour se faire fouetter.

Pas du tout. Il persiste et signe. Il a du caractère, ça, il faut *le* reconnaître. Il a le sens du devoir. Et une haute idée de la *morale. Ce sont des valeurs qui* se perdent, hélas ! aujourd'hui. Quand il dit que Willy Brandt et le président de la Bolivie, des enfants naturels, des bâtards, des mal-nés, devraient perdre leur statut d'homme, ne pas avoir de rôle *social, ni jouir* des mêmes droits que nous, on applaudit.

Non, c'est vrai, c'est pas comme lui. Lui, son père était un homme admirable, très intelligent, *très pratique*, très organisé. Il a de qui tenir ! Et sa mère donc ! Une épouse fidèle, très popote, très famille. Ah, la famille ! Ce n'est plus ce que c'était, la famille. Savez-vous pourquoi l'humanité va à sa perte ? C'est à cause de la division des familles.

*Il sait de quoi il parle. Qu'est-ce qu'il n'a pas fait pendant* l'occupation pour le bonheur et le bien-être des familles juives ! C'est vraiment touchant. Les parents avaient des soucis, à l'époque. Alors, pour les aider, *pour les soulager, il s'occupait de* leurs gosses. Il les envoyait respirer le bon air de la campagne en Allemagne.

Ça, c'est des choses qu'on *n'oublie pas*. D'ailleurs les néonazis qui ont défilé hier à Paris sous une large banderole « Les amis de Barbie » à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, sainte de la Patrie, ont rendu un juste et *vibrant hommage à ce bon papa* gâteau.

*CLAUDE SARRAUTE.*

## A LA SYNAGOGUE DE LA RUE BUFFAULT

# De nombreuses personnalités ont célébré l'anniversaire de la libération des camps

De nombreuses personnalités ont assisté à la cérémonie organisée à la synagogue de la rue Buffault, à Paris, pour célébrer le quarantième anniversaire de la libération des camps d'extermination nazis. Le président de la République, dont la présence avait été annoncée (*le monde* du 11 mai), était représenté par M. Gilles Ménage, directeur-adjoint de son cabinet. Le gouvernement était représenté par MM Robert Badinter, ministre de la justice ; Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; *Roland Dumas, ministre des relations extérieures*.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes, notamment MM. Raymond Barre et Michel Rocard ; MM. Claude-Gérard Marcus et Gabriel Kaspereit, députés (RPR) de Paris ; M. Didier Bariani, conseiller (UDF rad.) de Paris, maire du vingtième arrondissement. Les autorités militaires étaient représentées, de même que les différents cultes, ceux-ci notamment par le cardinal Jean-Marie Lustiger.

Un Sepher Torah (rouleau de la loi) à la mémoire des six millions de juifs victimes du nazisme a été introduit dans l'arche sainte de la synagogue. M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, a évoqué la *mémoire de ceux qui sont morts* dans le combat contre le nazisme et celle des juifs et des tziganes victimes de la persécution raciale. Puis il a dit, conjointement avec l'officiant et avec la communauté, le Kaddich (prière pour les morts).



هكذا من الأصل